



**Dans « aden » :**  
tout le cinéma  
et une sélection  
de sorties  
Demandez notre supplément

**Lionel Jospin  
aux socialistes :**  
« Le temps  
de la confrontation  
approche »

**LIONEL JOSPIN** a souligné, mardi 13 novembre, devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, que « le temps politique de la confrontation approche » et que l'élection présidentielle de 2002 « ne sera pas le moment d'une reconduction mais d'une élection ». C'est un pas de plus du premier ministre dans la voie d'une déclaration de candidature. Mais M. Jospin n'a pas, pour l'heure, l'intention de l'annoncer avant le mois de février.

Dans un entretien au Monde, Roger-Gérard Schwartzberg (PRG), le ministre de la recherche, invite M. Jospin à ne pas attendre février pour se déclarer. « Je ne crois pas à l'efficacité d'une campagne qui ne durerait que deux mois », déclare-t-il. Il n'exclut pas d'être candidat à l'Élysée en 2002.

Lire page 10

[www.lemonde.fr/presidentielle2002](http://www.lemonde.fr/presidentielle2002)

**Un plan pour  
la santé mentale**

**POUR LA PREMIÈRE** fois depuis des années, un gouvernement prend position sur la santé mentale. Bernard Kouchner a présenté en conseil des ministres, mercredi 14 novembre, un plan d'action. Consacrant 2001 comme l'« année mondiale de la santé mentale » l'OMS avait rappelé qu'une personne sur quatre souffre de troubles mentaux ou du comportement au cours de sa vie. Alors qu'en France, la demande de suivi psychiatrique a augmenté de 46 % dans le secteur public, M. Kouchner veut réorganiser l'offre de soins, en développant des centres hospitaliers de proximité et en renforçant les alternatives à l'internement.

Lire page 12

**Grand Robert,  
nouvelle édition**



ALAIN REY

**LE 16 NOVEMBRE**, la nouvelle édition du Grand Robert de la langue française, déjà souscrite à 15 000 exemplaires, sera mise en vente en librairie. Alain Rey, qui en a codirigé la réalisation, explique les raisons qui l'ont conduit à choisir 1 500 mots nouveaux et à remanier 4 000 définitions.

Lire page 31

Afrique CFA 1 000 F CFA, Algérie, 35 DA, Allemagne, 3 DM (1,53 €), Antilles-Guyane, 10 F (1,52 €), Autriche, 25 ATS (1,82 €), Belgique, 49 FB (1,21 €), Canada, 2,50 \$ CAN; Danemark, 15 KRØ; Espagne, 250 PTA (1,50 €); Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 500 DR (1,47 €); Irlande, 1,40 £ (1,78 €); Italie, 3000 L (1,55 €); Luxembourg, 46 FL (1,14 €); Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRØ; Pays-Bas, 3,30 FL (1,50 €); Portugal, cont., 300 ESC (1,50 €); Réunion, 10 F (1,52 €); Suède, 16 KRØ; Suisse, 2,40 FS; Tunisie, 1,5 DT; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 1115 - 7,90 F - 1,20 €



## Les anti-talibans au seuil d'une victoire totale

- Après la chute de Kaboul, Jalalabad est tombée ● Les talibans sont assiégés dans leur fief à Kandahar
- Dans Kaboul, le reportage de notre envoyé spécial ● L'ONU prépare une force de sécurité dirigée par les Etats-Unis ● Grande-Bretagne, Canada et Italie en feraient partie ● A Doha, accord à l'OMC

### SOMMAIRE

**● La guerre contre Al-Qaida :** Après Kaboul, Jalalabad, la grande ville de l'est de l'Afghanistan, est tombée. Le fief des talibans, Kandahar, est assiégé. Où sont Oussama Ben Laden, le mollah Omar et les combattants talibans en fuite ? Les Pachounes cherchent à préserver le rôle central de leur ethnie. Rémy Ourdan, notre envoyé spécial à Kaboul, raconte la première journée de la capitale libérée : scènes de liesse et de vengeance, inquiétude sur le comportement de l'Alliance du Nord. Le coût de la guerre : 1 milliard d'euros par mois. Al-Jazira s'en remet à CNN. p.2 et 3

**● Sur le front diplomatique :** L'ONU envisage une force de sécurité multinationale dirigée par les Etats-Unis, avec la Grande-Bretagne, le Canada et l'Italie. Jacques Chirac souhaite que les Nations unies affirment immédiatement leur présence à Kaboul. Le



Arc de Triomphe imaginaire

président pakistanais est pris à contrepied par les succès de l'Alliance du Nord. Fort rapprochement russo-américain à l'issue des entretiens entre les présidents Bush et Poutine. p.4 à 6

**● Les enquêtes :** L'Airbus d'American Airlines s'est mystérieusement disloqué. Reportage dans le Queens, à New York. p.7

**● Accord à l'OMC :** A Doha, les 142 pays membres s'entendent sur un nouveau cycle de négociation. p.8

**● Horizons :** Les points de vue, l'éditorial : « Succès américains », l'analyse de Jacques Isnard, la chronique de Pierre Georges. p.16, 17 et 36

**● Conséquences économiques :** Selon Robert Mundell, Prix Nobel d'économie, le choc du 11 septembre pourrait être plus fort que celui de la guerre du Golfe. p.12 et 13

[www.lemonde.fr/dossier-special](http://www.lemonde.fr/dossier-special)

SCOTT O. SONVAPF

PAR SYLVIE KAUFFMANN

## Amérique en guerre

### 2. Patriotisme

Après les attentats du 11 septembre, les Etats-Unis serrent les rangs autour d'un patriotisme qui rappelle celui de la seconde guerre mondiale. Le récit de notre envoyée spéciale, Sylvie Kauffmann, qui fut correspondante du Monde à New York jusqu'à l'été dernier. p.15

## A Alger, les sauveteurs recherchent les morts enfouis sous des montagnes de terre

### ALGER

*de notre envoyé spécial*

Dans la nuit, les pleurs et les cris se sont tus. A Alger, que la boue a submergée, le seul bruit de fond est celui des engins mécaniques qui, sans relâche, dégagent des cheminements dans une masse informe de terre, de ferraille et de gravats. Il est 6 h 30, mercredi 14 novembre. Sur l'esplanade du Triolet où, samedi, le torrent furieux descendant de l'oued Koriche a fait ses premières victimes, la carcasse fracassée du marché a été à peu près arasée. Le chaos commence ici, juste en contrebas des tentes de la protection civile.

Outre les feux de planches crépitants que les sauveteurs ont allumés pour lutter contre le petit froid nocturne, les seuls repères lumineux sont les grappes de projecteurs alimentés par des groupes électrogènes. Si on lève les yeux, tout paraît presque normal, le haut des immeubles de deux à six étages est intact, et la plupart des familles qui s'y entassent ne les ont pas désertés. Elles tentent d'y trouver un semblant de repos. Le sol, en revanche, où l'eau ruisselle encore malgré l'arrêt des pluies, n'est plus celui

d'une ville. Il atteint presque partout le premier étage des bâtiments, dont l'accès nécessite des escalades acrobatiques. L'eau a déposé des milliers de tonnes d'alluvions, et c'est sur des montagnes de terre, qui en séchant forment une croûte, que l'on peut descendre du Triolet à Bab el-Oued, en passant par la place des Martyrs. Des épaves de voitures et de camions, froissés comme du papier, rendent difficile la progression des bulldozers, qui butent sur de monstrueux obstacles : ici, une semi-remorque sur le flanc ; là, une dalle de béton arrachée d'un atelier de mécanique.

Un vieil homme en djellaba et en pantoufles, s'enfonçant jusqu'aux chevilles dans le bourbier, sort du numéro 6 de la rue Rachid-Kouach. Il habite le troisième étage et se félicite que, dans son immeuble, on ne déplore aucun mort. « Les gens du rez-de-chaussée ont eu le temps de se réfugier dans les étages, raconte-t-il, mais, en face, on a extrait une trentaine de cadavres. Les secours ont mis beaucoup de temps à arriver, et ce sont les voisins qui, à mains nues, ont détérré et transporté les corps. » Mohammed Missaoui a soixante-quinze ans, et il n'a jamais connu une telle catastrophe.

« Je me souviens que, en décembre 1967, il y a eu de grosses inondations, mais ça venait de la mer, pas des collines. C'est Dieu qui l'a voulu. » Son fatalisme tranche avec la colère de la population et avec le ton des journaux francophones, qui, depuis la tragédie, dénoncent l'incurie du gouvernement et traquent les responsables.

En contrebas de la rue Eiffel, une vingtaine de pompiers s'activent autour d'une pelle mécanique, qui attaque la montagne de débris le plus délicatement possible. Les secouristes recherchent des corps. A l'approche de la place des Trois-Horloges, les scrapers arrivent au niveau du pavement, qu'ils raclent dans des gerbes d'étincelles. Le jour commence à se lever. Dans la partie du marché des Trois-Horloges qui a été dégagee, des marchands de légumes et de menthe installent leurs maigres étals, comme si, coûte que coûte, la vie devait reprendre. Dans quelques heures, sur le front de mer, la foule désespérée s'amassera de nouveau pour tenter d'apercevoir les cadavres que la marée continue à ramener sur le rivage.

Robert Belleret

## Le tournant occidental de Vladimir Poutine

**VLADIMIR POUTINE** ne demande rien. Il a spontanément appelé le président George W. Bush dès le soir du 11 septembre et il a décidé, seul, de placer son pays dans la coalition antiterroriste dirigée par les Etats-Unis. Il a rompu ainsi, en quelques jours, avec l'antiaméricanisme

de la politique extérieure russe, vivace depuis toujours après avoir fléchi au début des années 1990.

Il l'a fait contre l'establishment militaire, la bureaucratie du ministère des affaires étrangères et une majorité de la société russe. Pour la première fois depuis son

arrivée au pouvoir, il a pris une décision susceptible de lui aliéner le soutien populaire sans précédent dont il bénéficie, et le risque de se retrouver dans la situation d'un Gorbatchev, vénéré à l'étranger mais honni chez lui.

Il n'a rien négocié en échange. Ce qui ne signifie pas qu'il n'atten-

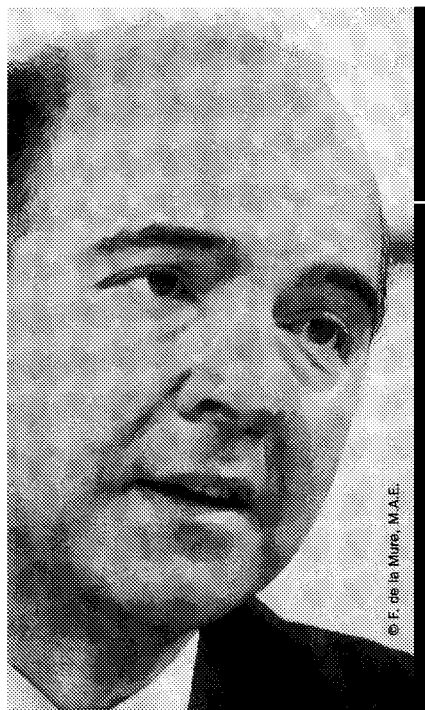
de rien. Au contraire. De la réduction des armements stratégiques à un accord sur le traité ABM, de l'entrée dans l'Organisation mondiale du commerce à l'effacement de la dette, de la guerre en Tchétchénie à l'élargissement de l'OTAN, les sujets ne manquent pas où les discussions ont été rudes avec Washington au cours des derniers mois.

Avec son soutien à la stratégie américaine en Afghanistan, le président russe tient un monnaie d'échange. Mais il entend en user en homme d'Etat, non en quémandeur. « Pour combattre le terrorisme, nous ne demandons aucune faveur à l'Occident, a-t-il déclaré à la chaîne de télévision ABC, ni en termes d'adhésion à l'OMC ni en ce qui concerne notre dette extérieure. Cette lutte est dans l'intérêt vital de tous, donc aussi dans le nôtre. (...) Nous voulons nous intégrer de plus en plus dans les structures internationales, et cela aussi nous semble aller dans l'intérêt de tous. »

Vladimir Poutine ajoute que cette politique n'est pas nouvelle, mais qu'avant le 11 septembre elle passait inaperçue ; depuis, elle est devenue évidente. Ce n'est qu'une face de la vérité.

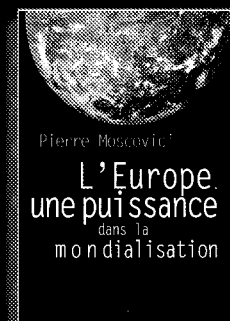
Daniel Vernet

Lire la suite page 17



## Pierre Moscovici

### L'EUROPE, UNE PUISSANCE DANS LA MONDIALISATION



À la veille de l'adoption définitive de l'euro, le témoignage d'un acteur essentiel de la politique européenne de la France et des nouveaux enjeux européens...

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

Seuil



F. CHAIRE/HOQUAI

### VOYAGES

## Lagune vénitienne

Traditionnellement peintes par les femmes, les façades des maisons de Burano, l'île des pêcheurs, renvoient leurs couleurs sur la surface des canaux. Loin des foules de la place Saint-Marc, quelques escales de vaporetto dans la lagune vénitienne offrent le dépaysement. De Burano à Torcello, promenade dans les monastères et dans les jardins, à la découverte d'une civilisation toujours présente. p.26 et 27



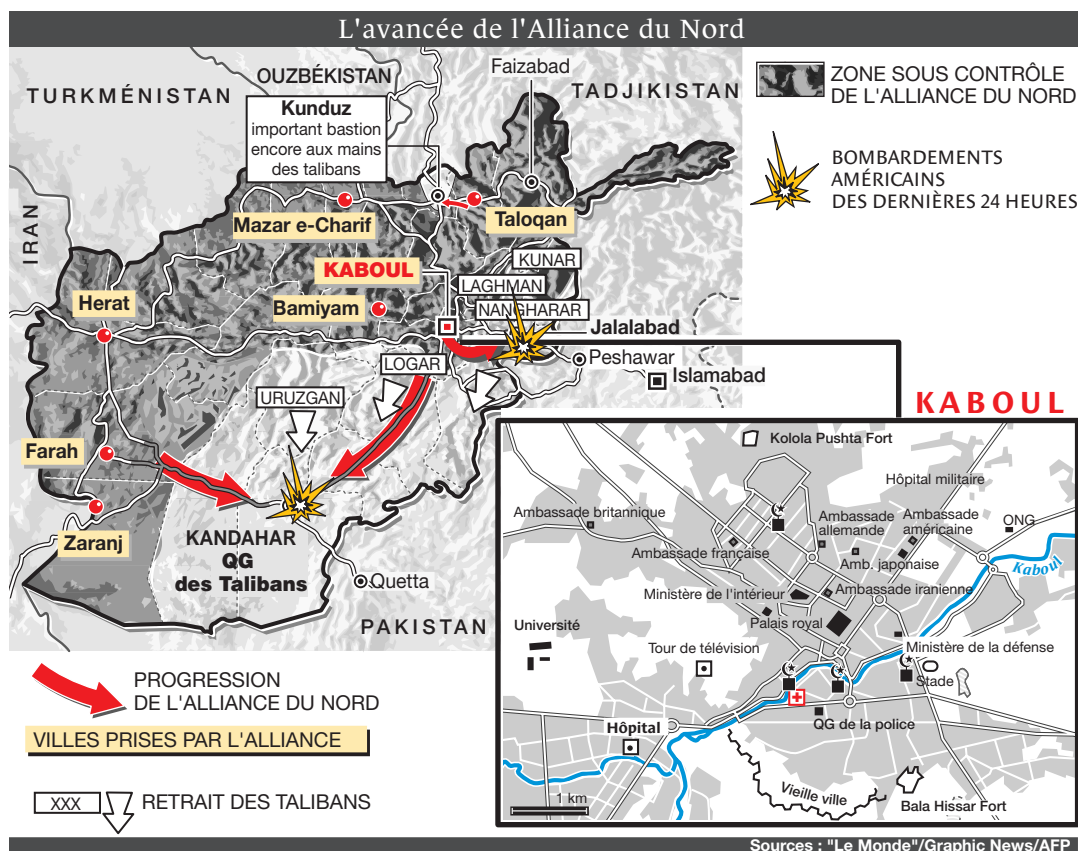
### SPÉCIAL DOMOTIQUE

## La maison intelligente

Petit à petit, l'informatique s'installe dans les foyers. L'écran plat, fixe ou portable, centralise les informations provenant des différents appareils de la maison. L'électroménager s'automatise et se simplifie. La maison précablée existe déjà, qui bientôt se libérera des fils qui l'entravent. Huit pages consacrées à la domotique. Lire notre supplément

International	.....8	Aujourd'hui	.....25
France-Société	.....10	Météorologie-Jeux	.....29
Régions	.....13	Culture	.....30
Carnet	.....14	Guide culturel	.....32
Horizons	.....15	Kiosque	.....33
Entreprises	.....18	Abonnements	.....33
Communication	.....21	Immobilier-annonces	.....34
Tableau de bord	.....22	Radio-Télévision	.....35





## Al-Jazira, sans bureaux, s'en remet à CNN

UN SYMBOLE : mardi 13 novembre, pour suivre sur Al-Jazira la prise de Kaboul par l'Alliance du Nord, les téléspectateurs de la chaîne qatarie ont eu la surprise de voir le journaliste américain de CNN, Matthew Chance! La nuit précédente, le bureau d'Al-Jazira avait été détruit par les derniers bombardements américains sur la capitale afghane.



« Notre correspondant Teysir Allouni et son équipe sont en bonne santé, aucun d'eux n'a été touché lors du bombardement, ils sont en train de gagner le Pakistan », a déclaré au Monde le directeur de l'antenne d'Al-Jazira, Mohammed Jassem Al-Ali. De même, la chaîne a demandé à son correspondant à Kandahar, Youssef Echoulli, de quitter le pays. « Il règne en Afghanistan un climat de vengeance et un sentiment anti-arabe qui pourrait

mettre en danger nos journalistes », précise Mohammed Jassem Al-Ali. Le directeur d'Al-Jazira « se pose des questions » sur le bombardement du bureau de la chaîne à Kaboul : « Les Américains savaient très bien où se trouvait notre siège. »

### CORRESPONDANT EN FUITE

A l'antenne, le porte-parole du ministère américain de la défense tente d'expliquer ces frappes : « J'ai lu les rapports... Il y a eu des erreurs humaines et techniques dans nos frappes et nous les avons reconnues. Nous ne visions pas Al-Jazira ou un autre média, mais des dépôts de munitions des talibans. Après notre enquête, s'il faut reconnaître nos torts, nous le ferons. »

Al-Jazira est donc en train de perdre sa « guerre de l'information ». L'ex-« seule télévision » en territoire contrôlé par les talibans, ayant un bureau à Kaboul et un autre à Kandahar, est obligé de reprendre les images de CNN pour la première conférence de presse à Kaboul du Dr Abdoullah, le « ministre des

affaires étrangères » de l'Alliance du Nord. Et Teysir Allouni fuit le pays.

Mohammed Jassem Al-Ali se défend d'un traitement partial du conflit : « Notre correspondant à Moscou a tenté plus d'une fois de se faire accréditer par l'Alliance du Nord, mais en vain. » La chaîne n'entend pas renoncer à sa ligne de conduite : toujours critique à l'égard de la politique américaine, plus que jamais méfiante vis-à-vis de l'Alliance du Nord.

Alors que les télévisions du monde retransmettaient des images de joie dans les rues de Kaboul, Al-Jazira a choisi de ne montrer que celles (tournées par Reuters et AP) qui correspondent le mieux à son angle d'attaque : « Ce n'est pas la fin d'une guerre comme seraient tentés de le croire ceux qui ne connaissent pas l'Afghanistan ; mais peut-être le début de conflits nouveaux encore plus féroces », était-il expliqué.

Tewfik Hakem

## Un parfum de liberté flotte sur Kaboul, où les habitants craignent toujours une guerre entre les vainqueurs

### KABOUL

de notre envoyé spécial  
Des Kabouli crachent sur ces morts sans sépulture. Cinq cadavres pakistanais sont livrés à la

### REPORTAGE

Les commandants du Front uni pavoisent dans les rues de la capitale afghane

Leur fureur populaire, dans un parc de la capitale afghane. Humiliation suprême, des gens glissent des billets de banque dans les narines et les excavations creusées par les balles dans les crânes. La haine des mercenaires et des « fous d'Allah » étrangers jaillit. Elle occasionne, ce mardi 13 novembre, les uniques et très rares scènes de violence de la chute de Kaboul aux mains des moudjahidines du nord.

L'un des morts, étendu sous un panneau rouillé de basket, fut peut-être le dernier résistant de l'ère talibane à Kaboul. Sorti d'une caserne à l'aube, tandis que les premières unités du Front uni (Alliance du Nord) pénétraient dans la ville et que les soldats talibans achevaient leur retraite précipitée, l'homme s'est perché sur le

panneau, certains de ses camarades prenant position entre les arbres du parc. « Il est resté deux heures là-haut en tirant en direction des rues avoisinantes, affirme Yahya, un témoin. Il a tué un moudjahidine. D'autres soldats de l'Alliance du Nord sont arrivés et ont fini par l'abattre. »

L'échange de tirs du parc fut l'un des seuls incidents répertoriés impliquant les combattants anti-talibans. A un endroit différent de la ville, ils ont aussi pénétré dans une villa où demeuraient une poignée de volontaires arabes appartenant à l'organisation d'Oussama Ben Laden, Al-Qaïda, et les ont tués au terme d'un bref combat.

Les Kabouli racontent que les tirs qui pouvaient être entendus à l'aube de mardi provenaient principalement de civils armés, et non des unités de choc du Front uni s'étant infiltrées dans la capitale afghane. Des bandes pourchassaient les derniers talibans et volontaires étrangers n'ayant pas quitté Kaboul durant la nuit. Onze cadavres ont été retrouvés par la Croix-Rouge. Certains hommes en armes se seraient aussi livrés à des actes de pillage, tandis que d'autres protégeaient au contraire habitations et magasins.

### Une centaine de talibans massacrés à Mazar-e-Charif

Plus de cent jeunes soldats talibans cachés dans une école de Mazar-e-Charif, dans le nord de l'Afghanistan, ont été massacrés samedi 9 novembre, « apparemment » par des membres de l'Alliance du Nord qui s'étaient emparés de la ville la veille, a affirmé mardi 13 novembre, à Islamabad, un porte-parole de l'ONU. Stephanie Bunker a indiqué que l'ONU avait reçu des « informations selon lesquelles plus de cent jeunes recrues, avaient été tués ».

Amnesty International a mis en garde la communauté internationale contre les représailles perpétrées, notant que « La population afghane est à la merci de groupes politiques armés qui ne respectent pas les droits de l'Homme ». - (AFP)

Les hypothèses diffèrent sur la nature de ces incidents, bien qu'il y ait inévitablement une part de spontanéité dans cette ultime chasse aux talibans. Selon certains témoins, les civils armés étaient des partisans des moudjahidines à l'intérieur de la capitale, où ils tentaient de prévenir une brutale flambée de violence.

### Les femmes retravaillent, les hommes se rasent

Les Kabouli ont découvert immédiatement ce que signifiait la fin du règne taliban. Mardi, les chauffeurs de taxi découvraient, ahuris, enthousiastes, que la radio programait de la musique. Ils ont alors exhibé les bandes sonores interdites et précieusement cachées sous le tapis de leur voiture. Quelques heures plus tard, c'est une voix féminine qui lit le bulletin d'informations, justement pour annoncer que les femmes peuvent retourner travailler et leurs filles étudier. Des hommes, après avoir vérifié que la ville a définitivement basculé aux mains des anti-talibans, courent chez eux se tailler la barbe. « Cette barbe, je la porterai peut-être de nouveau, raconte Jawid, un ami de Yahya. Ce jour-là, ce sera mon choix. » D'autres affirment attendre avec impatience l'ouverture des échoppes des barbiers le lendemain, car les magasins ont gardé mardi leurs portes closes. - (Corresp.)

Selon le Front uni, ils n'étaient que « des gens armés et déraisonnables » dont les actes ont forcé l'opposition afghane à rompre sa promesse de s'arrêter aux portes de Kaboul.

« Il y a eu ce retrait soudain et inattendu des talibans, puis ces troubles, a commenté Dr Abdullah, le chef de la diplomatie du Front uni. Nous n'avions pas d'autre option que d'envoyer nos forces de sécurité dans Kaboul afin d'y maintenir l'ordre. »

Les moudjahidines ont investi Kaboul, une ville qu'ils avaient perdue il y a cinq ans lors de la spectaculaire avancée des talibans à travers l'Afghanistan, le sourire aux lèvres et ivres d'un inévitable sentiment de victoire. Dix-sept heures exactement après la percée de la ligne de front dans la plaine de Shomali, à cinquante

kilomètres au nord, ils étaient les maîtres d'une capitale vide de talibans.

Les commandants du Front uni, s'ils ont respecté les ordres de maintenir leurs colonnes blindées et leurs bataillons autour de

Kaboul, n'ont pas résisté à l'envie de pavoiser dans les rues de la capitale. Dès le matin tôt, chaque chef militaire se ruait dans le centre-ville, accompagné de son escorte de dix à vingt soldats, afin de prendre le pouls de la capitale afghane et d'y boire un thé. Peu sont repartis vers les collines. Cinq semaines après le déclenchement des raids aériens américains sur l'Afghanistan, et une semaine après le lancement des offensives d'envergure contre les talibans, leur foudroyant succès ne pouvait pas ne pas être associé à une prise de contrôle de Kaboul, cité du pouvoir politique, militaire et marchand.

Les Kabouli ont diversement accueilli les combattants du Front uni. Certains manifestaient leur joie après le départ des talibans et l'arrivée des derniers hommes qui leur aient résisté depuis cinq ans. D'autres confiaient discrètement leur crainte que le scénario de

1992 voit de nouveau le jour : les moudjahidines s'étaient livrés à des exactions envers les habitants de la ville, puis s'étaient déchaînés dans une guerre intestine de quatre ans qui avait provoqué la mort de 50 000 personnes.

« Nous sommes tous enchantés du départ des talibans, et surtout des terroristes pakistanais et arabes qui régnaient en maîtres absolus sur Kaboul ces dernières semaines, témoigne Yahya. Ce soir, nous nous sentons libres. Auparavant vous ne nous auriez pas vu déambuler ainsi entre amis dans le parc à la nuit tombante. Nous espérons tous que les moudjahidines auront tiré les leçons de leurs erreurs et leur défaite de 1992-1996, et qu'ils ne se déchireront pas pour avoir le pouvoir à Kaboul. Pour moi, tous les Afghans doivent vivre ensemble et respecter l'Afghanistan. Ce pays nous appartient, à nous Afghans de toutes les ethnies, et surtout pas aux

### La fin du turban noir

Des Kabouli sont venus accrocher, mardi 13 novembre, leurs turbans noirs - emblème taliban -, aux grilles du poste de police déserté. Les portes des prisons se sont ouvertes. Le drapeau de l'Etat islamique d'Afghanistan - l'Etat moudjahidine mis en déroute en 1996 et qui ne contrôlait que 10% du pays il y a dix jours encore - a été hissé sur les bâtiments officiels.

Dans les rues, des automobilistes prenaient plaisir à dénicher des photographies d'Ahmed Chah Massoud, le légendaire commandant de la vallée du Pan-chir assassiné le 9 septembre, et à les afficher sur leurs pare-brises, imitant ainsi les combattants qui débarquaient en ville à bord de Jeeps arborant le visage du chef défunt. - (Corresp.)

Pakistans et aux Arabes » Un parfum de liberté flotte effectivement sur Kaboul, un sentiment de libération. Même ceux qui ont peur des moudjahidines et de l'avenir, peur du vide, témoignent de leur absolu soulagement du départ des talibans et de leurs compagnons étrangers. « Quatre années de guerre, cinq années de pouvoir taliban. Kaboul avait un énorme nuage noir au-dessus d'elle depuis neuf ans, dit un homme. Aujourd'hui le ciel est bleu. L'espoir peut renaître. »

L'impression dominante est que Kaboul retient son souffle. Car, au vent de liberté se mêle aussi la peur véritable d'une guerre qui détruirait la cité. Les Kabouli paraissent enchantés de la déroute talibane mais sans illusion sur leurs vainqueurs. Ils semblent surtout heureux que la victoire ait été si peu militaire, sans affrontement armé, sans résistance des hommes du mollah Omar et d'Oussama Ben Laden. « Ce que désirent les Kabouli n'a rien à voir avec les questions politiques ou ethniques, avec la notion de pouvoir », raconte Aziz, un journaliste afghan qui refuse de révéler son origine communautaire ou régionale, et se déclare en souriant « citoyen de Kaboul ». « Ce que désirent les Kabouli tient en cinq lettres : PEACE, la PAIX ! Et ce qu'espèrent les Kabouli pour l'avenir, quand ils peuvent s'offrir le luxe d'espérer, se résume en un mot : FREEDOM, la LIBERTÉ ! »

« Les moudjahidines et les talibans ont toujours été les uns et les autres des fléaux pour Kaboul, ajoute Aziz, pensif. Je ne souhaite dorénavant qu'une chose : que cette belle cité soit respectée par ceux qui ont la chance d'y vivre, et a fortiori d'y exercer un quelconque pouvoir. »

Rémy Ourdan







OSMAN ORSALI/AP

# Au Pakistan, le général Pervez Moucharraaf se retrouve dans une position très délicate

Les partis religieux jurent de venir en aide aux talibans au nom de la guerre sainte

## ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale

C'est dans une atmosphère extrêmement sombre qu'est rentré de New York, dans la nuit de mardi 13 au mercredi 14 novembre, le président pakistanais Pervez Moucharraaf qui, après une brève escale à Istanbul durant laquelle il n'a pu que répéter que « Kaboul devait être une ville démilitarisée » et « qu'il est très important que sous une sorte de parapluie de l'ONU, une force de l'ONU, peut-être aussi spécialement composée de pays de l'OCI [Organisation de la Conférence islamique], donc de pays musulmans, soit présente à Kaboul pour y assurer la stabilité ».

Peu auparavant, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Aziz Ahmad Khan avait martelé à plusieurs reprises, lors d'une conférence de presse : « Le Pakistan estime que l'Alliance du Nord ne doit pas occuper Kaboul. Il n'y a pas de groupe ou de faction qui puisse ramener seul la paix au pays ».

Pour le Pakistan, la pilule est d'autant plus amère que le sentiment d'avoir été une nouvelle fois trahi par les Etats-Unis domine. La vision à la télévision des forces spéciales américaines donnant des conseils aux officiers de l'Alliance du Nord, a achevé de convaincre

nombre de responsables pakistanais que les avertissements du président Bush à l'Alliance du Nord de ne pas rentrer dans Kaboul n'étaient que des propos aimables, exprimés en présence du général Moucharraaf, mais sans suite sur le terrain. « Au moins pour l'instant, la puissance militaire américaine a remis l'Afghanistan aux pires ennemis du Pakistan dans ce pays » déclare un haut responsable, dans le quotidien *The News*. Ce même journal publie en première page une déclaration de l'ambassadeur de l'Alliance du Nord à l'ONU, M. Farhadi, affirmant : « Nous avions des indications des Etats-Unis pour entrer à Kaboul. Ils nous ont dit de faire cela. »

Pour le Pakistan, le déroulement des événements est le pire qu'il puisse envisager. Après avoir rompu avec les talibans, Islamabad n'a pas réussi à mettre sur pied une alternative pachtoune et voici qu'arrive au pouvoir à Kaboul des responsables afghans qui n'ont jamais caché leur opposition totale à Islamabad, qu'ils accusent d'être responsable de tous les malheurs de l'Afghanistan.

En outre, ces responsables entretiennent les meilleurs rapports avec l'Inde, ennemi juré du Pakistan et certains d'entre eux y ont

même installé leurs familles. Certes, le jeu n'est pas fini. Les Pakistanais ont une longue expérience des luttes internes afghanes et comptent sur le fait que l'entente au sein de l'Alliance du Nord pourrait être de courte durée.

Mais en attendant, l'accélération des événements a des conséquences directes sur la sécurité

## Le sentiment d'avoir été une nouvelle fois trahi par les Etats-Unis domine

intérieure du Pakistan, puisque des talibans et des volontaires arabes se repliant, seraient venus se réfugier dans les zones tribales pakistanaises. Le président Moucharraaf a certes affirmé qu'il ne voulait pas que les talibans viennent au Pakistan mais on voit mal, compte tenu du statut spécial des zones tribales et de la solidarité ethnique forte qui y règne vis-à-vis des talibans, comment les autorités pourraient l'empêcher sans gra-

ves conséquences. D'autre part, les partis religieux n'ont pas renoncé à venir en aide aux talibans. Mardi, des milliers de leurs supporters se sont rassemblés au siège du Jamiat-i-Ulema-i-Islam à Peshawar pour décider de la stratégie à suivre.

« Maintenant, c'est une guerre sainte. Les choses ont totalement changé. Avant, nous combattions avec des armes, mais maintenant notre arme est Dieu. Tous les musulmans sont derrière nous » a déclaré un dirigeant du parti. Les participants ont décidé de récolter de l'argent pour les talibans et d'envoyer des milliers de volontaires pour les aider. Ils ont décidé aussi d'offrir un sanctuaire pour les combattants talibans dans les zones tribales.

Le problème immédiat pour le général Moucharraaf est qu'il n'a rien à montrer de très positif pour son soutien aux Etats-Unis alors que le Pakistan a sérieusement perdu avec l'entrée de l'Alliance du Nord à Kaboul. Ceci au moment où, comme le souligne un éditorialiste, les Etats-Unis ont moins besoin du Pakistan puisqu'ils vont pouvoir s'installer directement en Afghanistan.

Françoise Chipaux

■ **ISTANBUL.** Lors d'une conférence de presse tenue mardi en compagnie du premier ministre turc Bülent Ecevit, Pervez Moucharraaf (photo) a déclaré que « Kaboul devait être une ville démilitarisée », et a évoqué l'envoi de troupes de pays musulmans « pour y assurer la stabilité ».

## Jacques Chirac : que l'ONU soit immédiatement présente à Kaboul

### RIYAD

de notre envoyée spéciale

C'est à Riyad, en Arabie saoudite, où il terminait, mardi soir 13 novembre, une tournée éclair au Proche-Orient, que Jacques Chirac a tracé les premières perspectives après la chute de Kaboul aux mains de l'Alliance du Nord. Il faut, a-t-il déclaré au terme d'un entretien avec le prince héritier Abdallah Ben Abdel Aziz, que « les Nations unies affirment immédiatement leur présence à Kaboul ».

Il faut également accélérer la recherche d'une solution politique « qui permette d'assurer la stabilité [de l'Afghanistan] et qui passe naturellement par les Nations unies ». Il faut encore hâter l'aide aux populations civiles et, surtout, il ne faut pas oublier que « l'objectif essentiel [de la coalition antiterroriste] n'est pas seulement la défaite du régime des talibans,

A Riyad, où il terminait mardi soir une tournée éclair au Proche-Orient, le chef de l'Etat a tracé les premières perspectives après la chute de la capitale afghane

mais l'éradication d'Al-Qaida et de ceux qui la protègent ».

La chute de la capitale afghane a coïncidé avec les deux dernières étapes – Abou Dhabi puis Riyad – du voyage du président de la République au Proche-Orient. Ses hôtes, le chef de l'Etat des Emirats arabes unis, Cheikh Zayed Ben Sultan Al-Nahayan, et le prince Abdallah, qu'il était allé consulter précisément sur l'affaire afghane et leur coopération à la coalition antiterroriste, partageant son avis sur tous ces sujets, a-t-il lui-même assuré. Les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite étaient, avec le Pakistan, les seuls pays au monde à avoir reconnu le régime des talibans. Ils en sont aujourd'hui parmi les plus farouches opposants.

M. Chirac ne tient pas pour d'ores et déjà acquis l'effondrement du régime taliban : les informations sur la situation sont encore parcellaires et les « étudiants en religion » continuent de contrôler des parties du territoire afghan. Mais la chute de Kaboul lui paraît suffire pour justifier « l'extrême urgence » de la mise en place d'une solution politique ; à cet égard, la décision du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, et de l'envoyé spécial de l'ONU pour l'Afghanistan, Lakhdar Brahimi, de dépêcher toutes affaires cessantes

à Kaboul l'adjoint de M. Brahimi, Francisc Vendrel, n'a pu que le « réjouir ». Il s'est également félicité du projet de M. Brahimi de réunir dans les délais les plus courts les représentants des différentes factions afghanes pour définir « un cadre pour un gouvernement de transition », qui, insiste M. Chirac, « doit nécessairement être parfaitement équilibré » et représenter la mosaïque politique, tribale et ethnique du pays.

Au sein de la délégation française, on reconnaissait la difficulté de parvenir à un accord politique, tant sont grandes les divergences d'intérêts entre les différents groupes afghans et aussi entre les pays limitrophes de l'Afghanistan. On se félicite toutefois du fait que les Etats-Unis ont fini par « se rallier à la bannière des Nations unies » pour la recherche d'une solution.

M. Chirac n'a eu de cesse, durant sa tournée – dont la première étape était Le Caire –, de souligner le rôle central que l'ONU devrait jouer aux différentes étapes du règlement du problème afghan. Il n'a pas écarté l'idée de dépêcher à Kaboul une force de l'ONU qui serait chargée de démilitariser la ville. Cette idée, à l'en croire, serait au cœur d'un « plan saoudo-pakistanaï » dont la délégation française semblait avoir pris connaissance à son arrivée à Riyad. M. Chirac précise néanmoins qu'il revient à M. Annan de décider de l'envoi ou non d'une telle force et que lui-même « soutiendrait » cette idée si le secrétaire général de l'ONU en était d'accord.

Il faut, a-t-il insisté, prendre à bras-le-corps le problème de l'aide humanitaire parce que la situation demeure critique. Aussi M. Chirac juge-t-il que la proposition française de conférence internationale – réunissant les pays limitrophes de l'Afghanistan, les grandes agences internationales et les organisations non gouvernementales sous l'égide de l'ONU – est toujours d'actualité.

Quant à la lutte contre le terrorisme, elle est, a rappelé M. Chirac, une entreprise de longue haleine et doit se faire dans le cadre d'une coopération internationale dans les domaines financier, judiciaire, policier et des renseignements. Il faut préserver la cohésion de la coalition constituée à cette fin, et donc, a-t-il rappelé à la satisfaction de ses hôtes, éteindre les foyers qui risquent de remettre en cause cette cohésion ; aujourd'hui, le conflit israélo-palestinien, demain, peut-être, le Cachemire.

Il n'est par ailleurs pas question à ses yeux de saisir l'occasion de la crise afghane pour entreprendre des actions militaires contre d'autres pays. « Nous sommes solidaires d'une action militaire conduite en Afghanistan. Nous estimons qu'il n'y a aucune raison de l'élargir au-delà de ce pays », a-t-il dit.

Mouna Naïm

# coup de foudre<sup>2</sup>



Plus j'y pense, plus je réalise que j'ai complètement craqué pour cet ordinateur. Il a suffi que notre responsable informatique installe nos PC, configure les systèmes, et mette les réseaux en place pour que j'aie le déclic. Ça lui a pris si peu de temps et le système fonctionne depuis à la perfection grâce au processeur Intel® Pentium® 4. En plus, il m'a confié qu'il avait fait une véritable affaire. C'est bon, je sais conquis !

Les PC de Fujitsu Siemens Computers utilisent une version originale de Microsoft® Windows®

[www.microsoft.com/piracy/howtotell](http://www.microsoft.com/piracy/howtotell)

[www.fujitsu-siemens.fr](http://www.fujitsu-siemens.fr)

Pour en savoir plus ou pour connaître le revendeur le plus proche de chez vous, contactez-nous au 0810 838 555 (prix appel local)



### SCENIC

Le PC professionnel qui bénéficie de la puissance du processeur Intel® Pentium® 4. Le rapport prix/performance optimal.

Processeur Intel® Pentium® 4 à 1.50 GHz

Intel® Chipset 845

128 Mo de RAM

Mémoire vidéo : 32 Mo ATI Radeon AGP 6x

Disque Dur : 20 Go (ATA-100)

CD ROM 48x

Contrôleur Ethernet 10/100 Mbps intégré

Clavier, souris

Ecran 17" 172 E (TCO 99)

Windows ME ou 98 (choix à l'installation)

Option mise à jour Windows XP Edition familiale (99 € HT)

Garantie UC 3 ans dont 1 an sur site

Garantie écran 3 ans par échange sur site

Prix indicatif\* :

**1 200 € HT** (1 871,48 € TTC)

Ref : LRM-FR-657611-005 (UC)

Ref : S2691-K827-1150 (écran)

Le SCENIC T est disponible dans plusieurs configurations (Windows NT, 256 Mo de RAM, DVD...). N'hésitez pas à consulter votre revendeur.

Pentium®, Celeron® et le logo Intel Inside™ sont des marques commerciales ou des marques déposées de Intel Corporation ou de ses filiales aux Etats-Unis et dans tous les pays. Toutes les marques citées sont déposées par leurs propriétaires respectifs. Photos non contractuelles. Offre valable dans la limite des stocks disponibles. \* Prix indicatif client final.

LANCEMENT [bonnesOP.com](http://bonnesOP.com)

Novembre 2001 : découvrez le site [bonnesop.com](http://bonnesop.com) !

Sur le site des [bonnesop.com](http://bonnesop.com), vous serez directement mis en relation

avec le revendeur le plus apte à répondre à vos attentes.

Vous y retrouvez également les meilleures solutions informatiques

conçues par Fujitsu Siemens Computers, au meilleur prix.

[www.bonnesop.com](http://www.bonnesop.com),

une nouvelle adresse à placer dans vos favoris !

FUJITSU COMPUTERS  
SIEMENS





**COMMERCE** A l'issue d'ultimes tractations, dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14 novembre à Doha (Qatar), les délégations de 142 pays sont parvenues à un

accord pour le lancement d'un nouveau cycle de négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). ● LES COMPROMIS ont porté sur les dossiers des sub-

ventions agricoles à l'exportation (on parle d'un « retrait progressif ») et de l'environnement. ● LE PRINCIPAL RÉSULTAT de la réunion aura été le texte sur l'accès aux médica-

ments à bas prix pour les pays en développement. ● L'INDE, qui avait fait obstacle à l'accord en émettant des réserves de dernière minute concernant les propositions émanant

notamment de l'Union européenne sur l'environnement, le textile et la concurrence, était poussée à voter dans la matinée le texte final de la conférence.

## Doha : accord sur le lancement d'un nouveau cycle de négociations

L'Union européenne a obtenu un compromis satisfaisant sur l'agriculture, mais a dû céder sur les deux autres dossiers importants, le social et l'environnement, devant l'opposition des pays en développement

DOHA

de notre envoyée spéciale

Les ministres du commerce extérieur des 142 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce ont joué les prolongations, dans la nuit de mardi à mercredi 14 novembre, pour trouver un accord permettant de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales. Une fois de plus, le dossier agricole a été le sujet qui fâche : la France, à quelques mois de ses échéances électorales, a sérieusement envisagé de quitter la table des négociations plutôt que d'accepter un texte qui ne la satisfaisait ni sur l'agriculture ni sur les sujets de régulation.

Alors que de nombreux points de blocage persistaient encore mardi soir, Jacques Chirac s'était en quelque sorte lancé dans la bataille depuis Riyad, où il était en visite. Tout en souhaitant un

accord, il avait estimé « qu'il y a encore beaucoup de chemin à faire, notamment en matière d'agriculture ». Le président de la République français a rappelé que « la position de la France, en ce qui concerne les subventions, restitutions à

l'exportation, qui est légitime a été clairement réaffirmée ».

Mercredi matin, alors que les délégués étaient encore loin d'avoir finalisé un texte acceptable par tous, l'Elysée et Matignon semblaient être sur la même lon-

gueur d'onde pour refuser le cas échéant un texte qu'ils jugeraient trop faible.

Dans ce contexte dominé par la politique intérieure française, l'exercice imposé au négociateur européen était acrobatique. Le commissaire Pascal Lamy a dû essayer de concilier des objectifs et des intérêts parfois divergents. Sous peine de se voir accuser de sortir des clous imposés par les Etats-membres, il devait tenter d'aboutir à une déclaration finale sans donner l'impression de lâcher sur l'agriculture ni de (trop) renier les engagements pris sur l'environnement ou le social. Le commissaire européen devait par ailleurs assurer en permanence la cohésion des Quinze, certains de ses membres, moins préoccupés que la France par le vote paysan, plaçant pour lâcher du lest.

Depuis deux jours, l'Europe bloquait sur la formulation relative

aux subventions agricoles, réussissant à faire l'unanimité contre elle, des Etats-Unis et du groupe de Cairns (qui réunit 18 pays exportateurs agricoles dont le Canada, le Brésil ou l'Argentine) aux pays du Sud. La question agricole est une vieille querelle entre Washington et Bruxelles qui ne manquent aucune occasion de s'accuser mutuellement de fausser le jeu du marché.

L'intransigeance européenne a permis aux Américains, dont l'objectif était essentiellement de limiter les effets que pourrait avoir sur les laboratoires pharmaceutiques américains un accord sur l'accès des pays pauvres à des médicaments à bas prix et de préserver leur industrie textile, de faire passer les Européens pour des protectionnistes et de se rallier les grâces de nombreux pays en développement.

Dans le texte en discussion, les membres de l'OMC s'engageaient à mener des négociations globales visant à « des réductions de toutes les formes de subventions à l'exportation, en vue de leur retrait progressif ». Une formule inacceptable pour les Quinze, la notion de « retrait progressif » équivalant à accepter l'élimination totale des subventions avant même le début des négociations. Mercredi matin, dans une ultime tentative pour débloquer la situation, il a été proposé de maintenir l'expression litigieuse de « retrait progressif », mais en ajoutant qu'il « ne préjuge en rien de l'issue des négociations ». La formule trouvée par le négociateur chargé de l'agriculture, le singapourien George Yeo, était suffisamment vague pour rallier les Européens et la France.

Restait aux Européens et surtout aux Français, très en flèche sur ces sujets, de se positionner sur les textes concernant l'environnement et les normes sociales, dont la rédaction était en très net

recul par rapport aux ambitions affichées par les Quinze. Alors que les Européens se réunissaient pour déterminer leur attitude, le ministre français du commerce extérieur, François Huwart, a reçu la consigne d'accepter l'ensemble du texte. Le chef de l'Etat et le pre-

La question agricole est une vieille querelle entre Washington et Bruxelles qui ne manquent aucune occasion de s'accuser mutuellement de fausser le jeu du marché

mier ministre français, Lionel Jospin, s'étaient, semble-t-il, accordés par téléphone pour donner leur feu vert.

Deux ans après Seattle, les 142 pays membres de l'OMC sont ainsi parvenus à trouver un point d'équilibre entre leurs impératifs politiques et leur volonté d'envoyer un signal positif aux marchés à un moment où l'économie mondiale traverse une période de quasi-dépression. Mais la seule avancée concrète de ces quatre jours de négociations aura été le texte sur l'accès aux médicaments à bas prix pour les pays en développement. Encore ne prend-il pas en compte les pays les plus pauvres, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas de capacité de production.

Babette Stern

## L'environnement à la portion congrue, le social aux oubliettes

DOHA

de notre envoyée spéciale

A l'OMC, l'Union européenne n'a rien obtenu sur le volet social de la mondialisation mais a réussi à obtenir le lancement de négociations sur le sujet extrêmement controversé de l'environnement, selon le projet de déclaration finale. Les pays en développement s'y opposaient jusqu'à présent, accusant l'Union européenne de « protectionnisme vert ». De leur côté, les Quinze ne pouvaient pas revenir les mains vides sur un sujet auquel leur opinion publique est particulièrement sensible. La France, le Danemark, la Suède, la Finlande, le Luxembourg et la Belgique poussaient particulièrement les feux sur ce dossier. Les Etats-Unis, opposés à l'Europe, sur les questions environnementales ont finalement assoupli leur position.

L'Union européenne a abandonné l'éco-étiquetage et l'examen du principe de précaution – permettant aux Etats de refuser l'importation de produits aux effets présumés nocifs. Elle a réussi, en revanche, à obtenir le maintien au programme des négociations de la question de l'articulation des accords de l'OMC avec les accords environnementaux.

TEXTE VERROUILLÉ

Actuellement, aucune disposition au sein de l'OMC ne précise la hiérarchie entre les règles environnementales et de commerce en cas de conflit. Or, faute d'autorité mondiale de l'environnement, les différends de cette nature atterrissent à l'OMC dont la finalité est de favoriser le commerce. Les Etats-Unis préfèrent s'en tenir à une approche jurisprudentielle, selon laquelle les préoccupations environne-

mentales se régleraient à travers l'organe de règlement des différends.

Mais en acceptant l'ouverture de négociations sur ce sujet, les Américains ont verrouillé le texte de façon à protéger leurs intérêts : les conclusions qui seront tirées ne s'appliqueront pas aux membres de l'OMC qui ne sont pas signataires des traités environnementaux. Or les Etats-Unis ont rejeté le protocole de Kyoto et n'ont pas signé celui sur la biosécurité, qui prévoit la possibilité de refuser l'importation d'OGM au titre du principe de précaution. Greenpeace a qualifié l'accord sur l'environnement de « parodie de déclaration ». Pour l'association écologiste internationale et Solagral, autre ONG, ce texte « inacceptable » constitue « une incitation très forte à ce qu'aucun pays ne signe de convention environnementale ».

Le social reste quant à lui au point mort. Les Quinze voulaient obtenir un forum permanent entre l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'OMC sur la question des normes sociales fondamentales (liberté d'association, interdiction du travail des enfants et du travail forcé, non-discrimination). Ils se sont heurtés à un refus catégorique des pays en développement. La déclaration se limite à prendre note des travaux en cours sur la dimension sociale de la mondialisation au sein de l'OIT et réaffirme une déclaration faite à Singapour sur l'importance des normes fondamentales du travail. « Ce projet de déclaration est très décevant », estime Giampiero Alhadeff, de Solidar, un regroupement d'ONG européennes à vocation sociale.

Martine Laronche

AUTRUCLE

VOLVO  
for life\*

IL VOUS FAUT  
À PEU PRÈS AUTANT DE TEMPS POUR LIRE CETTE PHRASE QUE POUR OBTENIR  
CETTE VOITURE



164 317 F 25 050 €. Aujourd'hui, lorsque vous commandez une Volvo V40 Titanium 115 ch diesel Common Rail<sup>®</sup>, vous pouvez repartir avec

sans attendre. Outre son design séduisant, son confort incontestable et la sécurité légendaire Volvo, c'est l'un des nombreux avantages que vous offre cette voiture. Voilà qui est appréciable, dès lors que l'on sait que la plupart des diesel ne sont pas immédiatement disponibles à la commande !

Equipements de série sur la version TITANIUM

- ABS avec répartiteur de freinage EBD	- Airbags conducteur et passager	- Phares double optiques	- Jantes aluminium 16"
- Système exclusif SIPS <sup>®</sup> de protection contre les chocs latéraux	- Airbags latéraux SIPS-BAG <sup>®</sup>	- à fond noir	- Régulateur de vitesse
- IC <sup>®</sup> rideau gonflable de protection latérale	- Climatiseur	- Peinture métallisée Titanium	- Sellerie tissu/cuir Visby
- Système WHIPS <sup>®</sup> anti coup de lapin	- Vitres électriques avant	- Spoilers avant et arrière	- Volant sport gainé de cuir
	- Télécommande à distance	- Phares antibrouillard avant	- Pack audio HU 605 lecteur 1 CD

Information et essais : [www.volvocars.fr](http://www.volvocars.fr) (prix d'appel local d'un téléphone fixe). Construisez votre Volvo sur [www.volvocars.fr](http://www.volvocars.fr). 115 ch = 85 kW ECE, consommations en l/100 km (normes CEE 96/60) : cycle routier : 4,3 ; cycle urbain : 7,4 ; autoroute : 5,4 ; CO<sub>2</sub> rejeté (g/km) : 142. Prix maximum conseillé TTC au 01/11/01. \*Voz. <sup>®</sup>Range commerciale.

VOLVO V40 TITANIUM DIESEL COMMON RAIL



# A Alger, quatre jours après les pluies torrentielles, la recherche des disparus se poursuit

Le dernier bilan fait état de 618 morts, dont 538 dans la capitale

**Le dernier bilan des victimes des violentes intempéries du 10 novembre en Algérie s'élevait, mardi soir 13 novembre, à 618 morts, dont 538 dans**

**la capitale. L'aide aux sinistrés est ralentie par les vérifications faites au cas par cas. Selon les autorités, beaucoup de familles tenteraient de**

**profiter de la situation dans l'espoir d'obtenir un logement. La presse continue d'attaquer le président Abdelaziz Bouteflika.**

## ALGER

correspondance

Le dernier bilan officiel de la catastrophe de samedi en Algérie s'établissait mardi à 618 morts, dont 538 dans la seule capitale. A la morgue d'El-Alia, des centaines de personnes tentent toujours, dans des conditions particulièrement éprouvantes, d'identifier les cadavres. Quelque 400 corps ont pu être identifiés par les parents, qui peuvent emporter les dépouilles mortelles sur-le-champ. Les autorités démentent catégoriquement les rumeurs d'enterrements collectifs sous X...

Bien que trois personnes aient été dégagées vivantes, par miracle, au cours de ces dernières vingt-quatre heures, de ce qui reste du marché Triolet, l'espoir d'en retrouver d'autres paraît de plus en plus mince. Le nombre élevé de personnes signalées disparues laisse présager un bilan définitif très

lourd. Certaines familles se sont installées par centaines sur le front de mer, dans le bas de Bab-El-Oued, espérant que les vagues leur rendront quelques-uns des corps emportés dans la tourmente.

Dans les quartiers ravagés, devenus de véritables cimetières, les odeurs des corps en décomposition empestent l'atmosphère. Des équipes du génie de l'armée aident les pompiers et les centaines de jeunes volontaires qui travaillent sans relâche, rejoints par des secouristes marocains.

Les Algériens font preuve d'une grande solidarité et les dons affluent dans une salle omnisports de Bab-Ezzouar, à l'est d'Alger. L'acheminement des secours semble cependant poser problème et les sinistrés se plaignent de n'avoir pas reçu grand-chose. Les autorités tentent d'organiser leur prise en charge avant le ramadan, qui commencera jeudi ou vendredi. Plus de

250 familles ont pu être relogées dans des appartements neufs des quartiers périphériques de la ville ou dans des communes limitrophes et ont reçu des aides. L'opération se fait cependant lentement. Le pouvoir affirme que, sur les centaines de personnes qui campent dans les locaux des mairies et des communes, plus de 90 % n'ont pas été touchés par la catastrophe mais tentent de profiter de la situation pour obtenir un logement. Il faut, du coup, vérifier chaque cas, ce qui prend du temps et aggrave la tension.

## VENT DE PANIQUE

En début d'après-midi mardi, un vent de panique s'est emparé du centre-ville. La rumeur voulait que des jeunes des quartiers populaires se préparaient à faire une descente sur les artères commerçantes de la capitale. Rapidement, boutiques et administrations se sont fermées

tandis que les rues se vidaient. De fait, quelques centaines de jeunes rassemblés sur la place des Martyrs ont tenté d'organiser une marche de protestation contre le pouvoir, mais ils ont été rapidement dispersés par la police anti-émeutes. Une partie de la presse évoque une possible manipulation de ces jeunes par le Front islamique de salut (FIS), mais au sein de la population on semble comprendre l'attitude des émeutiers et prendre partie pour eux.

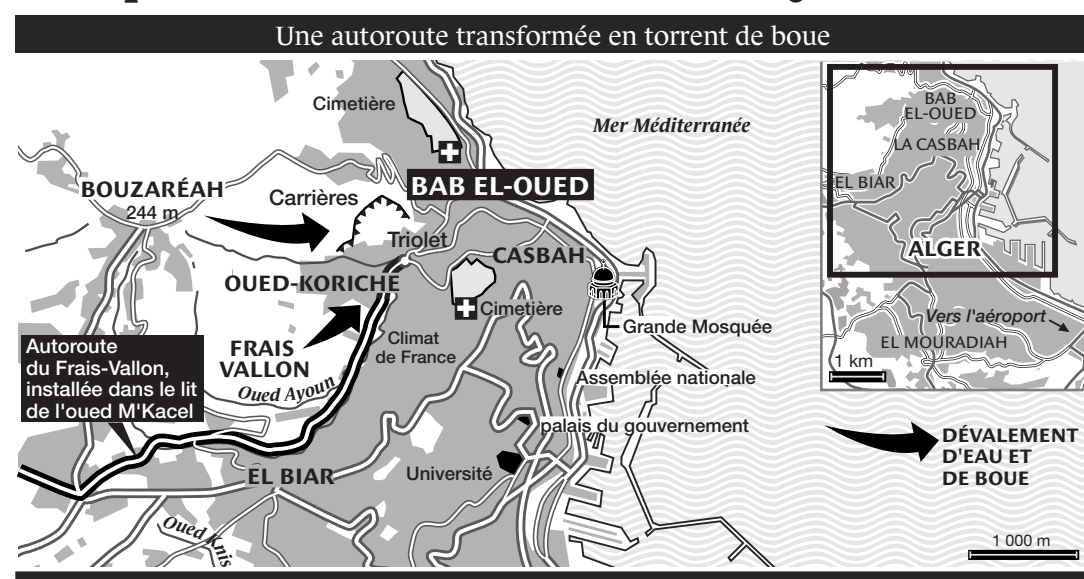
Le divorce entre les Algériens et les pouvoirs publics paraît consommé après cette dernière épreuve. La révolte couve et elle ne semble retardée que par les urgences actuelles : retrouver les corps, les enterrer et trouver de nouveaux abris. La presse, elle, continue de se déchaîner contre le président Abdelaziz Bouteflika, qu'elle accuse de tous les maux, quoi qu'il fasse ou quoi qu'il dise.

## Constructions anarchiques et déforestation sont à l'origine du drame

**BAB EL-OUED**, Oued-Koriche, Frais-Vallon, Triolet, autant de noms qui reviennent en tête de la tragédie d'Alger, la ville la plus touchée par les inondations de samedi. Par les inondations et par une incurie prodigieuse qui ne date pas de l'actuel gouvernement. Celui-ci n'aura fait que perpétuer certaines pratiques en matière d'urbanisme. Les éléments dont on dispose, concernant la zone la plus touchée de la capitale, révèlent une accumulation d'erreurs dont les responsables sont aussi à chercher chez les gestionnaires du territoire durant les trois décennies d'exode rural et de très forte croissance démographique (les Algériens sont passés de 10 à 31 millions en trente ans) et urbaine, qui ont modelé l'actuel paysage d'Alger, notamment entre 1962 et 1992.

Ce qui relevait de la légèreté technique, associée à une corruption endémique, s'est trouvé aggravé par quelques décisions ineptes, en réponse aux actions du FIS. C'est ainsi que se trouve mis en avant le rôle des égouts dont les accès avaient été murés, empêchant leur entretien.

Pour autant, le mystère des sous-sols semble devoir être relativisé. C'est dans les hauteurs du nord d'Alger, et, plus bas, dans l'étalement insuffisant ou bâclé du dénivelé spectaculaire de la ville, qu'il faut chercher les causes principales du drame, pour ce qui concerne au moins Bab El-Oued. La topographie est parlante, et les protestations ne datent pas d'hier contre une politique de logement qui a abouti à l'autoconstruction. Faisant face à un quartier fortement construit selon les règles d'une spéculation sans projet urbain, de l'autre côté de l'autoroute du Frais-Vallon, tout un versant du quartier de Bouzareah, fait de matériaux légers, a été emporté par les eaux et par les boues. Celles-ci provenaient de massifs forestiers méthodiquement brûlés, et donc privés des racines qui les stabilisaient, parce qu'ils auraient servi de cache aux islamistes du FIS.



Pour descendre, l'eau et la boue ont donc d'abord emprunté l'autoroute, installée dans le lit de l'Oued M'Kacel, qui courait par une vallée étroite très escarpée entre El-Biar et Bouzareah pour terminer son cours dans la mer, après avoir traversé Bab El-Oued. C'était l'un des trois cours d'eau qui partait du massif, avec le Kniss, qui coulait vers le sud, en direction d'Hydra, dans un ravin encaissé et verdoyant, et avec l'Oued Beni-Messous, descendant à l'opposé vers l'ouest, vers Chéragas, puis s'incurvant pour terminer sa course entre Guyotville et Staouéli. A quoi il faut ajouter l'Oued Ben-Lezhar, maigre affluent du M'Kacel, hors la saison des pluies, très tôt transformé lui aussi en égout collecteur dans sa partie inférieure.

## MANQUE D'EXPERTS

Sur ce territoire modelé par l'eau, mais où a depuis coulé le bitume, la boue a pu se déverser sans autres obstacles que des autobus et des voitures vite emportés par une vague de 3 à 4 mètres de haut, pour atteindre Bab El-Oued et Oued-Koriche, les deux quartiers, en contrebass, les plus touchés. Aucun des éléments pouvant transformer en tragédie

nationale la catastrophe naturelle ne manque à ce tableau dans lequel s'associent en outre l'inévitable débrouille, pour survivre, des plus pauvres, et, selon tous les témoignages, une corruption généralisée en matière de logement social.

A l'inverse du drame new-yorkais, qui, malgré son caractère imprévisible, a aussitôt mis sur la brèche des dizaines d'ingénieurs cherchant et analysant la part structurelle de la catastrophe, la colère semble se substituer à la nécessaire parole des experts. Beaucoup de ceux-ci ont fui l'Algérie, craignant le FIS ou le pouvoir. Mais sur place, qui serait le mieux à même de parler ? Parmi les personnalités qui, depuis des années, n'auront cessé d'alerter les autorités, on trouve l'architecte Djaffar Lesbet, installé en France il y a trente ans, et qui s'est principalement intéressé au sort de la Casbah, ensemble classé au patrimoine mondial de l'Unesco, et gravement atteint lui aussi par les inondations.

Mandaté en 1986 par le gouvernement algérien lui-même pour faire un état des lieux et diriger l'Office d'intervention et de régulation d'opération d'aménagement sur la Casbah d'Alger (Ofirac), il avait fait

le portrait révélateur d'un système qui conduisait à la dégradation, voire à la disparition par effondrement « naturel », de cet ensemble urbain unique au monde. Les inondations du 10 novembre sont venues, selon ses informations, accélérer ce processus. De très nombreuses maisons, construites entre le XV<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle en briques de terre cuite, et qui avaient depuis perdu leur enduit de protection, se seraient effondrées. Les murs gorgés d'eau de centaines d'autres, qui se tiennent les unes les autres comme un château de cartes, pourraient, selon l'architecte, tomber à leur tour dans les semaines qui viennent.

Au-delà de cette cité historique, voisine de Bab El-Oued, de nombreux quartiers de la Ville blanche, accrochés sur des pentes escarpées, devront être inspectés avec le plus grand soin. Même là où le relief a été correctement stabilisé, dans l'optique d'une météo plus constante, des éléments de soutienement auraient été emportés par les eaux. On parle ainsi, parmi d'autres, de l'ensemble de logements Climat de France, construits naguère par le Français Fernand Pouillon.

Frédéric Edelmann

## Libéré, l'ex-agent de la police politique marocaine Ahmed Boukhari veut témoigner

TROIS MOIS plus tard, retour à la case départ : en remettant en liberté l'ex-agent Ahmed Boukhari, le premier « repent » de la police politique marocaine, les autorités du royaume se retrouvent dans la même situation que, à la mi-août, avait abouti à son arrestation. Son témoignage sur l'affaire Ben Barka

(principal opposant au roi Hassan II) publié, fin juin, dans *Le Monde* et dans l'hebdomadaire casablancais *Le Journal*, suivi d'interviews dans la presse marocaine, avait été étalé au grand jour la répression des « Années de plomb ».

Joint par téléphone, mardi 13 novembre, Ahmed Boukhari, tout juste de retour chez lui, n'a laissé planer aucun doute sur ses intentions. « Je continuerai à témoigner du passé dans les médias (...),

et devant la justice française dès que j'aurai un passeport », a-t-il annoncé.

Pour l'instant, l'ancien membre du service de « contre-subversion », le « Cab 1 », n'est titulaire que d'une carte d'identité nationale, qui lui a été remise il y a une semaine, en prison. « Nous allons obtenir la délivrance d'un passeport, au besoin en engageant une procédure contre le ministre de l'Intérieur », a déclaré l'un de ses avocats, M<sup>o</sup> Jamaï. Convoqué à deux reprises par le juge d'instruction Jean-Baptiste Parlos, qui enquête sur « l'enlèvement suivi de disparition » de Mehdi Ben Barka, le 29 octobre 1965 à Paris, M. Boukhari n'avait pas pu faire le voyage, faute de passeport. Entre-temps, son volumineux témoignage écrit, quelque qua-

tre cents pages manuscrites, est arrivé à Paris et a été joint au dossier d'instruction, le 25 octobre.

Le juge Parlos a demandé, le 21 septembre, une fois de plus, la levée du « secret défense », maintenant sur une partie du dossier, et plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ont écrit, le 27 octobre, une lettre ouverte à Lionel Jospin, le pressant de donner suite à cette requête. Parallèlement, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et Human Rights Watch (HRW) ont fait une démarche auprès de la CIA, afin d'accéder aux quelque 1 800 fiches de l'agence américaine du renseignement ayant trait à l'affaire Ben Barka.

« Je suis heureux d'être de retour à la maison pour le ramadan », a

déclaré Ahmed Boukhari, cependant inquiet de retrouver postés devant son domicile à Casablanca « les mêmes agents des services qui me surveillaient déjà avant mon arrestation ».

Le transfuge de la police politique, arrêté et condamné pour une vieille affaire de chèques sans provision, reste sous la menace d'une nouvelle incarcération. Deux chèques en bois, d'un montant global de près de 200 000 francs, n'ayant pas été remboursés, une « contrainte par corps » pourrait le reconduire en prison. « En fait, je dois à peine le tiers de cette somme, a affirmé M. Boukhari. Je vais essayer de négocier un arrangement avec mon créancier. »

Stephen Smith

## Dix nouveaux pays pourront rejoindre l'Union européenne en 2004

Les négociations s'annoncent difficiles

## BRUXELLES

de notre bureau européen

Finally, c'est l'hypothèse du « big bang » qui semble toujours la plus probable. Certes, dans son « rapport stratégique » et ses rapports par pays rendus publics mardi 13 novembre, Günter Verheugen, commissaire européen chargé de l'élargissement, multiplie les précautions d'usage, puisque la liste des pays d'Europe centrale et orientale qui pourront rejoindre l'Union européenne – sans doute à partir de 2004 – sera établie à la fois sur les critères techniques établis par la Commission et, *in fine*, par les chefs d'Etat et de gouvernement des quinze, ce qui signifie que des considérations purement politiques entreront dans cette décision.

« Il est évident que, à un moment donné, il faudra arrondir certains angles pour permettre un élargissement plus substantiel », explique un ministre des affaires étrangères. « Le jeu ne sera pas faussé, il sera quelque peu accéléré. » « De toute façon, ajoute-t-il, il est difficile, pour d'évidentes raisons politiques, d'imaginer un élargissement sans la Pologne », reflétant ainsi un point de vue exprimé officieusement par plusieurs capitales.

## SATISFECIT GLOBAL

L'état actuel des négociations « ne permet pas à la Commission de conclure que les conditions d'adhésion sont remplies par l'un ou l'autre des pays candidats », indique le rapport de M. Verheugen. Cela posé, dix des douze pays en négociation (ce qui n'est pas encore le cas de la Turquie) « ont une date cible d'adhésion compatible avec le calendrier » fixé lors du Conseil européen de Göteborg, en juin. Les quinze avaient souligné alors que les négociations devaient être conclues « d'ici à la fin de 2002 pour les pays candidats qui sont prêts », ceux-ci étant alors en mesure de participer aux élections au Parlement européen « en 2004, en tant que membres ».

L'exercice d'audit effectué par les services de M. Verheugen n'en constitue pas moins un satisfecit global adressé aux dix pays les plus avancés (Chypre, Malte, République tchèque, Estonie, Hongrie,

Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie et Slovénie), lesquels semblent être en position (si les négociations se poursuivent au même rythme) de participer au « big bang », alors que les retards accumulés par la Bulgarie et la Roumanie les relèguent dans une seconde vague de l'élargissement. En paraissant privilégier une telle hypothèse et en soulignant à plusieurs reprises les « efforts considérables » accomplis par les candidats, la Commission fait preuve d'optimisme.

Dans la plupart des dix pays, la Commission voit une « économie de marché viable et [qui] devrait être en mesure de faire face à la pression concurrentielle des forces de marché à l'intérieur de l'Union ». Tous les pays candidats satisfont aux critères politiques de Copenhague, même si, souligne le rapport, « la corruption, la fraude et la criminalité économique restent cependant monnaie courante dans la plupart des pays candidats, ce qui entraîne une perte de confiance de la part des citoyens et discrédite les réformes ». M. Verheugen insiste particulièrement sur les aspects financiers et budgétaires de l'élargissement. Le cadre financier pour la période 2000-2006, qui a été fixé lors du Conseil européen de Berlin, en mars 1999, prévoit un plafond de dépenses limité à 1,27 % du PIB de l'Union.

A l'époque, cette enveloppe tenait compte de l'adhésion de six nouveaux pays en 2002. Si les premières intégrations s'effectuent deux ans plus tard, en 2004, et que le nombre de nouvelles adhésions ne dépasse pas 10, « le coût actualisé de l'élargissement pour chacune des années de la période 2000-2006 demeurerait inférieur au montant approuvé par Berlin », affirme le rapport de la Commission. Toutefois, plusieurs chapitres – les plus difficiles – de la négociation (agriculture, politique structurelle, budget, institutions) n'ont pas encore été abordés avec les pays candidats. Rappeler que les deux premiers représentent 80 % du budget communautaire devrait inspirer quelque circonspection quant à la suite du processus.

Laurent Zecchini

## Le Parlement européen adopte la directive antiblanchiment

STRASBOURG. Le Parlement européen a adopté définitivement, mardi 13 novembre la révision de la directive sur le blanchiment d'argent de 1991. Jusqu'à présent, les banques devaient dénoncer aux autorités compétentes (Tracfin en France) les opérations qui, selon elles, servaient à blanchir l'argent de la drogue. Désormais, c'est le crime en général qui est concerné. Surtout, l'obligation de dénonciation est étendue aux professions sensibles : marchands d'art, casinos, agents immobiliers, notaires, experts comptables, avocats. Sur ces derniers, le Parlement a longtemps eu des réticences. Leur secret reste protégé dans les procédures judiciaires, mais lorsqu'ils agissent en tant que conseil, leur obligation professionnelle cesse « si l'avocat sait que son client souhaite obtenir des conseils juridiques aux fins du blanchiment des capitaux ». Le texte doit être approuvé prochainement par le conseil des ministres et être transposé par les Etats membres dans un délai de dix-huit mois. – (Corresp.)

## Un convoi de déchets nucléaires est arrivé en Allemagne

GORLEBEN. Les six conteneurs de déchets nucléaires en provenance de La Hague ont atteint, mercredi matin 14 novembre, le centre de stockage de Gorleben, dans le nord de l'Allemagne. Parti dimanche soir de la Manche, le train de déchets était arrivé, mardi après-midi, à la gare de Dannenberg, où la cargaison a été transbordée sur des camions qui ont parcouru la dernière étape jusqu'à Gorleben. Les manifestations des antinucléaires ont été moins nombreuses et moins spectaculaires que lors du précédent transport, en mars, et n'ont retardé le convoi que de quelques heures. Dans le périmètre de Dannenberg, quinze mille policiers avaient été mobilisés dans la région. – (AFP.)

## DÉPÊCHES

■ **LA HAYE/TPI**: trois Bosno-Serbes ont été condamnés, mardi 13 novembre, par le Tribunal pénal international de La Haye pour l'ex-Yugoslavie (TPIY) à des peines de trois à quinze ans de prison pour crimes contre l'humanité commis au camp de détention de Keraterm, dans le nord de la Bosnie, en 1992. Ce camp, situé près de Prijedor, abritait des Croates et des musulmans de Bosnie. – (Reuters.)

■ **NIGERIA**: le gouvernement de l'Etat de Kano (nord), confronté à une épidémie de choléra qui a déjà tué au moins vingt personnes en une semaine, selon des sources médicales, a annoncé le 13 novembre qu'il avait sollicité une aide d'urgence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). – (AFP.)

**PRÉSIDENTIELLE** S'exprimant, mardi 13 novembre, devant les députés du groupe socialiste, Lionel Jospin leur a demandé de n'avoir « ni doutes ni impatience » tout en

affirmant : « Il y aura une candidature socialiste à la présidentielle ». ● FRANÇOIS HOLLANDE et Jean-Marc Ayrault ont désigné une dizaine de députés pour porter la

riposte à la droite dans les médias. ● SANS MODIFIER le calendrier prévu pour l'annonce officielle de sa candidature, M. Jospin a fait une série d'interventions destinées à occuper

le terrain politique en vue de la présidentielle. ● ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG s'inquiète, dans un entretien au Monde, du « temps perdu » et de l'« attitude doloriste »

de la gauche plurielle. Le ministre de la recherche évoque une candidature commune PRG- PS, et « une campagne à laquelle participeraient nos dirigeants et militants ».

# M. Jospin galvanise les députés PS sans se porter ouvertement candidat

Mardi 13 novembre, devant le groupe socialiste de l'Assemblée, le premier ministre leur a demandé de n'avoir « ni doutes ni impatience » et souhaité qu'ils contribuent « pleinement » à la « réussite » de la gauche à la présidentielle et aux législatives. Un groupe de parlementaires est chargé de riposter à la droite

**PLUS QU'HIER** et moins que demain... Petit à petit, Lionel Jospin quitte son masque de premier ministre et dévoile son profil de candidat à l'élection présidentielle.

## RÉCIT

**Il « leur a dit ce qu'ils voulaient entendre », décrypte un conseiller du premier ministre**

Mardi 13 novembre, il a franchi une nouvelle étape en s'exprimant devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale. « Lionel Jospin candidat, bientôt sur vos écrans », pourrait dire la bande-annonce. Message reçu cinq sur cinq : « Jospin a dit : "Le temps politique de la confrontation approche" », annonçait, aussitôt après la réunion, le président du groupe PS, Jean-Marc Ayrault (Loire-Atlantique). « Les 251 députés l'ont vu comme un candidat », commentait Bruno Le Roux (PS, Seine-Saint-Denis). « Je l'ai senti bien dans sa future peau », confirmait Eric Besson (PS, Drôme). « Calme mais déterminé », « punchy », « plein d'humour » : les élus du PS ont rivalisé d'éloges à

l'égard de leur « chef ». Candidat non déclaré, le premier ministre doit occuper le terrain avant son entrée officielle dans la course à l'Elysée, prévue en février 2002. A Matignon, on sentait « depuis trois semaines » une « attente » chez les élus socialistes : Jean-Pierre Chevènement grimpe dans les sondages, Jacques Chirac est toujours donné gagnant au second tour de la présidentielle et les attentats du 11 septembre donnent le sentiment que la situation est figée. « Et moi, et moi, et moi ? », s'inquiète le député de base, qui devra se battre pour conserver sa circonscription après la présidentielle. « Jospin leur a dit ce qu'ils voulaient entendre », décryptait, mardi, un conseiller du premier ministre.

Si la France traverse une période difficile, « il vaut mieux pour les Français être gouvernés par la gauche que par la droite », a commencé le premier ministre, estimant que la gauche assure « plus de protection, plus de solidarité ». Puis il a déroulé le plan de la « double bataille » électorale qui s'annonce : « A nous de construire politiquement la séquence en nous imprégnant du juste rythme », a-t-il déclaré. « La réussite de chaque étape déterminera la suite (...) Vous réussirez ce rendez-vous [des



législatives] en contribuant pleinement à la réussite du premier [la présidentielle]. » Après le « temps du bilan » viendra « le temps du projet, la désignation du candidat à la présidentielle, puis la campagne », a-t-il précisé. Et, « quand la campagne commencera, il y aura un chan-

gement qualitatif profond »... Le bilan du gouvernement « est un socle », a estimé M. Jospin. « Ce n'est pas seulement notre bilan, c'est celui de la majorité plurielle, même si certains disent s'en éloigner », a-t-il ajouté, visant implicitement M. Chevènement. « Nous ne sommes pas dans une fin

anxieuse de parcours. On peut dire aux Français : "vous pouvez réélire la majorité [élue en 1997]" », a-t-il assuré, avant de donner des consignes sur quelques thèmes clés, comme la sécurité. « Il ne faut pas être schizophrène », a recommandé M. Jospin. En clair, les socialistes doivent assumer la loi sur la présomption d'innocence et le renforcement des mesures de sécurité.

## « FAITES CHAUFFER LA COLLE »

Si rien n'est gagné, tout est ouvert. Le rendez-vous de 2002 n'a rien à voir avec celui de « 1986 », année de la première cohabitation, ni celui de « 1993 », où « la victoire de la droite ne faisait pas de doute », a jugé le premier ministre. « La droite reste sans pitié pour son camp et manie l'intimidation », a-t-il jugé. La présidentielle de 2002 « ne sera pas une reconduction mais une autre élection », a-t-il ajouté, dans une pique à Jacques Chirac. L'allusion a beaucoup plu. « C'est parti ! Faites chauffer la colle ! », s'est exclamé Arnaud Montebourg (PS, Saône-et-Loire). « Il nous faudra la lucidité et la passion. Je ne doute pas de votre lucidité. Ne doutez pas de ma passion », a-t-il conclu.

A Martine Lignéres-Cassou (PS, Pyrénées-Atlantiques), qui s'interrogeait sur le vote de l'électorat féminin au lendemain de la réforme sur la parité, le premier ministre a répondu : « Je connais l'intelligence des femmes ». Sur ces mots, le groupe socialiste s'est dispersé dans les couloirs du Palais-Bourbon, pour répandre la bonne parole.

Car les rôles sont désormais distribués. Mercredi 7 novembre, le premier secrétaire du PS, François Hollande, et M. Ayrault ont chargé une dizaine de députés de donner la riposte à la droite dans les médias : à Christophe Caresche (Paris), Julien Dray (Essonne) et Bruno Le Roux (Seine-Saint-Denis), la sécurité ; à Eric Besson (Drôme), Gaëtan Gorce (Nièvre) et Didier Migaud (Isère), l'économie et l'emploi ; à Bernard Roman (Nord), André Vallini (Isère) et Alain Vidalies (Landes), les institutions et la justice ; à Jérôme Cahuzac (Lot-et-Garonne) et Marisol Touraine (Indre-et-Loire), le social. A cette liste s'ajoute Arnaud Montebourg, jusqu'ici réputé franc-tireur, invité à intervenir au service du futur candidat socialiste sur les questions de justice et sur les « affaires ».

La droite n'a pas tardé à contre-attaquer. Mardi, après la séance des questions au gouvernement, les trois présidents des groupes de l'opposition, Jean-Louis Debré (RPR), Philippe Douste-Blazy

(UDF) et Jean-François Mattei (DL) ont dressé une « critique commune » de l'action du gouvernement et distribué une brochure de 50 pages intitulée : « Le véritable bilan de Jospin ». « Un triste bilan », a jugé M. Douste-Blazy. « Qui n'est porté que par les socialistes », a complété M. Debré. Qui « pâtit au fur et à mesure » et « appartient à l'histoire dans deux mois », a ajouté M. Mattei. M. Debré s'est dit « très

## Législatives : offrir

## vingt sièges aux Verts

François Hollande a mis en avant la « sincérité » du Parti socialiste dans sa volonté d'aboutir à un accord électoral avec les Verts pour les élections législatives de 2002. Alors que les négociations sont bloquées, le bureau national du PS a adopté, mardi 13 novembre, deux principes : respect du calendrier interne – qui prévoit que les circonscriptions réservées aux alliés du PS seront entérinées par le conseil national du 17 novembre – et amélioration « à la marge », « dans un cadre raisonnable », des propositions aux Verts. Cette position a été adoptée à l'unanimité moins une abstention, celle de Louis Mermaz. Bruno Le Roux, secrétaire national aux élections, a rappelé que le PS a proposé, le 12 novembre, 36 circonscriptions aux Verts et que ceux-ci en ont demandé 49 supplémentaires. Le mandat de M. Le Roux est de tendre vers l'objectif de 20 députés élus pour les Verts. Un accord est en vue avec le Parti radical de gauche sur 35 circonscriptions.

frappé de voir Jospin annoncer sa candidature aux députés socialistes, alors qu'une déclaration, c'est une relation entre un homme et les Français ».

Contre-attaque pour contre-attaque, le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, devait inaugurer, mercredi, les déjeuners avec les élus du PS spécialisés sur les questions de sécurité, sur le dossier corse et la démocratie de proximité. Pendant ce temps, en Seine-Saint-Denis, un autre déjeuner devait réunir le secrétaire national du PS, Bruno Le Roux, et les ministres Elisabeth Guigou (candidate aux législatives dans ce département) et Claude Bartolone (patron fabiusien de la fédération). C'est vraiment parti.

Clarisse Fabre

## La lente progression vers une annonce attendue

LE MESSAGE a d'abord été subtil, avant de devenir simplement virtuel. Par glissements sémantiques successifs, et habilement mis en scène, Lionel Jospin est passé du « il y aura un candidat » à « je serai au beau rendez-vous de 2002 », sans jamais annoncer formellement qu'il serait naturellement le candidat du Parti socialiste (PS) à l'élection présidentielle. Le premier ministre n'a pas bougé d'un pouce sur son calendrier, qui est aussi celui du PS : l'annonce de sa candidature n'interviendra qu'à la mi-février. Il ne sera investi que le 10 mars 2002. Mais, en quatre étapes échelonnées sur l'année 2001, il a clairement endossé l'habit de candidat implicite des socialistes.

● Le « temps du lyrisme ». Le 27 janvier, Lionel Jospin se retrouve, à la Mutualité, à Paris, devant deux mille secrétaires de section du PS. Suivant les consignes, ils l'acclament mais se gardent bien de reprendre le slogan que vient d'entendre le chef du gouvernement pendant sa visite à la Réunion : « Jospin président ! » Deux mois après avoir annoncé, au congrès du PS, à Grenoble, l'inversion du calendrier électoral, mettant la présidentielle avant les législatives au printemps 2002, M. Jospin souhaite « que l'atmosphère ne soit pas trop chaleureuse », pour couper l'herbe sous les pieds aux « esprits spéculatifs ». « Le temps du lyrisme n'est pas encore venu, mais il n'est pas exclu qu'il vienne », lâche-t-il dans une formule encore subliminale.

● La « Nouvelle France ». Devant près de deux mille militants réunis à l'université d'été du PS, à La Rochelle, le 2 septembre, M. Jospin

se pose d'abord en premier ministre. Pendant l'été, il a rassuré ses amis. Il sera candidat, leur explique-t-il, s'il a l'assurance que sa candidature ne relève pas, comme en 1995, du simple témoignage et qu'il a une chance de l'emporter. Le 26 juillet, il s'entretient à Matignon avec François Hollande et Martine Aubry pour affiner sa stratégie de candidat à l'Elysée. Il confirme son choix de rester à Matignon jusqu'au bout.

A La Rochelle, par petites touches, son discours devient celui d'un candidat implicite. Au-delà des attaques à peine voilées contre le chef de l'Etat, M. Jospin répond au premier secrétaire du PS, qui a décrit les socialistes « prêts, le moment venu, cher Lionel, à porter de toutes nos forces notre candidat à la victoire ». Le futur candidat vante le bilan de son action à Matignon durant quatre ans et fustige ceux qui ont cru « qu'il suffisait de voltiger d'engagements oubliés en promesses renouvelées » pour gagner des élections. M. Jospin réitère sa « fidélité à l'identité socialiste », puis il conclut sur une péroraison qui lève tous les doutes : « Depuis plus de quatre ans, tout en assumant ma responsabilité de premier ministre, j'ai été à vos côtés. Je le serai toujours. Pour les mois à venir, j'ai besoin de votre amitié, de votre force de conviction, de votre engagement. Avec vous, je souhaite faire naître la Nouvelle France dont ce début de siècle apporte la promesse ». « Nouvelle France » sonne déjà comme un slogan de campagne. Pierre Moscovici lui en a soufflé l'idée avant de s'apercevoir que c'était déjà un slogan de... Jacques Chirac en 1995.

● En attendant le « beau rendez-vous ». A Nantes, le 27 septembre, aux journées parlementaires socialistes, M. Jospin est reçu à l'hôtel de ville. Le premier ministre ironise sur son look et se dit prêt à accepter, le moment venu, « quelques petites modernisations ». Le moment venu ? C'est ce qu'il appelle lui-même le « beau rendez-vous » de 2002. M. Jospin s'efforce une fois encore de galvaniser des troupes déjà pré-occupées par la période de quatre mois que le PS et ses militants vont devoir occuper avant qu'il ne se déclare. M. Jospin confirme sa disponibilité, invite ses amis à ne pas se laisser « intimider » par la droite, se montre confiant dans les capacités de la force, encore « ensommeillée », du PS. « La chance de gagner les prochaines échéances existe », souligne le candidat implicite.

● Le « temps de la confrontation ». Devant les députés socialistes, mardi 13 novembre, Lionel Jospin s'efforce de chasser « doutes et impatiences ». « Le temps politique de la confrontation approche », assène-t-il, en reprenant sa thématique de 1997 : le beau rendez-vous de 2002 « ce ne sera pas le moment d'une reconduction, mais d'une élection ». Le futur candidat distingue les trois temps du combat politique : celui du PS (en cours), celui du projet (en janvier) et celui... du candidat, le moment venu. Le soir, devant le bureau national du PS, M. Hollande ne commente pas ces propos, mais se réjouit du retour d'une « vraie conflictualité politique ».

Michel Noblecourt

Roger-Gérard Schwartzenberg, ministre (PRG) de la recherche

## « Je ne crois pas à l'efficacité d'une campagne qui ne durerait que deux mois »

« Vous faites partie des ministres qui pressent Lionel Jospin d'entrer en campagne rapidement. Pourquoi ?

– D'abord, parce qu'il a beaucoup de punch en campagne : on l'a bien vu en 1997. Ensuite, parce que les Français veulent qu'on prenne le temps de dialoguer, de leur proposer des solutions aux questions-clés de demain. Pour autant, je comprends qu'il ne se déclare pas officiellement maintenant. Je ne confonds pas précampagne et campagne. Mais M. Chirac, lui, est déjà en précampagne : déplacements en régions, rencontres avec les socio-professionnels. Pourquoi ne pas faire de même ? C'est vrai, en cohabitation, la charge de Matignon laisse moins de temps que la sinécure de l'Elysée. J'ai envie de chanter, comme Barbara, que « le temps perdu ne se rattrape guère ».

– La crise internationale ne change-t-elle pas la donne ?

– Aux Etats-Unis, la précampagne et la campagne durent dix mois. Je ne propose pas la même durée pour la France, mais je ne



ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG

crois pas à l'efficacité d'une campagne qui ne durerait que deux mois.

– Le projet du PS conviendrait-il aux attentes des Français ?

– Chaque parti de gauche a un effort de créativité à accomplir, notamment le PS. Nous ne gagnerons pas 2002 avec le logiciel de 1981, ni même de 1997.

– Vous voulez dire qu'il faut de nouvelles idées, après les emplois-jeunes ou les 35 heures ?

– La société a changé, et, avec elle, ses attentes. Pourtant les partis se répètent d'élection en élection.

Plusieurs candidats seront les mêmes qu'en 1995. A l'impression de déjà vu, n'ajoutons pas le sentiment de déjà lu avec un programme traditionnel et convenu. A côté des deux préoccupations principales, l'emploi et la sécurité, beaucoup de questions sociétales sont apparues depuis.

– Le PS n'en tient pas compte ?

– Pas suffisamment. L'attention des Français se porte légitimement vers des questions nouvelles, comme l'ESB, les OGM, l'effet de serre, les déchets radioactifs, mais aussi les applications de la génomique, les recherches sur les cellules souches embryonnaires. L'enjeu, c'est mieux se soigner, mieux s'alimenter, mieux vivre en sécurité.

– Mais qu'est-ce qui différencie aujourd'hui le PRG du PS ? A quoi peut-il servir dans la campagne ?

– Nous retrouvons chaque parti de la majorité sur plusieurs thèmes. Les Verts sur la volonté de défendre l'environnement. Mais ils posent les bonnes questions sur l'environnement sans y apporter toujours des réponses concrètes.

– Et vous défendez évidemment les emplois, comme le PCF...

– Tous les partis de gauche ont forcément la même priorité : faire baisser le chômage. Mais les trois candidats non socialistes de la gauche plurielle me font penser, par leur attitude doloriste, à une trinité de pénitents battant leur coulepe mais sur la poitrine d'autrui, c'est-à-dire sur celle de Lionel Jospin. L'un dit : le bilan n'est pas assez social. L'autre assure : il n'est pas assez écologique. Le troisième ajoute : il n'est pas assez jacobin. Je préférerais qu'ils soient moins plaintifs et plus créatifs.

– Comment jugez-vous le bilan de Jean-Pierre Chevènement au ministère de l'intérieur ?

– Globalement positif. Quand il dit qu'il faut renforcer la sécurité, je réponds : bien sûr ! Mais la délinquance a-t-elle commencé après sa démission de la Place Beauvau ? C'est pourquoi je comprends mal sa nouvelle posture d'extra-terrestre de la politique, planant au-dessus du clivage gauche-droite. Depuis

1981, la gauche a été au gouvernement pendant quatorze ans ; M. Chevènement a été ministre dix ans sur ces quatorze ans. Il retrouve donc certainement ses racines au second tour, même s'il paraît actuellement plus près de Barrès que de Jaurès.

– Il suffit donc qu'en 2002 le PRG passe un accord avec le PS ?

– Il y a deux stratégies possibles : une candidature radicale ou une candidature PS-PRG, comme en 1988 et en 1995. Mais une candidature commune, c'est aussi un projet commun qui ne soit pas arrêté unilatéralement Rue de Solferino, et une campagne à laquelle participeraient nos dirigeants et militants. Je rappelle que nos députés sont quatre fois plus nombreux que ceux des Verts, deux fois plus que ceux du MDC et nettement plus coopératifs : sans eux, ni le budget de l'Etat ni celui de la Sécurité sociale n'auraient été adoptés il y a quelques semaines.

– Vous ne semblez pas enthousiasmé par une candidature de Christiane Taubira-Delannon ?

– S'il y a un candidat PRG, il doit évidemment être membre de notre parti et du groupe Radical, Citoyen et Vert de l'Assemblée. Aucun parti de la gauche plurielle n'envisage d'aller chercher un candidat hors de ses rangs. Nous n'avons pas à en sélectionner un à l'extérieur, comme l'OM achèterait un joueur au PSG. Nous n'avons pas vocation à présenter un « petit candidat » voué à un score limité. La percée de Jean-Pierre Chevènement tient à la crédibilité de sa candidature, après un parcours ministériel et une longue expérience municipale.

– Est-ce un autoportrait ?

– Aujourd'hui, je n'envisage pas d'être candidat, même si beaucoup de militants me le demandent en disant : tu es ministre, tu as été président du parti et du groupe RCV, tu as été élu maire en mars au premier tour. Actuellement, ma décision n'est pas celle-là. Mais je ne dirais pas qu'elle est « irrévocable ».

Propos recueillis par  
Ariane Chemin

## La « Sécu » devra consacrer 1,3 milliard de francs au financement de Biotox

130 emplois vont être créés au ministère de la santé

LE PLAN du gouvernement contre le bioterrorisme a désormais un coût : 1,3 milliard de francs, à la charge de la seule Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM). Lors de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2002, mardi 13 novembre, au Sénat, le gouvernement a présenté par amendement cette contribution « exceptionnelle », rétroactive sur l'exercice 2001, « en vue de l'achat, du stockage et de la livraison de traitements pour les pathologies résultant d'actes bioterroristes ». Cette somme est destinée à couvrir l'acquisition d'antibiotiques, de pastilles d'iode pour lutter contre le risque nucléaire et d'antidotes chimiques. Quelque 120 millions de comprimés seraient ainsi disponibles, qui permettraient, à titre préventif, de traiter plus d'un million de personnes sur soixante jours, suivant en cela les scénarios catastrophes élaborés par le ministre délégué à la santé, Bernard Kouchner. « C'est à peu près ce qu'ont préparé les Etats-Unis », assure son entourage. Par ailleurs, les moyens du ministère de la santé ont été renforcés : 130 emplois nouveaux vont être créés dans le cadre du plan Biotox, pour recruter des médecins, des ingénieurs d'étude sanitaire, des logisticiens ou des épidémiologistes.

### « BONNES SURPRISES » EN 2002

Au cours des débats au Sénat, la ministre de l'emploi et de la solidarité, Elisabeth Guigou, a également présenté un amendement qui confirme l'aide supplémentaire de 1,7 milliard de francs apportée aux cliniques privées pour les rémunérations des personnels non médicaux. Là encore, la charge devra en être supportée par la CNAM, tout comme une partie des crédits supplémentaires alloués aux hôpitaux publics. Face aux sénateurs de droite, qui ont vivement attaqué le gouvernement sur l'élaboration du budget de la « Sécu », la ministre a répliqué en annonçant de « bonnes surprises » en 2002. « Les comptes seront meilleurs que prévu », a-t-elle déclaré, sans toutefois avancer de chiffres précis.

Isabelle Mandraud

Dans les couloirs, M<sup>me</sup> Guigou confiait attendre « plusieurs milliards de francs » de recettes supplémentaires du fait de la progression, plus forte que prévu, de la masse salariale en 2001.

Les gestes du gouvernement en faveur des hôpitaux, puis des cliniques, suscitent des envies. Deux syndicats de médecins généralistes, le SML et l'UNOF, ayant appelé à une grève « totale et illimitée » des gardes de nuit à partir du 15 novembre, des négociations se sont ouvertes, avec la CNAM, sur la revalorisation des consultations et des visites à domicile. Leurs représentants dénoncent le « choix politique [du gouvernement] de favoriser le secteur public », reprochant à leur compte les mêmes arguments qui avaient été avancés par les cliniques privées.

Au même moment, le Centre national des professions de santé, le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), la Fédération de l'hospitalisation privée (FHP) et le Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (Snitem) ont décidé, pour la première fois, de faire campagne commune pour protester contre la « maîtrise comptable » des dépenses de santé. Vingt messages devraient paraître dans la presse spécialisée, le SNIP ayant décidé de remplacer les encarts publicitaires réservés à des médicaments par ce message : « Il faut changer de point de vue ». Cette campagne, estimée à 5 ou 6 millions de francs, « est une adresse à l'intention des politiques avant les prochaines échéances électorales », souligne le vice-président délégué, Bernard Lemoine. Sous peu, M<sup>me</sup> Guigou devrait proposer un nouveau mode de partenariat avec les professions de santé libérales.

Enfin, sur un tout autre chapitre, le gouvernement a souhaité supprimer le « contrat vendanges » adopté à la quasi-unanimité – contre l'avis de M<sup>me</sup> Guigou – par les députés. Il visait, par des avantages spécifiques, à pallier les difficultés de recrutement dans ce secteur.

## La campagne du Medef parvient à reconstituer l'unité syndicale

CLERMONT-FERRAND  
de notre correspondant

Pour avoir décidé d'intervenir dans le débat politique avant l'élection présidentielle en organisant sept forums nationaux destinés à peser sur la campagne, le Medef s'expose désormais aux contre-manifestations. Mardi 13 novembre, sa réunion organisée à Clermont-Ferrand a donné lieu aux premiers rassemblements de protestation et à une unité syndicale inédite. Fait rare, les structures locales du Groupe des dix-Solidaires (qui regroupe notamment les SUD), de la CGT, de la CFDT (oppositionnelle en Auvergne), de FO, de l'UNSA, de la FSU et de l'UNEF se sont retrouvées sur un appel commun pour affirmer que l'« intérêt des actionnaires » n'est pas celui des « citoyens ». « C'est parce que nous condamnons l'idéologie propre au projet de refondation sociale du Medef que nous sommes ici », a expliqué René Defromont, un des responsables de l'union régionale CFDT Auvergne. Pour sa part, SUD-PTT saluait « la première initiative d'une mobilisation qu'il faudra développer à l'avenir » face « à l'ultralibéralisme et à ses prédicateurs fanatiques ».

C'est sous la protection d'un important dispositif policier que s'est tenu ce forum consacré à l'entreprise et à l'environnement, pour lequel Denis Kessler, vice-président délégué du Medef, avait fait le déplacement. D'entrée, une centaine d'intermittents du spectacle ont donné le ton, quelque peu bruyamment, au point que le service d'ordre a eu à les refouler manu militari hors de l'enceinte de l'Institut français de mécanique avancée, où avait lieu la réunion.

Jean-François Rouger

## Un rapport parlementaire dresse un bilan très positif des deux ans d'existence du pacs

Près de 50 000 pacs ont été conclus. Les députés proposent toutefois des mesures pour améliorer les textes

Les députés Jean-Pierre Michel (MDC) et Patrick Bloche (PS) ont remis, mardi 13 novembre, un premier bilan de l'application de la loi sur le pacte civil

de solidarité (pacs) entrée en application il y a tout juste deux ans. Une fois posé le constat de réussite aussi bien en termes quantitatifs que symboliques,

les rapporteurs proposent une série de mesures législatives et souhaitent voir le Parlement débattre de la question de l'homoparentalité.

DEUX BOUGIES, près de 100 000 convives et un premier rapport parlementaire : le pacs fête dignement ses deux années d'existence. Les députés Jean-Pierre Michel (MDC) et Patrick Bloche (PS), rapporteurs de la proposition de loi sur le pacte civil de solidarité entrée en application le 15 novembre 1999, ont remis, mardi 13 novembre, un premier bilan de l'application de la loi, adopté par les commissions des lois et des affaires culturelles de l'Assemblée nationale.

« Son application montre, s'il en était besoin, que les fantasmes et les amalgames qui ont émaillé les débats parlementaires étaient totalement injustifiés et inutilement polémiques », posent les deux rapporteurs. « Ce texte constitue une avancée importante puisqu'il reconnaît pour la première fois dans l'histoire de la République des droits aux couples homosexuels. Pour autant, et quoi qu'en aient dit ses pourfendeurs, cette loi n'est ni une machine de guerre contre la famille ni une institution dictée par une quelconque logique communautariste. »

Pour appuyer leur propos un rien revancharde, les rapporteurs ne se privent pas de souligner que près de 50 000 pacs – 43 970 exactement – ont été signés entre le 15 novembre 1999 et la fin du mois de septembre 2001, ce qui constitue une « réussite pratique ». Que depuis la naissance du pacs le mariage a connu un regain de vigueur. Que le pacs n'est ni un phénomène exclusivement urbain ni exclusivement homosexuel. Et qu'il « est temps de faire taire définitivement les assertions selon lesquelles le pacs aurait ouvert toutes grandes les portes de l'immigration » : sur les

37 000 pacs signés en mars 2001, seuls 297 avaient donné lieu à une demande de titre de séjour, 163 aboutissant à la délivrance d'une carte de séjour temporaire.

« Victoire symbolique » enfin, le pacs a « joué le rôle d'accélérateur de la conscience sociale et permis le recul de l'homophobie ». Le terme « pacés », lit-on, est entré dans le langage courant. Et 70 % des Français se disaient favorables au pacs dans les sondages en septembre 2000, contre 49 % deux années plus tôt.

### 70 % des Français se disaient favorables au pacs dans les sondages en septembre 2000, contre 49 % deux années plus tôt

Ce constat de réussite largement posé, les rapporteurs envisagent une série d'évolutions législatives et réglementaires. Ils souhaitent d'abord voir inscrire le pacs en marge de l'acte de naissance de chacun des deux contractants. « Les intéressés pourront ainsi attester l'existence ou l'absence d'un engagement au regard du pacs par la simple production d'une copie ou d'un extrait « état civil ». Les tribunaux d'instance sont en effet surchargés de demandes de certificats de non-pacs émanant des notaires.

Les rapporteurs plaident également en faveur d'une amélioration des outils statistiques, le souci de protection de la vie privée ayant, à leurs yeux, conduit le gouvernement à une « position excessivement prudente ». Ils en appellent encore à la diminution, voire à la suppression, du délai de trois ans préalable à l'imposition commune après la conclusion d'un pacs. Délai considéré comme « injuste » puisque « la signature d'un pacs entraîne systématiquement la perte de l'allocation de parent isolé et, le plus souvent, une minoration ou la suppression pure et simple de l'allocation aux adultes handicapés, du RMI et de l'allocation de solidarité spécifique ».

Il s'agit aussi, « compte tenu de l'absence de fraudes massives constatée par les services du ministère de l'intérieur », de réduire à deux ans – contre trois actuellement – la durée obligatoire de vie commune en France préalable à une demande de titre de séjour pour les partenaires étrangers de pacés. A l'instar d'Air France ou de la Mairie de Paris, les administrations et entreprises publiques doivent montrer l'exemple d'un alignement des droits des couples pacés sur ceux des couples mariés, poursuivent les rapporteurs. Les personnes incarcérées doivent pouvoir se pacser en leur appliquant « un régime similaire à celui des personnes malades », pour lesquelles un greffier peut se déplacer. Enfin, les territoires d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie et Mayotte) ne sauraient rester plus longtemps à l'écart de l'application de la loi sur le pacs, sous peine d'« atteinte au principe d'égalité des droits et d'unité de la République ».

Pascal Krémer

## Des maires acceptent d'organiser des cérémonies « à caractère officiel et symbolique »

LE 11 AOÛT était célébrée en mairie parisienne la première cérémonie de signature de pacs. Depuis, l'idée du maire (PS) du 9<sup>e</sup> arrondissement de la capitale, Jacques Bravo, a fait son chemin. A l'approche du deuxième anniversaire de la loi, une poignée de maires ont déjà ouvert, ou annoncé leur intention d'ouvrir, leur salle des mariages aux nouveaux pacés, une fois signés au tribunal d'instance le contrat qui les unit. Pour distinguer le pacs du mariage, le législateur avait pourtant écarté toute démarche en mairie.

A Paris, Michèle Blumenthal, la maire (PS) du 12<sup>e</sup> arrondissement, a fait savoir qu'elle y était prête, et que deux couples seraient sans doute reçus avant la fin de l'année. Dans le 10<sup>e</sup> arrondissement, le maire (PS) Tony Dreyfus a été « assidu lors de toutes les séances (une trentaine), de tous les débats (une centaine d'heures) et surtout de tous les votes (trois) » sur le pacs, claironnait son service de presse, dans un communiqué du 7 novembre. Une cérémonie en mairie s'impose donc, « célébration d'un acte et surtout d'un symbole de liberté et de solidarité ». Le maire (PS) du 3<sup>e</sup> arrondissement, Pierre Aidenbaum, y est venu il y a quelques semaines. En tout, ce sont à Paris une quinzaine de couples, pour la plupart homosexuels, qui ont déjà bénéficié de ces nouvelles cérémonies sans valeur juridique.

Pionnière, la mairie du 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris a été contactée par une vingtaine de villes de province. « Quelques grandes, comme Lille ou Rennes, indique-t-on au cabinet du maire, mais surtout des villes moyennes comme Niort, ou Charleville-Mézière. » Villeurbanne (Rhône) a organisé sa première cérémonie le 27 octobre. La ville de Pantin (Seine-Saint-Denis) a fait savoir qu'elle était d'accord sur le principe. Mais c'est la petite ville de Francheville, 11 000 habitants, dans la banlieue ouest de Lyon, qui a, la première, emboîté le pas à Paris, organisant une cérémonie de pacs dès la fin du mois de septembre.

« Je fais partie des personnes qui ont milité pour le pacs et trouvent que le législateur n'a pas été assez loin, souligne le maire (PS), René Lambert. Quand deux jeunes gens

m'ont demandé d'officialiser leur union, je n'ai pas hésité. Cela fait partie des petits combats pour la liberté qu'on doit mener chaque jour. » Il garde un excellent souvenir de ces amis, parents, grands-parents réunis autour du couple, de « cette grand-mère qui a merveilleusement bien réagi et dit qu'elle avait désormais deux petits-fils ».

Pour ce rituel, qu'il s'agit d'inventer de toutes pièces – la loi sur le pacs ayant soigneusement écarté toute procédure en mairie afin de distinguer le pacs du mariage (*Le Monde* du 4 juillet) –, René Lambert dit s'être « inspiré des noces d'or ». Dans un petit discours bienveillant, il a retracé le parcours du couple jusqu'à la signature du pacs. Certains de ses confrères cherchent plutôt l'inspiration dans les baptêmes républicains ou les cérémonies de parrainage de sans-papiers.

### CERTIFICAT, DIPLOME OU LIVRET

A Paris, les maires d'arrondissement concernés affirment concevoir la cérémonie en fonction de la demande. Musique, discours personnalisés du maire sur le couple, prise de parole des nouveaux pacés, vin d'honneur, sont proposés à la carte. Jean-Paul Bret, le maire (PS) de Villeurbanne, indique sans détour, dans un communiqué intitulé « L'amour à égalité », qu'en sa mairie, la cérémonie « solennelle à caractère officiel et symbolique » est telle qu'elle « se rapproche de celle du mariage : texte d'introduction, lecture des articles du code civil, possibilité d'avoir deux témoins, d'échanger des alliances, signature de l'acte, musique jouée par l'organiste »...

Pour solenniser davantage le moment, des documents, produits localement, sont partout remis. La mairie du 9<sup>e</sup> arrondissement a édité une plaquette de quatre pages sur beau papier Velin, décorée de petits drapeaux français. « Célébration de signature du pacte civil de solidarité », lit-on sur la couverture. Suivent date et lieu de signature du pacs ; noms et signatures des contractants et du maire ; extrait du code civil concernant le pacs ; et la devise de la République en dernière page. Dans le 10<sup>e</sup> arrondissement, c'est un « certificat » qui est attribué aux heureux pacés dans une

pochette aux couleurs de Paris, au dos de laquelle s'inscrit un article de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen concernant la liberté.

Un « diplôme » est remis dans le 3<sup>e</sup> arrondissement, ainsi qu'un « équivalent du Livret de famille ». Au bas du fameux carnet recouvert de velours bleu est surajoutée (sur un morceau de plastique collé) la

mention « Livret du pacs ». A l'intérieur, après la définition juridique du pacs, ses effets, apparaît un « extrait de l'acte d'union » avec photo, état civil, signature des partenaires et du maire, nom et adresse des témoins. Les pages habituellement réservées aux enfants sont remplacées par des pages blanches.

P. Kr



**CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**  
**Colloque les 28, 29 et 30 novembre 2001**  
à la Maison de la Chimie, 28, rue Saint-Dominique, 75007 Paris

***La Caisse des dépôts et consignations, la Seconde Guerre mondiale et le XX<sup>e</sup> siècle***

**Mercredi 28 novembre**  
Ouverture : *Daniel Lebègue, Directeur général de la Caisse des dépôts*  
Matin : *La Caisse des dépôts de 1930 à 1950 - Perspectives comparatives*. Présidence de *Pierre Cortesse, Conseiller-maître honoraire à la Cour des comptes, Vice-président du Conseil de la concurrence*

Après-midi : *La Caisse des dépôts de 1930 à 1950 - Le rôle économique et financier de la Caisse des dépôts*. Présidence de *Jean-Louis Robert, Professeur à l'Université de Paris I (C.H.S.)*

**Jeudi 29 novembre**  
Matin : *Les contraintes de l'Occupation : marges de manœuvre, accommodements, collaboration*. Présidence de *Jean-Pierre Azéma, Institut d'Études Politiques de Paris*

Après-midi : *La Caisse des dépôts, la spoliation des Juifs en France et la restitution de leurs biens*. Présidence de *Roger Ererra, Conseiller d'État*

**Vendredi 30 novembre matin**  
*La spoliation des Juifs : une comparaison à l'échelle européenne*. Présidence de *Ginette Kurgan, Professeur à l'Université Libre de Bruxelles*

Conclusion par *René Rémon, de l'Académie française, Président de la Fondation nationale des Sciences politiques*

**Renseignements et inscriptions : 33 (0) 1 40 49 59 15**

# Face à des besoins croissants, Bernard Kouchner veut réformer l'offre de soins psychiatriques

Le ministre délégué à la santé présente un plan sur la santé mentale en conseil des ministres

**Le ministre délégué à la santé devait présenter, mercredi 14 novembre, en conseil des ministres, un plan consacré à la santé mentale. Alors qu'en**

**France la demande de suivi psychiatrique a augmenté de 17 % en libéral et de 46 % dans le secteur public, Bernard Kouchner souhaite réorgani-**

**ser l'offre de soins, notamment en développant des centres hospitaliers de proximité et en renforçant les alternatives à l'internement.**

UNE GRANDE OUBLIÉE fait son retour en conseil des ministres. Bernard Kouchner devait y présenter, mercredi 14 novembre, son plan consacré à la santé mentale, un domaine pour lequel, depuis dix ans, et après bon nombre de rapports, tout le monde s'accorde à reconnaître l'urgence d'une réforme. Le ministre délégué à la santé propose huit « axes d'action », parmi lesquels la « lutte contre la stigmatisation attachée aux maladies mentales », le « renforcement des droits des malades atteints de troubles mentaux » et l'organisation d'une offre de soins « diversifiée » en transférant les unités d'hospitalisation complète « dans des centres hospitaliers de proximité » et en renforçant les alternatives à l'internement.

La démarche retenue vise à « passer d'un modèle reposant sur les structures à un modèle axé sur la personne ». Un effort financier de 45,7 millions d'euros (300 millions de francs) a été engagé sur 2001 et 19,06 millions d'euros (125 millions de francs) sont prévus pour 2002. Bernard Kouchner entend traduire sa nouvelle politique de santé mentale « par un projet de loi-cadre » qui devrait être présenté au deuxième semestre 2002, voire en 2003.

En ne se limitant pas à la psychiatrie et à ses grands tableaux cliniques (schizophrénie, psychoses, etc.), ce plan englobe la prise en charge des troubles mentaux ou du comportement et des problèmes psychosociaux. Ce n'est plus seulement du « fou » dont il s'agit mais

de toutes les personnes affectées par une souffrance psychique. Chaque année, en France, plus d'un million d'adultes et plus de 370 000 enfants souffrant de troubles mentaux sont suivis par des équipes de psychiatrie publique. « Un quart des patients qui consultent en médecine générale présente une souffrance en relation avec un problème de santé mentale (troubles du sommeil, anxiété, dépression, etc.) », peut-on lire dans le plan gouvernemental. Consacrant l'année 2001 comme « année mondiale de la santé mentale », l'Organisation mondiale de la santé (OMS) rappelle qu'une personne sur quatre présente un ou plusieurs troubles mentaux ou du comportement au cours de sa vie.

## LA FIN DU MODÈLE ASILAIRE

En France, la demande de suivi a augmenté de 17 % en libéral et de 46 % dans le secteur public. Face à l'étendue des besoins, l'offre de soins apparaît inadéquate. Les structures comme les moyens humains sont très inégalement répartis sur le territoire et de nombreux postes de médecins restent vacants dans le secteur public tandis qu'un quart des psychiatres libéraux sont installés à Paris.

Il est difficile, dans ces conditions, de « faire exister la population des handicapés psychiques, qui représente au moins 600 000 personnes », comme le souhaite Jean Canneva, président de l'Union nationale des amis et familles de malades mentaux (Unafam). « En quelques

dizaines d'années, 50 000 lits de psychiatrie ont été fermés. Nous ne sommes pas contre cette évolution mais il faut absolument un accompagnement de proximité », poursuit-il.

Depuis la loi du 30 juin 1838 instituant les internements psychiatriques – qui n'a été réformée que par celle du 27 juin 1990 sur les droits et la protection des personnes internées –, la France a vécu sur le modèle de l'asilaire. Ce modèle de psychiatrie fermée a été remis en cause à partir de 1960 avec la politique de sectorisation développant une psychiatrie communautaire, avec des structures ouvertes organisées autour d'un centre médico-psychologique.

« L'ambition était de sortir l'hôpital psychiatrique de son ghetto, mais le secteur n'a pas suffisamment suivi les évolutions de la psychiatrie qui s'ouvriraient vers les hôpitaux généraux et s'est replié sur lui-même », analyse le psychiatre Francis Peigné, qui a réalisé en 1991 un bilan de la sectorisation. Le ministère de la santé reconnaît aujourd'hui que cette logique « n'a pas atteint tous ses objectifs notamment en matière de développement des alternatives à l'hospitalisation et d'articulation avec les acteurs du champ social, médico-social et les élus locaux ».

Ce constat figurait dans le rapport intitulé « De la psychiatrie vers la santé mentale » des docteurs Eric Piel et Jean-Luc Roelandt, remis en juillet à Bernard Kouchner et à Elisabeth Guigou. Ces deux psychiatres allaient jusqu'à proposer « un plan décennal de fermeture des hôpi-

les très jacobines, comme si l'Etat avait un modèle à fournir, ce qui donnait à leur rapport un tour « technocratique ». De même, leur souci d'en finir avec l'hôpital psychiatrique correspondait à une guerre de la psychiatrie du XX<sup>e</sup> contre celle du XIX<sup>e</sup> siècle, mais pas à la psychiatrie du XXI<sup>e</sup> siècle. Entre les deux tiers et les trois quarts des secteurs psychiatriques sont déjà dans des structures non spécialisées. Il faut poursuivre cette dynamique et se battre contre l'esprit asilaire plutôt que contre les murs de l'asile.

## Comment souhaitez-vous voir évoluer la psychiatrie et ses structures ?

Lors des hospitalisations en psychiatrie motivées par la sévérité des troubles, nous rencontrons dans un quart des cas d'autres troubles organiques, nécessitant des examens complémentaires. L'éloignement d'un hôpital général peut alors représenter un danger.

Les docteurs Piel et Roelandt ont eu tout à fait raison de souligner le pillage des moyens en personnels de la psychiatrie par d'autres services dans les hôpitaux généraux. Cela ne constitue pas pour autant un argument pour refuser de se trouver hors des hôpitaux généraux. Il faut en revanche trouver des arbitrages budgétaires pour fléchir les moyens accordés à la psychiatrie. Cependant, ces structures doivent coexister avec des structures dans la ville : des appartements thérapeutiques, des foyers de posture, etc. Pour ce qui est de la psychiatrie elle-même, elle doit redevenir une discipline médicale parmi les autres. Faire cesser la stigmatisation dont sont victimes les malades mentaux passe d'abord par le fait que le corps médical reconnaisse que ce sont des malades comme les autres et qu'il ne faut pas les marginaliser.

*Propos recueillis par Paul Benkimoun*

*P. Be. et S. Bl.*

## À Paris, dans le 19<sup>e</sup>, une clinique de proximité pour « mieux accepter l'hospitalisation »

**POUR UN PROMOTEUR** immobilier, la clinique Rémy-de-Gourmont a un emplacement exceptionnel. Installé au sommet de la butte Bergère, dans le 19<sup>e</sup> arrondisse-

### REPORTAGE

« La présence des familles facilite grandement le travail mené avec le malade »

ment de Paris, avec, de la terrasse, une vue imprenable sur la capitale, ce service psychiatrique est niché dans une rue paisible d'un quartier résidentiel préservé. C'est en 1998 que le centre hospitalier spécialisé Maison-Blanche de Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis) a délocalisé soixante lits dans Paris pour offrir ce lieu de proximité « déstigmatisé ».

« La demande a augmenté de 25 % depuis que nous sommes dans Paris. Nous accueillons des patients qui auraient refusé d'être hospitalisés à Maison-Blanche et d'autres, plutôt bien insérés socialement, ayant des désordres mentaux assez brefs, qu'on ne voyait pas auparavant », constate le psychiatre Denis Maquet. Le fait de disposer de deux lieux de soins, l'un éloigné et l'autre dans le quartier, représente « un avantage considérable », esti-

me ce praticien hospitalier. Pour les médecins comme pour les infirmiers, il s'agit de « deux univers spatio-temporels totalement différents ». Si la proximité apporte un vrai bénéfice à beaucoup de malades, pour d'autres – qui ont besoin de s'éloigner de leur famille ou qui doivent effectuer un séjour très long – « la distance est salutaire », affirme M. Maquet.

Avec ses chambres individuelles, qui disposent toutes d'une salle de bains, et sa décoration boisée la clinique Rémy-de-Gourmont offre un confort et un cadre de vie qui permettent, pour les patients et leurs proches, de « mieux accepter » l'hospitalisation. Mais la proximité et le manque d'espace, régulièrement mal vécu par les malades, font parfois regretter le grand parc de Maison-Blanche, où les pensionnaires peuvent longuement déambuler et se défouler.

Psychose, dépression, troubles du comportement... cette clinique reçoit tous les types de pathologies et de patients, hormis les cas psychomoteurs extrêmement lourds. Seul critère d'admission : résider dans le 19<sup>e</sup> arrondissement. Depuis janvier, plus de 1 050 patients ont été accueillis à Rémy-de-Gourmont – dont 16 % ont été hospitalisés sous contrainte – pour une durée moyenne de séjour de deux semaines.

« L'augmentation de la population du secteur et du nombre d'hospitalisations entraîne nécessairement une diminution de la durée de séjour », explique Michel Caire, psychiatre et chef de service. Mais, ajoute-t-il, « le fait que les malades soient proches de leur environnement, maintiennent des liens avec leur famille ou leurs amis et soient ainsi moins "désinsérés" contribue aussi à réduire le temps d'hospitalisation ».

Les infirmiers peuvent facilement les accompagner chez eux ou au centre médico-psychologique et les relais de posture s'organisent plus rapidement. « Si les personnes rechutent, elles font appel à nous plus tôt », observe M. Caire. Quant au travail en réseau, il s'est fait de manière presque « naturelle », assurent les médecins. M. Maquet reconnaît qu'« être ici nous a beaucoup rapprochés de nos collègues de l'Assistance publique et nous permet également de travailler avec les libéraux du secteur ».

## CRIS ET TAMBOURINAGES

L'architecture du lieu et son emplacement facilitent la rencontre entre les soignants et les proches des malades, mais aussi entre les patients et les médecins. « Nous sommes excessivement sollicités par les familles, qui demandent des explications et un soutien », remarque

taux psychiatriques ». Si cette mesure radicale n'a pas été retenue par le ministère, le plan entend néanmoins en finir avec les hôpitaux spécialisés parfois très éloignés des lieux de résidence des patients et favoriser financièrement le dispositif ambulatoire en lui réservant 60 % des moyens. Tout en regrettant l'attitude « frileuse » du gouvernement, Eric Piel reconnaît que le plan ministériel constitue « une avancée importante ». « Voilà des décennies qu'un gouvernement n'avait pas pris position sur la santé mentale », ajoute-t-il.

En pratique, le plan entend réviser la loi de 1990 en modifiant notamment les conditions de soins sans consentement qui « ne contiennent pas ou plus de projet thérapeutique et de réinsertion ». 65 000 mesures d'internement ont été prononcées en 1999 et les hospitalisations en psychiatrie à la demande d'un tiers ont augmenté de 45 % entre 1988 et 1995, soulignait le rapport 2001 de la Cour des comptes. C'est pourquoi le ministère veut instituer une hospitalisation de courte durée (soixante-douze heures maximum) « permettant d'élaborer un projet de soins individualisé » et proposer au malade une alternative à l'hospitalisation sans consentement, « sous la forme d'un soin ambulatoire ».

## REPÉRAGE PRÉCOCE

Pour mieux répondre à l'augmentation du recours à une aide psychiatrique et à la diversification des demandes, les stratégies thérapeutiques, notamment la psychothérapie, vont être évaluées, les formations des professionnels (en particulier les infirmiers et les médecins généralistes) seront révisées et les intervenants en santé mentale appelés à travailler en réseau.

De plus, le gouvernement prévoit de mettre en œuvre des programmes de prévention et d'action sur des pathologies ou des publics ciblés : lutte contre le suicide, dépistage chez les 6-11 ans, meilleure prise en charge des mineurs en grande difficulté, des personnes en situation de précarité et des détenus. Un projet spécifique de repérage précoce et de traitement de la dépression sera élaboré en 2002 : « Sur la vie entière, 17 % à 19 % de la population souffrent de dépression majeure nécessitant une prise en charge médicale », précise le ministère. Enfin, le plan pointe les lacunes de la recherche en psychiatrie, qui constitue pourtant, de son propre aveu, « un préalable indispensable pour fonder une politique de santé mentale ».

## La cour d'appel de Lyon rejette la mise en liberté de Patrick Dils

LA CHAMBRE de l'instruction de la cour d'appel de Lyon a rejeté, mardi 13 novembre, la demande de mise en liberté de Patrick Dils, condamné le 29 juin à 25 ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Reims pour le meurtre de deux enfants en 1986. La cour d'appel a estimé que le délai entre le verdict du tribunal de Reims et la date de la nouvelle audience, prévue à Lyon du 8 au 24 avril 2002, était conforme au code de procédure pénale et à la convention européenne des droits de l'homme.

La cour a également rappelé « l'extrême gravité » des faits reprochés à l'accusé et a estimé que leur ancienneté « n'édulcor[ait] en rien le trouble à l'ordre public qu'ils causaient ». Condamné une première fois à perpétuité en janvier 1989, Patrick Dils avait obtenu, fait exceptionnel, un procès en révision, en raison de nouveaux éléments portant sur la présence du tueur en série Francis Heaulme sur les lieux du crime le jour des faits. Ce procès en révision s'était terminé par une nouvelle condamnation à 25 ans de réclusion.

## L'UDF Michel Pinton soutient

### la candidature de M. Chevènement

MICHEL PINTON, maire (UDF) de Felletin (Creuse), a annoncé qu'il se ralliait à la candidature de Jean-Pierre Chevènement à l'élection présidentielle. Après avoir été, dès 1968, un des conseillers discrets de Valéry Giscard d'Estaing, M. Pinton, 64 ans, avait fondé l'UDF à la veille des élections législatives de 1978. Il en était resté la cheville ouvrière jusqu'en 1983. L'ancien conseiller de M. Giscard d'Estaing s'est illustré, dans la période récente, en organisant une croisade des maires contre le pacs. Au moment du débat au Parlement sur le pacs, en avril 1998, 12 000 maires, violemment opposés à la reconnaissance officielle des couples homosexuels, avaient, à son initiative, rejoint un « Collectif pour un mariage républicain ».

## DÉPÊCHES

■ **POLICE : le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, a annoncé, mercredi 14 novembre, l'octroi de 700 millions de francs supplémentaires pour la police nationale, dans le cadre de la loi de finances rectificative. Pour 2002, le budget primitif de la police nationale avait déjà été augmenté de 1 milliard de francs par rapport à 2001. « C'est une augmentation sans précédent », a estimé M. Vaillant sur France 2.**

■ **GENDARMERIE : le ministre de la défense, Alain Richard, devrait annoncer la création de « plusieurs centaines » de postes supplémentaires de gendarmes à l'occasion de l'examen du budget 2002 de son ministère, jeudi 15 novembre, à l'Assemblée nationale. 700 créations de postes étaient déjà prévues.**

■ **JUSTICE : Paul-Albert Iweins a été élu par ses pairs, mardi 13 novembre, bâtonnier de l'ordre des avocats à la cour d'appel de Paris. M. Iweins succédera à Francis Teitgen le 1<sup>er</sup> janvier 2002, pour un mandat de deux ans.**

■ **Le tribunal de grande instance de Paris a jugé irrecevable, mercredi 7 novembre, l'action du Syndicat des avocats pour la justice (SAJ) qui contestait le versement d'indemnités allouées depuis 1984 par l'Ordre des avocats à son bâtonnier (Le Monde du 28 septembre). Le tribunal, présidé par Jean-Claude Magendie, a jugé que le SAJ, même s'il s'est donné pour objectif de « libérer les avocats du carcan des institutions ordinaires », ne pouvait imposer ses vues à l'ensemble des avocats. Le SAJ a fait appel de cette décision.**

■ **FAIT DIVERS : un homme de 58 ans et sa mère de 88 ans ont été retrouvés morts, mardi 13 novembre dans la matinée à Aulnoye-Aymeries (Nord). Leur décès a sans doute été causé par des émanations de monoxyde de carbone provenant d'un poêle à charbon défectueux. Dans la région Nord-Pas-de-Calais, une quarantaine de personnes ont dû être hospitalisées, lundi et mardi, à la suite d'intoxications au monoxyde de carbone.**

■ **AGRICULTURE : l'opération « Massif Central mort » organisée par les jeunes agriculteurs pour protester contre la chute des cours de la viande, a touché 15 départements, mardi 13 novembre. Environ 25 barrages routiers avaient été dressés. A Limoges, les agriculteurs ont investi l'aéroport. Les manifestants souhaitaient « adresser un message fort aux décideurs politiques » et « montrer l'ampleur des répercussions de la crise bovine » sur la région. – (Corresp.)**

## direction des services techniques

### Ça n'arrive qu'une seule fois par an...

### et c'est exceptionnel à chaque fois.

Jean Penicaud  
Directeur  
des services techniques  
d'une commune  
de 6 200 habitants.

La voie de la solution



Salon des Maires et des Collectivités Locales

# SMCL 2001

SMCL : le rendez-vous annuel des Elus et des Décideurs Territoriaux

Les 20-21-22 novembre 2001 à Paris-Expo - Porte de Versailles  
Pour vous inscrire en ligne : www.localmundi.fr

Une manifestation du GROUPE MONITEUR

*Sandrine Blanchard*

La Corse peut-elle être une vitrine de l'écologie ?

Des états généraux sont organisés, mardi 20 novembre à Corte, sur le concept d'économie « identitaire » et « écologique ». Ce projet, qui fait l'objet d'un mémorandum défendu à Bruxelles, est indissociable du processus de Matignon

AJACCIO

de notre envoyé spécial
« Il n'y a pas de place pour l'usine de Vazzio, ou des usines comme ça, dans notre système ! » : Jean Mannarini montre les cheminées de l'antique centrale thermique de Vazzio. Cette centrale, comme celle de Luciana, qui fournit Bastia en électricité, représente l'exemple de ce qu'il ne faut plus faire en Corse.

Le « système » de Jean Mannarini, c'est l'« économie écologique ». Vieux militant autonomiste, Jean Mannarini dirige Corse entreprises, une association qui affirme regrouper une centaine d'entreprises de l'île. Avec l'université de Corte et son président, Jacques-Henri Balbi, elle organise, le 20 novembre, des « états généraux » autour d'une idée présentée comme un « projet de société » directement inscrit dans la dynamique du processus de Matignon.

L'initiative est l'expression la plus récente et la plus controversée d'une recherche entamée depuis des années, notamment dans les milieux régionalistes, puis autonomistes et nationalistes : il s'agit de définir un modèle de développement alternatif au « tout-tourisme » bétonneur de côtes qui, au

demeurant, n'est plus guère mis en avant aujourd'hui dans l'île.

Le concept d'« économie identitaire » a été formalisé au début des années 1990. Puis cette économie devient avant tout « écologique » et « solidaire » dans la version 2001 de M. Balbi. Parallèlement, l'Assemblée de Corse intègre l'idée que l'environnement devienne une

Une idée présentée comme un « projet de société » directement inscrit dans la dynamique de la politique du gouvernement

pièce maîtresse du développement. Une étape significative est franchie lorsque la commission des affaires européennes de l'Assemblée de Corse, créée après les élections régionales de mars 1999 et d'emblée présidée par le nationaliste Jean-Guy Talamoni, entreprend d'élaborer sa propre vision de l'économie de la Corse dans l'UE. M. Talamoni invite l'ensemble des

« forces vives » insulaires, y compris l'université, à y travailler. De cette réflexion sort, en décembre 1999, un rapport intitulé « Une ambition européenne pour la Corse, environnement et identité au cœur du développement », qui s'inspire en partie des premiers travaux de M. Balbi. Nouvelle étape, encore, avec l'élaboration d'un texte technique et concret, qui devient un mémorandum présenté conjointement à Bruxelles par les élus corses et le gouvernement en juillet 2000. Ce mémorandum contient un certain nombre de demandes, qui portent notamment sur des possibilités de dérogations au droit commun communautaire dans différents secteurs économiques, avec un même objectif : la « reconnaissance de la spécificité insulaire de la Corse dans l'Union européenne ».

La démarche du mémorandum ne peut pas être dissociée du processus de Matignon : elle est l'une de ses composantes, une sorte de gage de volonté politique donné par le gouvernement français. Le 15 mai 2000, lors du premier des « lundis de Matignon » d'où sortira le projet de loi sur la Corse, le conseiller pour l'Europe au cabinet du premier ministre vient exposer la philosophie du mémorandum. Le texte lui-même, dès sa première ligne, fait référence au processus

qui s'ouvre. Une négociation de plusieurs mois s'engage ensuite avec Bruxelles. Ce cycle est aujourd'hui bien avancé, trois points essentiellement (montant des taxes sur les tabacs, aide à la mise aux normes des abattoirs, modernisation de la flottille de pêche) demeurent en discussion.

Matignon comme l'Assemblée de Corse s'accordent pour saluer l'attitude positive de la Commission, en particulier de Michel Barnier, le commissaire français, ancien ministre RPR, chargé notamment de la politique régionale. En revanche, M. Talamoni se plaint de l'attitude de Paris, qui aurait mégoté son soutien aux élus corses. Ceux-ci auraient même été parfois désavoués en séance publique, face aux représentants de Bruxelles. Cette version est formel-

lement contestée à Matignon. Michel Barnier confirme : pour lui, « il n'y a pas eu de double langage » du gouvernement français.

Le gouvernement français et Bruxelles sont d'accord pour juger que l'Europe a donné satisfaction aux demandes du mémorandum sur « la majorité des points ». Pour Bruxelles, la balle est maintenant dans le camp des pouvoirs publics français, pour « digérer » ces mesures et les mettre progressivement en œuvre. Le commissaire européen, qui maintient son soutien au « pari » de M. Jospin - et rappelle à ses amis de droite, en France, qu'« ils seraient bien inspirés de se rappeler qu'ils seront peut-être en charge de ce dossier dans quelques mois » -, affirme très clairement, à propos de l'attitude de l'Europe face au mémorandum : « J'ai déci-

dé, en accord avec Romano Prodi, de soutenir le processus de Matignon. » Le commissaire européen discerne bien « un projet » axé sur « l'identité corse et l'identité insulaire » dans les axes d'action de Bruxelles en Corse. Il souligne combien le volet européen du mémorandum était « assumé, nourri, réfléchi, par les élus corses », qu'il s'agisse de Jean-Guy Talamoni, de Jean Baggioni (RPR), président du conseil exécutif de l'Assemblée de Corse, ou de José Rossi (DL), président de cette Assemblée. M. Barnier, qui s'emploie à faire avancer l'idée d'une reconnaissance de « la diversité des territoires » en Europe, affirme qu'en Irlande du Nord comme en Corse, l'objectif de l'UE est de « favoriser la stabilité », car ces foyers de difficultés sont autant d'« éléments d'instabilité pour l'UE elle-même ».

Pourtant, Jean Baggioni dresse un bilan de la négociation moins positif : « Les réponses ne sont pas encore à la hauteur de nos attentes. » Le président du conseil exécutif attend du gouvernement qu'il fasse pression sur Bruxelles. Pour lui, le processus de Matignon ne sera pas complet tant que, sur le plan économique, la Corse sera « toujours dans le handicap et l'insatisfaction ».

Jean-Louis Andreani

Polémiques autour de l'exploitation économique de l'« identité »

LE CONCEPT d'économie « identitaire » a été mis en avant pour la première fois en Corse en 1992 dans un colloque sous l'égide du Conseil économique social et culturel (CES) de l'île. D'autres travaux ont suivi. Le tout est synthétisé dans un livre, Economie identitaire, de Dominique Taddei et Florence Antomarchi (Albiana, 1997). Dans la préface, Toni Casalunga, alors président du CES, évoque « l'identité comme levain de l'économie, moteur du développement ».

Quant au terme d'« économie écologique », plusieurs acteurs semblent se le partager. Le prince Charles-Napoléon, via son association pour la promotion et la défense de l'image de la Corse (Apdic), l'évoque, par exemple, à la fin des années 1990 avec Jean-Louis Guigou, le patron de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar). L'idée de départ, explique le prince, lui-même ancien de la Datar, était : « Que peut-on faire pour « solvabiliser » notre identité ? »

Paul Ferrandi, un homme d'affaires corse, et même Jacques Séguéla, participent à l'aventure. Le publicitaire explique à ses interlocuteurs corses qu'en devenant une vitrine de l'environnement l'île peut se positionner sur un créneau d'avenir. Aujourd'hui, toutefois, M. Balbi avoue qu'il n'évoque plus le rôle de M. Séguéla, car « ça brouille un peu l'image »... Les états généraux de l'économie écologique, réunis à Corte le 20 novembre, s'appuient sur un travail qui vient de réaliser Jacques-Henri Balbi, le président de l'université de Corte. Ce physicien d'origine a tenté d'y construire un « modèle » où la Corse devient la « terre de l'économie écologique, identitaire et solidaire ».

Très ambitieux, le texte entend définir une alternative au modèle libéral. Il part, en résumé, de deux idées : l'écologie et l'environnement constitueront un secteur essentiel de l'économie mondiale du troisième millénaire ; investir ce secteur est la meilleure chance de la Corse. Il s'agit, non seulement de s'appuyer sur une économie écologique « endogène », mais aussi, en devenant un pôle de référence international, d'attirer, en échange de royalties, des entreprises soucieuses d'exploiter un tel label. Autrement dit, de « vendre l'image de la Corse sans vendre la Corse », selon une formule de M. Balbi. Le président de l'université reconnaît lui-même qu'il décrit là un modèle « idéal ». Il affirme néanmoins qu'il n'est pas utopique d'imaginer

qu'à long terme l'économie bâtie sur son modèle puisse représenter « facilement 50 % du PIB régional ».

La multiplicité de l'idée, le vocabulaire utilisé, ont desservi un texte qui veut faire de la Corse un « nouveau jardin d'Eden », à condition qu'elle sache échapper à l'emprise des « maîtres du monde »... Les idées elles-mêmes font sourire certains responsables insulaires. En privé, l'un des acteurs de l'économie de l'île est formel : « C'est ce qu'on appelait autrefois l'économie endogène. Considérer que ça puisse fonder une économie, donc nourrir les gens, c'est une imposture. » Pierre Chaubon, conseiller territorial corse social-démocrate (gauche), résume, pour sa part, un sentiment assez répandu en soulignant : « L'économie écologique peut être un axe majeur du développement, mais cela ne peut pas être aujourd'hui le seul. »

« RÊVER UN PEU »

Au sein même de l'université, la démarche de M. Balbi a été contestée. Les critiques sont également venues des... écologistes. Ainsi, Michelle Salotti, l'une des animatrices de l'association environnementale U Levante, y voit « une très bonne piste », mais redoutait que M. Balbi ne se soit fait manipuler. En avril 2000, l'« Ambiance », le bulletin interne d'U Levante, s'était vivement ému d'une version précédente, où l'association avait cru discerner la volonté de « faire de l'argent à tout prix » et « d'entrer dans la marchandisation de l'écologie ».

Le président de l'Assemblée de Corse, José Rossi (DL), est l'un des plus positifs. Tout en affirmant : « Cette idée, il faut la nourrir avec d'autres argumentaires et d'autres compétences », il se dit d'accord avec « l'analyse stratégique ». Ancien ministre de l'Industrie, il souscrit à l'idée d'attirer des entreprises en faisant de la Corse une « vitrine de l'écologie ». « C'est un peu utopique, mais il faut rêver un peu ! » Encore faut-il effectuer « un effort considérable pour régler en peu de temps nos problèmes d'image ».

Les plus sceptiques ont cependant perçu que ces discussions marquent un changement. Même s'il s'avoue « assez dubitatif » sur le projet de M. Balbi, Raymond Ciccaldini, président du CES et de la chambre de commerce de Corse-du-Sud, observe : « C'est un débat intéressant. On commence à dire : "On peut se développer économiquement sans tout détruire." »

J.-L. A.

AJACCIO

de notre envoyé spécial

« Nitrate 0 %, Corse 100 % ». Avec cette petite phrase inscrite sur ses étiquettes et placardée l'été sur les panneaux publicitaires de l'île, l'eau Saint-Georges, l'une des eaux minérales de l'île, a réussi un joli « coup » : « Ce slogan a marqué. Tout le monde le connaît », se félicite le jeune directeur général de cette entreprise familiale installée au col Saint-Georges, à proximité d'Ajaccio.

Saint-Georges s'inscrit totalement dans la logique de « l'économie écologique » : une activité fondée sur un produit écologique - l'entreprise se flatte de capter une eau très pure de la façon la plus naturelle possible, sans lui appliquer le moindre traitement - représentatif de l'identité corse, promu en tant que tel. Tout, dans la communication de l'entreprise, tourne autour de l'environnement et de l'identité corse, y compris la bouteille, conçue par le célèbre designer Philippe Starck, qui, intéressé par la démarche, a « fait un prix » à la petite entreprise. Même s'il ne milite pas à proprement parler

- « on est militant même dans son travail » -, Alexandre Colonna d'Ornano affirme : « L'économie corse a intérêt à s'ordonner autour de l'économie écologique. Si la Corse se perd dans un tout-tourisme sans respect de l'homme ni de l'environnement, pour moi ce sera le chaos. »

ATELIERS ANIMÉS

L'histoire connaît même un prolongement inattendu, qui pourrait crédibiliser l'idée d'un rayonnement international de l'île : grâce à des liens noués autour du Tour de Corse automobile, Saint-Georges va sponsoriser gratuitement Toyota, qui doit se lancer en formule 1 en 2002. Le logo de l'eau minérale corse va donc faire le tour des circuits du monde entier.

Secteur d'activité radicalement différent, mais même logique : Jean-Pierre Godinat, l'un des chanteurs du groupe Cinqui 50 (Nous sommes cinq), a inventé une nouvelle « niche » professionnelle. Comme d'autres chanteurs de groupes polyphoniques, il anime des ateliers, à titre militant, en direction des enfants des écoles, notamment ceux issus de l'immigration. Mais,

pour la première fois dans l'île, il a lancé cet été une nouvelle activité pour les touristes : pendant trois mois, il a animé chaque semaine un atelier d'initiation aux chants polyphoniques de quinze personnes, dans le village de vacances d'EDF à Porticcio, près d'Ajaccio. La semaine lui a été payée environ 5 000 francs par le village de vacances. Les touristes apprentis chanteurs terminaient leur initiation par un petit concert public. « La cerise sur le gâteau, pour eux comme pour moi. Je crois que j'avais autant le trac qu'eux... »

Actuellement, l'économie « écolo-identitaire » ne correspond à aucune catégorie statistique officielle. Une estimation transversale nécessairement aléatoire, réalisée avec l'aide de l'Insee régional, indique un poids de quelques milliers d'emplois - peut-être de 3 000 à 6 000 -, sur un total de quelque 90 000 emplois, dont plus de 27 000 emplois publics. A lui seul, le Parc naturel régional assure plusieurs centaines d'emplois (directs, indirects et induits).

J.-L. A.

NI ICI, NI AILLEURS, MAIS AUTREMENT !

Avec les associations d'opposants, nous, démocratiquement et légitimement élus par les populations, voulons faire entendre haut et fort à l'Etat notre opposition résolue à l'implantation d'un nouvel aéroport international parisien dans la Marne ou dans l'Alsine.



Nous affirmons qu'une telle implantation serait :

- ✓ inutile (pour répondre aux vrais besoins de transport aérien),
✓ nuisible (pollutions sonores et chimiques dégradant gravement la santé et la qualité de vie des populations, la valeur de leurs biens et les territoires qu'ils habitent),
✓ source d'un énorme gaspillage d'argent public (entre 30 et 70 milliards de francs),
✓ illusoire en termes économique et social (perte immédiate d'au moins 15.000 emplois récupérés au plus tôt à partir de 2025-2030)
✓ infaisable aéronautiquement au nord-est de Paris (selon les professionnels du contrôle de la navigation aérienne eux-mêmes)
✓ inefficace pour régler durablement les nuisances subies par les riverains de Roissy et Orly.

Cette action est réalisée par les associations :

- ACITA (51) : Association Contre l'implantation d'un Troisième Aéroport - Mairie de Bazancourt - B.P 11 - 51110 - BAZANCOURT
NON à Juvinçourt (02) Mairie - 02820 - SAINT-THOMAS
ADRAE (51) : Association de Défense des Riverains de l'Aéroport de Châlons-Vatry - Salle Communale - 51320 - HAUSSIMONT
PCA (02) : Défense de Construire un Aéroport - rue du Vieux marche - 02160 - ROUCY
ACAST (02) : Association Contre l'Aéroport du Soissonnais et du Tardenois - 91 rue d'Ancy - 02220 - LIME

Cette opération a été lancée le 25 octobre et la liste ci-dessous a été arrêtée aux contributions reçues le 8 novembre 2001.

- ADAM Christiane (Maire Cheney) - ANSAULT Pierre (Maire Adjoint Corincontray) - BACQUENOIS Joël (Maire Adjoint Isles S Suppe) - BADET Denis (Maire Adjoint Hermoville) - BARRAULT Christiane (Maire Adjoint Méry) - BARRÉ Jean Pierre (Maire Adjoint Courcy) - BARTELS Patrick (Maire Adjoint Menneville) - BARTHE Philippe (Maire Adjoint Bazancourt) - BATTIEUX Raynal (Maire Magnoux) - BEAUX Thierry (Maire Adjoint St Loup Et Champagne) - BERNARD Guy (Maire Bouy) - BERTHOIT Gérard (Conseiller Régional Champagne Ardennes) - BISSIERE Michel (Maire Trécon) - BLANC Gérard (Maire Adjoint Fismes) - BLANCHARD Claudette (Présidente Ss Bazancourt) - BOLDYREFF Christophe (Conseiller Municipal Brumont) - BONNEMFANT Eléane (Maire Adjoint Mont sur Courville) - DALBERTO Hubert (Maire Pignicourt) - BONNET Philippe (Maire Amilontain) - BOUQUEMONT Jean-Yves (Maire Adjoint Soudron) - BOURBIER François (Maire Sommesous) - BOURRE Anne Marie (Maire Isses) - BRALLON Alain (Maire Chepy) - BRODEUR Paul (Maire Houllicourt) - BUFFET Danielle (Maire Adjoint Loivre) - CHAPPAT Thierry (Maire Adjoint Bouy) - CHARLES Daniel (Maire Roucy) - CHAUVEUT Jean Pierre (Maire Adjoint Les Grandes Loges) - CHEVALIER Chantal (Maire Maizy) - CHRETIEN Patrice (Maire Bernémécourt) - COISIA Michel (Maire Adjoint Vouziers) - COLLARD Daniel (Conseiller Général Marne) - COLLARD Pascal (Maire Adjoint Cheniers) - CORNANSCO Monique (Maire Adjoint Bezannes) - GOULOURNAT Christian (Maire Adjoint Hermoville) - CRETON Pierre (Maire Adjoint Pignicourt) - DELIERE Angelo (Maire Adjoint L'Ecaille) - DELORME Robert (Maire Adjoint Courcy) - DELOZANNE Yves (Maire Sazy Et Thru) - DELOUX Denis (Maire Adjoint Bassimont) - DEPREUX Anne (Maire Adjoint Courcy) - DESSURIPES Christian (Maire Courcy) - DEVIE Pascal (Maire Adjoint Le Château) - DHAM Jacques (Maire Adjoint Méry) - DOCHE Patrice (Maire Adjoint Fismes) - DORGEILLE Monique (Maire Méry) - DUPUIT Blainde (Maire Adjoint Le Château) - DURARTRE Dominique (Maire Lavannes) - FAVREAU Marie France (Maire Adjoint Blanzay La Salonnaise) - FELIX Bruno (Maire Adjoint Lenharrée) - FERTE Martin (Maire Camon) - FORTIN Jean Claude (Maire Bergincourt) - FOY Rémi (Maire Lenharrée) - FOY Thierry (Maire Adjoint Sommesous) - FRIQUOT Pascal (Maire Clamanges) - FROMENTIN Alain (Maire Adjoint St Loup En Champagne) - FROMENTIN Régis (Maire St Loup En Champagne) - GACON Christine (Maire Avaux) - GAILLOT Joachim (Maire L'Ecaille) - GALICHET Gérard (Maire La Voue) - GALLOIS Dominique (Maire Thi) - GANDON Louise (Maire Vatry) - GANTIER Xavier (Maire Adjoint Bourgogne) - GARNOTEL M Claude (Maire Adjoint Pommale) - GATINOIS Mireille (Conseiller Général Sault St Rémy) - GILLET Claude (Maire Aire) - GIBARDIN Francis (Maire Sacronnes) - GOURMAND Joël (Pdt Communauté Com Hermoville) - GOUVERNEUR Daniel (Maire Villers devant le Thoru) - GRIFFON François (Maire Cheniers) - GUILLAUDEAU Michel (Conseiller Municipal Reims) - GUILLAUME Xavier (Maire Roizy) - GUILLOU Michel (Maire Loivre) - HAMY Daniel (Maire Adjoint Le Thoru) - HANNOTIN Michel (Maire Jonchery Sur Vesle) - HARBULOT Alain (Maire Adjoint Loivre) - HEMARD Anita (Maire Adjoint Lenharrée) - HEMARD Yves (Maire Adjoint Soudé) - HENRIET Jean-Marie (Maire Adjoint Coole) - HENRIET Daniel (Maire Villesenoux) - HENRY Isabelle (Maire Adjoint Aire) - HOUDRY Michel (Maire Adjoint La Ville au Bois les Pontavert) - HUREAU Benoit (Maire Adjoint Machau) - JACQUET Michel (Maire Togny aux Bœufs) - JACQUINET Bruno (Maire Adjoint Vadenay) - JARDELLE Margylene (Maire Broutel) - JOANNESSE Raymond (Conseiller Municipal Reims) - JOLLY Martine (Maire Adjoint Courcy) - JONET Jean Luc (Maire Adjoint Bazancourt) - JORE Jean Luc (Maire Adjoint Bazancourt) - JUNGS Pierre (Maire Adjoint Bussy-Létrée) - JUVIN Brigitte (Maire Adjoint Cauris) - LACHAMBRE Micheline (Maire Adjoint Roucy) - LAMPE Jean Claude (Maire Courcelles-Sapicourt) - LANDIS Jean Luc (Maire Adjoint Dampière Au Temple) - LAPIERRE Gilles (Maire Adjoint Thi) - LATSCH Northert (Maire Adjoint Roizy) - LAVAIL Jean Claude (Conseiller Général Marne) - LAVARD Bernard (Maire Courville) - LEBAS Jean-Marie (Maire Adjoint Prouilly) - LE BRIS Françoise (Maire Adjoint Loivre) - LE DROGO Madeleine (Maire Villers Franquoise) - LEBERGUE André (Maire Adjoint Fismes) - LEBRUN Fabienne (Maire Adjoint Avaux) - LECOMTE Guy (Maire Cauray Les Hermonville) - LEFEVRE Michel (Maire Les Grandes Loges) - LEFEVRE Yvon (Maire St Hilaire Au Temple) - LEFORT Jean Pierre (Conseiller Municipal Isles S Suppe) - LEFURNIS Didier (Maire Adjoint Coole) - LEGROS J Marie (Maire Bignicourt) - LELOUX Daniel (Maire Adjoint Le

- Chatelet) - LEMPEREUR Francis (Maire Adjoint Bouy) - LENICE Jean Marie (Maire Adjoint Neufchâteau) - LEROY Lionel (Maire St Remy Le Petit) - LESUEUR Jacky (Maire Adjoint Courcelles-Sapicourt) - LONGUET Claude (Maire Dommarlin Létrée) - LOPPIN Anthony (Maire Ecury sur Coole) - MACHET Pascal (Maire Vaudemange) - MAGNES Mme (Maire Adjoint Fismes) - MAJERUS Noël (Maire Adjoint Bourgogne) - MAJERUS Remy (Maire Adjoint Saut St Rémy) - MATHIEU Thierry (Maire Conzantay) - MERAT Luc (Maire Adjoint Méry) - MEUNIER Daniel (Maire Saint-Etienne au Temple) - MIARA Catherine (Maire Drouilly) - MICHAUX Jean Claude (Maire Adjoint Provais) - MICHEL Bernard (Maire St Thierry) - NOEL Marie Thérèse (Conseillère Municipale Reims) - PAQUES Maurice (Maire Dampière Au Temple) - PAUL Claude (Conseiller Général Marne) - PERSON Agnès (Conseiller Général Marne) - PEZE Michel (Maire Aussonce) - PINARSKI Eric (Maire Adjoint Isles S Suppe) - POIX J Michel (Maire Adjoint Fismes) - PREVOTEAU Bernard (Maire Bazancourt) - PREVOTEAU Evelynne (Maire Adjoint Bourgogne) - PRON Bruno (Maire Adjoint St Hilaire Le Grand) - PROT Jean (Pdt Communauté Com Bussy-Létrée) - PROT Pascal (Maire Adjoint Dommarlin Létrée) - QUANTINET Francis (Maire Bouzillé) - REMY Bernard (Maire Adjoint Soudron) - RIFFE Guy (Maire Isles S Suppe) - ROYER Jean Louis (Maire Cloys S Marne) - ROYER Claude (Maire Soudé) - RUINART Thierry (Maire Pommale) - SARRAZIN Thierry (Maire Auménancourt) - SERVAS Charles (Maire Uchiain) - SEURAT James (Maire Adjoint Dommarlin Létrée) - SIMONOT Jean-Paul (Maire Montpreux) - SOHET Pascal (Maire Adjoint Evergicourt) - SONGY José (Maire Coole) - SYLVESTRÉ Claude (Maire Mussy) - TALLIART Bernard (Maire Le Château) - THOMAS Jean Claude (Député Marne) - TIMMERMAN Philippe (Conseiller Général Aisne) - VACHEZ Philippe (Maire Adjoint Loivre) - VAN SANTE Christophe (Maire Adjoint Méry) - VAILLOT Gérard (Maire Vadenay) - VAIQUEL Christian (Maire Adjoint Dommarlin Létrée) - VECTEN Albert (Conseiller Général Marne) - VELY Evelynne (Maire St Gilles) - VERHAEGEN Annick (Maire St Bon) - VERVAET Germaine (Maire Adjoint Provezou) - VIGNON Claude (Maire Hétrainghem) - VILLETTE Denis (Maire Adjoint Conde sur Suppe) - VOISIN LACROIX Michel (Conseiller Général Marne) - WEBER Jean-Jacques (Maire Soudron) - WILBERT Arlette (Maire Blanzay La Salonnaise)

DISPARITION

# Frédéric Pottecher

## La passion du prétoire

AVEC FRÉDÉRIC POTTECHER, mort à Paris, mardi 13 novembre, disparaît le dernier des « monstres sacrés » de la chronique judiciaire qui compta au lendemain de la deuxième guerre mondiale des personnages aussi dissemblables que purement être une Madeleine Jacob ou un Pierre Scize, mais qu'unissait une commune passion du prétoire et des spectacles qui pouvaient s'y donner. Curieusement, ils avaient tous éprouvé dans leur jeune âge une sorte de fascination pour le théâtre. Ils en connaissaient les chefs-d'œuvre, ils en avaient quelquefois rencontré et approché les maîtres. Et devant les drames, mais aussi, à l'occasion, les vaudevilles, qui se donnaient jour après jour dans les salles d'audience, ils eurent souvent la tentation de réagir en critiques portant leur appréciation selon leur humeur ou leur bonheur. Féroces ou amusés, ils avaient « au Palais » leurs lecteurs assidus, réjouissant les uns, exaspérant les autres. Il y avait pour eux, en ces temps-là, toutes les indulgences dès lors que le talent les habitait. Le « brin de plume » valait « imprimatur ».

Dans ce milieu si particulier, Frédéric Pottecher est parvenu relativement tard, porté par ces coïncidences qu'on appelle aussi les hasards de la vie. À l'origine, et avant même son entrée en journalisme, ce qui comptera toujours chez lui, ce sera la terre natale, cet « Est », avec Bus-sang, « de ce côté-ci des Vosges », comme on disait pour avoir échappé à l'annexion consécutive au désastre de 1870. Les Pottecher ont vécu là leur histoire. Curieux de tout, le grand-père courait déjà les routes. Après lui, l'oncle, Maurice Pottecher, à la tête d'une entreprise, modeste de taille mais florissante, se prit de cette passion du théâtre dont héritera le neveu. Ainsi naît, en lisière de la forêt, le Théâtre du peuple, aboutissement tout à la fois d'un rêve d'humanisme, d'une lecture de Michelet, d'une ambition sociale et de quelques fortes croyances qui font que l'on est dreyfusard d'instinct. Jusqu'à ses derniers jours, Frédéric Pottecher restera ému autant qu'amusé par ces grandes agitations.

### SES CHERS « CABOTS »

C'est pourquoi il se sent à sa façon un privilégié pour avoir ainsi vécu ses jeunes années dans la familiarité de l'œuvre de Lugné-Poe, des Pitoëff, de Jean-Louis Barrault à ses débuts, comme de Pierre Richard Wilm, jeune et fidèle dieu de Bus-sang, avant d'en devenir un discret patriarce. Durant toute sa vie Frédéric Pottecher gardera pour ses chers « cabots », pour leurs tics et leurs excès, un goût qui tournait à l'attendrissement. Ainsi fut pour une bonne part son avant-guerre. Pour le reste, un journaliste commence à s'affirmer à Comœdia, puis à Paris-Soir, dans le tumulte et le bouillonnement des passions qui annoncent la montée des périls.

Tout naturellement Frédéric Pottecher choisit son camp, celui de l'antifascisme. Les « affaires » de l'époque sont le plus souvent des drames, des affrontements sans merci. C'est l'assassinat des frères Rossetti par les fascistes italiens. C'est une affaire Stavisky suivie d'une « affaire Prince ». Antimunichois, Pottecher n'échappera pas à sa « drôle de guerre ». Après quoi,

sous le nom de Jean des Vosges, il apostrophera Vichy et la collaboration au micro de Radio-Levant.

C'est à la fin de 1944, à la radio libérée, que paraît maintenant le plus récent Frédéric Pottecher. Le voici désormais « au Palais », et il n'y passera pas inaperçu. Le 23 juillet 1945, dans la salle archicomble de la première chambre de la cour d'appel de Paris, il conquiert de haute lutte son coin de pupitre pour voir paraître, devant la Haute Cour de justice, Philippe Pétaïn, ex-chef de l'État français. Jour après jour, il suit ces débats plus ou moins bien menés et dont il livrera en 1980 une relation difficile tant est complexe cette histoire de la collaboration que l'on n'en finit pas d'écrire.

### DES COUPS DE MAÎTRE

Dès lors, un chroniqueur judiciaire est né. Lui aussi voudra pour ses coups d'essai des coups de maître. Le prétoire lui laisse l'embarras des choix et des genres. Il y aura ces « grands jours » qui sont autant de points de repère d'une histoire de France durant les décennies de la décolonisation : encore des violences, des putschs, des barricades. On juge en Tunisie, Pottecher y est. On juge au Maroc des rebelles qui bientôt seront ministres, il est là. Mais on juge aussi de pauvres hommes ou femmes dont l'histoire, sans majuscule, raconte les misères ou les passions. Pottecher est toujours là.

Sous ses yeux passent des êtres qui le ravissent ou l'exaspèrent. Homme de radio, sa voix – et quelle voix ! – s'apparente au pinceau du peintre pour faire entendre à ceux qui n'ont pu être là ce qui s'est dit et comment cela fut dit. Chaque soir, durant ces quelques minutes que lui consentent la radio, la télévision, il est là, jouant tous les personnages, les faisant dialoguer, crier ou balbutier. Et l'on retrouve l'homme de théâtre. Mais il s'agit bien de théâtre quand une peine de mort est demandée, quand elle est prononcée !

Alors paraît l'émouvant Pottecher, le chroniqueur tout feu tout flamme qui s'engage ouvertement. C'est ce Pottecher-là qui monte au créneau pour, micro déposé, rejoindre le comité pour la révision du procès de Jean-Marie Devaux et obtenir un second procès qui s'achèvera par un acquittement. Jamais il ne restera indifférent à l'appel du plus humble pour lequel on lui demandera de s'engager. Cela ne va pas sans déboires avec « ces messieurs de la télévision », ou du moins certains d'entre eux. Il paiera au prix fort ses refus de « faire gris » que lui conseillaient un directeur. Et l'antenne lui fut même carrément refusée au premier jour du procès des accusés de l'affaire Ben Barka. Il ne baissera pas les bras. Il obtiendra même de l'ORTF des dommages et intérêts pour une mise au placard qu'il tenait pour une atteinte à sa notoriété.

Ainsi a traversé son siècle un homme qui, le jour de ses quatre-vingt-deux ans, bloc-notes en main, fidèle au poste, tenait encore sa place de journaliste au procès de Klaus Barbie.

Jean-Marc Théolleyre

★ Ce texte rédigé par notre ancien collaborateur, mort le 12 juin 2001, a été réactualisé.

## AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

**Brigitte SERRANO**  
et  
**Christian DARGNAT**  
partagent avec  
**Gabriel**  
l'immense bonheur d'annoncer la naissance de  
**Alexandre,**  
à Milan, le 26 octobre 2001.  
Via de Togni, 16,  
Milano 20123 Italia.

### Anniversaires de mariage

– 15 novembre 1941.  
15 novembre 2001.  
**Jacqueline et Roger, Bichette et Poulot,**  
toute la tribu se réjouit de vous fêter pour ces 31 557 600 minutes de bonheur commun.  
Et vous remercie tendrement pour celles, innombrables,  
où vous nous avez irradiés de votre amour et de votre humour.  
Continuez !

### Décès

– Evelyne Boudieux, sa fille,  
Isabelle, Sophie et Anne Boudieux, ses petites-filles,  
ont la grande tristesse de faire part du décès de  
**Mme Juliette BELEY,**  
survenu le 11 novembre 2001, dans sa quatre-vingt-douzième année.

– Mme Denise Betat, son épouse,  
M. Jean-Pierre Betat, son fils,  
Caroline, sa petite-fille,  
Sa famille et ses amis,  
ont la tristesse de faire part de la disparition de  
**M. Jean-Elie BETAT,**  
chevalier de l'ordre national du Mérite,  
survenue le 12 novembre 2001, à Paris.

Que ceux qui l'ont estimé et aimé se retrouvent lors de la cérémonie religieuse qui sera célébrée en l'église réformée de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17<sup>e</sup>, le jeudi 15 novembre, à 9 h 45.  
L'inhumation aura lieu dans le caveau familial à Château-Thierry (Aisne), vers 12 h 30.  
« Heureux ceux qui ont le cœur pur car ils verront Dieu. »  
Matthieu, 5, 8.

### Condolances sur registres.

– Mme Eliane Castella, son épouse,  
Mme Léa Seiboth, sa belle-mère,  
Ses frère, sœurs, beaux-frères, belle-sœur, neveux et nièces,  
ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Jean CASTELLA,**  
ancien avocat du barreau de Nanterre,  
survenu à Paris, le 9 novembre 2001, à l'âge de soixante-neuf ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 novembre, à 10 heures, en la chapelle du Val-de-Grâce, 1, place Laveran, à Paris-5<sup>e</sup>.  
7, rue Henri-Tariel,  
92130 Issy-les-Moulineaux.

– Chens-sur-Léman. Lyon.  
Aline, Jean-Pierre, Nicole, Olivier, ses enfants,  
Et leurs conjoints,  
Pierre et Georges,  
ses frères,  
Et leurs conjointes,  
Marie-Thérèse,  
sa belle-sœur,  
Ses petits-enfants,  
Ses proches et ses amis,  
ont la grande tristesse de faire part du décès du  
**docteur**  
**Jean-Félix DULAC,**  
professeur agrégé du Val-de-Grâce,  
ancien député,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite,  
survenu le 11 novembre 2001, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Chens-sur-Léman, le jeudi 15 novembre, à 15 heures.  
Condolances sur registre.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

Chemin de la Vorge,  
74140 Chens-sur-Léman.  
– Nîmes. Paris.  
**Marie-Louise LORDAT**  
s'est éteinte le 10 novembre 2001.  
Selon sa volonté, son incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.  
De la part de  
Dominique et Philippe,  
ses enfants.

– Mme Jean-François Meffre, née Françoise de Lausun,  
son épouse,  
M. et Mme Pascal Six,  
M. et Mme François-Xavier Meffre,  
M. et Mme Régis Meffre,  
M. et Mme Tim Stevens,  
M. et Mme Stéphane Meffre,  
ses enfants,  
Ses petits-enfants,  
Son arrière-petite-fille,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
**M. Jean-François MEFFRE,**  
engagé volontaire 1939-1945,  
division Leclerc,  
croix de guerre,  
survenu le 13 novembre 2001, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 17 novembre, à 14 h 30, en l'église de Corseul (Côtes-d'Armor).

– Mme Raphaëlle Costa de Beauregard, sa compagne,  
Mme Jacqueline Leriche, sa sœur,  
Ses enfants et petits-enfants,  
Ses neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces,  
ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Serge MESSAGER,**  
compositeur,  
architecte décorateur,  
Ensaà et Ensaà,  
survenu le lundi 12 novembre 2001, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 15 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean de Joigny (Yonne), suivie de l'inhumation au cimetière de Chamvres.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

– La présidence de l'université Paris-III - Sorbonne nouvelle,  
Les personnels administratifs et enseignants de l'université,  
L'UFR d'études ibériques et latino-américaines,  
s'associent au deuil de la famille et des proches au lendemain du décès de  
**Paul VERDEVOYE,**  
professeur émérite.  
– Le président,  
Et les collaborateurs de la Maison de l'Amérique latine  
ont la tristesse d'annoncer la disparition du  
**professeur Paul VERDEVOYE,**  
figure historique des études littéraires latino-américaines,  
administrateur de la Maison de l'Amérique latine,  
survenue le 1<sup>er</sup> novembre 2001, à Buenos Aires (Argentine).

– Daniel Yovanovitch, son fils,  
et ses enfants, Bertrand-Luc, Alexandra, Hugo, Clémence, Lucile,  
Annie Gouyon, née Yovanovitch, sa fille,  
et ses enfants, Jean-Baptiste, François, Marie, Elisabeth,  
Maurice Herblot et ses enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
**Mme Olga YOvanovITCH,**  
ingénieur ESPCI (promotion 1965),  
survenu le 11 novembre 2001, à l'âge de soixante-seize ans.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 15 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Clodoald, place Charles-de-Gaulle, à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

14, rue Henriette,  
92140 Clamart.  
76 bis, rue de Garches,  
92210 Saint-Cloud.  
6, rue des Sources,  
77760 Rumont.

## Anniversaires de décès

– Il y a dix ans, le 15 novembre 1991,  
**Dominique COQUET**  
nous quittait.  
« La seule chose que nous apprend la mort est qu'il est urgent d'aimer. »  
Eric Emmanuel Schmitt.

– Il y a vingt-deux ans, le jeudi 15 novembre 1979  
décédait subitement  
**Sandra HIPSZMAN.**  
Il est demandé à ceux qui l'ont connue et estimée une affectueuse pensée pour elle.

### Cours

COURS DE CHANT  
TRAVAIL DE LA VOIX  
par professeur lauréate  
de concours internationaux.  
Tél. : 01-46-22-50-66

LE MONDE diplomatique

### Les vrais dossiers de l'après-11 septembre

Buts de guerre ; Controverses à Washington ; Visages changeants de l'islam politique ; Vers la guerre bactériologique ? Démission du conseil de sécurité ; Les libertés américaines sacrifiées sur l'autel de la guerre ; La culture, facteur de la realpolitik ; L'Afrique laissée pour compte ; Au cœur du renseignement américain ; Les antécédents de M. Ariel Sharon.

Et une double page de cartes commentées de l'Afghanistan et de sa région

NUMÉRO DE NOVEMBRE 2001  
En vente chez votre marchand de journaux 25 F - 3,81€

## JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté lundi 12-mardi 13 novembre sont publiés :

● **Economie et finances** : un décret portant création d'une direction de la communication au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.

● **Accords internationaux** : un décret portant publication de la

décision Ospar sur les plafonds d'émission et de rejet applicables à la fabrication du chlorure de vinyle monomère, prise par la commission Ospar, signée à Sintra le 22 juillet 1998 ;

un décret portant publication de la convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs, faite à Vienne le 5 septembre 1997.

**DEBARRAS**  
integral, tous locaux,  
récupérations.  
**BIGUES BENNES**  
01 49 95 95 42  
Service rapide  
tous les jours

Chaque samedi avec  
**Le Monde**  
DATÉ DIM./LUNDI  
retrouvez  
**LE MONDE**  
**TELEVISION**

NOVEMBRE 2001

# CAHIERS DU CINEMA

www.cahiersducinema.com

**CAHIER CRITIQUE**  
L'Emploi du temps  
le roman vrai  
de Laurent Cantet

**ENTRETIEN**  
La peur selon John Carpenter

## DAVID LYNCH

du côté des femmes

ÉVENEMENT Mulholland Drive et Millennium Mambo

NUMÉRO DE NOVEMBRE  
EN VENTE CHEZ VOTRE  
MARCHAND DE JOURNAUX

M 1293 - 592 - 35,00 F - 5,34 €



JULIEN GOLDSTEIN/CEIL PUBLIC

## 2 CHRONIQUE DE L'AMÉRIQUE EN GUERRE

## Le consensus patriotique

A gauche, la devanture d'un magasin, à droite, un marchand de souvenirs. Le drapeau est omniprésent. Elles sont partout, ces étoiles, ces rayures, ces couleurs.

C'EST officiel : Geraldo Rivera quitte son show quotidien sur CNBC et devient correspondant de guerre sur Fox News. La nouvelle, annoncée début novembre, peut paraître dénuée d'intérêt pour les audiences d'outre-mer, comme on a coutume de désigner le reste du monde aux Etats-Unis. A tort : elle symbolise en réalité un profond bouleversement dans l'état d'esprit des Américains depuis le 11 septembre, le passage d'une culture du trivial et de l'insouciance à une culture de guerre.

Portoricain d'origine, la moustache fleurie, Geraldo Rivera a, dans une fonction beaucoup plus proche de celle d'animateur que de journaliste, pris une part active au sensationnalisme audiovisuel des années 1990 : les talk-shows aux thèmes sordides, la saga O.J. Simpson, Monica Lewinsky... « *Geraldo* » a été de tous les coups. Son émission du soir sur CNBC, la chaîne câblée des yuppies de Wall Street, dans laquelle il pose des questions provocantes aux acteurs de l'actualité du jour, est aussi un héritage de cette décennie d'exubérance irrationnelle. Mais le 11 septembre a tout changé ; Geraldo part pour le front. Déjà mis à mal par la chute des cours de la Bourse depuis un an, le glamour de CNBC ne tient plus qu'à la notion de patriotisme savamment introduite dans l'économie ; les téléspectateurs ont à présent des préoccupations plus graves, le prochain attentat, le bioterrorisme, les opérations en Afghanistan, l'avenir de leur pays. Pour cela, ils se tournent vers les chaînes d'information générale.

Lorsqu'il rejoindra le front fin novembre, ne comptez pas sur Geraldo pour servir d'austères comptes-rendus, déontologiquement corrects, façon BBC. Chaque soir depuis le 11 septembre, il prend congé de ses téléspectateurs par cette formule : « *Bonne nuit. N'oubliez jamais !* » Il ne prétend pas être neutre dans cette affaire, pas plus que l'immense majorité de ses collègues des médias audiovisuels américains, pris dans une puissante vague patriotique. Le grand network NBC arbore, à l'heure du journal télévisé que l'on regarde le soir en famille, un logo tricolore en bas de l'écran plutôt que le traditionnel symbole multicolore ; son présentateur, Tom Brokaw, qui a joué un rôle crucial depuis deux ans dans le retour en force de « *la plus grande génération* », celle des combattants de la seconde guerre mondiale, semble investi d'une autorité morale nouvelle. Dan Rather, le légendaire présentateur du journal de CBS, a ouvertement pleuré à l'écran.

Ces chaînes, qui représentent de loin la plus grande audience intérieure, ont interrompu tous leurs programmes – et renoncé aux recettes publicitaires qui les accompagnaient – pendant près de qua-

**Avec les attentats du 11 septembre, c'est une culture de l'insouciance qui a pris fin aux Etats-Unis, où prévaut désormais un patriotisme vigilant, proche de celui qui régnait pendant la seconde guerre mondiale. Sans se dérober, les médias sont comme enrôlés dans l'effort de guerre**

tre jours à partir du 11 septembre pour couvrir les événements en continu. Certaines ont pris, dans le feu de l'action, des décisions importantes que personne ici ne remet en cause, comme la décision d'ABC de ne pas diffuser les images des victimes sautant des tours en flammes, de montrer les camions emportant les corps mais pas les corps eux-mêmes et, au bout de quelques jours, de ne plus montrer le film des tours qui s'effondraient. « *Nous nous inquiétons de l'effet de cette constante répétition, en particulier sur les enfants*, explique Todd Polkes, d'ABC, une inquiétude justifiée par les psychiatres. *De l'information à l'exploitation, il n'y a qu'un pas. Oui, nous en avons débattu, mais le débat n'est pas allé très loin.* » Dans les rédactions, le débat ne va pas très loin non plus : « *Des murmures, tout au plus* », relève une journaliste de NBC, où une circulaire électronique intitulée « *Loose Lips* », en référence à la devise de la seconde guerre mondiale « *Loose lips cost lives* » (« *Parler trop peut tuer* »), a recommandé aux journalistes la vigilance sur ce qu'ils choisissaient de révéler en matière militaire.

LORSQUE Condoleezza Rice, la conseillère du président Bush pour la sécurité nationale, a téléphoné aux présidents de cinq grandes chaînes, le mois dernier, pour leur demander de ne plus diffuser les cassettes d'Oussama Ben Laden sans les avoir préalablement filtrées et éditées, elle a donc trouvé des oreilles compréhensives. Tous ont accepté. Interrogé à ce sujet dans la presse, Rupert Murdoch, Australien naturalisé américain et dont le conglomérat contrôle Fox News, a assuré : « *Nous ferons notre devoir patriotique.* » Le lendemain, le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, a eu moins de succès auprès du directeur de la rédaction du *New York Times*, Howell Raines, qui lui a poliment rappelé son devoir d'informer. La presse écrite a plus de recul, mais se trouve malgré tout dans un nouvel environnement, celui d'un pays en guerre. La plume la plus vitriolique de la presse américaine, celle de Maureen Dowd, du *New York Times*, a elle aussi changé de ton. Autrefois l'une de ses cibles favorites sous le sobriquet de « *Rummy* », le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld est devenu plus respectueusement « *le secrétaire Rumsfeld* ». « *La contre-culture aujourd'hui, c'est le patriotisme*, écrit Maureen Dowd. *Cette guerre est une guerre juste.* »

Crier à la censure, ou même à l'autocensure, paraît ici incongru : les choses, aujourd'hui, sont différentes. Le patriotisme balaie tout. « *Les médias sont enrôlés dans l'effort de guerre* », admet une journaliste de télévision qui, comme les autres, préfère ne pas voir son nom cité, mais ils le sont de leur plein gré et chacun selon sa sensibilité. Témoins en direct, comme leurs compatriotes, des scènes d'horreur du World Trade Center,

les journalistes sont au diapason. Ce qui ne les empêche pas de réclamer à bras armés au Pentagone un meilleur accès aux sources et aux opérations. La référence, aujourd'hui, n'est plus ni le Vietnam ni la guerre du Golfe, mais bien la seconde guerre mondiale.

Le consensus règne, illustré par le drapeau omniprésent, un beau jour, à travers le pays. Elles sont partout, ces étoiles, ces rayures, ces couleurs. Aux boutonnières. Sur le dos des joueurs de base-ball. Sur les bonbons à la menthe qu'une usine de Caroline du Nord n'arrive pas à fournir en quantité suffisante. Sur les nœuds papillons des soirées huppées de New York. Sur les autobus, les antennes de radio des voitures, sur les façades, aux fenêtres. Sur les couvertures des magazines de mode. Sur les gâteaux d'une devanture de pâtisserie. Sur les civières transportant les rares corps que, six semaines après, les sauveteurs parvenaient à extraire des décombres du World Trade Center. Sur les CD de chants

pas du patriotisme à l'état pur, c'est une douleur partagée, une colère partagée, une peur partagée et une énorme solidarité ». Un quart des Américains et un tiers des New-Yorkais, par exemple, ont donné leur sang après le 11 septembre, et les dons aux familles des victimes ont dépassé un milliard de dollars.

C'est aussi, aux yeux de Sean Wilentz, un patriotisme « *plus riche* », car « *la société américaine est plus saine qu'en 1941* », lorsque la ségrégation était la règle. « *Nous sommes, en 2001, une société plus tolérante, plus inclusive, plus ouverte.* » Alors que les Etats-Unis avaient réagi à Pearl Harbor par l'internement des Américains-Japonais, les attaques contre les Américains-Arabs ont été plus limitées et surtout activement découragées par les autorités, qui ont multiplié les gestes à l'égard de la communauté musulmane. La ruée subite des Américains sur tout ce qui peut les informer sur le monde musulman, en particulier dans les universités (sites Web, cours,

ces entre le lointain conflit du Vietnam et les attaques terroristes contre des civils sur le sol américain. « *Que faire, si ce n'est la guerre ?* », demande Katha Pollitt dans l'hebdomadaire de gauche *The Nation*, en déplorant qu'aucune des rares voix qui se sont élevées contre n'apporte une ébauche de réponse. La prise de position pacifiste de Ralph Nader, lors d'une réunion à San Francisco, est passée inaperçue. Hormis les chat-rooms d'Internet, le débat sur ce sujet ne franchit guère, en réalité, les portes des campus universitaires, où il n'est d'ailleurs pas particulièrement virulent.

PLUS sensible, en revanche, est la question des causes des attentats. Dans les colonnes du *New Yorker*, Susan Sontag juge, peu après le 11 septembre, qu'ils sont « *une attaque contre la superpuissance auto-proclamée, une conséquence des alliances et des actes spécifiques de l'Amérique* », et provoque un tollé d'une rare violence. De même pour l'humoriste Bill Maher qui, lors de son émission quotidienne à minuit sur ABC, qualifie un soir de « *lâches* » les frappes aériennes menées par les forces américaines dans des conflits antérieurs, provoquant l'ire de la Maison Blanche : les Américains, souligne le porte-parole Ari Fleischer, « *doivent surveiller ce qu'ils disent et ce qu'ils font* ». Sur la chaîne publique PBS, Bill Bennett, moraliste du Parti républicain, juge les propos de Susan Sontag « *méprisables* » et considère que Bill Maher « *s'est comporté comme un con* ».

Même au sein de la gauche modérée, rechercher dans le comportement antérieur des Etats-Unis une explication au fanatisme meurtrier des terroristes est, pour l'instant, un anathème, surtout à New York : cela revient, a-t-on retourné à Katha Pollitt dans une émission de radio, à justifier un viol parce que la victime portait une minijupe. « *C'est trop tôt, relève un ancien responsable démocrate. Les émotions sont encore à fleur de peau, l'heure n'est pas aux grandes remises en cause.* » Dans les rédactions des grandes chaînes de télévision, questionner le bien-fondé de la réduction de la couverture étrangère des networks et la fermeture des bureaux à l'étranger depuis la chute du mur de Berlin est, confie un journaliste, « *un sujet tabou* ».

Sur quoi débouchera ce grand élan patriotique ? Durera-t-il ? En ce tout début d'une guerre qu'on leur promet longue, les Américains n'ont pour l'instant qu'une très vague idée des sacrifices qu'ils devront consentir. Et, rappelle Todd Gitlin, « *au tout début, la guerre du Vietnam était très populaire aussi* ».

Sylvie Kauffmann

PROCHAIN ARTICLE :  
Le pouvoir fédéral défié

« Ce n'est pas du patriotisme à l'état pur, c'est une douleur partagée, une colère partagée, une peur partagée et une énorme solidarité »

Sean Wilentz, historien à Princeton

patriotiques, qui se vendent comme des hot-dogs. En argument publicitaire pour tout ce qui est « *Made in USA* ». Les débats houleux qu'a provoqués au Congrès, en d'autres temps, la question pénale des atteintes au drapeau américain font aujourd'hui sourire : pas un seul drapeau n'a été brûlé aux Etats-Unis depuis le 11 septembre. A Berkeley, en Californie, berceau du Free Speech Movement et de la contestation pacifiste, la coalition Stop the War non seulement ne fait pas recette mais s'est heurtée à un mouvement favorable à la guerre, Berkeley USA, fondé après le 11 septembre.

Les experts du patriotisme observent le phénomène, médusés. C'est un « *patriotisme de solidarité* », « *d'affiliation* », beaucoup plus qu'un patriotisme nationaliste, estime Todd Gitlin, sociologue de l'université de New York, ancien contestataire de la guerre du Vietnam mais aujourd'hui très ému par ce qu'il voit. « *La relation avec la nation est plus faible et plus récente qu'en Europe, l'esprit multiculturaliste a introduit une certaine insécurité. L'intensité de ce patriotisme s'explique aussi par la fragilité de l'identité américaine* », dit-il. Pour Sean Wilentz, historien à Princeton, qui a pris la parole lors d'un meeting d'étudiants pour défendre la guerre alors qu'à leur âge il manifestait contre celle du Vietnam, les événements du 11 septembre ont suscité « *une unité et un sens de la solidarité sans précédent depuis la seconde guerre mondiale. Ce n'est*

livres) tend à confirmer cette idée.

La religion, la culture, se mettent aussi au service du patriotisme. Avant son discours au Congrès le 20 septembre, le président Bush a invité vingt leaders religieux à venir s'entretenir avec lui. Les lieux de culte pleins à craquer et l'omniprésence de *God Bless America* marquent un retour de la religion dans la vie civique qui ne rencontre guère de résistance : les habitués de la bataille de la séparation de l'Eglise et de l'Etat reconnaissent que le climat actuel ne leur est pas favorable et préfèrent s'abstenir. Hollywood ne saurait être en reste : après des premiers contacts informels, l'un des plus proches conseillers de George W. Bush, Karl Rove, vient d'aller étudier avec les dirigeants de l'industrie du cinéma les possibilités d'associer Hollywood à l'effort de guerre, dans la plus pure tradition des années 1940. Les goûts du public, il est vrai, sont en train de changer : ABC a renoncé à une nouvelle génération de reality-shows dont la diffusion était prévue pour janvier, le célèbre *Survivor* périclité sur CBS, tandis que le très convivial *Friends* fait un tabac sur NBC...

S'ils ont uni le pays et renforcé la fierté nationale, comme continuent de le montrer les sondages, les attentats du 11 septembre ont en revanche divisé la gauche américaine. La gauche modérée, des politiques aux intellectuels, a très tôt pris parti pour la guerre, faute d'alternative réaliste à présenter, en soulignant les profondes différen-

# Malaise dans la guerre : à quoi sert l'ONU ?

par Alain Pellet

DANS un point de vue publié dans *Le Monde* du 21 septembre, j'écrivais, un peu péremptoirement : « Non, ce n'est pas la guerre ! » Les faits ont démenti cette analyse ou cet exorcisme.

Ou plutôt, c'était vrai, et ce ne l'est plus. Avant le 7 octobre, on pouvait avoir des doutes sérieux sur la qualification juridique de la situation. Sans doute, les attentats terroristes du 11 septembre pouvaient-ils être considérés comme une « menace contre la paix », comme l'affirmait la résolution 1368 adoptée dès le lendemain par le Conseil de sécurité. Mais il n'en résultait pas un état de guerre au sens généralement accepté du mot. Si « *attaque armée* » il y avait, elle ne venait pas d'un Etat mais d'un groupe terroriste qui s'était même abstenu de signer son forfait. Et il fallait déployer un sérieux effort d'imagination juridique pour y voir une « *agression armée* » au sens que l'article 51 de la Charte des Nations unies donne à cette expression, même si le texte anglais de cette disposition (« *armed attack* ») se prêtait mieux à cette qualification. Quant à la riposte, elle restait incertaine, quoique les déclarations bellicieuses du président George W. Bush eussent laissé peu de doute sur ses intentions d'utiliser la force armée.

Depuis le début des frappes américaines (7 octobre), l'ambiguïté est levée. Usant du « *droit naturel de légitime défense individuelle ou collective* » que leur reconnaît la résolution 1368, les Etats-Unis ont pris l'initiative d'un conflit armé international, au sens que les juristes donnent à cette expression. Si l'objectif demeure, en principe, l'éradication du terrorisme, les opérations armées sont bien dirigées contre un Etat, l'Afghanistan, dont l'odieux régime politique a été, tardivement, diabolisé.

Sans doute l'action des « *alliés* » se surimpose-t-elle à un conflit plus nettement civil du fait de l'appui donné aux seigneurs de la guerre hos-

liques de la guerre. Mais tous les ingrédients d'un conflit armé international, au sens le plus strict de l'expression, sont là. Il s'agit bien, selon la définition des juristes du Comité international de la Croix-Rouge, d'un « *différend entre deux Etats et provoquant l'intervention des forces armées* », sans que l'absence de déclaration de guerre formelle ait d'importance : le conflit armé international est un fait, pas une intention.

On aurait tort de voir dans cette discussion sémantique pure argutie juridique : concrètement, les conséquences en sont fondamentales. Dorénavant, puisque conflit armé international il y a, le droit de la guerre doit s'appliquer, qu'il s'agisse des vieilles Conventions de La Haye relatives à la conduite des opérations armées ou des Conventions de la Croix-Rouge de 1949, complétées par le protocole de 1977 dont les principes généraux s'imposent aux belligérants, même si ni les Etats-Unis ni l'Afghanistan ne comptent parmi les 158 Etats qui l'ont ratifié.

De plus, les clauses d'exclusion liées aux risques de guerre que l'on trouve dans les contrats d'assurance et, plus généralement, dans de nombreux contrats de droit privé trouvent à s'appliquer dans toute la mesure où ils sont liés au conflit en cours – pas aux actes terroristes du 11 septembre.

L'ambiguïté est levée. Mais le malaise persiste.

Les Nations unies ont, ce jour, adopté trois résolutions après la crise hypertextuelle de septembre. L'une, de l'Assemblée générale (résolution 56/1 du 12 septembre), est assez anodine. Les deux autres, du Conseil de sécurité (résolutions 1368 et 1373), le sont moins. Mais ce qui frappe d'emblée est la parcimonie des prises de position onusiennes : en 1990, le seul Conseil de sécurité avait adopté cinq résolutions dans le mois qui avait suivi l'invasion du Koweït par l'Irak ; neuf dans les deux mois suivants.

Compétences du Conseil. Jusqu'à une date récente, la grande majorité des spécialistes de droit international considéraient que le Conseil de sécurité ne pouvait agir que pour faire face à une situation concrète et dans la seule mesure où cette situation l'exigeait. Or la résolution 1373 va très au-delà. Elle innove de deux manières : en se plaçant sur un terrain général et impersonnel (« *tout acte de terrorisme international* ») y est qualifié de menace à la paix) et en agissant « *en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations unies* », qui lui permet de prendre des décisions obligatoires pour tous les Etats. Il existait bien quelques précédents dans un sens ou dans l'autre, mais jamais les deux perspec-

tives ne s'étaient trouvées réunies dans une résolution unique. C'est, ici, d'une véritable législation internationale qu'il s'agit ; la mutation est essentielle.

En légiférant de la sorte, le Conseil de sécurité rend obligatoire pour les Etats le respect de dispositions figurant dans des conventions qu'ils n'ont pas forcément ratifiées, notamment celle de 1999 pour la répression du financement du terrorisme à l'égard de laquelle nombre de gouvernements, à commencer par celui des Etats-Unis, avaient manifesté une grande défiance. Ainsi se trouve contourné le principe fondamental selon lequel les traités internationaux ne lient les Etats que lorsqu'ils les ont ratifiés : ici, le Conseil impose le respect des clauses qu'il choisit, et en créant un comité chargé de suivre l'application de la résolution, il se donne les moyens de faire pression sur les Etats récalcitrants sur lesquels il fait peser la menace de sanctions futures.

On pourrait se réjouir de cette « avancée » des Nations unies. Elle laisse cependant des sentiments mêlés. Un gouvernement (ou un législateur) mondial ne se justifierait que s'il s'accompagnait d'une dose raisonnable de démocratisation. On se plaint du « *déficit démocratique* » de la Communauté européenne ; c'est de vacuité qu'il faut parler dans le cadre de l'ONU, où aucune instance ne représente les peuples.

On se plaint du « *déficit démocratique* » de la Communauté européenne ; c'est de vacuité qu'il faut parler dans le cadre de l'ONU, où aucune instance ne représente les peuples.

Les Etats-Unis ont une vision utilitariste et toute gaullienne de l'ONU que le général de Gaulle considèrerait comme un « *machin utile* ». Il n'est pas sûr que la communauté internationale en ait encore trouvé le bon usage. Ni pour la menée de la guerre contre l'Afghanistan, ni pour la future et indispensable reconstruction de ce pays, ni même pour la lutte contre le terrorisme, un équilibre satisfaisant n'a été trouvé entre les injonctions de la superpuissance et le respect de la règle de droit.

L'impasse à laquelle conduit la résolution 1368, adoptée dans la précipitation, dans un souci compréhensible de solidarité, en est l'illustration la plus criante. Ce n'est pas la seule. La mémoire des 4 300 victimes de l'attentat du 11 septembre mériterait de la part des Etats-Unis une attitude plus ouverte, plus modeste, plus constructive, et devrait les conduire à s'interroger davantage sur les manifestations de leur leadership autoproclamé.

Le sivismisme (inégal) de leurs grands alliés ne les y incite guère. Espérons que leur « *guerre* » en Afghanistan et les actions qui pourraient suivre ne leur aliéneront pas, davantage encore, « *l'autre moitié du monde* » et que le laisser-faire dans lequel se complaisent les Nations unies ne détournera pas définitivement les opinions publiques de l'Organisation de New York.

Alain Pellet est membre et ancien président de la Commission du droit international des Nations unies, professeur à l'université Paris-X-Nanterre.

## Adolescents à l'encan par Claire Brisset

ELLE a quatorze ans. Peut-être quinze. Accolée à la portière d'une voiture, ses longues jambes perchées d'immenses chaussures, elle a le regard vague d'une adolescente à la dérive. Avec le camping-car des Amis du bus des femmes, nous arrivons à sa hauteur. Les membres de l'association lui parlent par la portière. Elle ne comprend pas. Arrivée une, puis deux autres adolescentes. Toutes trois bulgares. L'une d'elles parle un peu français. Elles montent dans le bus, s'assoient sur les banquettes, reçoivent une poignée de préservatifs qu'elles mettent dans leurs poches.

Nous sommes dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à deux pas du bois de Boulogne. Les adolescentes parlent très vite, le temps de boire un thé et d'avalier quelques biscuits. Elles sont en France depuis six, huit mois, l'une d'elles vient d'arriver. Pourquoi la France ? « *Parce qu'en Allemagne le trottoir est réservé aux Allemandes. A Budapest, c'est trop dur.* » Toutes sont passées avant le départ par un « *apprentissage* » : des vols répétés, quatre, cinq semaines durant. Après cela, « *on est cassées* ».

Le réseau les achemine alors sur les lieux les plus rentables et ne les lâche plus. Elles cherchent du regard, à travers les fenêtres du trottoir et viendront les chercher si elles tardent trop. Beaucoup

d'autres, très jeunes elles aussi, sont albanaises.

Le bus repart. Tous les 20, 30 mètres, des femmes « *travaillent* » dans des camionnettes, des « *traditionnelles* », comme on dit. Un peu plus loin, montent dans le bus trois transsexuelles qui se plaignent de cette nouvelle concurrence. Qui se plaignent, surtout, de ne pouvoir faire autre chose, de se heurter à l'incompréhension, à l'impossibilité d'en sortir. Toutes disent aussi leur dégoût de voir « *des enfants atterrir sur le*

trottoir, entre les mains des trafiquants

Plus loin, d'autres adolescentes, africaines cette fois. Nous sommes sur les boulevards extérieurs. Elles sont toutes anglophones, ghanéennes, libériennes, sierra-léonaises. Plusieurs font non de la tête lorsqu'elles aperçoivent le bus : les maffieux sont alentour. L'une accepte de monter brièvement, le temps d'avalier un thé et de parler quelques minutes. Elle est en France depuis huit mois. « *La situation est très mauvaise là-bas* », dit-elle en excellent anglais. « *Là-bas*,

c'est Freetown, capitale dévastée par la guerre, les massacres, les mutilations. « *Mon frère est mort* », ajoute-t-elle, et d'un geste explicite passe son index sur sa gorge. « *Il faut que j'aille travailler* », dit-elle en redescendant rapidement sur le trottoir.

Dans le bus, les quatre militantes la regardent s'éloigner pour rejoindre les autres, le long d'une palissade. Les voitures roulent très vite. Certaines, au contraire, passent lentement. Il faut bien faire son choix... « *Les petites Blacks, l'hi-*

## Il est essentiel de combler le vide juridique qui autorise, et presque organise, l'impunité des agresseurs d'adolescents

ver, ils ne leur achètent même pas un pull », grondent les bénévoles. Plus loin, porte Dauphine, ce sont de jeunes garçons qui s'offrent, sous la surveillance de leurs « *parains* ». A la nuit tombée, il en viendra de plus en plus. « *Il n'y a pas longtemps*, disent encore les militantes, *des gosses de dix ans, des petits Roumains, couraient derrière le bus pour avoir des capotes.* » « *Il y a des moments*, dit l'une d'elles, *où je me demande si je suis en France.* »

Une journée comme celle-là est bien évidemment un voyage dans

## Le prétexte antiterroriste de Bruxelles

LES droits démocratiques ne doivent pas devenir les dommages collatéraux de la guerre contre le terrorisme. La Commission européenne a préparé un projet de décision-cadre relative à la lutte contre le terrorisme. Ce projet tend à unifier les législations des Etats membres, tant en ce qui concerne la définition du terrorisme que des peines imposées.

Le projet est présenté comme une réaction aux attentats de New York et de Washington. Pourtant, dans l'état actuel de la législation, les auteurs d'attentats similaires ne pourraient rester impunis dans aucun pays européen. En effet, les législations des Etats de l'Union européenne permettent de sanctionner par les peines les plus sévères la participation, de quelque façon que ce soit, à ce genre d'attentats, que les Etats membres se soient dotés ou non d'une législation spécifique antiterroriste.

La nouvelle législation proposée par la décision-cadre du Conseil n'ajouterait dès lors aucune « *plus-value* » à l'arsenal légal qui permet de combattre des actions de cette nature.

En revanche, la définition unifiée proposée par la Commission est à ce point large qu'elle permettrait de criminaliser et de qualifier de « *terroriste* » toute forme de lutte sociale.

« *La capture illicite d'infrastructures en vue de porter gravement atteinte aux structures sociales ou économiques* », visée par la définition, permettrait de qualifier de terroriste tout acte d'occupation de lieux publics ou d'entreprise. La « *perturbation de l'approvisionnement en eau et électricité et toute autre ressource naturelle fondamentale* » réduirait à du terrorisme une action sociale chez les travailleurs de ces secteurs. La simple appartenance à une association structurée qui appellerait à de telles actions est également érigée en action terroriste.

En outre, l'« *encouragement* » à ces actions par un individu ou par un groupe deviendrait un délit passible de sept ans d'emprisonnement. C'est le retour au « *délit d'opinion* ».

La liberté d'association, le droit de grève, la liberté d'expression, sont donc gravement menacés par ce projet.

En outre, ce genre de législation est suivi inévitablement par l'introduction de règles de procédure exceptionnelles, que ce soit l'instauration de juridictions spé-

ciales ou l'extension du délai de la garde à vue, qui aboutissent à privilégier l'aveu sur la preuve.

La décision-cadre veut s'inscrire dans une logique de « *guerre contre le terrorisme* ». En réalité, cette législation antiterroriste unifiée deviendrait une véritable machine de guerre contre des droits démocratiques fondamentaux et contre ceux qui, pour diverses raisons, se trouveraient « en opposition » avec un système économique, politique et social de plus en plus « *mondialisé* » et injuste.

La liberté d'association, le droit de grève, la liberté d'expression sont gravement menacés par le projet de décision-cadre préparé par la Commission européenne

Les soussignés appellent les forces soucieuses de la défense des droits démocratiques à s'opposer à cette décision-cadre de la Commission qui est contraignante pour les Etats membres.

Ils demandent aux instances européennes et au Parlement européen d'empêcher la mise en place de ce projet liberticide.

Cet appel européen a été signé, à la date du 13 novembre, par soixante-dix avocats, magistrats, professeurs de droit. Parmi eux : Georges-Henri Beauthier, Maria Cesoni, Cécile Draps, Paul Ponsaers (Belgique) ; Patrick Baudouin, William Bourdon, Antoine Comte, Sabine Mariette, Mylène Stambouli (France) ; Gareth Peirce, Michael Mansfield, John Wadham (Grande-Bretagne) ; Chrisje Brants, Ulli Jessurun d'Oliveira, Ties Prakken (Hollande) ; Patrick McEntee, Garrett Sheehan (Irlande) ; Riccardo Ferrari, Antonio Leric, Alessandra Ricciardi (Italie).

l'insupportable. Bien entendu, nous avons fait immédiatement un signalement au procureur. Mais le problème de fond demeure. Même lorsque les adolescents demandent de l'aide pour échapper aux réseaux, même quand la police a réalisé des flagrants délits et interpellé l'auteur ou les auteurs, se posent alors trois problèmes. Les institutions susceptibles d'accueillir les victimes sont rarissimes, car il faut assurer leur sécurité et veiller à ce que les souteneurs ne les réenrôlent pas de force dès leur sortie. D'autre part, il existe en France un vide juridique qui interdit de pénaliser les clients des prostituées lorsque leurs victimes ont de quinze à dix-huit ans. Enfin, la lutte contre les réseaux n'est certainement pas, aujourd'hui, à la mesure de la gravité des faits. Une telle situation ne peut pas durer. Il est indispensable d'ouvrir des structures adaptées à l'accueil et à la sécurité de ces mineurs. Il est impératif que la lutte contre les réseaux, certes complexe du fait de leur caractère international, devienne une véritable priorité. Il est essentiel, enfin, de combler le vide juridique qui autorise, et presque organise, l'impunité des agresseurs d'adolescents.

Claire Brisset est défenseure des enfants.



# Les armées françaises à la traîne

AU LENDEMAIN de la guerre du Kosovo, en 1999, la discussion, au Parlement, sur le budget 2000 de la défense avait été l'occasion de souligner les carences des armées françaises dans certaines catégories de matériels. Pour le projet de budget militaire 2002, soumis jeudi 15 novembre aux députés, des critiques comparables sont adressées, compte tenu des opérations antiterroristes menées par les Etats-Unis en Afghanistan. Comme si la France était à la traîne, perpétuellement en retard d'une guerre ou, du moins, inapte à réformer son système de défense face aux nouvelles menaces que ses élus croient percevoir.

L'an prochain, la France aura achevé la professionnalisation de ses armées, entamée en 1996. Le chemin fut long. Il n'est pas encore totalement accompli et des doutes demeurent sur la capacité à recruter des volontaires – y compris pour le personnel civil dont on débouche les postes budgétaires au compte-gouttes – en nombre et en qualité voulus. Pour y parvenir, le gouvernement n'a pas lésiné sur les crédits de fonctionnement, lesquels dépendent l'entraînement des troupes et la vie quotidienne et professionnelle des hommes et des femmes sous l'uniforme.

Dans un budget militaire contraint, qui représente aujourd'hui moins de 2 % du produit intérieur brut et 11 % des dépenses de l'Etat, le maintien à niveau des crédits de fonctionnement, soit quelque 16,46 milliards d'euros pour 2002, en progression de 2,3 % par rapport à 2001, est, à la fois, une obligation et un défi, pour pouvoir attirer et conserver des personnels d'expérience qui se sentent bien dans leur peau. Ce n'est pas le cas pour tous. En témoigne, de nouveau, la « grogne » des gendarmes, qui se plaignent de manquer d'effectifs, de moyens et de considération.

Mais, du même coup, il a fallu sacrifier les dépenses d'équipement. Tous les chefs d'état-major, que la commission de la défense au Palais Bourbon a entendus, l'ont avoué. Du fait de la priorité attribuée à la condition militaire, d'autant plus exigeante qu'on a désormais affaire à des professionnels et non plus à des appelés taillables et corvéables à merci, l'ajustement budgétaire a porté sur les investissements en matière de technologies

et d'armements. Le budget 2002 prend la succession, en réalité, des cinq premières années de la programmation 1997-2002. Non seulement, durant ces cinq années-là, on a procédé, en cours de route, à des annulations de crédits, à des reports. Mais, de surcroît, on n'a pas davantage respecté, chaque année, les engagements initiaux à la lettre.

Le constat est unanime. Le chef d'état-major des armées, le général Jean-Pierre Kelche, et le délégué général pour l'armement, Yves Gleizes, ont calculé qu'il manquait *in fine* pas moins de 10,4 milliards d'euros au bilan de la programmation, telle qu'elle fut approuvée en son temps, et jusqu'à 11,8 milliards d'euros en vérité, selon des estimations du rapporteur sénatorial du budget de la défense et inspecteur des finances de métier, Philippe Marini (RPR, Oise). Soit, sur six ans, l'équivalent d'une année de crédits d'équipement militaire.

Dans les rangs des trois armées et de la gendarmerie, ce diagnostic relance le débat sur les bienfaits supposés de la professionnalisation. Comment, en effet, espérer pouvoir recruter et retenir des cadres et des engagés de qualité et motivés si, en même temps, ils ne sont pas assurés de disposer de matériels suffisamment modernes et entretenus pour être efficaces sur le terrain, là où la France les mobilise, de plus en plus fréquemment, au titre de ses opérations de rétablissement de la paix ?

## MAINTIEN DE LA PAIX

Après le Kosovo, l'Europe, avec la France à sa tête, a décelé ce qui lui faisait défaut, à savoir un corps d'armée susceptible, pour le compte de l'Union européenne et, au besoin, indépendamment des Américains, de mener à bien des opérations de maintien de la paix. Ce dispositif, en cours de création, ne verra pas le jour avant 2003. Avec l'Afghanistan, la France découvre qu'il lui manque notamment les missiles de croisière que son allié, le Royaume-Uni, a su acquérir à temps aux Etats-Unis. Elle devrait commencer à s'en doter en 2003, si tout va bien, sur ses avions Mirage 2000-D, puis Rafale, et bien plus tard, à partir de 2008-2010, sur dix-sept frégates et six sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire.

On mesure là, concrètement, le

problème majeur des armées françaises pour la décennie à venir. Au départ, au milieu des années 90, le pari fut pris qu'on aurait le temps de concevoir des forces professionnelles, en spéculant sur le fait que la menace d'un conflit n'était pas pour demain. De sorte qu'on a repoussé l'apparition, au sein des unités, des grands programmes d'armement à 2010 et 2015, dates auxquelles le « format » définitif des armées serait atteint. La professionnalisation, réalisée avec discrétion, n'a pas permis, à ce stade, d'engranger les économies potentielles qu'on escomptait. Aujourd'hui, et pour des années encore, les armées françaises doivent faire avec du matériel – même réno-

vé – qu'elles alignent depuis des lustres et qui, en raison de rythmes d'activité intenses et parfois faute de crédits suffisants pour le maintenir en état, commence à vieillir, voire à se révéler indisponible le jour où on en a urgemment besoin.

Si des décisions ne sont pas prises à temps, la relève de bien de ces équipements – c'est le cas de l'aviation de transport Transall nécessaire à la « projection » des forces – risque de devenir problématique. A moins d'un achat direct outre-Atlantique. Ce qui n'est pas à l'ordre du jour d'un gouvernement soucieux de sauvegarder l'emploi et la technologie.

Jacques Isnard

## USA today par Alain Le Querrec



## Le tournant occidental de Vladimir Poutine

Suite de la première page

L'autre face est marquée par les tentatives russes de jouer un rôle en flirtant avec les « Etats voyous », en vendant des armes aux adversaires des Etats-Unis, voire en apportant une contribution discrète mais réelle à la prolifération des armes de destruction massive. Après les déconvenues essuyées par Gorbatchev dans sa dernière période et par Eltsine dans sa première, Moscou misait sur les deux tableaux parce que la politique de rapprochement avec l'Occident n'avait pas apporté les bienfaits escomptés. Au contraire, elle avait nui à ses promoteurs.

Il n'est donc pas exagéré de parler d'un tournant dans la politique étrangère russe au lendemain du 11 septembre. Les partisans de ce changement, qui se recrutent souvent parmi les hommes politiques et observateurs russes à l'origine les plus critiques à l'égard de Poutine, parlent d'une « deuxième chance » pour les rapports avec l'Occident, après celle offerte immédiatement dans les mois qui ont suivis la disparition de l'Union soviétique en 1991, une « deuxième chance » qu'il ne faut pas, cette fois, gaspiller. Ils s'inquiètent à ce propos du peu d'empressement manifesté par les Américains pour associer concrètement la Russie aux actions menées contre le terrorisme, notamment en Afghanistan, au-delà des bonnes paroles de gratitude. Ils reconnaissent que les alliés traditionnels des Etats-Unis ne sont en l'occurrence pas mieux lotis, tout en estimant avoir plus à offrir pour des raisons historiques et géographiques.

Sans doute Vladimir Poutine peut-il retirer des avantages immédiats de sa prise de position.

Comme le dit crûment un de ses conseillers, Sergueï Karaganov, « après les bombardements sur l'Afghanistan, les Américains et les Britanniques ont perdu le droit moral de critiquer la Russie sur la manière dont elle mène la guerre en Tchétchénie ». Et d'ajouter : « Il est très vraisemblable que dans deux ans, des soldats russes auraient dû faire la même chose que ce que les Américains font actuellement pour nous » contre les talibans, parce que la Russie aurait dû intervenir pour couper le soutien aux Tchétchènes. Il y a donc, pour la première fois depuis longtemps, une concordance des intérêts russes et occidentaux. Toutefois, les raisons qui ont poussé le président russe à prendre des risques intérieurs, ne se limitent pas à des considérations à court terme.

## « EFFET D'AUBAINE »

Bon connaisseur de l'Allemagne où il a passé – du côté Est – les années précédant la réunification, il n'ignore pas les points communs avec l'histoire de son pays. La conviction, par exemple, d'être porteur d'une civilisation particulière, qui ne se confond pas avec l'Occident, qui a une vocation médiatrice entre l'Ouest et l'Est, dans le cas de l'Allemagne, entre l'Europe et l'Asie, dans celui de la Russie. Cette conviction a été partagée par de très nombreux Allemands jusqu'à la défaite de 1945, et pas seulement pendant le III<sup>e</sup> Reich.

On a parfois comparé la Russie eltsinienne à la République de Weimar, deux régimes issus d'une défaite, à l'économie chancelante et à l'inflation galopante ; deux pays amputés à la recherche d'une nouvelle place dans le monde. Le parallèle peut être poussé plus loin. Les dirigeants de Weimar ont cherché à retrouver cette place par deux moyens. Soit en contestant l'ordre né de la première guerre mondiale (ce qu'on appelait la politique « révisionniste »), soit en acceptant les traités de Versailles et en essayant de s'intégrer dans le nouveau système afin de le transformer de l'intérieur. Ils ont échoué parce qu'ils ont tenté de mener de front ces deux politiques incompatibles. Leurs hésita-

tions ont débouché en 1933 sur la rupture radicale provoquée par le national-socialisme. Au contraire, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les dirigeants de Bonn ont choisi de restaurer la souveraineté de l'Allemagne en intégrant étroitement la République fédérale dans le nouvel ordre européen et atlantique.

La Russie postcommuniste est placée devant un choix : Bonn ou Weimar. Pendant dix ans elle a oscillé entre le révisionnisme et l'intégration. Vladimir Poutine semble avoir saisi l'« effet d'aubaine » produit par les attentats du 11 septembre pour se ranger résolument du côté de l'intégration. Peut-être a-t-il compris que la Russie n'avait pas les moyens de retrouver l'influence perdue en prenant la tête des contestataires et qu'au contraire, elle avait une occasion inespérée de réussir sa jonction avec l'Occident, en se plaçant résolument du côté de ce que les « occidentalistes » russes appellent « le monde civilisé ».

Bien sûr elle en attend des dividendes et les opposants à la politique de Poutine, qui parlent déjà des « graves erreurs » commises par le président et lui reprochent d'avoir abandonné sans contre-partie des positions traditionnelles, sont prêts à lui demander des comptes. Le succès de Poutine dépend donc des réponses qu'il obtiendra des Occidentaux et notamment de George

W. Bush. Mais l'enjeu est aussi interne.

Vladimir Poutine peut-il renoncer à une « spécificité » russe en politique étrangère pour adhérer à un système international déterminé par les démocraties occidentales et succomber en même temps à une forme de « despotisme asiatique » en politique intérieure ? Les réponses russes sont partagées parce que la base sociale de l'« occidentalisation » est relativement faible. L'échec des héritiers des communistes aux diverses élections organisées depuis dix ans a peu profité aux démocrates et aux libéraux et plus aux représentants des « structures de force » dont Poutine est l'émanation et qui ne sont tentés ni par le rapprochement avec l'Ouest, à l'extérieur, ni par la démocratisation, à l'intérieur.

Là encore, l'expérience allemande montre que les deux sont intrinsèquement liés. Entre les deux guerres, Thomas Mann a écrit des lignes décisives sur l'étroite relation entre l'établissement en Allemagne des libertés « bourgeoises » (la démocratie) et l'entente avec la France (symbole de l'Occident), parce que la politique à l'Ouest va de pair avec l'adhésion à un système de valeurs. Vladimir Poutine, qui, dans un allemand parfait, a récemment cité Goethe et Schiller devant le Bundestag, devrait méditer Thomas Mann.

Daniel Vernet

## RECTIFICATIF

### UNEDIC

Contrairement à ce que nous écrivions en page 13 du Monde du mercredi 14 novembre, l'Etat compte bien récupérer une partie des 7 milliards de francs que l'Unedic lui avait promis dans le cadre de la création du Plan d'aide au retour à l'emploi (PARE).

### PRÉCISIONS

### TOTALFINAELF

A la suite de notre article sur la mise en examen de TotalFinElf dans l'enquête sur le naufrage de

l'Erika (Le Monde du 9 novembre), M<sup>e</sup> Daniel Soulez-Larivière, un des avocats du groupe, nous prie de préciser qu'il n'a pas déclaré que le contrôle judiciaire de Total est « dénué de bon sens » mais « dénué de sens » ni que le rapport Clouet « a été dicté pour enfoncer Total » mais qu'il « charge injustement Total ».

### LIBRAIRIE RUSSE

Le livre *Emigration russe, France 1917-1947*, d'Andrei Korliakov (Le Monde du 6 novembre) est disponible à la librairie Les Editeurs Réunis, 11, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève (01-43-54-74-46).

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc. : 202 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Changement d'adresse et suspension : 0-800-022-021 (0,99 F la minute).  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Succès américains

AUCUNE stratégie ne sort indemne du contact avec l'ennemi, rappelait récemment le *New York Times*. La guerre en Afghanistan fournit une nouvelle illustration de cet adage en vogue au Pentagone, du moins si l'on se réfère aux déclarations publiques des dirigeants américains. Depuis les attentats du 11 septembre, celles-ci ont varié au fil des semaines, aussi bien vis-à-vis du régime des talibans – sa chute était-elle en soi un objectif ? – que du rôle de l'Alliance du Nord – devait-elle être, ou non, encouragée à prendre Kaboul ? Sans doute faut-il mettre certaines contradictions, y compris dans les discours de M. Bush, sur le compte des différentes sensibilités existant dans toute administration américaine, entre les diplomates, représentés aujourd'hui par le secrétaire d'Etat et ancien général Colin Powell, et les militaires, parmi lesquels le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld ne passe pas pour une colombe. Toutefois, à en juger par les premiers succès enregistrés à Mazar-e-Charif, Kaboul, Herat, Jalalabad, la stratégie américaine a été payante et la déroute des « étudiants en religion », beaucoup plus rapide que prévu, relativise l'impatience de ceux qui s'interrogeaient, il y a peu encore, sur l'inefficacité de cinq semaines de bombardements. Les Etats-Unis ont opéré par phases successives d'une parfaite lisibilité, du moins a posteriori. Après avoir détruit le faible potentiel anti-aérien des talibans, leurs infrastructures et

leurs lignes de communication, ils ont, grâce à des commandos infiltrés sur place, affiné leurs raids sur les forces talibanes et leurs alliés « arabes », désorganisant leurs défenses et les poussant à la fuite, tout en permettant la contre-attaque de l'Alliance du Nord.

On peut même se demander si les dirigeants américains ne comptaient pas sur cette prise rapide de Kaboul, malgré les affirmations contraires destinées à ménager leur allié pakistanais, voire leurs amis européens. Avec une bonne volonté digne d'un meilleur sort, ceux-ci s'efforçaient encore de mettre en place une formule politique pour l'après-talibans alors que l'Alliance du Nord entraînait déjà dans la capitale. Si la guerre est allée plus vite que la diplomatie, c'est aussi parce que les efforts diplomatiques ont été parfois freinés par ceux qui pouvaient avoir intérêt à créer des faits accomplis sur le terrain.

Il en va de même pour la force chargée d'assurer la sécurité en Afghanistan. Les Américains sont en voie d'obtenir la création d'une force multinationale dont, dans un premier temps au moins, ils assumeront le commandement. Ils ne veulent pas « occuper » le pays mais ils ne seront pas mécontents de diriger la coalition qui veillera aux conditions de la paix comme ils mènent la coalition qui fait la guerre. Aussi longtemps que Ben Laden n'aura pas été mis hors d'état de nuire, les Etats-Unis n'auront certes pas atteint leur principal but de guerre. En attendant, ils engrangent des succès.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.  
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel  
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints : Thomas Ferenclz, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet  
Directeur artistique : Dominique Roynette ; adjoint : François Lolichon  
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin  
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard  
Rédacteur en chef technique : Eric Azam ; directeur informatique : José Bolufer  
Rédaction en chef centrale : Alain Frachon, Eric Fottorino, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre  
Rédaction en chef : Alain Debove (International) ; Anne-Line Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Serge Marti (Le Monde Economique)

Médiateur : Robert Solé  
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Permis d'opérer

LE CHIRURGIEN doit-il demander à son patient une autorisation écrite avant une opération ? Telle est l'importante question qui a été posée hier mardi à l'Académie de médecine. Un arrêt récent de la Cour de cassation motivait le débat, et le président Richard, conseiller juridique de l'Académie, rappela l'affaire. M. X., victime d'une chute sur un trottoir, est soigné pour une déchirure d'un muscle de la cuisse. Après un essai de marche, se produit une fracture du fémur, et les médecins appelés en consultation suggèrent l'amputation immédiate, soupçonnant une atteinte grave de l'os. Plusieurs années après l'accident, M. X. met en cause la responsabilité des médecins traitants et leur impute une faute professionnelle.

La cour d'appel d'Angers, si elle conclut formellement à la négative

(les médecins pouvaient en effet proposer l'amputation s'ils la jugeaient utile), retient cependant dans son arrêt du 4 mars 1947 un grief accessoire : le chirurgien, avant toute intervention, doit s'assurer du consentement du patient. Le chirurgien en cause a donc été condamné à 600 000 francs de dommages-intérêts.

Bien que cet arrêt ait été annulé par la Cour de cassation en mai dernier, la preuve n'ayant pu être faite de l'obligation où serait un chirurgien d'obtenir l'autorisation de son client de procéder à une intervention, le président Richard a suggéré à l'Académie qu'à l'avenir les chirurgiens fassent signer aux futurs opérés une déclaration qui les mettrait à l'abri d'« instances périlleuses ». Une commission a été constituée pour étudier ce problème.

(15 novembre 1951.)

## Le Monde sur tous les supports

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)  
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60  
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

**CONJONCTURE** Le Prix Nobel d'économie 1999, Robert Mundell, présente, dans un entretien au *Monde*, son diagnostic sur l'état de l'économie mondiale et des marchés

financiers au lendemain des attentats du 11 septembre. ● L'ÉCONOMISTE craint que la crise actuelle ne soit « plus profonde » que lors de la guerre du Golfe. Il estime que les

outils classiques pour limiter les effets de la récession – monétaires, fiscaux ou budgétaires – « ne sont plus aussi efficaces qu'auparavant ». ● LES PERSPECTIVES DE PROFIT DES

entreprises ne sont pas tenables, dit-il. Il fait donc valoir que « le risque d'une forte chute des marchés boursiers est important ». ● LA BAISSÉ DE LA CONSOMMATION des ména-

ges, la diminution des investissements et la chute de la productivité, due aux dépenses accrues liées à la sécurité, modifient en profondeur l'économie américaine.

## Robert Mundell craint une récession « plus profonde » que prévu

Le Prix Nobel d'économie estime, dans un entretien au « Monde », que le choc économique consécutif aux attentats du 11 septembre pourrait être plus fort que celui de la guerre du Golfe. Il s'inquiète d'un risque important « d'une forte chute des marchés boursiers »

« Vous êtes à Paris pour ouvrir, mercredi 14 novembre, le colloque "L'économie mondiale en état de choc", organisé par l'association des Canadiens en Europe. Quelle est votre analyse de la situation économique actuelle ?

– L'économie mondiale sera durablement affectée par une baisse de la richesse nationale, consécutive au choc des attentats. Voyager, réaliser des transactions, poursuivre son activité économique, tout devient plus onéreux pour les entreprises. Certaines vont même devoir repenser géographiquement leur façon de fonctionner. Difficile de mesurer l'impact d'un tel surcoût. Cela peut s'apparenter à une sorte de nouvelle taxe, pas seulement américaine mais mondiale, sur l'économie. Au vu de la nouvelle donne terroriste, il n'y a pas de raison que cette taxe ne soit pas durable.

– Quels sont les nouveaux risques financiers pour la communauté mondiale ?

– Le plus gros risque à craindre est que le ralentissement économique américain ne se transforme en une récession profonde. La majorité des experts pensent que la récession, dont les premiers signes concrets sont apparus au troisième trimestre, va durer jusqu'au milieu de l'année 2002 et qu'ensuite, l'économie rebondira. Ces prévisions tablent sur quatre trimestres de croissance négative. Si tel était le cas, la situation serait déjà plus critique qu'en 1990-1991, mais cela resterait encore assez modéré. Il y a cependant un risque réel que cette crise soit plus profonde, à cause notamment de "l'effet 11 septem-



ROBERT MUNDELL

bre" et de la baisse de la confiance des ménages.

– Les outils classiques pour éviter une récession (politiques fiscale, monétaire, budgétaire) sont-ils suffisants ?

– Ces outils ne sont plus aussi efficaces qu'auparavant : le plan de relance de George W. Bush – dont le chèque fiscal accordé aux ménages – est une bonne idée, mais il n'aura pas beaucoup d'effet ; concernant la politique monétaire, la réduction des taux d'intérêt n'a pour le moment fait que suivre la baisse des perspectives de profit des entreprises. Or ce n'est que lorsque la baisse des taux est plus prononcée que celle des anticipations de profit qu'il peut y avoir un effet de relance.

» Actuellement, les entreprises sont trop valorisées en Bourse, malgré la baisse des marchés. La communauté financière se base sur des perspectives de profits qui ne sont pas tenables. Au vu de la situation actuelle, il est difficile d'imaginer que les entreprises se redressent dans les prochains mois. Cela pourrait prendre quasiment un an. La conséquence de cette situation est

simple : le risque d'une forte chute des marchés boursiers est important. Et rien, pour le moment, n'a été fait pour l'éviter. Le seul remède serait de diminuer fortement l'impôt sur les sociétés de 35 % à 20 %, ce qui serait nettement plus efficace que les actions monétaires et budgétaires.

– La baisse des taux aux Etats-Unis sert-elle encore à quelque chose ?

– Pour que la politique monétaire américaine soit efficace, il faudrait que les entreprises profitent de ces niveaux de taux très bas pour emprunter et investir. Mais comme elles ne perçoivent pas que cela entraînera une amélioration de leurs profits, elles n'investissent pas.

– Pensez-vous que les banques centrales européennes et américaines vont poursuivre leur cycle de baisse des taux ?

– Les taux peuvent encore être réduits d'un demi-point, mais ce n'est pas parce que l'on abaisse le coût du crédit que l'on peut forcer

les individus à emprunter : on peut amener un cheval à la rivière, mais on ne peut pas l'obliger à boire.

– Avez-vous imaginé d'autres outils de relance de la machine économique ?

– Si la situation mondiale s'aggrave, nous aurons besoin d'injecter du pouvoir d'achat, une action à l'échelle internationale. Le système financier mondial nécessitera davantage de liquidités pour relancer la machine. Dans les années 1950 et 1960, le système monétaire international [issu des accords de Bretton Woods] permettait ce genre de régulation. En l'abandonnant en 1971, on s'est privé de cette possibilité d'injecter des liquidités à l'échelle mondiale.

» Pour trouver des solutions, il faut sortir des idées préconçues. Nous pourrions par exemple créer un organisme comme une Banque centrale mondiale, qui pourrait recréer de la liquidité en s'appuyant sur les réserves nationales du Japon, de l'Europe, des Etats-Unis.

### Un dérapage des déficits publics est inévitable

Alors que le débat fait rage sur le dérapage des déficits publics en Europe, Robert Mundell estime inévitable de laisser filer les déficits dans le contexte actuel. « Ce serait une grosse erreur d'être trop rigide, explique-t-il. Dans une économie proche de la récession, il est préférable que le gouvernement n'augmente pas les taxes dans le seul but de respecter sur le long terme les critères du pacte de stabilité », qui contiennent des objectifs budgétaires à moyen terme pour chaque pays européen. Si l'on peut accorder aux gouvernements européens une souplesse temporaire, il ne faut toutefois pas, selon le Prix Nobel, remettre en question, sur le long terme, le pacte de stabilité car il permet de maintenir un concept de discipline budgétaire dans tous les Etats membres, et notamment dans certains pays comme l'Italie, plus enclins aux dérapages.

– Pourquoi l'euro ne parvient-il pas à retrouver ses niveaux de lancement et comment expliquez-vous que le dollar soit toujours aussi résistant malgré le déclin de la conjoncture américaine ?

« [L'impact des attentats] peut s'apparenter à une nouvelle taxe sur l'économie »

– L'euro est pour le moment un succès : le marché des capitaux est beaucoup moins fragmenté ; les taux d'intérêt sont beaucoup plus bas ; la monnaie unique a éliminé une certaine forme de spéculation sur la devise. Certes, son cours a chuté depuis sa création, mais soyons honnête : je ne connais personne qui ne soit pas content de la faiblesse de l'euro dans un contexte de ralentissement économique. S'il avoisinait actuellement son cours de lancement, 1,18 dollar, l'Europe connaîtrait une récession bien plus marquée.

– On reproche à la Banque centrale européenne (BCE) de privilégier la stabilité des prix au détriment de la croissance. Pensez-vous que son champ d'action doit être redéfini ?

– Le modèle de la BCE a été copié sur celui de la Bundesbank, la Banque centrale allemande, dont la mission était de combattre l'inflation. Cependant, cette dernière

avait pris des libertés avec cet objectif. La BCE aussi. Si le président de la BCE, Wim Duisenberg, et son équipe veulent baisser les taux, ils trouveront toujours un moyen. Ce n'est pas un problème de constitution ni de président. Si Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France, était à la tête de la BCE, je ne pense pas que les taux seraient différents.

» Il est vrai que les taux directeurs européens ont moins baissé qu'aux Etats-Unis, mais ils étaient initialement déjà plus bas. Je pense que la BCE se réfrène par crainte d'entraîner une chute de l'euro. Une devise faible est un concept politiquement et économiquement difficile à assumer.

– Comment analysez-vous les évolutions du modèle économique européen ?

– En Europe, les gouvernements ont peur de la récession. Mais ils savent également qu'ils sont responsables du fort niveau de chômage. Il y a quarante ans, les principaux pays d'Europe caracolaient en tête des zones de très fort emploi, alors que les Etats-Unis étaient à la traîne. La rigidité du marché du travail et la politique fiscale en Europe ont inversé la donne : les taux de chômage varient entre 9 % et 15 % contre moins de 5 % aux Etats-Unis. La philosophie doit changer. La préoccupation des gouvernements européens devrait être d'aider en priorité les entreprises, car, sans employeurs, il n'y a plus d'employés. »

Propos recueillis par Laure Belot et Cécile Prudhomme



## PROFIL

LE PRÉCURSEUR  
DE L'EURO

Certains ne retiendront de cet ancien conseiller de Ronald Reagan, prix Nobel d'économie en 1999, que l'image d'un excentrique aux cheveux blancs, qui possède, en sus d'une maison à Manhattan, un château de 65 pièces en Italie. A soixante-huit ans, Robert Mundell, Canadien de naissance et professeur d'économie à l'université Columbia aux Etats-Unis, n'en est pas moins reconnu comme l'un des architectes du système monétaire international.

Diplômé du Massachusetts Institute of Technology (MIT) de Boston, ce keynésien est l'un des deux artisans du modèle de Mundell-Fleming, issu des travaux qu'il a effectués dans les années 1960 avec l'économiste Robert Fleming. Leur principale conclusion est que l'efficacité des politiques économiques dans un pays est étroitement liée au régime de change, dès que les capitaux sont mobiles. De ces analyses est également issue la théorie du « triangle d'incompatibilité de Mundell », qui veut que la liberté de circulation des capitaux, la fixité du taux de change et l'autonomie de la politique monétaire ne peuvent être obtenues toutes les trois en même temps.

Fervent promoteur de la créa-

tion d'une monnaie unique en Europe, il a avancé dès 1969 l'idée, l'appelant alors « Europa », de ce qui allait devenir l'euro. En 1961, il a publié un article sur les zones monétaires optimales (ZMO), une théorie couronnée par le Nobel. Il s'agit de découper des espaces économiques et de les regrouper en zones à l'intérieur desquelles s'applique un régime de parités fixes entre les devises, voire une monnaie unique. Les différentes zones sont liées par un régime de taux de change flottant. Il n'est pas pour autant partisan de découper le monde en microzones, mais de regrouper des régions ou des pays au sein desquels existent une forte mobilité de la main-d'œuvre et des spécialisations homogènes.

Cette image de précurseur, Robert Mundell l'a toujours : il a été parmi les premiers, en février puis en juin 2000, à exhorter la Banque centrale européenne à soutenir l'euro en intervenant sur le marché des changes... A l'automne 2000, les autorités monétaires européennes en prenaient la décision. Pour renforcer la stabilité de la monnaie unique, il caresse toujours l'idée d'un euro étalonné sur l'or, l'« euro - or » (Le Monde du 10 octobre 2000), qui s'appuierait sur les réserves de métal jaune des pays membres. Un projet accueilli pour l'instant avec frilosité par les autorités monétaires.

C. Pme

# Au-delà de la crise, l'économie américaine connaît de réels changements structurels

NEW YORK

de notre correspondant

L'effondrement de la nouvelle économie, les répercussions des attentats du 11 septembre sur la

## ANALYSE

La consommation et les investissements sont en panne, et la sécurité coûte cher

confiance et le comportement des Américains, le rôle soudain accru de l'Etat fédéral, l'augmentation des dépenses militaires et de sécurité, transforment la structure même de l'économie américaine.

Depuis deux mois, le pays a basculé dans la récession. La baisse sans précédent sur une aussi courte période, de 1,6 % en octobre, des prix à la production, le confirme. Pour Stan Shipley, économiste chez Merrill Lynch, « le danger aujourd'hui pourrait bien être celui de la déflation ». « Cela montre que les entreprises sont loin d'avoir réussi à adapter leurs stocks et leur production à la baisse de la

demande », ajoute John Lonski de Moody's.

Il y a à peine un an et demi, l'économie américaine se trouvait au bord de la surchauffe avec un taux de croissance de l'ordre de 5 % en rythme annuel. La baisse de l'activité pourrait approcher, toujours en rythme annuel, les 2 % au dernier trimestre de 2001. En moins de deux ans, la contraction atteindrait 7 %. Le transport aérien, le tourisme, la restauration, l'aéronautique, les télécommunications, l'informatique, l'automobile, l'assurance, les banques et les services financiers ont particulièrement souffert. Ils sont notamment victimes de surinvestissements qu'ils sont incapables aujourd'hui de rentabiliser. Des faillites de compagnies aériennes, de groupes technologiques, de sociétés de capital-risque sont prévisibles. Selon une étude du 12 novembre du World Travel and Tourism Council (le conseil mondial du tourisme et des voyages), près de 80 milliards de dollars de dépenses liées aux voyages d'affaires et au tourisme seront perdues dans les seize prochains mois.

Quel que soit leur domaine, les

entreprises ne sont pas prêtes de retrouver les conditions exceptionnellement favorables des années 1990. Profitant de financements abondants sur les marchés financiers, elles avaient pu multiplier les investissements, réaliser des gains de productivité et augmenter leur rentabilité. La croissance s'était accélérée et les ménages, confortés par la valorisation de leur patrimoine boursier, s'étaient lancés dans une frénésie de consommation à crédit.

## CONDAMNÉS À ÉPARGNER

Ce scénario appartient au passé. Les ménages menacés par le chômage et dont l'épargne placée en Bourse a perdu une bonne partie de sa valeur, ne peuvent plus se permettre d'être surendettés. Leur taux d'endettement a atteint, en 2001, 105 % du revenu disponible. Les Américains sont donc condamnés à épargner. Un simple retour à un taux d'épargne de 5 % au lieu de 1 % en 2001 se traduira mécaniquement par une baisse de 4 % de la consommation. Le principal moteur de la croissance américaine – les dépenses des ménages représentent 67 %

du produit intérieur brut (PIB) – est en panne.

L'investissement, l'autre grande composante du PIB, se porte encore plus mal. Son effondrement a précipité le ralentissement de la croissance au milieu de l'année 2000. Au plus fort de la bulle Internet, les investissements n'obéissaient plus à aucune logique. Après la surabondance vient l'heure de la pénurie. L'accès aux marchés financiers et au crédit bancaire est devenu plus difficile. Une situation qui pourrait se prolonger. Les bénéfices des cinq cents plus grandes entreprises américaines devraient baisser en moyenne cette année de plus de 40 %, selon Standard and Poor's. Les gains de productivité – le moteur de la croissance à la fin des années 1990 – seront dorénavant faibles ou inexistantes. La productivité souffre et souffrira de la nécessité pour les entreprises de consacrer une part grandissante de leurs investissements à la protection de leur personnel et de leurs chaînes d'approvisionnement et de distribution. Dans ces conditions, seuls l'Etat et la Banque centrale peuvent soutenir l'activité. La Réserve fédérale a déjà fait l'essentiel de ce qu'elle pouvait en ramenant en dix mois de 6,5 % à 2 % le taux au jour le jour. Elle a aussi involontairement montré les limites de la politique monétaire. Elle ne peut à elle seule restaurer la confiance. Le gouvernement américain agit aussi. Son excédent budgétaire se transformera en déficit dès 2002. Les secteurs et les entreprises portés par l'effort de guerre et de sécurité, favorisés par les aides publiques ou peu sensibles à la conjoncture et au moral des ménages devraient conserver un certain dynamisme. Depuis deux mois, à Wall Street, seules les actions des groupes liés à l'assainissement et la distribution de l'eau, à la défense, à la sécurité, à l'agro-alimentaire, à la recherche pétrolière et aux biotechnologies, sont orientées à la hausse.

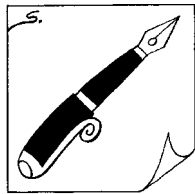
L. Be.

★ *Un monde à repenser*, Edition Economica, novembre 2001, 206 pages, 19 euros.

Eric Leser

## Dix-neuf pistes pour repenser le monde

**QUELLES RUPTURES** va entraîner la vague d'attentats du 11 septembre ? Dix-neuf experts (économistes, universitaires, hauts fonctionnaires, militaires, politiques) ont décidé d'unir leurs plumes pour suggérer des pistes de réflexion. Des points de vue variés rassemblés dans un ouvrage, *Un monde à repenser*, coordonné par Eric de la Maisonneuve, président de la Société de Stratégie, et Jean Guellac, directeur de recherche à l'Institut européen de géoéconomie. A l'image d'un recueil de pensées, à chaque expert est attribué un chapitre : Patrick



**BIBLIOGRAPHIE** Lagadec, spécialiste pour les industries à risque de la gestion des crises tient son journal de bord du mois de septembre. M. de la Maisonneuve souligne que les systèmes de fonctionnement des démocraties libérales « déclenchent de manière quasi mécanique leur propre opposition », ceci d'autant plus que ces systèmes « prétendent à l'universel ». Le chercheur Jean-Paul Char-

nay, dont le prochain livre s'intitule *La Charia et l'Occident*, apporte sa connaissance du contexte religieux ; Hervé Juvin, président d'Eurogroup Institute, se demande si le monde va changer les marchés financiers. « De manière symbolique d'abord, systémique bientôt, les attentats du 11 septembre touchent quelques-unes des composantes majeures du capitalisme financier et des sociétés de marché moderne », analyse-t-il. Tandis que Franck Débié, maître de conférences à l'Ecole normale supérieure, parle « des déceptions d'une courte flambée d'idéalisme international », Jean-Paul Maréchal, maître de conférences en science économique à l'université de Rennes défend la nécessité « d'un retour de l'éthique dans l'analyse économique ». Un ouvrage hétéroclite mais riche qui permet de faire son choix parmi dix-neuf pensées européennes.

# Les investissements en capital-risque devraient chuter de 60 % en 2001 en Europe

Les capitaux disponibles restent pourtant abondants dans les fonds spécialisés

Echaudés par l'effondrement des marchés boursiers et par l'augmentation des risques de faillite d'entreprise, les investisseurs en capital sont pas-

sés de l'euphorie à l'attentisme en Europe. A la fin de 2001, selon une étude réalisée pour Barclays Private Equity, ils vont devoir réviser à la baisse la

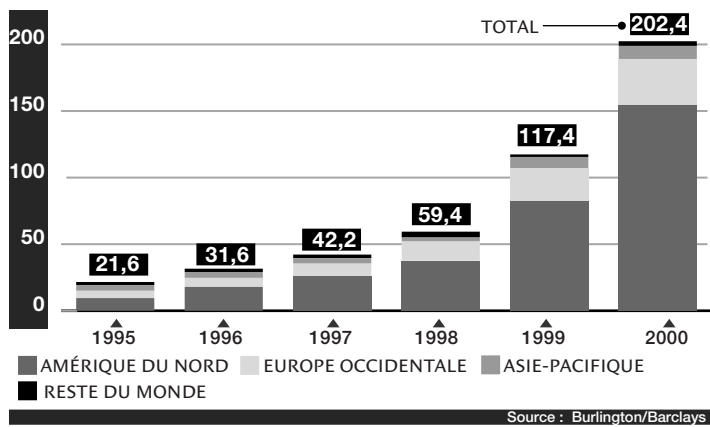
valeur de leurs portefeuilles et hésitent à investir dans de nouvelles sociétés, malgré l'abondance historique des capitaux à leur disposition.

**MULTIPLICATION** des faillites de start-up Internet, chute des marchés boursiers, gel des introductions en Bourse, menaces sur la croissance... Refroidis par cet environnement hostile, les grands acteurs du capital-risque sont passés en quelques mois de l'euphorie à l'attentisme. Selon une étude réalisée par Burlington Consultants pour la société de capital-risque Barclays Private Equity, les investissements directs dans les entreprises en création, en développement et en restructuration devraient chuter de 50 % en France en 2001, tombant à 2,65 milliards d'euros (17,38 milliards de francs). En Europe, ces investissements se contracteraient de 60 %, tombant à 14 milliards d'euros.

Si les fonds de capital-risque investissent directement dans des sociétés qui ne sont pas cotées, leur activité reste étroitement liée aux marchés financiers. Ils espèrent en effet revendre leur participation à l'horizon de cinq ans, souvent à l'occasion d'une introduction en Bourse. Sur longue période, ils visent un retour sur investissement annuel de plus de 15 % après frais de gestion (alors que la Bourse obtient 7 %), un taux justifié, selon ces professionnels, par l'importance du risque encouru. Depuis le début de l'année, de nombreux signaux négatifs leur ont été envoyés par le marché. Le gel des introductions en Bourse et la baisse des valeurs les obligent à revoir leurs perspectives de profits et l'estimation de leur portefeuille de participations, même lorsqu'il s'agit de sociétés non cotées.

A la fin du mois d'octobre, le groupe britannique 3i, le premier investisseur en capital-risque européen, a constaté une dépréciation de 22,6 % de la valeur de son porte-

Des investissements multipliés par dix en cinq ans  
TOTAL DES INVESTISSEMENTS DES CAPITAL-RISQUEURS PAR RÉGION  
DU MONDE, 1995-2000  
en milliards d'euros



Les fonds de capital-risque ont reçu 292,8 milliards d'euros de souscriptions en 2000, mais n'ont investi que 202,4 milliards d'euros. Cet écart devrait s'accroître en 2001 : dans la seule Europe, les fonds devraient investir 14 milliards d'euros pour 48 milliards récoltés.

feuille, soit une « destruction de valeur » de 1,06 milliard de livres (1,74 milliard d'euros) en six mois. L'essentiel de cette dépréciation est dû à la baisse des valorisations des entreprises, cotées et non cotées, conséquence de l'effondrement des marchés de valeurs technologiques. Mais une partie importante, 252 millions de livres (410 millions d'euros), est directement destinée à couvrir les risques de faillite dans le portefeuille de 3i. Quelque 17 % de ses effectifs, soit 185 personnes, ont aussi été licenciés.

## DE PLUS EN PLUS D'ARGENT

Pourtant, les poches des « investisseurs en capital » ne sont pas vides, au contraire. Les fonds qu'ils ont collectés ont progressé de 15 % au premier semestre en France. Pour 2001, Burlington et Barclays tablent sur un maintien des sous-

criptions à leur niveau record de l'année 2000, tant en France (7,5 milliards d'euros levés) qu'en Europe (48 milliards d'euros). En 2000, le capital-risque mondial a levé 292,8 milliards d'euros auprès des fonds de pension, caisses de retraite, compagnies d'assurances et particuliers fortunés, et en a investi seulement 202,4 milliards. Quelque 100 milliards d'euros cherchent encore leur emploi, seulement au titre de l'année 2000.

Cet afflux de capitaux – ils ont été multipliés par six en cinq ans – traduit l'engouement des grands institutionnels pour les investissements « à risque ». Pour diversifier leurs avoirs, les fonds de pension ont notamment investi de plus en plus d'argent dans les fonds de capital-risque. En France, pour stimuler l'investissement technologique, des avantages fiscaux ont aussi été

consentis aux Fonds communs de placement pour l'innovation (FCPI) ou aux contrats d'assurance-vie dits « DSK », investis dans le capital de jeunes entreprises innovantes.

## DOS ROND

Le gel des investissements, s'il devait se prolonger, pourrait conduire certains fonds à rembourser leurs souscripteurs. Pour l'instant, ils font le dos rond, gardant comme priorité de réinvestir dans les sociétés qu'ils détiennent lorsque cela est nécessaire. En revanche, ils ne se disputent plus avec avidité les places aux tours de table des start-up. « Le capital-risque mêle généralement la coopération et la concurrence entre les investisseurs : on appelle cela la "coopétition". Mais, en ce moment, il fonctionne plutôt sur le mode de la coopération », témoigne Bernard Gautier, responsable du fonds américano-européen Atlas Venture à Paris. « Aujourd'hui, certains investisseurs travaillent seulement sur leur portefeuille et attendent une reprise pour investir. D'autres profitent de la baisse de l'activité et du fait que ni la Bourse ni les banquiers ne sont très enclins à financer les entreprises pour investir en capital-expansion, c'est-à-dire pour financer la croissance d'entreprises déjà établies », témoigne Gonzague de Blignières, directeur général de Barclays Private Equity.

A l'horizon de cinq ans, Burlington et Barclays parient néanmoins sur la poursuite de la montée en puissance des investissements en capital, qui atteindraient 81,4 milliards d'euros en Europe en 2006, dont 15,5 milliards d'euros pour la France.

Adrien de Tricornot

## EDF et GDF perdent deux gros contrats en France

**CEUX QUI AFFIRMENT** que l'ouverture du marché énergétique français à la concurrence est un leurre en seront pour leurs frais. Coup sur coup, ces derniers jours, Gaz de France (GDF) et Electricité de France (EDF) se sont fait souffler chacun un gros contrat par le secteur privé. Vendredi 9 novembre, le groupe chimique Rhodia annonçait qu'il allait transférer de GDF à Distrigaz, compagnie gazière belge du groupe Tractebel (pôle énergie de Suez), le contrat de fourniture de gaz naturel de son site de Chalampé (Haut-Rhin), où sont produits des produits intermédiaires polyamides. Le contrat porte sur la livraison pendant cinq ans, à partir de janvier 2002, d'un volume d'environ 700 000 mètres cubes de gaz par an. « Cet achat de gaz naturel auprès d'un fournisseur nouvel entrant sur le marché français, s'inscrit dans la stratégie de diversification des approvisionnements et de maîtrise des coûts énergétiques » de Rhodia, a expliqué le chimiste dans un communiqué. En clair : les conditions de prix de Distrigaz étaient bien meilleures que celles du fournisseur français.

Une perte plus que symbolique pour GDF : Rhodia est l'un de ses principaux clients industriels français – il représente à lui seul 16 % du marché des consommateurs dits « éligibles »,

ces grands comptes autorisés par Bruxelles à faire jouer la concurrence pour s'affranchir des ex-monopoles publics – et Chalampé est l'un des plus gros sites industriels consommateurs d'énergie de France. GDF continuera néanmoins à assurer, via sa filiale Gaz de France Transport, l'acheminement du gaz belge vers Chalampé.

## UN DÉBAT EUROPÉEN

C'est encore le groupe Suez, à travers cette fois de sa filiale belge Electrabel, qui a évincé EDF d'un gros contrat d'électricité en France, selon *Les Echos* du mercredi 14 novembre. Le client est encore plus symbolique que Rhodia, puisqu'il s'agit du ministère de la Défense français. Le contrat porterait sur la livraison, à cinq sites industriels de la Direction des constructions navales (DCN) – Toulon, Brest, Lorient, Cherbourg et La Montagne (Loire-Atlantique) –, de 400 millions de kilowattheures par an, affirme le quotidien économique. Il a été remporté, face à EDF, par Energie du Rhône, filiale commune créée cet été par Suez-Electrabel et la Compagnie nationale du Rhône (CNR).

La concession, par les pouvoirs publics, d'un tel contrat à une entreprise privée concurrente de l'électricien public, risque de provoquer quel-

ques remous, notamment au sein des syndicats, tant à EDF qu'à la DCN. Selon *Les Echos*, « depuis la dérégulation, EDF a perdu 112 clients, à travers 186 sites industriels représentant (...) 15 % du marché ouvert à la concurrence », un pourcentage également perdu par GDF. De quoi alimenter la polémique, relancée la semaine dernière par Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, sur la politique énergétique européenne. « Il faut instaurer un débat contradictoire et dépasser le dogme de la libéralisation », estime M. Thibault, qui milite pour l'élaboration d'une « véritable politique publique au niveau européen ».

Pour François Roussely et Pierre Gadonneix, les présidents respectifs d'EDF et de GDF, ces gros contrats perdus sont paradoxalement autant de gages donnés à Bruxelles sur l'ouverture réelle du marché français, soupçonnée de se faire à reculons. Autant d'arguments pour exiger en retour l'ouverture de pays européens où les deux groupes publics entendent prendre des parts de marché. GDF a déclaré fin octobre qu'il n'excluait pas de saisir la justice espagnole, en vue d'obtenir l'accès au marché ibérique que le gouvernement de Madrid lui refuse.

Pascal Galinier

## Philips s'apprêterait à supprimer 400 emplois à Caen

**LA SÉRIE** noire se poursuit pour les salariés français de Philips. Après l'usine de téléphonie mobile du Mans (Sarthe), c'est au tour du site de production de Caen (Calvados) d'être touché par les restructurations. De source syndicale, un comité central d'entreprise (CCE) devrait se tenir, jeudi 22 novembre à Suresnes, pour évoquer un plan de 400 suppressions d'emplois.

Depuis le début de l'année, Philips est touché, comme ses concurrents, par une baisse soudaine des ventes de semi-conducteurs, après une année 2000 exceptionnelle. En juillet, le nouveau PDG du groupe néerlandais, Gerard Kleisterlee, avait annoncé qu'il serait contraint de supprimer entre 3 000 et 4 000 emplois dans cette activité au cours du second semestre, mais sans préciser les sites concernés. L'inquiétude était bien évidemment de mise à Caen, unique site français de production de semi-conducteurs, qui employait en janvier 1 850 personnes.

Un certain nombre de mesures ont été prises au fil des mois. Premier impact : le projet d'extension de l'usine, lancé en plein boom du marché, a été gelé. « Le bâtiment est construit mais reste vide, les machines qui avaient été commandées ont été revendues », témoigne un syndicaliste. Pour ne pas perdre la compétence des salariés, les formations ont été multipliées. « Mais

au fur et à mesure que le retournement du marché s'est inscrit dans la durée, nous avons été obligé de prendre des mesures de chômage partiel, et de non-renouvellement des contrats à durée déterminée. Au total, 200 personnes ont déjà quitté l'entreprise », indique Jean-Pierre Reigner, directeur de l'usine, qui précise que le niveau de charge de l'usine n'est que de 30 % aujourd'hui. C'est cette faiblesse persistante de l'activité qui pousse Philips à mettre en place un plan de 400 suppressions d'emplois.

## LE SITE MENACÉ ?

Au-delà, les représentants du personnel s'interrogent sur l'avenir même du site. « Nous avons une ligne de fabrication en 5 pouces, un vieux procédé en fin de vie qui paradoxalement tourne relativement bien, une ligne en 6 pouces qui fabrique des semi-conducteurs pour les téléphones mobiles et les PC, très affectée par la crise de ces deux marchés. Mais nous n'avons pas de ligne

en 8 pouces qui est la technologie d'avenir, plus compétitive », affirme Daniel Preclin, délégué central CFDT, de Philips.

Ces doutes se font l'écho des décisions prises au Mans. En juin, le groupe néerlandais avait annoncé un plan de 1 142 suppressions d'emplois dans cette usine spécialisée dans la conception et la fabrication de téléphone mobile qui employait 2 400 personnes. Philips avait aussi dévoilé un partenariat avec une société d'Etat chinoise, China Electronic Corp, qui ne souhaitait reprendre que l'équipe de développement sarthoise. Depuis, les salariés du Mans ont multiplié les actions pour gonfler l'enveloppe de départ et améliorer le plan de reclassement prévu (*Le Monde* du 16 octobre).

Globalement, le groupe néerlandais, en perte au premier semestre, devrait supprimer 10 000 emplois en 2001.

Laurence Girard

## Racheté par Hachette, Virgin se renforce face à la Fnac

Le groupe prévoit d'ouvrir six magasins

**LE VIRGIN** nouveau est arrivé. Le distributeur de biens culturels a présenté, mercredi 14 novembre, ses nouvelles ambitions, après son rachat par Hachette Distribution Services (HDS). Le milliardaire britannique Richard Branson avait cédé le 27 juillet la totalité des magasins Virgin en France. Trois mois plus tard, le rapprochement avec la filiale de Lagardère Média va bon train. La totalité des magasins de HDS, Extrapole, auront changé d'enseigne d'ici à la fin de l'année pour devenir des magasins Virgin. Seul le Furet du Nord, qui appartient aussi à HDS, gardera son label.

Le rapprochement va impliquer une évolution sensible du contenu des magasins. « Nous sommes en train de réaliser la synthèse des forces respectives de chacune des deux enseignes », explique Jean-Noël Reinhardt, président de Virgin Stores.

## UN RAYON PAPETERIE

Même si la musique restera au cœur de l'offre du distributeur, le livre, qui était jusqu'alors la faiblesse de Virgin, va être considérablement renforcé grâce à l'apport du savoir-faire d'Extrapole. La musique devrait rester prépondérante en 2002 avec près de 40 % du chiffre d'affaires contre 21 % pour le livre. M. Reinhardt se refuse à donner ses objectifs en termes de répartition de l'offre. « Nous voulons suivre les évolutions du marché », explique-t-il.

Les magasins Virgin devraient désormais accueillir un rayon papeterie, autre spécialité d'Extrapole. Mais le groupe mise surtout sur le développement du multimédia (CD-ROM, jeux vidéo, DVD), un marché évalué à 25 milliards de francs en France. « Nous sommes actuellement le premier vendeur de DVD en France, nous visons maintenant une place de leader sur l'ensemble dans le domaine des jeux vidéo », affirme le président de Virgin. Le magasin des Champs-Élysées a été agrandi de 25 % dans ce but.

Le groupe a également annoncé l'ouverture d'ici à la fin de l'année de deux nouveaux magasins, l'un à Nice, l'autre à Montpellier, auxquels s'ajouteront trois autres points de vente en 2002 (Nantes,

boulevard Barbès à Paris, et en Seine-et-Marne). Virgin devrait donc compter au total 31 magasins avec la reprise de celui de Marks and Spencer à Toulouse, en négociation avec les Galeries Lafayette. Ce chiffre est encore loin de celui de la Fnac, qui domine le marché français de façon écrasante avec ses 58 magasins, mais l'écart se réduit sensiblement depuis le rapprochement avec HDS. Avec 350 millions d'euros de chiffre d'affaires cette année et un objectif de plus de 400 millions en 2002, Virgin veut se positionner en véritable challenger de la filiale du groupe PPR. « Nous avons désormais atteint la taille critique, nous existons en temps que deuxième groupe français de produits culturels », affirme M. Reinhardt, qui rappelle qu'en septembre douze ans d'existence Virgin s'est arrogé 10 % du marché de la musique et 5 % de celui du livre.

Virgin se veut confiant sur ses objectifs de croissance, malgré un marché du disque aujourd'hui mature. « C'est un marché qui évolue selon l'offre, par exemple personne ne prévoyait que ce marché progresserait de 5 % cette année », souligne M. Reinhardt, qui estime toutefois que « le secteur a souffert ces dernières années de la prédominance du marketing et des compilations au détriment de la création ». En revanche, la menace Internet semble s'être éloignée. « Le bilan des ventes de produits physiques comme les disques montre que les sites de e-commerce n'arrivent pas à être rentables », constate le président de Virgin, qui a décidé de miser plutôt sur le téléchargement de morceaux de musique sur Internet. Le distributeur va lancer son propre site à la mi-2002. Virgin compte notamment s'appuyer sur les chaînes de télévision et de radio du groupe Lagardère pour promouvoir ces nouveaux produits.

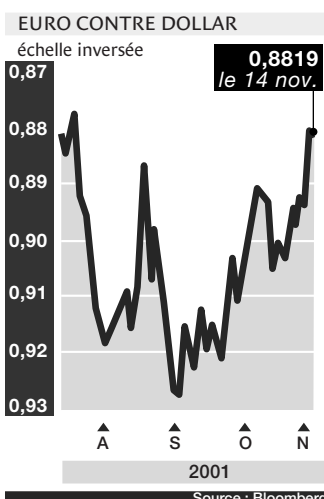
Restent les incertitudes liées à la conjoncture. Les magasins des Champs-Élysées et du Carrousel du Louvre ont été particulièrement touchés par la baisse de la fréquentation des lieux touristiques après les attentats aux Etats-Unis : ils affichent une baisse de 10 % de leur chiffre d'affaires, contre une hausse de 5 % avant le 11 septembre.

Stéphane Lauer

## Le dollar profite de la prise de Kaboul

**LA DEVISE AMÉRICAIN**e a salué mardi 13 novembre la prise de Kaboul par les forces de l'opposition afghane. Cet événement a fait plonger l'euro en une journée sous le seuil de 0,89 dollar, puis de 0,88 dollar, jusqu'à 0,8792 dollar – ses cours de début août.

L'effet négatif sur la devise américaine de la chute d'un Airbus à New York, qui avait fait baisser, lundi, le billet vert jusqu'à 0,9015 dollar pour 1 euro, a été balayé par l'évolution accélérée du conflit en Afghanistan et le fait que la thèse de l'accident, et non d'un attentat, reste pour le moment la plus plausible. Mercredi, dans les premiers échanges, le dollar conservait son avance, avec 1 euro à 0,8802 dollar.



## Chiquita parvient à un accord avec ses créanciers

**LE GROUPE FRUITIER** américain Chiquita Brands International a annoncé, lundi 12 novembre, qu'il était parvenu à un accord avec ses créanciers, lui permettant de réduire sa dette obligataire de 700 millions de dollars (786 millions d'euros). La conversion d'obligations en nouvelles actions donnera aux créanciers 95,5 % du capital du géant bananier. Pour mettre en place ce plan tout en poursuivant son activité, Chiquita a décidé de se placer pendant une durée de trois mois sous la « protection du chapitre 11 », une procédure prévue dans le cadre de la loi américaine sur les faillites.

Jusqu'à présent détenu indirectement à 37 % par l'homme d'affaires Carl Linder à travers sa société American Financial Group, Chiquita avait accumulé au cours des années 1990 un endettement de 1,3 milliard de dollars, à la suite d'investissements dans les cargos réfrigérés et des conséquences de la guerre de la banane entre les Etats-Unis et l'Union européenne. Le titre a chuté de 40 dollars en 1991 à 0,52 dollar mardi en fin de séance, à Wall Street.



# Le groupe Darmon, Canal+ et RTL Group peuvent s'allier dans les droits sportifs

Bruxelles a approuvé la naissance d'un troisième géant en Europe, qui concurrencera l'allemand Leo Kirch et l'Union européenne de radiodiffusion. Les prix des retransmissions télévisées des compétitions de football et de formule 1, qui ont augmenté de façon vertigineuse, semblent avoir atteint un palier

## BRUXELLES

de notre bureau européen

Il y aura désormais un troisième gros acteur sur le marché européen des droits sportifs, à côté de l'allemand Kirch et de l'Union européenne de radiodiffusion (UER). La Commission européenne a donné mardi 13 novembre dans la soirée son feu vert à la création d'une entreprise commune entre la société du français Jean-Claude Darmon (GJCG), le groupe français Canal+ et RTL Group, contrôlée par l'allemand Bertelsman. Ces deux derniers apporteront, avant la fin de l'année, leurs agences sportives respectives, Sport+ et Ufa Sports, au groupe Jean-Claude Darmon, qui sera *in fine* détenu à 46,5 % par Canal+, 39,5 % par RTL Group et 10 % par M. Darmon.

GJCG aura 90 % de son activité dans le football et commercialisera les droits de plus de 320 clubs dans le monde entier et de plus de 40 fédérations et ligues nationales. La fusion, annoncée le 22 mai, a traîné, notamment parce les entreprises n'avaient pas fourni, fin juin, un dossier suffisamment complet à la Commission, notamment pour évaluer les parts de marché.

Bruxelles n'a réellement commencé son travail que début octobre. L'autorité de la concurrence européenne devait d'abord vérifier

que la fusion des trois entités n'allait pas créer une position dominante sur la diffusion des matchs de football. La réponse est négative. « Les chevauchements se limitent aux matchs de qualification de la ligue des champions de l'UEFA et de la coupe de l'UEFA », écrit la Commission, précisant qu'« en France, pays où l'incidence de l'opération est la plus forte, les chevauchements représentent moins de 10 % en termes de valeur du marché et seulement 4 % à 5 % de l'ensemble des matchs de qualification ». Les groupes sont plutôt complémentaires

## TROIS QUESTIONS À...

### JEAN-CLAUDE DARMON

**1 Vous serez président de Sport+ five. Que vous inspire l'avis de Bruxelles sur la fusion de votre groupe avec Sport+ et Ufa Sports ?**

Alors que je ne figurais pas parmi les parties notifiantes dans ce dossier, les membres de la Commission ont accepté de me recevoir. Je leur ai dit qu'ils jugeaient finalement une entreprise de 250 salariés et qu'un refus tuerait une PME. Depuis l'annonce de notre fusion en mai, l'attente de la décision de la Commission nous avait placés

géographiquement, Sport+ et Darmon étant forts en France, Ufa Sports puissant en Allemagne.

Deuxième problème, celui de l'intégration verticale, la question étant de savoir si la création de cette société allait renforcer la position de dominante de Canal+ sur les marchés de la télévision à péage et celle de RTL Group sur celui des chaînes gratuites. « L'enquête de la Commission a révélé que ces craintes étaient infondées, en raison de la vive concurrence exercée par d'autres marchands européens de droits sportifs » estime la Commis-

sion, qui note aussi que Kirch et l'UER sont soit intégrés verticalement, soit coopèrent pour l'acquisition de droits sportifs.

## PROCÉDURE PROLONGÉE

Cette analyse n'allait pas de soi pour les services du commissaire à la concurrence, Mario Monti. Mi-octobre, la procédure d'examen du dossier a été prolongée de quinze jours, alors qu'une partie des services plaidait pour un examen approfondi de la fusion - un passage en phase 2, dans le jargon bruxellois. Il y a eu discussion interne à la

direction de la concurrence et intervention de la direction chargée de la culture et de la communication, dirigée par la commissaire luxembourgeoise Viviane Reding : cette direction ne voulait pas d'une période d'approfondissement, qui aurait maintenu les entreprises dans l'incertitude pour quatre mois supplémentaires. Sur le fond, elle était favorable à l'émergence d'un nouvel acteur puissant dans le secteur pour faire face à Kirch et l'UER. Ce dialogue ne peut être qu'incitatif, les décisions pour passer en phase 2 n'étant que du ressort de M. Monti.

*In fine*, les partisans du « oui » chez M. Monti ont eu gain de cause et la Commission a donné son feu vert, dans des termes satisfaisants pour la direction culture et communication. Cette dernière se réjouit de ce les services de M. Monti n'aient pas pris pour « marché de référence » des zones géographiques ou des secteurs d'activités trop restreints. Une telle doctrine aurait pu faire jurisprudence et empêcher de futurs regroupements.

Traditionnellement, la direction Culture et communication souhaite que les services de la concurrence n'aient pas une doctrine trop stricte qui empêcherait l'émergence d'acteurs industriels. Elle s'était ainsi opposée au commissaire à la concurrence Karel van Miert, qui avait interdit la création d'une société de fabrication de décodeurs dans la télévision numérique en Allemagne en mai 1998, affirme un fonctionnaire européen. Certes, il y aurait eu un monopole dans la fabrication de décodeurs, mais, ce fonctionnaire souligne qu'aujourd'hui l'Allemagne est en retard dans la télévision numérique. Un tel débat n'aura pas lieu avec la fusion GJCG, qui semble satisfaire tout le monde.

Propos recueillis par  
Frédéric Potet

Arnaud Leparmentier

## Les prix des retransmissions arrêtent de monter

« LES PRIX des droits de retransmission du sport sont arrivés à un plateau. Ils devraient maintenant redescendre », analyse un spécialiste d'une chaîne privée française. Selon lui, « l'Union européenne de radiodiffusion (UER), qui a acheté il y a deux ans les droits de retransmission de l'Euro 2004 [championnat d'Europe de football des nations] pour 3,52 milliards de francs (536,6 millions d'euros), n'arrive pas à les vendre aux télévisions du Vieux Continent ». Cette soudaine modération des chaînes européennes est aussi illustrée par la façon dont se déroule la vente des droits de retransmission des deux prochaines Coupes du monde, en Corée du Sud et au Japon en 2002, et en Allemagne en 2006. Le groupe Kirch a acheté les droits auprès de la Fédération internationale de football (FIFA) pour 1,75 milliard d'euros, et tente de les revendre pays par pays. Après avoir conclu pour 129,5 millions d'euros en Allemagne avec les chaînes publiques ARD-ZDF, en Grande-Bretagne avec un duo BBC-ITV pour 250 millions d'euros et en Espagne avec le bouquet numérique Via Digital pour 152 millions d'euros, Kirch n'a pas encore réussi à trouver un terrain d'entente avec les diffuseurs français et italiens.

En France, M 6 vient de soumettre une proposition à Kirch. La chaîne est « intéressée par des résumés exclusifs des rencontres de la Coupe du monde diffusés le soir et souhaite aussi proposer des matchs de l'équipe de France », précise Nicolas de Tavernost, président du directoire de M 6. Toutefois, la chaîne privée « n'est pas prête à payer des sommes folles. Il faut que ce soit rentable », ajoute M. de Tavernost. Même son de cloche à TF 1, qui s'est pour le moment refusée à surenchérir et à mettre en péril l'équilibre financier de sa grille des programmes. Il est loin, le temps où TPS forçait Canal+ à partager les droits cryptés du championnat de France de première division, en proposant 304 millions d'euros par an à la Ligue nationale de football.

Longtemps sous-évalués, les droits de diffusion avaient amorcé une brusque envolée avec la conclusion, en septembre 1998, d'un contrat exclusif de retransmission des matchs de quatre clubs du championnat italien avec Telepiù, chaîne à péage transalpine détenue par Canal+. Dopés, partout en Europe, par la concurrence entre les plates-formes numériques, les droits du sport comme ceux du cinéma devenaient les produits les plus recherchés par les télévisions à péage. Quelques mois après Telepiù, Rupert Murdoch, désireux de s'implanter lui aussi sur le marché italien, signait pour trois ans et 123,2 millions d'euros avec d'autres clubs du calcio.

## BAISSES D'AUDIENGE

L'inflation avait rapidement gagné le continent. Pour mettre la main sur le championnat d'Allemagne jusqu'en 2004, Leo Kirch avait déboursé, en 2000, 384 millions d'euros par saison, tandis que les droits de la Premier League anglaise coûtent encore aux opérateurs hertziens et câblo-numériques 2,56 milliards d'euros pour les trois saisons à venir.

Pourtant, l'heure est à l'apaisement. Les instances du football français perçoivent chaque année 495 millions d'euros pour les droits de l'équipe de France et des compétitions nationales, mais elles ont récemment eu toutes les peines du monde à convaincre TF 1 de signer un nouveau bail pour l'émission Téléfoot. A l'échelle européenne, l'UEFA reçoit presque autant (510 millions d'euros) pour les coupes européennes. Les baisses d'audience constatées lors des soirées de coupes d'Europe laissent toutefois penser que TF 1 et Canal+ réfléchiront à deux fois avant de prolonger leur accord, qui arrive à terme en 2003.

José Barroso et Guy Dutheil

## La mainmise de Kirch sur la formule 1

### FRANCFORT

de notre correspondant

Tandis que le paysage européen des droits sportifs évolue, Leo Kirch n'est pas le dernier à avancer ses pions. Ces derniers mois, le magnat des médias allemands a jeté son dévolu sur la formule 1. Profitant de la débâcle d'EMTV, star déchu de la Bourse allemande, le Munichois s'est emparé par paliers de la participation de celle-ci dans la Slec, l'opérateur des compétitions. Pour des raisons de concurrence, Kirch a dû renoncer à entrer directement dans EMTV, contrairement au projet initial, mais a tout fait pour mettre le pied dans la formule 1. Dans quelques semaines, Kirch devrait ainsi détenir 75 % de la Slec, le reste étant aux mains de son fondateur, Bernie Ecclestone.

Pour Kirch, la prise de contrôle des courses de formule 1 est stratégique. Le groupe cherche à diversifier ses activités dans les droits sportifs, un secteur où il est monté en puissance ces dernières années, notamment dans le football. Depuis la faillite de la société suisse de marketing sportif ISMM/ISL, le groupe commercialise les droits mondiaux des Coupes du monde de 2002 et 2006. Si quelques

grands pays, dont la France, n'ont pas encore signé, ces contrats représentent de précieuses recettes. Les droits sportifs sont devenus le troisième pôle de profit du magnat des médias, loin après la télévision gratuite et le négoce de licences de films.

## SECTEUR TRÈS CONCURRENTIEL

Seul problème, l'intrusion de Kirch dans la formule 1 n'est pas du tout du goût des constructeurs automobiles. Ils craignent que le groupe allemand n'instrumentalise la formule 1 pour alimenter ses chaînes, en particulier le réseau à péage Première World. Lourdemment déficitaire, cette chaîne a du mal à s'imposer dans un paysage audiovisuel allemand déjà très concurrentiel. La formule 1, vu la popularité des frères Schumacher en Allemagne, pourrait faciliter un rebond d'audience. Renault, Mercedes ou Fiat (Ferrari) menacent de monter une compétition parallèle si le groupe Kirch ne les associe pas à la gestion de la Slec. Le nouveau circuit pourrait voir le jour en 2008 : un délai suffisamment long pour permettre de trouver un compromis.

Philippe Ricard

## DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : le président du directoire du groupe Amaury, Jean-Pierre Courcol, « envisage de saisir les autorités françaises voire européennes pour distorsion de concurrence » au sujet des 80 millions de francs d'aides que le gouvernement va verser à une partie de la presse, a-t-il déclaré aux Echos, mercredi 14 novembre.

■ **AUDIOVISUEL** : le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a retenu la candidature de Michel Meyer à la présidence de Réseau France Outre-Mer (RFO) face à celle du PDG sortant, André-Michel Besse. François Bonnemain s'est retiré après la polémique qui a entouré la recevabilité de sa candidature (Le Monde du 13 novembre).

■ **Le CSA a donné son accord, mardi**, à la diffusion en deux parties du film *Titanic* sur TF 1, rejetant la requête de l'Association des auteurs-réalisateurs-producteurs, qui est hostile à une coupure des œuvres cinématographiques.

■ **NUMÉRIQUE** : le Groupe Canal+ a annoncé, mardi, avoir obtenu le feu vert de l'autorité polonaise de la concurrence à la fusion de son offre numérique Cyfra+ avec Wizja TV, détenue par United Pan-Europe Communications (UPC). La nouvelle société sera répartie entre le Groupe Canal+ (75 %) et UPC (25 %).

De 1830 à 1870, il était une fois la colonisation de l'Algérie.

» Une grande saga en 3 parties : 15, 16 et 17 novembre à 20.45

«L'ALGÉRIE DES CHIMÈRES» de François Luciani

Video, DVD (ARTE Vidéo/Warner Vision) Livre (ARTE Éditions)

## TABLEAU DE BORD

### AFFAIRES

#### INDUSTRIES

● **BASF : le numéro un mondial de la chimie prévoit**, pour 2001, des charges de restructurations de l'ordre de 850 millions d'euros, pour faire face à la déprime du secteur. Le groupe allemand a prévu de supprimer 4 000 emplois et de réduire ses capacités de production.

● **SIDEL : le fabricant français de machines de soufflage de bouteilles en plastique a annoncé**, mardi, la nomination de Gérard Stricher, cinquante-trois ans, ex-dirigeant de CarnaudMetalbox et de Tetra Pak, au poste de directeur général. Jean-Marie Descarpentries, ancien dirigeant de Bull et de CarnaudMetalbox, dirigera le conseil de surveillance.

#### SERVICES

● **MARKS & SPENCER : les négociations entre la direction et les syndicats en France sur les conditions de reprise**, par les Galeries Lafayette, des 1 516 salariés concernés par la cession de 18 magasins Marks & Spencer, pourraient aboutir « dans les délais à des propositions qui satisfont le plus grand nombre », a estimé mardi le président de Marks & Spencer France, Alain Juillet.

● **DEUTSCHE BAHN : la compagnie de chemins de fer allemands, se retire** de la commande commune de 116 trains inclinables (ICN) qu'elle voulait passer avec ses partenaires suisse (CFF) et autrichien (ÖBB), selon un communiqué publié mardi.

● **ANC RENTAL : le groupe américain de location de voitures** a annoncé, mardi 13 novembre, avoir demandé la protection de la loi sur les faillites, du fait de difficultés financières liées à la baisse du tourisme après le 11 septembre.

#### FINANCES

● **MUTUELLES D'ASSURANCE : la Commission européenne a annoncé**, mardi, avoir demandé à la France de mettre fin au système d'exonération fiscale des mutuelles et des institutions de prévoyance, l'assimilant à une aide d'Etat. Ces entreprises sont

exonérées de la taxe sur les conventions d'assurance pour les contrats d'assurance-maladie complémentaire.

● **EURONEXT : l'offre de la Bourse paneuropéenne** (Amsterdam, Bruxelles et Paris) sur le Liffe, le marché londonien des produits dérivés, a été déposée lundi. Elle valorise le Liffe à 555 millions d'euros.

● **CLEARSTREAM : la Bourse de Francfort est prête** à donner son feu vert à une fusion entre les sociétés de règlement-compensation Clearstream et Euroclear, si cette dernière lui offre un bon prix pour sa participation de 50 % dans Clearstream, a-t-elle indiqué mardi.

● **LA POSTE : « La direction de l'entreprise souhaite la création d'une véritable banque postale de plein exercice »**, a déclaré Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, devant la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, le 7 novembre. La fédération syndicale Sud PTT a réagi à ces propos, mercredi 14 novembre, précisant qu'elle « mettrait tout en œuvre pour s'y opposer, avec l'intersyndicale du secteur public financier ».

● **BANQUE LEUMI : la Commission fédérale des banques**, l'organe de tutelle des banques, a indiqué, mardi 13 novembre, avoir exigé, le 28 août, la « mise à l'écart » du directeur général de la filiale suisse de la Bank Leumi pour avoir traité avec Vladimir Montesinos, ex-conseiller du président péruvien destitué Alberto Fujimori.

● **AGF : les AGF ont rappelé** mardi qu'elles ont déjà versé, à la fin du mois d'octobre, plus de 23 millions d'euros d'indemnisations.

#### RÉSULTATS

● **MITSUBIHI MOTORS : le constructeur japonais a publié**, mercredi, une perte nette de 294,4 millions d'euros au premier semestre de l'exercice 2001/2002, en raison d'une baisse de ses ventes à l'étranger.

● **TECHNIO-COFLEXIP : le groupe français d'ingénierie pétrolière a accusé**, au troisième trimestre, une perte nette consolidée de 4,4 millions d'euros.

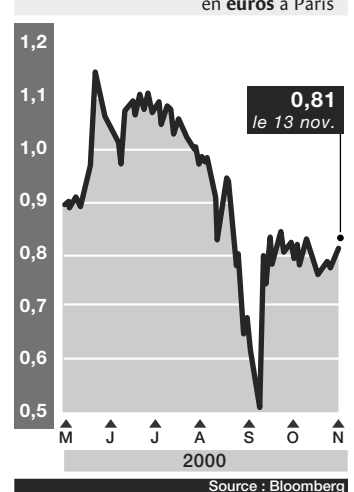
#### VALEUR DU JOUR

### Euro Disney reste peu sensible à la crise du tourisme

LE TITRE Euro Disney, qui avait terminé la séance en légère hausse, mardi 13 novembre, à la veille de la publication de ses résultats annuels, a baissé de 3,7 %, à 0,78 euro, dans les premiers échanges mercredi matin, loin de son plus haut niveau de l'année le 5 juin, à 1,15 euro. Mercredi, le groupe a annoncé un résultat net en baisse de 21,2 %, à 30,5 millions d'euros. Ce résultat net risque de décevoir les analystes qui préoyaient un bénéfice de 35 millions d'euros.

Jay Rasulo, PDG d'Euro Disney, reste confiant : « Si l'on exclut des charges exceptionnelles générées par l'ouverture du deuxième parc, le résultat net est comparable à celui de l'année précédente. » Tous les autres indicateurs du parc de Marne-la-Vallée sont en revanche au vert : le chiffre d'affaires a progressé de 4,8 %, à 1,005 milliard d'euros. La fréquentation a progressé de 200 000 visiteurs par rapport à 2002 pour s'établir à 12,2 millions, confortant le parc de loisirs à sa place de premier monument visité en France devant Notre-Dame ou le château de Versailles. La dépense moyenne par visiteur a progressé de 2,1 % pour atteindre 43,1 euros. Les hôtels ont vu leur taux d'occupation croître de 3,1 points pour atteindre 86 %. Depuis les attentats, la fréquentation du parc a très légèrement fléchi pour afficher un repli de 0,3 %

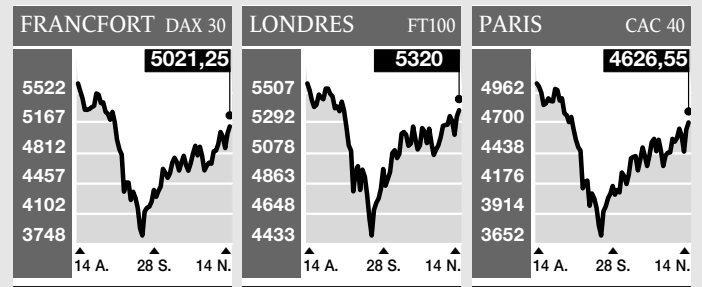
#### Action Euro Disney



par rapport à la même période de l'année précédente. Jay Rasulo reste prudent pour l'avenir : des annulations sont à prévoir pour le tourisme d'affaires et de congrès qui reste une activité importante du parc. Ces annulations pourraient avoir une incidence de 2 points sur la fréquentation des hôtels. Bien que réfléchissant à une réduction des coûts et des dépenses, Euro Disney ne changera rien dans sa politique d'embauche : trois mille nouveaux cast members vont être embauchés et formés pour l'ouverture du deuxième parc, Walt Disney Studios, le 16 mars 2002, avec plus d'un mois d'avance. L'ouverture de ce parc devrait constituer un relais de croissance pour Disneyland Paris qui fêtera en 2002 ses dix ans.

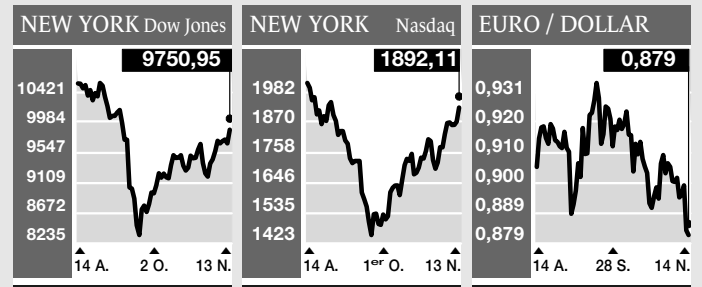
François Bostnavaron

## EUROPE



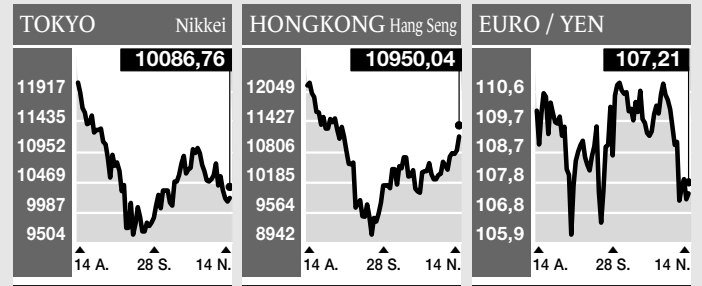
Europe 9 h 57	Indices sélection	cours 14/11	Var. % 13/11	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3765,10	1,27	- 21,11
EUROPE	STOXX 50	3725,64	1,12	- 18,25
EUROPE	EURO STOXX 324	309,29	1,09	- 21,06
EUROPE	STOXX 653	297,62	1,02	- 17,28
PARIS	CAC 40	4626,55	1,33	- 21,93
PARIS	MIDCAC	....	....	....
PARIS	SBF 120	3157,25	1,30	- 21,51
PARIS	SBF 250	....	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	....	....	....
AMSTERDAM	AEX	503,90	1,52	- 20,97
BRUXELLES	BEL 20	2698,18	0,93	....
FRANCFORT	DAX 30	5021,25	1,50	....
LONDRES	FTSE 100	5320	0,81	- 14,50
MADRID	STOCK EXCHANGE	8485,90	1,23	- 6,85
MILAN	MIBTEL 30	31852	1,01	- 27,14
ZURICH	SPI	6451,30	1,04	....

## AMÉRIQUES



Amérique 9 h 57	Indices sélection	cours 13/11	Var. % 12/11	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9750,95	2,06	....
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1139,09	1,86	- 13,72
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	1892,11	2,82	- 23,41
TORONTO	TSE INDEX	7324,44	1,39	- 18,01
SAO PAULO	BOVESPA	12918,09	....	- 15,34
MEXICO	BOLSA	318,97	2,66	0,94
BUENOS AIRES	MERVAL	224,10	- 1,11	- 46,23
SANTIAGO	IPSA GENERAL	109,98	1,12	14,56
CARACAS	CAPITAL GENERAL	6515,75	- 0,06	- 4,53

## ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 9 h 57	Indices sélection	cours 14/11	Var. % 13/11	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	10086,76	0,56	- 26,83
HONGKONG	HANG SENG	10950,04	2,69	- 27,46
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1366,33	- 0,29	- 29,09
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	75,52	3,20	19,21
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3267	1,31	3,56
BANGKOK	SET	17,27	- 1,26	- 7,30
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3077,19	- 0,55	- 22,53
WELLINGTON	NZSE-40	2009,69	- 0,02	5,68

## SUR LES MARCHÉS

#### PARIS

LA BOURSE de Paris poursuivait, mercredi 14 novembre en début de matinée, sa remontée initiée la veille. Après avoir ouvert sur un gain timide de 0,17 %, le CAC 40 progressait de 1,28 %, à 4 624,13 points. La Bourse de Paris avait nettement progressé mardi, avec un gain de 4,32 %, soutenue par un afflux de liquidités lié à la chute de Kaboul.

#### FRANCFORT

L'INDICE DAX de Francfort repassait au-dessus du seuil psychologiquement important des 5 000 points mercredi matin peu après l'ouverture, gagnant 1,11 %, à 5 001,66 points.

#### LONDRES

LA BOURSE de Londres était en hausse, mercredi, dans les premiers échanges, entraînée par les valeurs bancaires et des télécommunications. L'indice progressait de 0,8 %, à 5 319,2 points.

#### TOKYO

LA BOURSE de Tokyo a clôturé en hausse de 0,6 % mercredi, les investisseurs suivant la tendance de leurs homologues américains enthousiastes après la chute de Kaboul, même si les gains ont été limités par le manque de nouveaux éléments moteurs. L'indice de référence Nikkei a terminé la séance sur une hausse à peu près équivalente à sa baisse de la séance précédente, reprenant 56,20 points, à 10 086,76 points.

#### NEW YORK

LES MARCHÉS D' ACTIONS américains ont été encouragés, mardi 13 novembre, par les développements en Afghanistan et les premiers résultats de l'enquête sur le crash de l'Airbus A 300 lundi à New York, qui privilégient pour l'instant la thèse de l'accident. L'indice Dow Jones, principal indicateur de Wall Street, a progressé de 196,58 points, à 9 750,95 points (+ 2,06 %), et l'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq de 51,98 points, à 1 892,11 points (+ 2,82 %). L'indice élargi Standard & Poor's 500, qui sert de référence à de nombreux gérants de fonds d'investissement, a fini en hausse de 20,76 points (+ 1,86 %), à 1 139,09 points.

#### TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens se tendaient, mercredi matin. Le rendement des titres d'Etat à dix ans en France - l'obligation assimilable du Trésor (OAT) - s'établissait à 4,563 %, tandis que son homologue allemand, le Bund, atteignait 4,23 %.

#### MONNAIES

LA DEVISE européenne se repliait face au billet vert, et cotait 0,8798 euro pour 1 dollar mercredi lors des premiers échanges. La monnaie américaine est dopée par les espoirs d'une fin rapide des opérations américaines en Afghanistan. Face à la devise japonaise, le dollar s'échangeait à 121,65 yens.

## ÉCONOMIE

### Les Etats-Unis au secours du pétrole

LE GOUVERNEMENT américain a annoncé, mardi 13 novembre, sa décision d'augmenter les réserves stratégiques de pétrole du pays. De 545 millions de barils, celles-ci seront portées à 700 millions de barils, soit une hausse de 28%. Cette décision a été interprétée comme un geste de soutien des Etats-Unis aux pays producteurs, à la veille du sommet de l'OPEP prévue à Vienne, mercredi 14 novembre. A Londres, le Brent s'appréciait de 70 cents pour atteindre les 20,95 dollars le baril.

La mesure américaine, toutefois, est largement insuffisante pour contribuer à redresser le marché pétrolier. Pour enrayer la chute des cours, les pays de l'OPEP sont prêts à réduire leur production de plus d'un million de barils par jour, selon le ministre algérien du pétrole, Chakib Khelil, président en exercice de l'organisation. Les pays de l'OPEP veulent, cependant, obtenir l'aide des autres pays producteurs, surtout de la Russie. « Leur coopération est très très importante », a rappelé mercredi matin le ministre saoudien du pétrole, Al al-Nouaïmi.

Après s'être dit favorable à une réduction de la production, la Russie a proposé de la limiter seulement de 30 000 barils par jour. Cette mesure est jugée nettement insuffisante pour les pays producteurs de l'OPEP.

● **OMC : un texte « de la dernière chance »** a été remis mercredi matin aux délégations à Doha (Qatar). Ce projet de déclaration finale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) engage les pays à de « larges négociations » sur l'agriculture dans son ensemble, « sans préjuger de leur résultat ». Il prévoit aussi des négociations sur l'environnement. Les négociateurs européens sont favorables à ce que les pays de l'Union entérinent ce texte.

● **FRANCE : la Banque de France a révisé à la hausse** sa prévision de croissance française au quatrième trimestre de cette année à + 0,3 %, contre + 0,2 % précédemment. Elle continue de tabler sur une croissance de 2 % en moyenne annuelle en 2001, selon son enquête mensuelle de conjoncture.

● **Les prix de détail en France ont augmenté de 0,1 %** en octobre après avoir progressé de 0,2 % en septembre et affichent une hausse de 1,8 % sur les douze derniers mois, selon les données provisoires publiées par l'Insee.

● **ALLEMAGNE : la croissance du produit intérieur brut** ne devrait atteindre que 0,6 % en 2001 et 0,7 % en 2002, estiment les experts économiques indépendants du gouvernement allemand. Le ministère des finances prévoit 0,75 % de croissance cette année et 1,25 % l'an prochain.

● **GRANDE-BRETAGNE : l'indice des prix à la consommation a reculé** de 0,2 % en octobre par rapport à septembre et progressé de 1,6 % en glissement annuel. Ce ralentissement est lié à la baisse des taux d'intérêt qui a réduit les coûts liés aux remboursements immobiliers, selon l'Office national des statistiques.

● **JAPON : la production industrielle japonaise a reculé** de 2,9 % en septembre par rapport au mois précédent, selon les chiffres du gouvernement.

● **Le nombre de faillites d'entreprises** a continué d'augmenter en octobre, progressant de 11,7 % sur un an, pour atteindre 1 911 cas, soit son plus haut niveau depuis l'éclatement de la bulle financière, il y a dix ans, d'après l'agence privée de recherche Teikoku Data-bank.

● **ÉTATS-UNIS : une commission d'économistes américains a déclaré** mardi que les indicateurs de la production industrielle, de l'emploi et du commerce de détail et de gros évoluaient à des niveaux dignes d'une récession. « Seul le revenu s'est comporté différemment des moyennes des récessions au cours des sept derniers mois », a noté cette commission d'économistes.

● **Les banques américaines ont resserré leurs conditions de crédit** au cours des trois derniers mois, selon une enquête de la Réserve fédérale publiée mardi. Plus de 70 % des banques, contre 50 % en août, notent un affaiblissement de la demande de crédits commerciaux et industriels.

● **ARGENTINE : la crise économique**, qui menace tout le continent sud-américain devrait être abordée lors de la réunion des ministres des finances du G 20 le week-end prochain à Ottawa, ont indiqué mardi des responsables canadiens. Ceux-ci, toutefois, se disent sceptiques sur un éventuel programme d'aide.

● **CHINE : l'exédent commercial chinois** sur les dix premiers mois de l'année 2001 est en baisse de 25 % par rapport à la même période de l'an 2000, notamment à cause du ralentissement au Japon et aux Etats-Unis, a rapporté l'agence Chine nouvelle.

## Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC.....	6,55957	EURO.....	0,15245
DEUTSCHEMARB.....	1,95583	DEUTSCHEMARB.....	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000).....	1,93627	LIRE ITAL. (1000).....	3,38774
PESETA ESPAG. (100).....	1,66386	PESETA ESPAG. (100).....	9,94238
ESCUDO PORT. (100).....	2,00482	ESCUDO PORT. (100).....	3,27190
SCHILLING AUTR. (10).....	1,37603	SCHILLING AUTR. (10).....	4,76703
PUNT IRLANDAISE.....	0,78756	PUNT IRLANDAISE.....	3,22894
FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,97660
FRANC BELGE (10).....	4,03399	FRANC BELGE (10).....	1,62607
MARKKA FINLAND.....	5,94573	MARKKA FINLAND.....	1,10324
DRACHME GREC. (100).....	3,40750	DRACHME GREC. (100).....	1,92503

## Hors zone Euro

Euro contre	13/11	Cours	13/11
COURONNE DANOISE.....	7,4489		
COUR. NORVÉGIENNE.....	7,8840		
COUR. SUÉDOISE.....	9,3595		
COURONNE TCHÈQUE.....	33,2600		
DOLLAR AUSTRALIEN.....	1,7040		
DOLLAR CANADIEN.....	1,4113		
DOLLAR HONGKONG.....	6,8968		
DOLLAR NÉO-ZÉLAND.....	2,0935		
FORINT HONGROIS.....	249,5000		
LEU ROUMAIN.....	27648		
ZLOTY POLONAIS.....	3,6168		

## Cours de change croisés

14/11 9 h 57	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR.....	.....	0,82021	0,87935	0,13407	1,44075	0,59744
YEN.....	121,92000	.....	107,21000	16,34500	175,63000	72,80500
EURO.....	1,13720	0,93275	.....	0,15245	1,63855	0,67920
FRANC.....	7,45870	6,11960	6,55957	.....	10,74740	4,45430
LIVRE.....	0,69408	0,56940	0,61035	0,09305	.....	0,41455
FRANC SUISSE.....	1,67380	1,37355	1,47260	0,22450	2,41225	.....

## Taux d'intérêt (%)

Taux 13/11	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE.....	3,83	3,23	4,55	5,06
ALLEMAGNE.....	3,45	3,30	4,41	4,97
GDE-BRETAG.....	3,44	3,82	4,51	4,27
ITALIE.....	3,45	3,27	4,75	5,34
JAPON.....	0,03	0,01	1,32	2,42
ÉTATS-UNIS.....	2,03	1,87	4,38	....
SUISSE.....	2,15	1,97	2,98	3,66
PAYS-BAS.....	3,42	3,27	4,56	5,05

## Matif

Cours 9 h 57	Volume 14/11	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
DÉCEMBRE 2001	42	92	92
Euribor 3 mois			
JANVIER 2001	NC	NC	NC

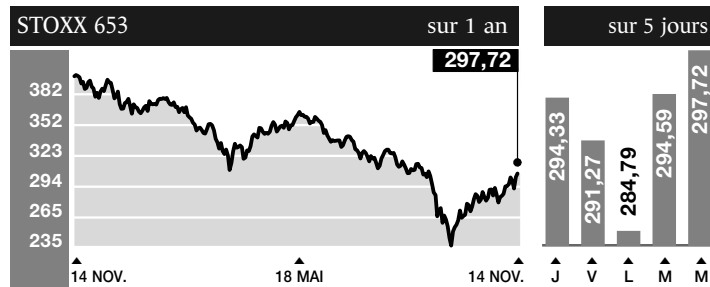
## Matières premières

En dollars	Cours 13/11	Var. % 12/11
MÉTAUX (LONDRES)		
CUIVRE 3 MOIS.....	1476,50	+ 0,24
ALUMINIUM 3 MOIS.....	1360	- 0,22
PLOMB 3 MOIS.....	492	- 1,01
ÉTAIN 3 MOIS.....	4180	+ 0,24
ZINC 3 MOIS.....	805	....
NICKEL 3 MOIS.....	5955	+ 0,51
MÉTAUX (NEW YORK)		
ARGENT A TERME.....	4,15	- 0,36
PLATINE A TERME.....	57808,50	....
GRAINES DÉNÉRÉS		
BLÉ (CHICAGO).....	278,50	+ 0,18
MAÏS (CHICAGO).....	204	....
SOJA TOURTEAU (CHG.)	162	+ 0,12
SOFTS		
CACAO (NEW YORK).....	1206	+ 4,24

# VALEURS EUROPÉENNES

● A Londres, l'action **Vodafone** a progressé de 3,30 %, à 180 pence, mardi 13 novembre. Le groupe a annoncé une hausse de 46 % de son résultat opérationnel semestriel avant intérêts d'emprunt, impôts, dépréciations et amortissements (Ebitda), à 4,8 milliards de livres.  
● A Milan, l'annonce de résultats conformes aux attentes pour **Telecom Italia**, soit un Ebitda de 10,75 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année, a permis à l'action **Telecom Italia** de gagner 4,21 %, à 9,31 euros, mardi. Le titre de son actionnaire **Pirelli** a progressé de 4,75 %, à 1,72 euro. Celui de son actionnaire de contrôle **Olivetti** a bondi de 7,37 %, à

1,223 euro. L'action de sa filiale de téléphonie mobile **TIM** s'est appréciée de 3,97 %, à 6,44 euros, et celle de sa filiale **Internet Seat PG** a enregistré une hausse de 5,36 %, à 0,876 euro.  
● L'action du groupe d'électromécanique **ABB** a bondi de 9,27 %, à 16,50 francs suisses, mardi à Zurich. « **ABB est recherché par d'importants courtiers anglo-saxons** », selon le cabinet de courtiers **RBZ Finance**.  
● A Madrid, le titre **Terra Network**, un des premiers acteurs d'Internet en Europe, a affiché une hausse de 7,56 %, à 8,39 euros, témoignant d'un regain d'optimisme chez les investisseurs.



NH HOTELES	ES	10,95	+ 1,39
NXT	GB	2,51	+ 15,79
P & O PRINCESS	GB	4,51	+ 0,36
PERSIMMON PLC	DE	5	- 0,33
PREUSSAG AG	DE	29,10	+ 2,11
RANK GROUP	GB	3,44	+ 2,43
RICHMONT UNITS	CH	2259,30	....
RYANAIR HLDGS	IR	13	+ 0,15
SAIRGROUP N	CH	2,46	- 4
SAS DANMARK A/S	DK	9,80	....
SEB	FR	56,65	+ 1,16
SIX CONTINENTS	GB	11,41	+ 5,75
SODEXO ALLIANC	FR	49,20	+ 0,20
THE SWATCH GRP	CH	94,85	+ 3,54
THE SWATCH GRP	CH	20,16	+ 3,32
TELE PIZZA	ES	2,02	+ 5,21
THOMSON MULTIME	PA	29,31	+ 0,90
WILSON BOWDEN	GB	12,16	+ 2,76
WM-DATA -B	SE	2,56	+ 0,84
WOLFGANG AG	AT	10,21	+ 2,10
WWWUK UNITS	IR	0,68	+ 1,49
► DJ E STOXX CYC GO P		117,52	+ 2,55

## ALIMENTATION ET BOISSON

ALLIED DOMECQ	GB	6,17	- 1,56
ASSOCIAT BRIT F	GB	8,46	+ 0,58
BBAG OE BRAU-BE	AT	39,80	....
BRAU-UNION	AT	40,26	....
CADBURY SCHWEPP	GB	7,22	+ 1,61
CARLSBERG -B-	DK	46,18	+ 2,08
CARLSBERG AS -A	DK	42,29	+ 3,28
COCA COLA HBC	GR	15,62	+ 0,90
DANISCO	DK	40,61	+ 0,50
DANONE	FR	133,60	....
DELTA HOLDINGS	GR	8	+ 0,76
DIAGEO	GB	11,92	- 0,68
ELAIS OLEAGINOU	GR	20,26	....
HEINEKEN HOLDIN	NL	32,51	- 0,25
HELLENIC SUGAR	GR	10,06	+ 2,44
KAMPS	DE	8,40	+ 0,12
KERRY GRP-A-	GB	23,51	+ 0,70
KINGFISHER	GB	6,12	+ 3,02
KONINKLIJKE NUM	NL	26	+ 0,58
MONTEDISON	IT	2,74	- 0,36
NESTLE N	CH	239,51	+ 0,43
NORTHERN FOODS	GB	2,45	+ 0,67
PERMALAT	IT	2,82	- 0,70
PERNOD RICARD	FR	78,30	+ 3,03
RAISIO GRP -V-	FI	0,97	....
SCOTT & NEWCAST	GB	8,44	+ 0,98
SOUTH AFRICAN B	GB	7,02	+ 0,47
TATE & LYLE	GB	5,14	+ 0,64
TOMKINS	GB	3,18	+ 2,63
UNILEVER	NL	62,50	+ 0,81
WHITBREAD PLC	GB	9,40	+ 2,86
► DJ E STOXX F & BV P		225,30	+ 0,81

## PHARMACIE

ACTELION N	CH	39,82	+ 3,27
ALTANA AG	DE	56	- 1,75
AMERSHAM	GB	10,64	- 0,15
ASTRAZENECA	GB	52,90	+ 0,93
AVENTIS	FR	82,90	+ 0,30
BI BIOTECH	CH	76,42	+ 3,23
CELLTECH GROUP	GB	16,70	+ 1,29
DISETRONIC HLDG	CH	879,56	+ 1,10
ELAN CORP	IR	46	- 4,62
ESSILOR INTL	FR	31,90	+ 0,16
FRESENIUS MED C	DE	74	....
H. LUNDBECK	DK	32,89	....
GALEN HOLDINGS	GB	12,24	- 2,98
GAMBRO -A-	SE	6,89	+ 1,57
GLAXOSMITHKLINE	GB	30,53	+ 0,21
H. LUNDBECK	DK	32,89	....
NOVARTIS N	CH	42,95	+ 0,72
NOVO-NORDISK -B-	DK	40,81	+ 1
NOVOZYMES -B-	DK	22,15	....
ORION B	FI	18,85	+ 0,27
OXFORD GLYCOSCI	GB	8,60	- 2,41
PHONAK HLDG N	CH	26,10	+ 1,59
QIAGEN NV	NL	20,23	+ 2,95
ROCHE HLDG G	FR	79,15	+ 0,43
SANOPI SYNTHELA	CH	77,90	+ 0,19
SCHERING AG	DE	60,30	- 0,17
SERONO -B-	CH	930,74	+ 2,48
SHIRE PHARMA GR	GB	15,59	+ 0,74
SMITH & NEPHEW	GB	6,14	....
SSL INTL	GB	8,36	+ 0,39
SULZER AG 100N	CH	156,43	+ 0,99
SYNTHES-STRATEC	CH	784,03	+ 0,06

## 14/11 12h34

Code pays	Cours en euros	% Var. 13/11
<b>AUTOMOBILE</b>		
AUTOLIV SDR	SE	19,39 + 1,68
BASF AG	DE	41,05 - 1,32
BMW	DE	38,30 + 0,13
CONTINENTAL AG	DE	11,85 + 2,16
DAIMLERCHRYSLER	DE	43,90 + 2,57
FIAT	IT	18,07 + 2,90
FIAT PRIV.	IT	12,73 + 3,92
MICHELIN	FR	35,83 + 1,13
PEUGEOT	FR	49,10 + 0,41
PIRELLI SPA	IT	1,75 + 1,74
DR ING PORSCHE	DE	381 + 5,54
RENAULT	FR	37,05 + 1,31
VALEO	FR	42,50 + 4,17
VOLKSWAGEN AUT	DE	33,10 + 0,30
► DJ E STOXX AUTO P		200,79 + 2

## BANQUES

ABBEY NATIONAL	GB	17,13	+ 1,45
ABN AMRO HOLDIN	NL	18,32	+ 0,77
ALL & LEICS	GB	12,18	- 0,53
ALLIED IRISH BA	GB	16,49	+ 1,41
ALMANJ	BE	34	+ 0,29
ALPHA BANK	GR	20,06	+ 2,45
B.P.C.INDUSTRIA	IT	8,83	- 0,79
B.P.EMILIA ROMA	IT	30,70	- 0,32
B.P.LOIDI	IT	8,48	- 0,12
B.P.NOVARA	IT	5,28	- 4,35
B.P.SONDRIO	IT	9,95	+ 0,40
B.P.VERONA E.S.	IT	8,15	- 2,86
BANCA ROMA	IT	2,46	- 0,40
BANCO SABADELL	ES	15,20	- 0,07
BANK OF IRELAND	GB	16,36	+ 1,40
BANK OF PIRAEUS	GR	9,94	+ 1,43
BANKINTER R	ES	34,09	+ 0,92
BARCLAYS PLC	GB	35,38	- 0,37
BAYR.HYPO-LVER	DE	36,25	+ 0,69
BBVA R	ES	13,89	+ 2,13
BCA AG.MANTOVAN	IT	8,36	- 1,65
BCA FIDELURAM	IT	7,94	+ 2,85
BCA LOMBARD	IT	8,59	+ 1,06
BCA P.BERG.-CV	IT	17,13	+ 0,29
BCA P.MILANO	IT	3,73	+ 1,36
BCO POPULAR ESP	ES	37,81	+ 0,19
BCP R	PT	4,64	+ 0,65
BIPOP CARIRE	IT	1,97	+ 1,55
BK OF SCOTLAND	GB	13,50	....
BNL	IT	2,46	- 0,40
BNP PARIBAS	FR	99,15	+ 2,22
BSCH R	ES	10,03	+ 2,03
COMM.BANK OF GR	GR	37,30	+ 2,87
COMMERZBANK	DE	19,85	+ 0,51
CREDIT LYONNAIS	FR	38,57	+ 0,46
CS GROUP N	CH	46,50	+ 3,10
DANSKE BANK	DK	16,98	....
DEUTSCHE BANK N	DE	73,70	+ 0,55
DEXIA	BE	16,90	+ 0,24
DNB HOLDING	NO	4,82	....
DRESDNER BANK N	DE	41	+ 0,24
EFG EUROBK ERGA	GR	19,92	+ 0,51
ERSTE BANK	AT	53,10	+ 3,91
ESPIRITO SANTO	PT	14,11	+ 0,79
FOERENINGSBANK	SE	12,13	....
HALIFAX GROUP	GB	13,58	....
HSBC HLDG	GB	13,29	+ 1,62
IKB	DE	13,95	+ 0,72
INTERASBC	IT	2,47	- 3,14
JULIUS BAER HLD	CH	394,40	+ 3,96
KBC BANCASSURAN	BE	31,75	+ 0,79
LLOYDS TSB	GB	11,72	+ 0,70
MONTI PASCHI SI	IT	2,87	- 1,03
NAT BANK GREECE	GR	28,50	+ 2,08
NATEXIS BP POP.	FR	97,75	....
NORDEA	SE	5,40	+ 2,64
ROYAL BANKA 1473	IT	16,33	+ 1,55
ROYAL BK SCOTL	GB	27,04	- 0,86
S-E-BANKEN -A-	SE	9,19	+ 0,58
SAN PAOLO IMI	IT	11,96	+ 0,93
STANDARD CHARTE	GB	12,83	+ 2,88
TE GENERAL-A-	FR	60,80	+ 0,83
SVENSKA HANDELS	SE	14,64	+ 0,37
SWEDISH MATCH	SE	5,61	- 0,94
UBS N	CH	57,32	+ 1,69
UNICREDITO ITAL	IT	4,36	+ 1,87
► DJ E STOXX BANK P		267,31	+ 1,15

## PRODUITS DE BASE

ACERILIA	ES	14,48	+ 0,28
ACERINOX R	ES	34,40	- 0,15
ALUMINIUM GREC	GR	34,40	+ 3,06
ANGLO AMERICAN	GB	16,20	+ 4,75
ASSIDOMAEAN AB	SE	26,98	- 7,85
BEKAERT	BE	35,21	+ 2,59
BHP BILLITON	GB	5,60	+ 5,86
BOEHLER-UDDEHOL	AT	43,66	+ 1,06
BUNZL PLC	GB	6,92	....
CORUS GROUP	GB	0,96	....
ELVAL	GR	3,82	+ 1,60
HOLMEN -B-	SE	25,22	+ 2,39
ISPAT INTERNATI	NL	1,20	+ 4,35
JOHNSON MATTHEY	GB	15,36	+ 2,73
M-REAL -B-	FI	7,40	+ 0,41
MAYR-MELNHOF KA	AT	55,56	- 0,36
OUTOKUMPU	FI	9	+ 1,24
PECHINEY-A	FR	55,50	+ 3,84
RAUTARUUKKI K	FI	3,95	+ 2,60
RIO TINTO	GB	21,06	+ 4,88
SIDENOR	GR	3,80	+ 2,15
SILVER & BARYTE	GR	7,44	+ 0,54
SMURFIT JEFFERS	GB	2,24	- 0,72
STORA ENSO -A-	FI	14,50	+ 0,69
STORA ENSO -R-	FI	14,75	+ 1,72
SVENSKA CELLULO	SE	27,35	+ 0,79
THYSSENKRUPP	DE	14,40	- 0,89
UMICORE	BE	42,61	- 0,91
UPM-KYMMENE COR	FI	38,30	+ 0,92
USINOR	FR	13,01	+ 0,15
VOHALCO	GR	10,04	+ 0,60
VOEST-ALPINE AG	AT	31,12	+ 2,03
WORMS N	FR	18,10	+ 0,84
► DJ E STOXX BASI P		190,94	+ 1,11

## CHIMIE

AIR LIQUIDE	FR	159	+ 1,27
AKZO NOBEL NV	NL	48,45	+ 0,62
BASF AG	DE	41,05	- 1,32
BAYER AG	DE	34,70	- 0,60
BOC GROUP PLC	GB	16,90	+ 4,12
CELANESE N	DE	19,20	+ 1,05
CLARA SPEC CHIMI	CH	73,18	+ 0,47
CLARIANT N	CH	19,62	- 0,17
COLOPLAST -B-	DK	77,19	....
DEGUSSA (NEU)	DE	26,95	+ 1,09
DMS	NL	37,39	+ 0,38
EMS-CHEM HOLD A	CH	4230,64	....
ICI	GB	6,35	+ 1,04

KEMIRA	FI	8,05	+ 0,12
KON. VOPAK NV	NL	16,50	+ 0,55
LONZA GRP N	CH	642,10	+ 0,11
NORSK HYDRO	NO	45,15	+ 2,30
RHODIA	FR	10,21	+ 0,20
SOLVAY	BE	61,30	+ 1,16
SYNGENTA N	CH	57,18	- 1,18
TESSENDERLO CHE	BE	25,35	+ 1,40
► DJ E STOXX CHEM P		327,60	+ 0,12

## CONGLOMÉRATS

D'IETERN SA	BE	150,10	+ 0,07
GLOBAL	BE	300,10	....
GEVAERT	BE	27,30	+ 3,02
INCHCAPE	GB	9,04	+ 3,94
KVAERNER -A-	NO	1,36	....
MYTILINEOS	GR	5,64	+ 2,55
UNAXIS HLDG N	CH	115,83	+ 0,74
ORKLA	NO	18,07	+ 0,71
SONAE SGPS	PT	0,86	+ 1,18
► DJ E STOXX RETL P		289,18	+ 0,14

## TÉLÉCOMMUNICATIONS

EQUANT NV	NL	13,91	+ 1,24
ATLANTIC TELECO	GB	0,08	....

VALEURS FRANCE

L'action BNP Paribas gagnait 1,29 %, mercredi 14 novembre dans les premiers échanges, à 98,25 euros. La banque a annoncé une baisse de 7,6 % de son résultat net au troisième trimestre, à 743 millions d'euros, et une hausse de 23,6 % de son résultat brut d'exploitation, à 1,52 milliard d'euros.

Le groupe français de services informatiques Cap Gemini Ernst & Young s'inscrivait en hausse de 5,21 %, à 73,65 euros, mercredi matin, malgré l'annonce d'une baisse de 1,8 % de son chiffre d'affaires au 3<sup>e</sup> trimestre, à 1,972 milliard d'euros. Le groupe a indiqué qu'il « fera le point sur son activité et ses perspectives » le 13 décembre.

Le titre Vinci s'appréciait de 0,53 %, mercredi matin, à 66,1 euros. Le groupe de BTP a accru son chiffre d'affaires de 2,5 % sur les neuf premiers mois de l'année, à 12,6 milliards d'euros.

Le titre du courtier en ligne Fimatex gagnait 1,09 %, mercredi matin, à 2,79 euros. Son produit d'exploitation a chuté de 31,12 % au 3<sup>e</sup> trimestre, à 13,5 millions d'euros. La Société générale ne serait pas vendeuse de sa participation dans Fimatex, mais « toute opportunité stratégique permettant d'avancer la date de la rentabilité de Fimatex et de consolider sa place en Europe sera examinée sans tabou », fait valoir la direction de Fimatex.

PREMIER MARCHÉ

MERCREDI 14 NOVEMBRE Cours à 9h 57
Demier jour de négociation des OSRD : 26 novembre

Table with 5 columns: France, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Paiement dernier coupon (t). Rows include ACCOR, AFFINE, AGF, AIR FRANCE C.

Main table of stock prices for France, listing companies like AIR LIQUIDE, ALCATEL, ALSTOM, ALTRAN TECHN, etc., with columns for price, change, and volume.

Main table of stock prices for International, listing companies like ADECCO, AMERICAN EXP, AMVESCAP EXP, etc., with columns for price, change, and volume.

Table of stock prices for International, listing companies like ADECCO, AMERICAN EXP, AMVESCAP EXP, etc., with columns for price, change, and volume.

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3;
■ coupon détaché; ● droit détaché; ● contrat d'animation;
o = offert; d = demandé; † offre réduite; ‡ demande réduite;
♦ cours précédent; † Valeur pouvant bénéficier du service de règlement différé.

DERNIÈRE COLONNE PREMIER MARCHÉ (1)

Lundi date mardi : % variation 31/12; Mardi date mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi date jeudi : paiement dernier coupon; Jeudi date vendredi : compensation; Vendredi date samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

MARDI 13 NOVEMBRE
Une sélection. Cours relevés à 18 h 16

Table of stock prices for Nouveau Marché, listing companies like A NOVO, AB SOFT, ABEL GUILLEM, etc., with columns for price, change, and volume.

Main table of stock prices for Nouveau Marché, listing companies like CHEMUNEX, CMT MEDICAL, COALA, etc., with columns for price, change, and volume.

Advertisement for Divento, featuring a portrait of a man and the text 'Divento, Sortez l'esprit libre. Club Divento Spectacles 0 820 900 950 www.divento.com'.

Table of stock prices for Second Marché, listing companies like LA COMPAGNIE, TETE DES LES, LEXIBOOK, etc., with columns for price, change, and volume.

SECOND MARCHÉ

MERCREDI 14 NOVEMBRE
Une sélection. Cours relevés à 9 h 57

Table of stock prices for Second Marché, listing companies like ALTEDIA, ARKOPHARMA, CNIM, etc., with columns for price, change, and volume.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 13 novembre

Table of SICAV and FCP prices, listing companies like ÉCUR. MONÉTAIRE C, ÉCUR. OBLIG. INTERNAT. D, etc., with columns for price, change, and volume.

Main table of SICAV and FCP prices, listing companies like ÉCUR. MONÉTAIRE C, ÉCUR. OBLIG. INTERNAT. D, etc., with columns for price, change, and volume.

Main table of SICAV and FCP prices, listing companies like ÉCUR. MONÉTAIRE C, ÉCUR. OBLIG. INTERNAT. D, etc., with columns for price, change, and volume.

Main table of SICAV and FCP prices, listing companies like ÉCUR. MONÉTAIRE C, ÉCUR. OBLIG. INTERNAT. D, etc., with columns for price, change, and volume.

LEGENDE : ★ Stars frais. ★★ A titre indicatif.



**SCIENCES** Au laboratoire de neurophysique de l'institut Max-Planck de Martinsried, près de Munich, Peter Fromherz travaille sur les réseaux hybrides associant puces

électroniques et neurones vivants. ● UN EMBRYON de réseau à deux neurones d'escargots couplé à des transistors en silicium a déjà été obtenu et doit être étendu à trois

neurones l'an prochain. ● LES NEURONES de rats pourraient remplacer ceux d'escargots pour développer les expériences sur la mémoire associative qui mettent en jeu des popu-

lations entières de cellules nerveuses. ● LES APPLICATIONS pourraient se traduire par la greffe de puces dans le cerveau ou, plus probablement, par l'introduction de neurones

vivants dans les ordinateurs. ● LE LABORATOIRE IXL de Bordeaux suit une voie différente en créant des neurones artificiels s'intercalant entre des neurones réels et un robot.

## Dialogue entre des neurones d'escargot et des puces électroniques

Près de Munich, le laboratoire de neurophysique de l'Institut de biochimie Max-Planck élabore les premiers réseaux hybrides associant des neurones vivants et des transistors. A terme, les chercheurs espèrent tirer profit de l'association des aptitudes propres à ces deux composants

**MARTINSRIED (Munich)**  
de notre envoyé spécial

Des aquariums où flottent des feuilles de salade et de petits escargots d'étangs, les *Lymanea stagnalis*. Cet élevage sommaire apporte au département membrane et neurophysique de l'Institut de biochimie Max-Planck à Martinsried, près de Munich, sa matière première vivante. A quelques mètres de là, deux salles blanches, répliques miniatures des usines de fabrication de puces électroniques, fournissent les seconds composants essentiels au travail des chercheurs de l'équipe dirigée par Peter Fromherz.

Cet été, le laboratoire a franchi une étape importante en réussissant à faire fonctionner la cellule élémentaire d'un réseau hybride. Deux neurones d'escargot reliés par une synapse échangent des signaux électriques entre eux et avec le circuit électronique sur lequel ils sont greffés. Depuis, Peter Fromherz a effectué une autre expérience, non encore publiée, avec deux neurones, indépendants cette fois. L'excitation du premier produit un signal capté par le circuit électronique qui le traite avant de le transmettre au second neurone.

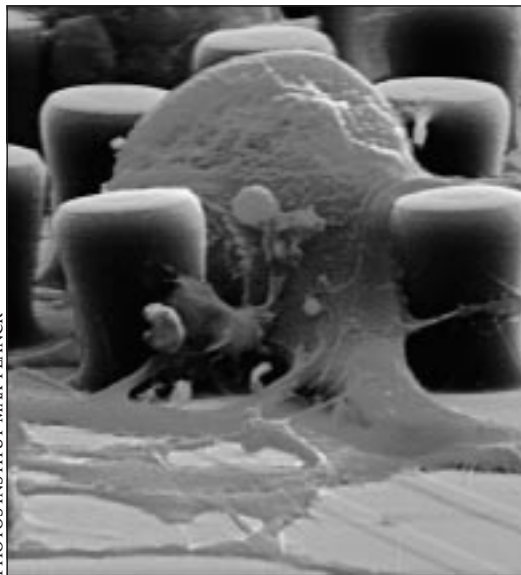
« Cela préfigure peut-être l'un des fonctionnements possibles des réseaux hybrides qui permettront d'exploiter simultanément les capacités propres aux neurones, telles que la mémoire associative, et les aptitudes des microprocesseurs en matière de capacité de calcul »,

explique Peter Fromherz. Cette intime collaboration du vivant et de l'inerte constitue un objectif si ambitieux que le chercheur en parle avec une extrême prudence. Il a pu constater que ses travaux se prêtent facilement aux extrapolations qui franchissent allégrement la frontière de la science-fiction. Or, au cours des dix dernières années, le chercheur a pu mesurer les difficultés qu'engendre le mariage des neurones et des puces.

L'idée d'un tel couplage remonte à 1984 ou 1985. « A l'époque, j'avais défini des équations qui se sont révélées exactes », indique avec fierté le chercheur. Rendre concrètes ces formulations mathématiques a réclamé une bonne dose de patience, raconte-t-il. En effet, ce n'est qu'en 1991 que ce spécialiste de physico-chimie a obtenu son premier résultat significatif en créant une jonction entre un neurone d'escargot et un transistor. Travail qui lui vaut d'être publié dans la revue américaine *Science*.

### PREMIER COUPLAGE

L'équipe de Peter Fromherz a commencé ses recherches avec des neurones d'escargots en raison de leur taille, environ dix fois supérieure à celle des neurones de rats également utilisés par le laboratoire. A l'aide de transistors à effets de champ gravés dans une puce électronique, les chercheurs ont exploité le contact capacitif qui se crée entre la puce et les neu-



PHOTOS INSTITUT MAX-PLANCK

A gauche, un neurone d'escargot est maintenu immobile sur une puce par une cage de silicium afin d'éviter son déplacement lors de la croissance des synapses. A droite, des neurones de rat sont greffés sur une puce électronique dont on voit les circuits gravés dans le silicium.

rones isolés par une couche de dioxyde de silicium (SiO<sub>2</sub>). Le neurone devient alors une partie intégrante du composant. Une modulation de tension provoque une variation de la différence de potentiel existant naturellement entre l'intérieur du neurone et sa membrane externe (environ -65 mV). De quoi déclencher l'activité du neurone grâce à des impulsions de 5 V qui dépolarisent la membrane.

Après ce premier couplage, il a fallu attendre 1995 pour que l'équipe de l'Institut Max-Planck maîtri-

se la stimulation du neurone et six ans de plus pour qu'elle réalise en 2001 un premier embryon de réseau à deux neurones biologiques couplés à une puce électronique. Gunther Zeck, l'un des docteurs de l'équipe et coauteur de la publication, a travaillé, en particulier, sur l'immobilisation des neurones.

En effet, la connexion de ces cellules nerveuses entre elles s'effectue via des synapses qui, lors de leur croissance, provoquent le déplacement des neurones. « Au

bout de deux jours, ils ont parcouru 100 microns (millièmes de millimètre) », explique Gunther Zeck. Les transistors des puces restant immobiles, la correspondance précise entre les deux réseaux se trouve ainsi détruite. D'où le recours à l'emprisonnement des neurones dans de véritables cages.

Après deux ans de travail, les chercheurs ont réussi à graver dans le silicium de minuscules cellules de 70 microns de diamètre constituées chacune de 6 plots de 40 microns de hauteur espacés de

20 à 25 microns. La géométrie de cette cage détermine son efficacité. Cette prison à neurones doit en effet maintenir les cellules immobiles tout en autorisant la croissance des synapses. Encore faut-il canaliser cette dernière. Pour cela, la surface de la puce est équipée de lignes contenant les protéines dont les synapses se nourrissent pour se développer. Ce véritable schéma de connexion entre les neurones est réalisé par lithographie, technique identique à celle qui permet de graver les transistors. Ainsi, la puce se trouve dotée d'un double câblage. Électronique dans le silicium et biologique à sa surface.

La dernière publication de Peter Fromherz et Gunther Zeck, dans les *Proceedings* de la National Academy of Science du 28 août, relate la connexion de deux neurones reliés par une synapse et un circuit à deux transistors. La stimulation du premier neurone a provoqué une activité enregistrée par le premier transistor, mais également l'envoi d'un signal au second neurone qui a été capté par « son » transistor.

### UNE TECHNOLOGIE RUSTIQUE

Les chercheurs travaillent maintenant à l'extension de ce réseau à trois neurones. Peter Fromherz pense y parvenir l'an prochain et espère publier ses résultats dans la foulée ou en 2003. « Maintenant, cela va plus vite... », note Gunther Zeck en souriant. Les problèmes initiaux semblent en effet résolus. Les deux salles blanches du laboratoire vont donc continuer à produire des puces (environ 400 par an) d'une technologie rustique par rapport à celles des grands fabricants de microprocesseurs. Quant ces derniers maîtrisent industriellement des traits de gravure de leurs circuits d'une taille de 0,13 micron (millième de mm), Peter Fromherz se contente de 2 microns. Une largeur suffisante pour réaliser des circuits adaptés à la taille des neurones d'escargot, dont le diamètre atteint environ 50 microns.

Les premières puces hybrides échappent ainsi aux contraintes de miniaturisation de leurs cousins en silicium. Pour l'instant, les chercheurs apprennent patiemment à comprendre le fonctionnement des cellules nerveuses qui renferment les secrets du cerveau. Ce mariage pourrait profiter aux ordinateurs, mais également à l'homme. L'association du biologique et de l'électronique pourrait ainsi faire exploser demain les capacités des ordinateurs en leur apportant de nouvelles aptitudes. De même, les puces électroniques pourraient doper le cerveau humain.

M. A.

Michel Alberganti

## Peter Fromherz, un chercheur aux limites de la science-fiction

**MARTINSRIED (Munich)**  
de notre envoyé spécial

A cinquante-neuf ans, Peter Fromherz sait qu'il ne lui reste que six années avant la retraite pour réaliser ses rêves de mariage entre les

### PORTRAIT

Des recherches pourraient permettre de placer soit « le cerveau dans la puce », soit « la puce dans le cerveau »

puces électroniques et les neurones. Un délai qui peut sembler court en regard des dix années qui ont séparé la réalisation de la première connexion de celle du réseau embryonnaire à deux neurones. Cette question ne semble pourtant pas angoisser ce chercheur, qui envisage l'avenir de ses travaux avec une prudence extrême.

Après avoir enseigné la biophysique à l'université d'Ulm, Peter Fromherz a pris la direction du Département de neurophysique de l'Institut Max Planck, à Martinsried, en 1994. Malgré de récentes avancées spectaculaires, le chercheur n'exclut pas de se heurter « à une impasse dans deux ans... ». Ce risque ne l'empêche pas de conserver l'ambition d'apporter, à

terme, « une contribution significative à la compréhension du fonctionnement du cerveau et, plus précisément, de la mémoire associative qui constitue l'une de ses facultés essentielles ». Une perspective modeste comparée aux enjeux de la liaison puces-neurones qui frôlent souvent les limites de la science-fiction.

Peter Fromherz s'appuie sur les thèses de John J. Hopfield, professeur à l'université de Princeton, qui a publié en 1982 d'importants travaux théoriques sur les mécanismes de la mémoire, en particulier, associative. « Un cerveau est capable de reconnaître un A à partir d'un fragment de la lettre ou un arbre avec seulement quelques éléments qui le compose, explique-t-il. Cette mémoire associative, banale chez l'homme, reste hors de portée des ordinateurs. » Dans les puces hybrides associant des neurones biologiques et des transistors électroniques, les premiers pourraient apporter ce type d'aptitude aux seconds, imbattables en matière de capacité de calcul. Pour commencer à étudier les possibilités d'apprentissage de tels composants, un réseau d'au moins 5 à 10 neurones est nécessaire. De plus, il faut travailler avec des synapses chimiques et non plus électriques car le processus de la mémoire semble lié à ce type d'échange entre neurones.

Les escargots continueront-ils à fournir la matière première biologique de ces expé-

riences ? Peter Fromherz en doute. « Les contacts entre les neurones d'escargot ne peuvent s'établir qu'entre certains d'entre eux », note-t-il. Cette spécialisation est nettement moins forte chez les rats. Néanmoins, la taille plus faible de leurs neurones rend plus délicat leur couplage avec la puce en silicium. De plus, « chez les mammifères comme l'homme, la mémoire met en jeu des populations entières de neurones et non seulement quelques exemplaires isolés. »

### « LES NEURONES, PEU PRÉCIS ET LENTS »

Les choses se compliquent encore si l'on veut reproduire les connexions multiples de chaque neurone avec ses voisins. Peter Fromherz envisage néanmoins la fabrication de circuits hybrides comprenant des milliers, voire des millions de neurones. La collaboration avec le fabricant allemand de microprocesseurs Infineon, dont le siège est installé à Munich, a conduit à la réalisation d'une puce comportant 15 000 contacts reliés à des neurones de rat.

Mais ceux-ci sont trop petits pour être individuellement enfermés dans une cage. La croissance des synapses engendrant un lent déplacement des neurones, comment contrôler les contacts avec les transistors de la puce ? « Nous avons besoin d'un ordinateur capable de reconfigurer en permanence le réseau de

transistors en fonction des déplacements des neurones », indique le chercheur. La puce serait alors capable de s'adapter aux transformations naturelles du réseau biologique.

En cas de réussite, de telles recherches pourraient permettre de placer soit « le cerveau dans la puce », soit « la puce dans le cerveau. » Peter Fromherz estime que la première voie est plus raisonnable. « Les neurones, peu précis et lents, peuvent se charger de l'élaboration, de l'apprentissage ou de la mémorisation tandis que la puce effectue les calculs. » Ainsi, le cerveau concevrait une équation différentielle avant que la puce ne la résolve... A moins que les progrès des ordinateurs ne les dispensent d'avoir besoin de l'aide de neurones. Peter Fromherz note néanmoins que, dans ce cas de figure aussi, il faudra impérativement connaître le fonctionnement précis du cerveau.

« Avec notre approche expérimentale, nous pouvons, d'une part, apprendre comment les réseaux de neurones fonctionnent et, d'autre part, exploiter ce qu'ils font même si nous ne comprenons pas exactement comment ils le font », indique Peter Fromherz, avant d'ajouter : « S'il vous plaît, tout ceci n'est pas de la science aujourd'hui, juste de la science-fiction. »

M. A.

Michel Alberganti

## Le projet européen Neurobit tente de relier un robot aux cellules du cortex d'un rat

UN RÉSEAU de neurones artificiels interposé entre un robot muni de capteurs et un réseau de neurones vivants prélevés dans le cortex de rats ou de hamsters. Pour cela, ces derniers occupent une position stratégique. Ils reçoivent la stimulation issue des capteurs du robot, telle qu'un signal lumineux, par exemple, et la transmettent au réseau de neurones vivants. Ensuite, ils captent la réaction de ces derniers et l'acheminent vers le robot.

L'étude de ce dispositif fait l'objet du projet européen Neurobit au sein du programme FET (Future Emerging Technologies), qui débutera en janvier 2002 pour une durée de trois ans. Parmi les sept partenaires réunis autour de ce projet, on trouve le laboratoire IXL (unité mixte du CNRS et de l'université Bordeaux-I), qui travaille depuis 1990 sur l'apport de l'électronique en neurosciences.

A l'inverse de l'équipe de Peter Fromherz, qui établit des contacts directs entre des puces électro-

niques et des neurones vivants, le laboratoire IXL conçoit des neurones artificiels dont le comportement tente de se rapprocher de celui de leur modèle naturel. Mais les deux démarches visent un objectif identique : la compréhension du fonctionnement des neurones vivants. « Le projet Neurobit s'attache à l'étude de leur mode d'apprentissage », précise Sylvie Renaud-Lemasson, qui dirige l'équipe de chercheurs du laboratoire IXL. « Ensuite, nous tenterons de reproduire ce mode d'apprentissage dans les neurones artificiels », ajoute-t-elle.

Le projet doit permettre d'analyser comment les neurones artificiels s'adaptent à de telles stimulations. Il est fortement soutenu par les instances médicales en matière de fabrication d'implants de neurostimulateurs. « Dans les cas d'écrasement de la colonne vertébrale, il s'agit de reconstituer les mouvements des membres par la stimulation directe de la moelle épinière », explique

Sylvie Renaud-Lemasson. Pour l'instant, les implantations d'électrodes dans la moelle épinière restent très empiriques, car elles ne fonctionnent que dans un sens. L'implant n'est pas capable de mesurer la réaction à la stimulation.

### « DÉRIVATIONS »

Les neurones artificiels, eux, fonctionnent dans les deux sens. Ils pourront détecter les réactions positives de leurs homologues naturels et, dans ce cas, renforcer leurs stimulations pour favoriser la croissance de synapses et créer ainsi une nouvelle voie d'action à un muscle. « Il faudra néanmoins trouver, s'ils existent, les neurones qui permettent de contourner la lésion », indique Sylvie Renaud-Lemasson.

La création de telles « dérivations » intéresse les services de rééducation fonctionnelle tels que celui du CHU de Bordeaux, avec lequel travaille le laboratoire IXL. Néanmoins, le prototype issu des recherches actuelles n'est pas prévu

avant quatre ou cinq ans. Pourtant, les principes de base des neurones artificiels sont validés depuis plus de six ans et les règles d'apprentissage sont déjà implantées dans leurs logiciels. Le laboratoire intègre ses résultats dans des circuits électroniques spécialisés (ASIC) dont la réalisation est sous-traitée. Mais il reste à maîtriser les modes d'apprentissage des réseaux de neurones vivants, plus complexes.

« En fait, nous reproduisons en électronique le travail des neurobiologistes », note Sylvie Renaud-Lemasson, qui souligne ainsi les différences de rythme des recherches entre la microélectronique et la biologie, beaucoup plus lente. En outre, les publications scientifiques des laboratoires tels que l'IXL, nécessairement elles-mêmes hybrides, ont du mal à trouver leur place. Si les recherches actuelles débouchent, ce manque de reconnaissance devrait s'estomper.

M. A.

# Lipolift Limited

Londres - Paris

## Des Réponses aux Problèmes de Surpoids

**La liposculpture**

**Le ballon intragastrique**

**Le suivi diététique**

**à Paris : 01.48.03.42.10**

[www.lipolift-ltd.com](http://www.lipolift-ltd.com)





F. CHAREL/HOIA QUI

## Les mystères de la lagune

### BURANO

de notre envoyée spéciale

On nous avait prévenue : « Torcello ? Une locanda, deux églises, trois restaurants et une vingtaine de maisons. » Le bateau glisse le long d'un canal, passe sous un pont comme les cloches du campanile sonnent douze heures. Les trois restaurants sont au bord de l'eau. Le dernier, longue maison basse toute simple, à volets verts, affiche son patronyme : Locanda Cipriani. Un nom connu dans le monde entier pour le palace de même nom. Usurpation regrettable ? Que non. Le récit commence comme un conte où un homme modeste est à l'origine d'un grand dessein.

C'est l'histoire d'un Vénitien remarquable qui fonde, non une chaîne comme il en est tant, mais trois établissements prestigieux : cette auberge, le célèbre Harry's Bar, qui est aussi un restaurant, ce que son nom ne dit pas, et le palace de l'île de la Giudecca. En 1929, Giuseppe Cipriani est séduit par une vieille locanda qu'il achète en 1936. Puis il acquiert un terrain à Venise et, avec le flair qui le caractérise, y voit l'emplacement rêvé pour un hôtel et en parle à un hôte

A l'écart des foules, la lagune vénitienne abrite des îles et des hommes remarquables. Il n'en est pas une qui n'ait son potager, son monastère ou ses mosaïques byzantines. La nature en plus

de passage. Marché conclu : Giuseppe apportera le terrain ; l'Anglais, un membre de la famille Guinness, les fonds pour bâtir. On connaît la suite.

Des livres, des tableaux et des fauteuils à oreillettes habillés de housses écrues peuplent les six chambres de la locanda, qui reçut à déjeuner des hôtes célèbres : Hemingway, décidément un fidèle

du bon Giuseppe (il ne jurait que par le Harry's Bar), les Chaplin, puis de la reine Elisabeth II à Mitterrand, qui demandait toujours la table 37. On vient ici pour une halte champêtre, pour déjeuner à la locanda en contemplant la masse équilibrée de la basilique byzantine, son campanile à colonnettes, les toits de tuile rose de Santa Fosca. Les tables sont mises sous les pampres qui rougissent. Avec le grenadier, ce sont les seuls végétaux qui résistent à l'aqua alta, crue résultant de la conjonction du vent du sud, de la pleine lune et du début de l'hiver.

### UNE DÉCORATION SOMPTUEUSE

Santa Maria Assunta est une basilique énorme pour une île quasi déserte. C'est que Torcello, siège épiscopal de 639 à 1689, fut prospère au point d'avoir son gouvernement autonome, ses magistrats et sa noblesse. L'île comptait, au XVI<sup>e</sup> siècle, quelque seize monastères. Et l'on se demande bien où elle mit tant de monde !

### Le triomphe du punto in aria

Il faut sept dentellières pour réaliser un ouvrage au point de Burano, chacune se consacrant à l'une des sept phases : le dessin, le bâti, le remplissage, la résille, imitant le filet du pêcheur, la barrette, qui relie deux motifs, le relief et la finition. Sur un polochon rempli de paille, avec un petit tiroir pour fil, aiguilles, dé et ciseaux, repose un cylindre en bois qui supporte le dessin à partir duquel la dentellière s'adonne au « point en l'air », ainsi nommé car jamais l'aiguille ne pique le support. Paola, de la boutique Lidia, reçoit les pièces qu'une collègue lui apporte et qu'elle confiera à une autre, l'ouvrage passant de main en main. Une tradition qui remonte au XVI<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, les jeunes filles se moquent du punto in aria. Les femmes tirent l'aiguille chez elles ou, le matin, en papotant, au Musée de la dentelle. Toutes, même si elles en connaissent plusieurs, préfèrent se spécialiser dans un point qu'elles font bien et très vite. Il faut de la patience, et l'on comprend pourquoi cette dentelle a tant de prix.



GÉRARD SIOEN/RAPHO

La décadence vint avec les alluvions qui, obstruant le port, transformèrent les eaux en un marécage malsain où se répandit la malaria. Et, au XVII<sup>e</sup>, le silence tomba sur une île désertée.

La basilique fut édifée au début du VII<sup>e</sup> siècle sur ordre de l'exarque de Ravenne – et l'on comprend pourquoi elle évoque irrésistiblement cette dernière. Cet édifice roman de style vénétobyzantin, agrandi et restauré en 1008, est le plus ancien de ce type des îles de la lagune. Il est vrai que l'on reste figé en découvrant, sur ce bout de terre livré aux herbes folles, sa décoration somptueuse : la mosaïque du sol avec ses petites dépressions et irrégularités qui trahissent un âge vénérable, l'iconostase légère et les mosaïques naïves. Dans le chœur, la Mère de Dieu ; au-dessus de l'entrée, le Jugement dernier. Du campanile, on peut compter les maisons de cette île, verte de ses espaces sauvages et de ses canaux. Point de repère, le campanile penché de Burano, proche et rose.

### DES COULEURS DE SORBET FRAIS

Burano n'était qu'un bourg quand Torcello s'imposait comme ville. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Ici, pas de palais. L'île abrite des pêcheurs, des dentellières et tel architecte ou décorateur connu qui s'y réfugie incognito. Sa singularité vient des maisons. Les couleurs que sa voisine, Murano, insuffle dans ses girandoles, Burano les



FRANCOIS LE DIASCORIN/RAPHO

étaie, à la manière d'un peintre joyeux, sur les murs de ses maisons. L'une filant le verre, l'autre le fil de Milan. D'où ces couleurs de sorbet frais et franc : cerise, abricot, mangue, fraise écrasée, pomme acide, bouton d'or ou jacinthe très bleue.

Posez des barques de pêcheurs en équilibre sur le flot, des femmes penchées sur leur aiguille, des hommes discutant en petits groupes sur la via Galuppi et vous comprendrez pourquoi les peintres se sont entichés de Burano. Ces peintres ont fait la renommée du lieu le plus populaire de l'île : la trattoria Da Romano, fondée en 1903. Elle occupe l'espace ensoleillé d'une ancienne école de dentelle. S'y retrouvaient artistes et écrivains venus de Milan. Parmi eux, le peintre Mario VellaniMarchi, un scénographe de la Scala, qui se lia d'amitié avec Romano, le fils du fondateur, et lui donna, le premier, un tableau.

### VINGT-TROIS LIVRES D'OR

L'émulation aidant, d'autres l'imitèrent et ainsi se constitua une collection qui compte aujourd'hui cinq cents toiles, toutes offertes. Dont des dessins de Kokoschka et de Miro. S'y ajoutèrent, au fil des ans, vingt-trois Livres d'or, de 1935 à ce jour, couverts

### SI VOUS POUVIEZ AMÉLIORER VOTRE VIE QUE FERIEZ-VOUS ?

La nouvelle lune du Sagittaire  
Cours, repas et médiation.

LE JEUDI 15 NOVEMBRE 2001 A 20H00

AU CENTRE D'ÉTUDE DE LA KABBALAH  
66, RUE NICOLÒ 75116 PARIS - 01.45.03.50.30

Merci de vous inscrire à l'avance.

kcparis@kabbalah.com, www.kabbalah.com

**VOLS DIRECTS**  
**PAYS DOGON - MALI**

Paris/Marseille/Mopti  
aller et retour

à partir de **2741 F**

ou 417,86 €

\*hors taxes d'aéroport

Circuit à partir de **1495 F**

ou 228 €

N° Indigo 0 820 830 255

0,11 € / 8,78 F TTC la minute

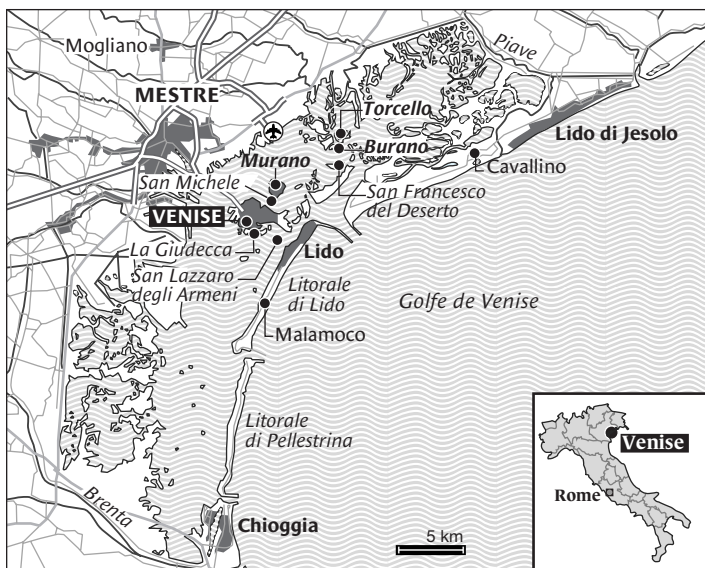
**Point-Afrique**

contact@point-afrique.com • www.point-afrique.com

LIANCE FLY n°075 00000



CHRISTOPHE BOISVIEUX/HÉMISPÈRES



**Burano n'est que couleurs, qu'il s'agisse des façades des maisons, traditionnellement peintes par les femmes, des canaux ou des barques de pêcheurs (ci-dessus et ci-dessous). Torcello fut la ville la plus importante de la lagune. Témoin l'ensemble constitué par la basilique Santa Maria Assunta, de style vénéto-byzantin, fondée en 639 sur ordre de l'exarque de Ravenne, le campanile du XI<sup>e</sup> et l'église Santa Fosca (XII<sup>e</sup>). Dans l'abside de la basilique, mosaïque de la Vierge à l'Enfant (ci-contre).**

de croquis, d'esquisses, de signatures. « Dire que j'ai passé trois années à Venise sans connaître Romano. Bravo et merci pour ce magnifique repas », note Peggy Guggenheim, le 5 novembre 1949. Quand Romano meurt, *Il Corriere della Sera* écrit : « Romano Barbaro, l'ami des artistes, n'est plus. » Et *Venezia Notte* : « C'était l'ami sincère des humbles et des grands. »

**UN HAVRE DE PAIX**

La même simplicité prévaut aujourd'hui. Une telle légende – Da Romano est classé *locale storico* –, cela se perpétue. Ce que fait, avec une grande gentillesse, la troisième génération, en la personne d'Orazio Barbaro. A 11 heures, Orazio lit le journal, assis à une table, au fond du restaurant. Visage bienveillant, chemise rose, bretelles, c'est un géant d'un mètre quatre-vingt-huit. Une heure plus tard, la salle bruit. C'est l'heure des cigales de mer et du risotto à l'encre de seiche, sous les tableaux de toutes tailles alignés en rangs serrés. A 16 heures, Orazio décortique les petites crevettes de la lagune que l'on déposera, demain, sur les assiettes blanches à double liseré rouge.

Saint François d'Assise s'arrête à San Francesco del Deserto, en



GÉRARD SIOENRAPHO

1220, à son retour de Palestine. Aujourd'hui, des prés, des cyprès et un monastère franciscain se partagent l'île la plus silencieuse de la lagune. C'est ici, selon les *Fioretti* – la première œuvre de la Péninsule écrite en toscan, au XIII<sup>e</sup> siècle –, qu'il aurait parlé aux oiseaux. Havre de paix que reflète bien la devise inscrite dans la pierre : « *O beata solitudo, o sola beatitudo* » !

Natale Rusconi, qui préside aux destinées du Cipriani, raconte, en un français très pur, l'expérience qui lui apporta, l'été dernier, « *réconfort spirituel* ». Le moine imposant, à longue barbe, qui vint

le chercher à Burano et l'emmena, « *in barco* », à San Francesco, les nourritures délicieuses préparées avec les légumes du jardin, et le réveil à 6 heures, le lendemain : « *Deux moines jouent de la guitare derrière votre porte en chantant des airs italiens.* » Natale Rusconi en rit encore, on sent que cette fantaisie l'a touché au cœur.

Et le directeur d'un palace fréquenté par la jet set de conclure : « *Vous devriez y aller. Quand on repart, on envisage autrement le futur.* »

**Danielle Tramard**

**Week-end « Giono » dans le Trièves**

Situé à quelques dizaines de kilomètres de sa Provence natale, entre le Dévoluy, l'Oisans et le Vercors, le Trièves a été pour Jean Giono une source essentielle d'inspiration. « *C'est de ce pays, au fond, que j'ai été fait, pendant presque vingt ans* », confia-t-il. C'est à Treminis-l'Église, où il séjourne en 1931 et 1939, qu'il situe sa première pièce de théâtre, *Le bout de route*. C'est là aussi qu'il poursuit la rédaction de la première version du *Chant du monde* et qu'il localise *Batailles dans la montagne*. A Lalley, son village de prédilection (il y passe trois étés successifs, après la guerre, en 1946, 1947 et



1948), il y écrit *Les Vraies Richesses* et y situe *Les Ames fortes* ainsi qu'*Un roi sans divertissement*. En fait, c'est grâce au peintre régionaliste Edith Berger que l'écrivain de Manosque devait, par-delà le col de Luz, découvrir le Trièves. Et faire de cette région, où il fit plusieurs séjours en famille, l'une de ses villégiatures estivales favorites. S'il campe une grande partie de son œuvre dans ce « *cloître de montagnes* » où il disait se sentir « *éclairci de l'air respiré* », l'auteur n'en laissera pas moins son imaginaire en recomposer quelque peu les paysages.

Cette relation intime de l'écrivain avec le Trièves, la commune de Lalley, aidée par la Conservation du patrimoine de l'Isère, a souhaité la mettre en valeur en un lieu, un peu pompeusement baptisé Espace Giono. Lettres, ouvrages et extraits d'œuvres y évoquent « *le Trièves de Giono* » plutôt que « *Giono dans le Trièves* ». Un Trièves d'abord heureux et dont le romancier admire la campagne riante, « *haute plaine toute écumante d'orges, d'avoines, d'éboulis, de sapinières* », à laquelle succède, après la guerre, un paysage assombri, aride et dur, « *ravagé d'étroits torrents enfoncés dans les schistes, à cent mètres de profond et tout entouré de grosses montagnes presque à pic, bleues comme des gouffres de la mer* », devenu théâtre de l'ennui, du diable (Faust) et de la mort...

**de notre correspondante à Grenoble, Nicole Cabret**

★ La région est à cinquante minutes de Grenoble via la RN 75 en direction de Lus-La Croix-Haute, puis les D 34, D 66 ou D 526. A Chichiliane, hôtel-restaurant Le Château de Passières (tél. : 04-76-34-45-48), établissement de charme. Demi-pension en chambre double, de 660 à 860 F (101 à 131 €). A Saint-Paul-lès-Monestier, le Sans Souci (tél. : 04-76-34-03-60) : demi-pension en chambre double pour 320 F (49 €). A Lalley, Espace Giono (tél. : 04-76-34-70-66) : exposition permanente, les vendredi et samedi, de 16 à 18 heures ou sur RDV. Entrée 10 F (1,5 €). A Mens, Musée du Trièves (tél. : 04-76-34-88-28) : le week-end, de 14 à 17 heures. Entrée 15 F (2 €). A voir, deux villages classés : Saint-Michel-les-Portes et Saint-Paul-lès-Monestier. A Bourg-de-Mens : les fontaines, la halle, l'église et le Café des Arts décoré de peintures du XIX<sup>e</sup>. Nombreuses activités proposées par la Maison du parc naturel régional du Vercors (tél. : 04-76-34-44-95), à Chichiliane.

**A tous prix**

■ **A partir de 1 390 F (212 €) : plonger en Méditerranée**, le long du littoral varois, avec, pour les plus aguerris, le privilège de pouvoir côtoyer les reliefs sous-marins de la presqu'île de Giens, de Porquerolles et du parc national de Port-Cros. La Gabinière est considérée comme l'une des 80 plus belles plongées au monde, avec l'épave du *Donator*, un pinardier coulé en 1945. Une dizaine d'opérateurs agréés proposent toute l'année des passages de brevets et des stages d'initiation, d'explorations ou de photographies. Le prix, par plongeur équipé, s'entend, en basse saison (jusqu'au 15 juin) pour un forfait 3 jours/2 nuits en chambre double et pension complète dans un hôtel standard à Hyères, où est situé le centre de plongée. Au programme : 4 plongées avec moniteur. Requis : niveau 1 FFESSM (ou équivalent). Pour 6 plongées compter 1 738 F (265 €). Des forfaits sans encadrement (niveau 2) sont également proposés. Renseignements au 04-94-38-50-91 et sur Internet ([www.provence-azur.com](http://www.provence-azur.com)).

■ **A partir de 1 692 F (258 €) : la Turquie**, de la Méditerranée à la Cappadoce, dans le cadre d'un circuit d'une semaine proposé par Marmara, en boucle d'Antalaya (sur la Riviera turque) où l'on séjourne deux jours au terme d'un itinéraire qui permet de découvrir le site antique d'Aphrodisias, les vasques blanches de Pamukkale, la ville sainte de Konya (berceau des derviches tourneurs) et les cheminées de fées sculptées dans le tuf de la Cappadoce, où l'on visite également des églises rupestres et des villages troglodytiques. Prix par personne pour 7 nuits en chambre double et pension complète (pendant le circuit) avec les vols spéciaux A/R de Paris et province, les taxes d'aéroport, les transferts, les visites et un guide francophone. Renseignements au 01-44-63-64-10 et dans les agences. Office du tourisme de Turquie, 102, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris (tél. : 01-45-62-78-68, [www.turquie.infotourisme.com](http://www.turquie.infotourisme.com)).

■ **A partir de 6 461 F H.T. (985 €) : une semaine de golf à Marrakech**, avec Fun&Fly, spécialiste toulousain du voyage sportif, qui propose de jouer deux fois à l'Amelkis, deux fois au Golf Royal et une fois à La Palmeraie. Séjour dans un hôtel de charme, Les Jardins de la Médina, un riad (petit palais) de 36 chambres et suites (certaines avec terrasse privée), à l'intérieur des remparts de Marrakech, au cœur du quartier de la Casbah, à quelques minutes de la célèbre place Jemma El Fnaa et de ses souks colorés. Autres attraits : un luxuriant jardin planté de palmiers, d'orangers, d'oliviers et de jacarandas, une table fine, une piscine chauffée et un hammam. Récemment rénovée, cette demeure conjugue le raffinement d'une ancienne résidence princière et la noblesse des matériaux traditionnels. Un prix par golfeur (réduction pour les non-golfeurs), de Paris (vol charter), avec transferts (de l'aéroport et pour les golfs), 7 nuits en chambre double et petits déjeuners. A la demande, acheminement sur vols réguliers et départs de province. Renseignements au 05-62-72-46-06 et sur Internet ([www.fun-and-fly.com](http://www.fun-and-fly.com)).

■ **24 598 F (3 750 €) : l'île de Sumba**, à 600 km à l'est de Bali, en Indonésie. Tout pour séduire le misanthrope, l'amoureux de nature vierge et l'adepte de sports nautiques (plongée, surf, bateau) : une île perdue, une immense plage déserte, un hôtel de luxe. Hors des circuits touristiques avec, notamment, des villages, connus pour leurs grandes maisons communautaires à toits de chaume pentus. Sumba est aussi réputée pour la beauté de ses « ikats », tissages traditionnels. Départ le vendredi, retour le mardi, 12 jours plus tard. Le séjour comporte 2 nuits à Bali et 7 nuits à Sumba, en pension complète. Egalement inclus dans ce prix (proposé jusqu'en juin 2002) les vols Paris-Denpasar (capitale de Bali)-Tambolaka (sur l'île de Sumba). Renseignements auprès de Voyageurs en Indonésie (tél. : 01-42-86-16-97, [www.vdm.com](http://www.vdm.com)).

**Carnet de route**

■ **Accès.** Air France (tél. : 0-820-820-820) et Alitalia (tél. : 0-802-315-315), 6 vols quotidiens Paris-Venise, à partir de 1 718 F (261,91 €). Puis vaporetto Alilaguna jusqu'à la Cité des Doges.

■ **Repères.** Venise est au cœur d'une lagune de 52 km de long, de l'embouchure du Sile, au nord, à celle de la Brenta, au sud, et au point de jonction des courants fluviaux et marins. Principales îles du nord de la lagune : San Michele, l'île cimetière, Murano, Sant'Erasmus, le potager de Venise, San Francesco del Deserto, Burano et Torcello. Au sud, San Lazzaro degli Armeni et son monastère (musée, bibliothèque et imprimerie du XVIII<sup>e</sup>) fréquenté par Byron.

■ **Vaporetti.** Torcello est à 1 h 30, en vaporetto, de la Riva degli Schiavoni, point de départ des différentes lignes ; Burano à 5 minutes de Torcello. Abonnement 1, 3 ou 7 jours (9,15, 17,68 ou 30,49 €). *Venice Card* (1, 3 ou 7 jours), disponible sur réservation au moins 48 heures à l'avance : [www.venicecard.it](http://www.venicecard.it) ou au 00-39-041-27-14-747. Les vaporetti relient les îles de la lagune sauf San Francesco del Deserto. Pour s'y rendre, prendre un *motoscafo* à l'embarcadère

de Burano, après avoir négocié prix et horaires. Rendez-vous-Fantasia (00-39-041-55-40016) loue des bateaux pour faire le tour des îles – Chioggia, Venise, Murano, Burano, Torcello, San Francesco del Deserto, A/R, 80 km, 12 heures de navigation. Brouillard et *aqua alta* de novembre à janvier.

■ **Hébergement.** Venise : le Cipriani (tél. : 0-800-136-136), l'hôtel de la jet-set, sur la Giudecca – jardins, piscine olympique d'eau de mer chauffée à 28 degrés, draps en lin, petits déjeuners et repas somptueux, vue panoramique sur Venise, du restaurant Cip's et des 15 chambres du palazzo Vendramin et du Palazzetto... – n'est pas à la portée de toutes les bourses. Le Sofitel Venezia (réservations : 0825-88-00-00), central et très confortable, chambres à partir de 1 700 F (260 €). Locanda Corte (00-39-041-2411-300), à partir de 747 F (114 €). À Torcello : locanda Cipriani (tél. : 00-39-041-730-150), fermée en janvier (6 chambres, 754 F, 115 €). San Francesco del Deserto : contacter Don Giuseppe au 00-39-041-52-86-863 et laisser un don selon ses possibilités.

■ **Tables.** On ne fera pas l'éloge de la cuisine vénitienne, divine. La plus simple est la meilleure : anchois marinés à l'aneth et pommes de terre, calamars à la trévis, œufs de sèche à la *rucola*,

saint-pierre aux cèpes, potiron grillé au parmesan. Les plus simples adresses, pourvu qu'elles soient fréquentées par les Vénitiens, sont les meilleures et les moins chères. À Burano : Da Romano (fermé le mardi, et du 15 décembre au 15 février, prix modérés, 144 F, 22 € environ).

■ **Lectures.** Nombreux guides sur Venise. Le plus complet : le guide Gallimard. Dans 11 occasions d'*aller à Venise* (Hachette), chapitres sur les îles et sur la flore de la lagune. Une excellente étude : *Venise triomphante, les horizons d'un mythe*, d'Elisabeth Crouzet-Pavan (Albin Michel Histoire). Quatre albums viennent de paraître. *Venise, une cité, une république, un empire*, d'Alvise Zorzi, historien vénitien (La Martinière, 304 p., 240 F, 36,59 €). *La Basilique Saint-Marc de Venise*, dirigé par Ettore Vio (Citadelles & Mazenod, 320 p., 492 F, 75 €). *Voyage à Venise sur les pas de Marcel Proust*, présentation de Gilbert Lascault, peintures de Candida Romero, photos de Michel Le Louam (Garde-temps, 112 p., 180 F, 27,44 €). *Venise*, photos en noir et blanc de Jean-Noël de Soye, texte Anne Wiazemsky (Chêne, 160 p., 262 F, 39,90 €).

■ **Renseignements.** Office national du tourisme italien, 23 rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 01-42-66-03-96 et [www.enit.it](http://www.enit.it).

# La gestion du sommeil constitue l'un des soucis majeurs des concurrents de la transat en double

Alain Gautier et Ellen MacArthur sont suivis et conseillés en permanence par un spécialiste

Alain Gautier et Ellen MacArthur, sur *Foncia*, occupaient, mercredi 14 novembre, la tête de la transat en double Jacques-Vabre chez les multi-

coques. Dans la catégorie des monocoques, Roland Jourdain et Gaël Le Cléac'h, sur *Sill-Plein-Fruit*, sont en tête depuis le départ. Dans les cour-

ses de ce type, la gestion du sommeil est un facteur important de la performance, dont l'approche se veut de plus en plus scientifique.

DEPUIS leur départ-canon, dimanche 4 novembre, les quatorze équipages engagés en multicoques dans la transat en double Jacques-Vabre, qui relie Le Havre à Salvador de Bahia, au Brésil, n'ont pas ménagé leurs efforts. Après deux jours de course, et alors qu'il menait la danse au côté de *Fujifilm* à une vitesse légèrement supérieure à 20 nœuds (près de 40 km/h, pour 500 milles - plus de 920 km - parcourus en 24 heures), Jean-Luc Nélias, embarqué sur le trimaran *Belgacom* en compagnie de Michel Desjoyeaux, déclarait sans plaisanter : « J'ai un peu de mal à trouver le sommeil, car je suis un peu anxieux pour le matériel. J'ai même allumé le moteur pour couvrir les bruits et essayer de m'endormir ! »

En imposant d'entrée à la course un rythme très élevé, les leaders ont entraîné dans leur sillage les autres concurrents. En de telles circonstances, les coureurs se consacrent à leurs tâches de navigation, d'observation des autres voiliers et aux manœuvres que certaines conditions météo peuvent rendre quasi permanentes. Pour ne pas se faire distancer et garder un œil constant sur la mer afin d'en tirer le meilleur profit, ils tendent naturellement à sacrifier les périodes de sommeil.

Ainsi, peu après le départ, dans la même zone que *Belgacom* et comme par contagion, Jacques Caraës, sur le trimaran *Bonduelle*, expliquait lui aussi les rudes conditions du début de sa traversée : « Nous nous reposons rapidement. Nous dormons dans le sas, afin d'être le plus près des écouteurs et le plus vigilants possible. » Les équipages embarqués sur les monocoques, partis un jour plus tôt, n'échappent pas non plus à la règle : « On cravache et je n'ai dormi que trois heures par jour depuis le début de la course, témoigne Kito de Pavant, à bord de *Voilà.fr*. Sur la Solitaire du Figaro, on est habitué à ne pas dormir, mais les étapes ne durent que trois jours ! »

C'est notamment sur les questions relatives au sommeil et au maintien de la vigilance que travaille le docteur Claudio Stampi,

qui suit en particulier Nick Moloney et Mark Turner sur *Kingfisher* et Alain Gautier et Ellen MacArthur sur le trimaran *Foncia*, l'un des favoris de l'épreuve, actuellement en tête du classement du championnat des multicoques.

## LE CARBURANT SOMMEIL

Fondateur de l'Institut de recherche chronobiologique à Boston (Massachusetts), le docteur Stampi a élaboré un programme d'optimisation de la vigilance, du sommeil et de la sécurité pour les courses océaniques, en solitaire ou en équipage. « Aujourd'hui pour gagner une course, il ne suffit pas de disposer du meilleur bateau, du meilleur équipage et d'être le meilleur technicien, insiste le scientifique. Les courses sont gagnées par ceux qui sont les mieux capables d'exploiter leurs propres ressources (...). Le sommeil est une variante fondamentale en matière de performance, aussi critique pour le marin que l'est l'essence pour une voiture de course. »

La jeune navigatrice anglaise Ellen MacArthur l'a bien compris, puisque, depuis deux ans, elle suit de près les programmes d'entraîne-

ment de Claudio Stampi. L'objectif est de minimiser les erreurs de jugement consécutives à un excès de fatigue et, par conséquent, de réduire les risques que certaines conduites peuvent provoquer, de surcroît dans un univers marin fréquemment hostile.

Les conditions extrêmes de la course au large empêchant de longues périodes de sommeil, les marins ont recours à des formes de sommeil « polyphasique ». C'est ainsi que l'homme primitif dormait, par courtes séquences de sommeil, lui qui ne pouvait pas se permettre de rester longtemps inconscient, par crainte des prédateurs.

## Des conditions favorables à la prise de produits dopants

Ces dernières années, la Route du rhum et la plupart des éditions de la Course du Figaro ont fait l'objet de contrôles antidopage. Aucun cas positif n'a été décelé. Les concurrents de la Transat en double Jacques-Vabre ou d'autres grandes courses au large n'ont, en revanche, pas été contrôlés. Les impératifs de la performance, conjugués aux situations extrêmes de privation de sommeil, créent pourtant les conditions favorables à la prise de substances dopantes, particulièrement d'amphétamines, dont le docteur Jean-Yves Chauve reconnaît qu'elles ont une « efficacité intéressante ». Mais ce spécialiste du sommeil s'empresse d'ajouter qu'il s'agit de produits dont le maniement devient problématique dans les conditions de course et qui ont pour conséquence de détruire l'organisme. « Mais il ne faut pas être naïf, reconnaît le médecin. Le routage médical, on pourrait l'imaginer. Mais on n'en est pas là ! »

« La difficulté principale est de parvenir à trouver un sommeil instinctif, résume le docteur Jean-Yves Chauve, spécialiste du sommeil et médecin attitré de la course du Figaro. A certains moments de la journée d'un navigateur, il y a des portes d'entrée du sommeil qui s'ouvrent et qui correspondent à des signaux mentaux très forts. Le but est d'essayer de repérer les signaux que votre organisme vous envoie. Pour y parvenir, certains utilisent des techniques de relaxation, d'autres ont recours à l'autohypnose, au yoga ou à la sophrologie. »

Mardi, alors qu'il venait tout juste de passer le Pot-au-noir, une zone faussement calme et très changeante, Alain Gautier a été rappelé à l'ordre par le docteur Stampi, grâce à un système fixé à son poignet qui distingue automatiquement les périodes de veille et de sommeil. Le professeur a ainsi pu se rendre compte que le navigateur accumulait un déficit de sommeil inquiétant, dans la durée et dans la fréquence, justifiant de sa part un « carton jaune » : sur les deux journées des 10 et 11 novembre, le Lorientais avait dormi moins de cinq heures.

Depuis le début de la course, sa moyenne par jour est de 3,7 heures. Ellen MacArthur de son côté totalise une moyenne de 4,8 heures. « Ellen est plus jeune et moins stressée. Elle trouve le sommeil plus facilement que moi », avoue Alain Gautier.

Jean-Jacques Larrochelle

# La rencontre Iran-Eire va se disputer sous haute surveillance policière

L'enjeu : un billet pour la Coupe du monde 2002

MIROSLAV BLAZEVIC, l'entraîneur croate de l'équipe d'Iran, qui accueille l'Eire, jeudi 15 novembre, en match retour d'un barrage qualificatif pour la Coupe du monde 2002, veut ramener la rencontre à un enjeu strictement sportif. « Nous n'avons pas le droit de décevoir notre public, qui nous a toujours soutenus. Je lui promets encore plus de magie. » Son vœu ? Voir son équipe, battue 2-0 à Dublin lors du match aller, samedi 10 novembre, arracher son billet pour le voyage en Corée du Sud et au Japon.

Mais la « magie » du sport évoquée par l'ancien entraîneur du FC Nantes et de l'équipe nationale de Croatie (3<sup>e</sup> du Mondial 1998) ne peut faire oublier le contexte très particulier dans lequel s'inscrit cette rencontre. La République islamique d'Iran, pays frontalier de l'Afghanistan, est en proie, depuis plusieurs semaines, à des manifestations qui prennent comme prétextes les matches de l'équipe nationale de football et se développent autour de ceux-ci. Les quatre dernières rencontres de l'équipe d'Iran ont ainsi été suivies d'importantes émeutes à Téhéran et dans plusieurs autres villes du pays.

Au début du mois d'octobre, la victoire obtenue face à l'Irak avait donné lieu à des premières manifestations, mais, étant donné l'antagonisme existant entre les deux pays, les autorités n'y avaient pas prêté une attention particulière. Le 21 octobre, de nouveaux incidents – beaucoup plus violents – se sont produits au soir d'une défaite concédée par l'Iran face à la formation de l'émirat de Bahreïn. De véritables batailles rangées ont alors opposé les forces de l'ordre à des milliers de jeunes dans les rues de la capitale iranienne. Un nombre important de bâtiments publics, de banques et de cabines téléphoniques ont été saccagés, et près de 800 personnes ont été interpellées.

## SLOGANS HOSTILES AU POUVOIR

Ces manifestations ont très vite dépassé le simple cadre du sport, et, selon des témoins, les jeunes ont repris des slogans hostiles au pouvoir en place, notamment envers le « guide » de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei. Le lendemain, le président iranien, Mohammad Khatami,

condamnait ces incidents et s'en prenait « aux agitateurs qui ont voulu exploiter la joie des jeunes », assurant que le régime était « tout à fait favorable à l'expression publique de la joie ». Pourtant, ce soir-là, l'équipe d'Iran s'était inclinée (3-1), laissant filer par la même occasion une qualification directe pour la Coupe du monde de football.

Dans la foulée, une cour spéciale, chargée « de poursuivre les personnes accusées de perturbation publique », a été créée. Rien n'y a fait. Le 25 octobre, nouveau match, nouveaux heurts : cette fois, l'Iran avait battu les Emirats arabes unis, à l'occasion d'un premier barrage qualificatif pour la Coupe du monde, disputé à Téhéran. Les manifestations se sont étendues à tout le pays. Les slogans politiques ont encore été entendus et, selon le correspondant de l'Agence France Presse à Téhéran, « la fronde ouverte contre le gouvernement [a suscité] des opérations de répression musclée ». Six personnes ont été interpellées, et 80 autres, âgées de 18 à 40 ans, condamnées, le 30 octobre, à des peines de prison ferme.

## « RÉORGANISATION TOTALE »

Par ailleurs, le président Khatami, qui, le 23 octobre, avait affirmé que « le sport iranien avait besoin d'une réorganisation totale », a nommé, samedi 10 novembre, Mohsen Mehrizi-Zadeh, l'un de ses proches, au poste de vice-président de la République et de directeur de l'organisation nationale de l'éducation physique.

Le match de jeudi a été placé sous haute surveillance policière. Près de 110 000 spectateurs sont attendus au stade Azadi de Téhéran. Parmi eux, des supporters irlandais, a priori exclusivement masculins. Car si l'ambassade iranienne à Dublin a délivré 300 visas à des Irlandaises et autorisé leur présence au match (la présence des femmes dans les stades est théoriquement interdite en Iran), la préfecture de Téhéran s'y est finalement opposée, devant l'insistance du haut clergé iranien.

En cas de qualification, l'Iran disputerait sa deuxième Coupe du monde de suite, la troisième de son histoire. En 1998, en France, l'équipe iranienne avait été éliminée au 1<sup>er</sup> tour, mais avait enlevé une victoire hautement symbolique, en match de poule, en battant les Etats-Unis (2-1).

Etienne Labrunie (avec AFP)

# Voile : Jean-Luc Van den Heede abandonne son tour du monde

JEAN-LUC VAN DEN HEEDE a dû renoncer, mardi 13 novembre, à poursuivre son tour du monde en solitaire contre les vents et les courants dominants. Parti de Brest le 9 octobre pour tenter de battre le record de Philippe Monnet (151 jours, 19 heures et 54 minutes en 2000), le skipper d'Adrien venait, le 12 novembre, de doubler le cap Horn pour la sixième fois de sa carrière, avec un peu plus de quatre jours d'avance sur le temps de passage de son compatriote. C'est une centaine de milles après avoir doublé ce cap que « VDH » s'est aperçu que sa quille bougeait d'avant en arrière et provoquait une voie d'eau, à la suite de la rupture d'une soudure sur les puits de quille. Cette structure avait sans doute été sous-évaluée pour supporter dans les mers violentes du Sud le lest de douze tonnes. Le navigateur a choisi de rentrer en France pour remettre son bateau à neuf, en faisant si nécessaire une réparation de fortune dans un port argentin ou brésilien. Il annonce déjà une nouvelle tentative pour octobre 2002.

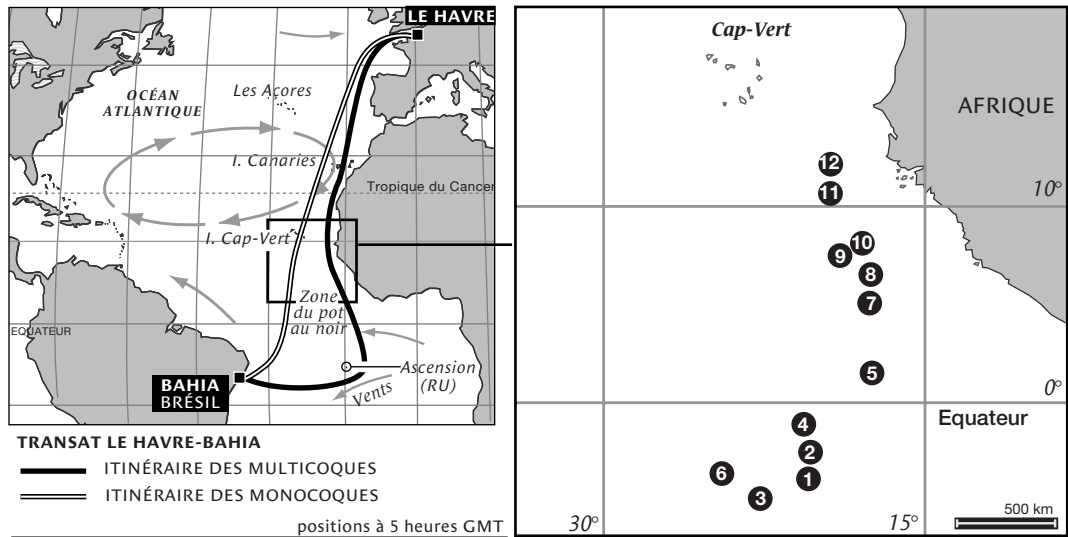
## DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : l'AC Ajaccio a repris la tête du championnat de France de division 2 après sa victoire, mardi 13 novembre, face au Havre AC (3-0) dans le cadre de la 16<sup>e</sup> journée. Les Corses, qui ont désormais 31 points, comptent un point d'avance sur Beauvais, qui a fait match nul au Mans (2-2), et deux sur Strasbourg, dont le résultat, mardi soir à Grenoble, n'a pu être validé : alors que les Alsaciens menaient 3-0, une panne d'électricité a plongé le stade Lesdiguières dans la pénombre à la 63<sup>e</sup> minute.

■ **TENNIS** : la deuxième journée du premier tour du Masters masculin, qui se déroule actuellement à Sydney, a vu la victoire, mardi 13 novembre, du Croate Goran Ivanisevic sur le Brésilien Gustavo Kuerten, 6-2, 6-7 (2-7), 6-4. Dans l'autre groupe, le Russe Evgueni Kafelnikov a battu l'Espagnol Juan Carlos Ferrero, 4-6, 6-1, 7-6 (7-5).

■ **RUGBY** : le pilier Christian Califano va devenir le premier Français à participer au Super 12, le championnat des provinces de l'hémisphère Sud. L'ancien Toulousain a été sélectionné, mardi 13 novembre, au sein de la franchise néo-zélandaise des Auckland Blues, le club qu'il a rejoint au mois de juillet après avoir célébré son titre de champion de France avec le Stade toulousain.

## La position des multicoques dans la transat Jacques Vabre



TRANSAT LE HAVRE-BAHIA	
positions à 5 heures GMT	
1	Gautier-MacArthur (GBR, Foncia) — 1 930 milles de l'arrivée
2	Cammas-Ravussin (SUI, Groupama) — 31,9 milles du leader
3	Nélias-Desjoyeaux (Belgacom) — 107,8 milles du leader
4	Le Cam-Caraës (Bonduelle) — 126,6 milles du leader
5	Peyron-Le Mignon (Fujifilm) — 134,4 milles du leader
6	Roucaurol-Parlier (Banque populaire) — 212,2 milles du leader
7	Y. Bourgnon-Ravussin (SUI, Nautica) — 384,4 milles de l'arrivée
8	Soldini-Lozachmeur (ITA, Fila) — 401,5 milles du leader
9	Joyon-Coville (Eure-et-Loir) — 500,7 milles du leader
10	Guillemot-Guichard (Biscuits-La Trinitaine-Team Ethypharm) — 501,9 milles du leader
11	Richards-Von Koskull (Pindar Systems) — 664,6 milles du leader
12	Duprey-Denis (Gitana IX) — 669,7 milles du leader

## Coude à coude

Alain Gautier et Ellen MacArthur, sur *Foncia*, étaient en tête de la transat en double Jacques-Vabre disputée entre Le Havre et Salvador de Bahia, après le pointage réalisé dans la matinée du mercredi 14 novembre. *Foncia* se trouvait à 1 930 milles de l'arrivée et possédait 31,9 milles sur *Groupama*, le bateau de Franck Cammas et du Suisse Steve Ravussin, alors que la flotte des multicoques approchait de l'île de l'Ascension, que les voiliers doivent contourner. Derrière, les autres concurrents avaient toujours du mal à s'extirper du pot au noir. « Finalement, le pot au noir c'est comme le pot au feu. C'est un plat qui mijote tout doucement, d'autant que l'on cuit vraiment comme des carottes », a indiqué Yvan Bourgnon (Nautica) lors de la vacation radio. Chez les monocoques, l'équipage composé de Roland Jourdain et Gaël Le Cléac'h a creusé l'écart : *Still-Plein-Fruit* possédait 109,9 milles d'avance, mercredi matin, sur *Voilà.fr*, de Bernard Gallay et Kito de Pavant.

Juste Pour Rire et Jean-Marc Ghanassia présentent

# Arturo Brachetti

THE WORLD'S GREATEST QUICK-CHANGE PERFORMER

## L'HOMME AUX MILLE VISAGES

"Arturo Brachetti est le roi des métamorphoses. En un instant il change de visage, d'habit et de sexe. On croit le tenir, et c'est un autre qu'on saisit. Tel un Protée, il se multiplie à l'infini. Il quitte la scène par une porte et entre différemment par une autre. Nous voilà au cœur du merveilleux."

**Le Figaro**  
"La salle, spontanément, s'est levée, et, enthousiaste, a acclamé l'artiste. Ne le manquez pas !" France Inter

"Il est rare d'aller voir un spectacle où mille personnes évoluent sur scène quasiment en même temps..." France Soir

"Avez-vous vu Brachetti ? Non, pas encore ? Veinards !" **Nouvel Observateur**

"Incroyable, fantastique. Je suis littéralement ébloui par son talent." **Jean-Paul Gauthier**

"Je n'ai pas été émue, j'ai été bouleversée par la magie de ce spectacle." **Muriel Robin**

"Magnifique ! C'est un triomphe ! Je vais y emmener mes enfants. Merci." **Bernard Giraudeau**

"Sur scène, on le voit double, voire triple. Le spectateur est médusé." **Libération**

**350<sup>e</sup>**

# Casino de Paris

mise en scène de Serge Denoncourt - directeur artistique Pierre Bernard

Location : 01 49 95 99 99 - 0 892 68 36 22

Magasin Fnac, Carrefour, réseau France Billet, Office du Tourisme, Printemps, 3615 Billetel, Virgin, Auchan, Galeries Lafayette, Agences, www.brachetti.com www.casinodeparis.fr

TF1, RTL

# RAFAL

habille les hommes

## FORTS ou GRANDS LIQUIDATION TOTALE avant travaux

AUJOURD'HUI ET JOURS SUIVANTS

15 place du Havre - 75008 Paris - Tél. : 01 43 87 34 64

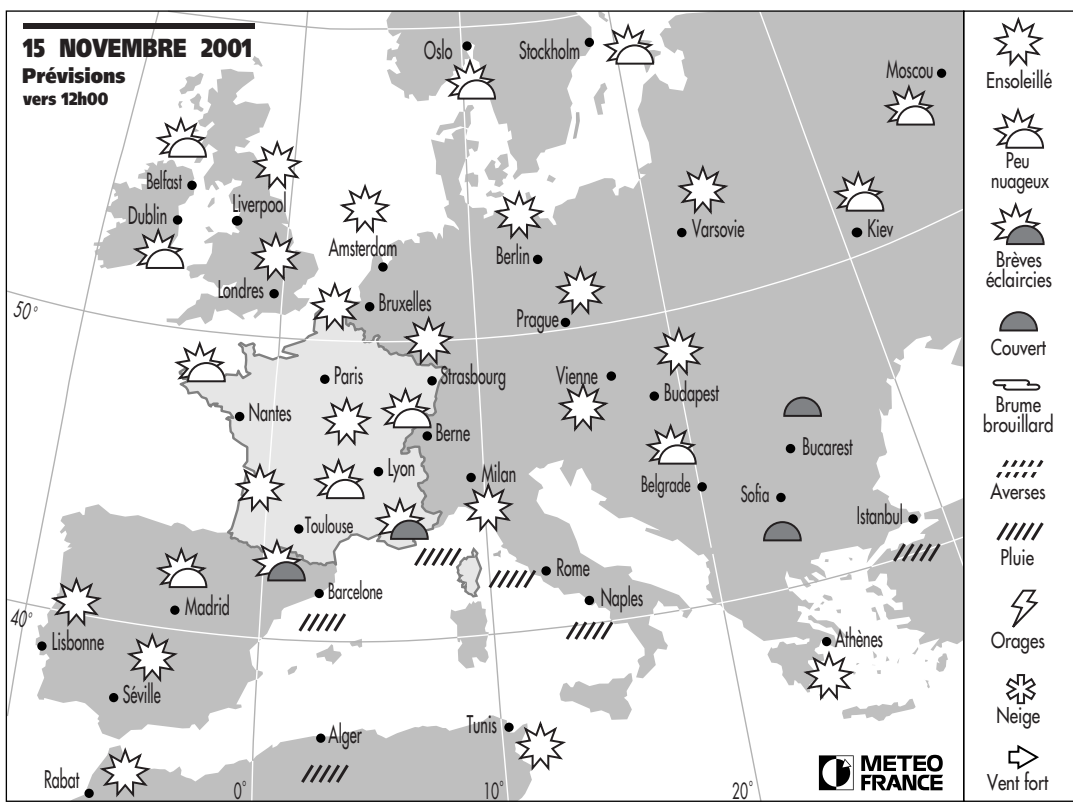
autorisation préfectorale n° 2001-267-9

Face à la gare St-Lazare

Temps agité en Méditerranée

JEUDI. Une dépression positionnée sur la Sardaigne dirige sur la Corse de l'air instable, propice au développement de foyers orageux...

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Le ciel est nuageux sur les Pyrénées et le piémont. Ailleurs, la journée est assez agréable...



LE CARNET DU VOYAGEUR

HÔTELS. Leader mondial de la réservation d'hôtels à prix discount sur Internet (www.hoteldiscount.com) et par centres d'appels...

Table with 2 columns: City and Temperature. Title: PRÉVISIONS POUR LE 15 NOVEMBRE 2001. Includes cities like Paris, Lyon, Marseille, etc.

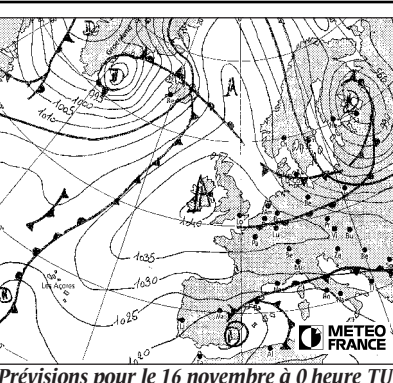
Table with 2 columns: City and Temperature. Includes cities like Amsterdam, Londres, Bruxelles, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature. Includes cities like KIEV, LISBONNE, LIVERPOOL, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature. Includes cities like VENISE, VIENNE, AMÉRIQUES, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature. Includes cities like LE CAIRE, NAIROBI, PRETORIA, etc.

Table with 2 columns: City and Temperature. Includes cities like ASIE-Océanie, BANGKOK, BEYROUTH, etc.



JARDINAGE

Le temps est venu de préparer les plantes aux premières gelées de l'hiver

SI CHACUN a sa méthode pour la conservation des tubercules de dahlias (Le Monde du 7 novembre), chacun a aussi la sienne pour conserver les pélargoniums...

fleurs. Notre expérience nous fait pourtant mettre en doute cette information. Si, depuis deux hivers, ceux qui ornent rebords de fenêtre, balcons et terrasses parisiens ont vaillamment passé l'hiver dehors...

en magasin de fleuriste et d'y couper le chauffage. Rien n'est simple : si ces plantes craignent le froid hivernal, elles craignent aussi la chaleur sèche des appartements associée au manque de luminosité...

elles seront arrosées. Les pélargoniums à port dressé pourront même ne pas recevoir une goutte d'eau de tout l'hiver s'ils le passent dans une cave sombre.

façon donneront un port négligé à la plante. En revanche, toutes les feuilles suspectes seront supprimées avant l'hivernage et les potées seront toutes traitées avec un produit anti-maladies, anti-insectes et anti-acariens.

Retour sur les tubercules de dahlias

Un lecteur nous donne sa recette pour conserver les tubercules de dahlias : « J'ai retrouvé des tubercules de dahlias totalement vidés de leurs réserves au printemps. Sûrement pas pour tout le monde : souris, acariens ? Aussi ai-je tenté de saupoudrer les tubercules fraîchement sortis, à peine séchés huit jours, avec de la bouillie bordelaise en poudre. Excellents résultats : restitution ad integrum au printemps. Cela me donne des idées pour les pélargoniums. »

RÈGLE INTANGIBLE. Chacun a sa méthode pour conserver ces plantes, écrivions-nous, en début d'article... La meilleure évidemment serait de disposer d'une véranda ou d'une serre froide dont la température ne descende jamais en dessous de zéro degré et soit bien exposée en sorte qu'elle bénéficie d'un ensoleillement maximal.

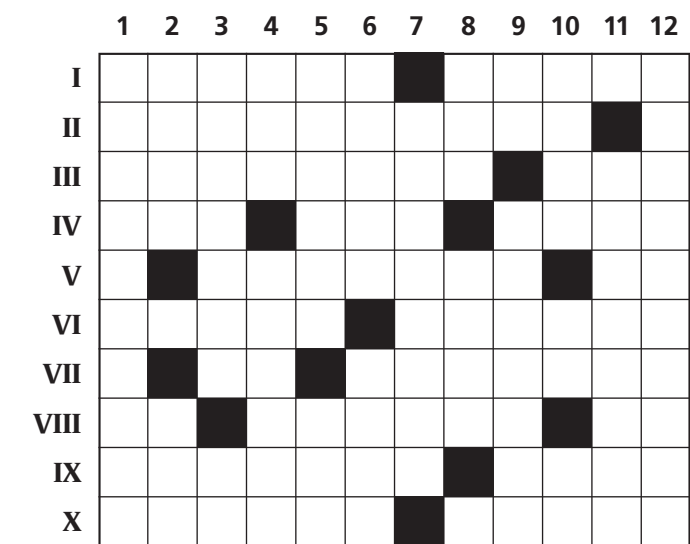
Les autres font comme ils peuvent, d'autant que les recommandations sont contradictoires. Ainsi, de nombreux auteurs recommandent de tailler toutes ces plantes avant l'hivernage.

Alain Lompech

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 269

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Parfum du cœur. Sa vie est exemplaire pour l'Église. - II. Dégoûtant. - III. Ramassés pour des clous. A mis l'euro en place. - IV. Jamais dans le temps. Réfractaire au foyer. Triste sire sur les planches. - V. Entraîne vers la sortie. Bande ouverte à toutes les oreilles. - VI. Vient d'avoir. Plus facile à avaler. - VII. Ouverte aux adhérents. Qui se produira un jour ou l'autre. - VIII. Dans les dépenses. Trop pleine après la descente. Fait la liaison. - IX. Par-

ticulièrement regrettable. Reçu dans le désordre. - X. Faire court. Toujours difficile à traverser.

VERTICALEMENT

1. Une admiration qui fait obstruction chez le médecin. - 2. En dessous de la moyenne. Pour préparer livres et journaux. - 3. Pour préparer un bon curry. Dans le vent. - 4. Observatoire européen. Jeté pour voir si c'est intéressant. - 5. Elles sont sans valeur, même en euros. Arrose les Alpes-Maritimes. - 6. Donn

en passant. Salle obscure. - 7. En toute simplicité. - 8. Dernier appel. Pas facile à trouver. - 9. Change à chaque tour. Amateur de mots. - 10. A évacuer si elle est noire. Marque la surprise. Démonstratif. - 11. Fournisseurs de drogue douce. - 12. Fortement perturbée.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 268

Horizontalement I. Amidon. Raidi. - II. Légèreté. Non. - III. Lundi. Impala. - IV. Eloignées. Et. - V. Géraient. TNT. - VI. Ni. Sorte. - VII. Montage. Bien. - VIII. Est. Le. Têt. - IX. Ne. OE. Résolu. - X. Transparence.

Verticalement 1. Allègement. - 2. Meule. Oser. - 3. Ignorant. - 4. Dédié. On. - 5. Originales. - 6. Né. Neige. - 7. Tien. Râ. - 8. Remets. Ter. - 9. PS. Obèse. - 10. INA. Triton. - 11. Dolente. Lc. - 12. Inattendue.

BRIDGE

N° 1970

LE GRAND ART

L'Italien Benito Garozzo a réussi ce contrat de « 4 Cœurs », une des donnes les mieux jouées lors de diverses Olympiades.

Bridge hand diagram showing cards in each suit (A, K, Q, J, 10, 9, 8, 7, 6, 5, 4, 3, 2, A) and a trick count table.

Ann. : E. don. Tous vuln. Ouest Nord Est Sud - - 1 ♠ passe - - - 3 ♣ passe contre - - - 4 ♥ passe 4 ♣ passe... Ouest ayant entamé la Dame de Pique, comment Garozzo, en Sud, a-t-il gagné QUATRE CŒURS ?

Réponse

Garozzo a tout de suite pensé à se protéger contre une mauvaise répartition des atouts : il a pris l'entame avec l'As de Pique et aussitôt tiré l'As et le Roi de Trèfle (pour défausser un Pique), puis il a coupé un Trèfle (pour se raccourcir à l'atout). Ensuite, il a joué le 4 de Carreau vers la Dame (pour affranchir le Roi et ouvrir la coupe au mort). Est prit avec l'As et, après avoir tiré le Roi de Pique (seconde levée de la défense), a tiré le Valet de Pique afin de mettre Sud en surcoupe et de permettre à Ouest de faire éventuellement deux atouts. Mais Garozzo avait compris la situation : il coupa avec l'As d'atout, sur lequel Ouest dut se contenter de défausser un Carreau. Ensuite, Sud joua le Roi de Carreau et joua son troisième Carreau. Ouest, qui n'avait plus que ses cinq atouts, coupa avec le 6 de Cœur, et le mort surcoupa avec le 9, puis Garozzo tira le Roi de Cœur et joua un Trèfle sur lequel il jeta son Carreau perdant :

LA RENTRÉE INESPÉRÉE

L'Ecoisais Hugh Kelsey a publié cette donne. Sud, après les deux premières levées, connaissait les mains adverses.

Bridge hand diagram showing cards in each suit and a trick count table.

Ann : N. don. N.-S. vuln. Ouest Nord Est Sud - - - 1 SA contre 3 ♥ passe 4 ♥ 4 ♠... Ouest entame la Dame de Cœur, Sud prend avec l'As sec et tire l'As de Pique, mais Ouest défausse un Cœur. Comment Sud doit-il alors jouer pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ? Note sur les enchères « 3 Cœurs » sur le contre est un barrage. A « 4 Piques », Est espérait faire chuter le contrat, c'est pourquoi il n'a pas défendu à « 5 Cœurs ».

Philippe Brugnion

**MARCHÉ DE L'ART** Le cinquième salon Paris Photo, rendez-vous mondial des collectionneurs, se tiendra au Carrousel du Louvre du 15 au 18 novembre. A Paris toujours,

six ventes en enchères seront consacrées à la photo. ● **SI LE MARCHÉ** de la photographie voit une inflation du prix des œuvres, il est aujourd'hui confronté aux conditions de

conservation des épreuves et donc à leur « durée de vie » incertaine. ● **LA NAISSANCE** de conflits entre collectionneurs et marchands sur des œuvres qui se détériorent sont

de plus en plus fréquents. ● « **SI LA PHOTO** "s'autodétruit" dans la semaine, nous devons identifier le responsable. Il est parfois difficile de remonter à la source de l'erreur. Elle

peut survenir au moment du tirage, lors de sa conservation en galerie ou chez le collectionneur », explique au Monde Bertrand Lavédrine, directeur du CRCDG.

## La photographie d'art à l'épreuve du temps

La cinquième édition de Paris Photo, rendez-vous mondial des collectionneurs, parallèlement à six ventes aux enchères, confirme la flambée des prix pour des images du XIX<sup>e</sup> ou d'aujourd'hui. Mais la « durée de vie » incertaine de ces œuvres devient un sujet de discordance entre acheteurs et marchands

**QUELLE SEMAINE** pour la photographie ! Jamais autant d'images, du XIX<sup>e</sup> ou d'aujourd'hui, de tous styles et prix n'avaient été proposées à la vente. Il y a le cinquième salon Paris Photo, rendez-vous mondial des collectionneurs. Ajoutons six ventes aux enchères à Paris – du jamais vu –, et celles, plus prestigieuses, de Christie's, Sotheby's et Phillips à New York, qui sont riches en photo contemporaine.

Il va beaucoup être question d'argent durant cette semaine, tant les prix enflent (ils avoisinent parfois le million de francs), favorisés par l'engouement récent pour un procédé mécaniste et reproductible qui n'effraie plus. Il est en revanche rarement question de fragilité des épreuves, de leur « durée de vie » incertaine, liée à la technique et aux conditions de conservation. Questions taboues ? « *La dégradation d'une photographie est un processus naturel qu'il faut accepter à condition qu'elle soit la plus lente possible* », explique Bertrand Lavédrine, directeur du Centre de recherches sur la conservation des documents graphiques (CRCDG), laboratoire rattaché au CNRS.

Parce que nous avons l'habitude de voir des photos en parfait état, notre exigence est plus forte que pour la peinture, explique ce spécialiste. On admire au Louvre des tableaux dégradés. On ne peut avoir le même niveau d'exigence pour une photo de 1850 et une autre de 1995. « *En même temps, des photos du XIX<sup>e</sup> nous sont parvenues dans un état parfait alors que des épreuves récentes peuvent souffrir. Il n'y a pas d'égalité devant le temps.* »

Contrairement à des fabricants, les chercheurs restent prudents et ne donnent pas une « durée de vie » précise pour une photo. « *Les expériences de vieillissement artificiel restent aléatoires. Des épreuves parfaites ont cent cinquante ans. Donc, certaines peuvent durer au-delà de cent cinquante ans* », explique Bertrand Lavédrine. En France et sous nos latitudes, le noir



VANESSA BEECROFT/PHILLIPS/DEITCH PROJECTS, NEW YORK

« *VB 36* », de Vanessa Beecroft, a été acheté 24 000 dollars (178 000 francs environ) lors de la vente aux enchères organisée par Phillips, à New York, le 13 novembre. Ce digital c-print serait, selon les spécialistes, un tirage argentique réalisé d'après un fichier numérique.

et blanc « *se conserve très bien avec un minimum de soins* » (même si le tirage peut se recouvrir d'« un léger miroir d'argent »), alors que la conservation est aléatoire dans les pays à forte humidité.

### VOILE JAUNE CITRON

La gélatine qui se trouve dans quasiment toutes les épreuves étant sensible aux polluants et aux variations hydrothermiques, l'idéal est de conserver les photos à l'abri de la lumière – dans un musée, elles passent la quasi-totalité de leur vie en réserves – dans un endroit frais et sec. L'excès d'humidité provoque des champignons et un jaunissement. Chaque image devrait être protégée dans une pochette de conservation.

« *Ce n'est pas une hérésie d'accrocher une photo au mur, mais elle sera moins stable à cause de la lumière. Elle ne doit pas être en contact avec le soleil ni accrochée dans une pièce trop lumineuse* », ajoute Bertrand Lavédrine. Ni au-dessus d'un radiateur, l'excès de sécheresse pouvant provoquer des craquelures. L'ozone est le principal polluant, surtout l'été quand il fait chaud. « *Évitez aussi les salles où il y a des photocopieurs et celles qui sont fraîchement peintes, car la peinture est très agressive* », ajoute Bertrand Lavédrine. Ce dernier note qu'il est fréquent qu'une galerie, après avoir repeint son espace, voie des photos se recouvrir d'un voile jaune citron. Pour éviter les polluants, il faut choisir un passe-

partout de qualité. « *J'ai vu des photos célèbres devenir subitement jaunes sur les bords à cause d'une colle sur le carton de montage.* »

Les photos noir et blanc sont les plus stables. Leur jaunissement est l'altération la plus fréquente – les tirages au charbon sont les plus résistants, ce pigment étant insensible aux polluants. La couleur en revanche est très fragile à la lumière, au point qu'une altération peut fréquemment survenir après trente ou cinquante ans. C'est le cas de toutes les photos de procédé chromogène, qui peuplent notamment les albums de famille, et qui, prises dans les années 1970, et bien que restant dans l'obscurité, ont tendance à « passer ». A contrario, certains tirages des années 1930 tien-

ent mieux le temps. « *Les procédés ont changé*, répond Bertrand Lavédrine. *On est passé de la synthèse de couleurs, plus résistante, à la superposition de couches de couleurs.* » Pour lui, la pérennité d'une image en couleurs dépend énormément des procédés et marques. « *Le tirage Cibachrome – aujourd'hui Ilfochrome – est le plus stable, alors que la diapositive Kodachrome est très fragile à la lumière.* »

### Quatre revues d'art consacrées au Salon

Coincidence ? Plutôt le signe que la photographie, objet chic et séducteur, au croisement de l'information et de l'art, est incontournable. A l'occasion de Paris Photo, quatre revues d'art françaises lui consacrent, dans leur dernier numéro, un dossier spécial. **Beaux Arts Magazine** (39 francs [5,9 euros]) affiche en couverture un portrait féminin, entre glamour et mutante, signé de la très fashion Inez van Laamsweerde, championne de l'image retouchée sur ordinateur, suivi d'une « histoire de la photo plasticienne », du phénomène marchand et de conseils d'achats. **Art press** (40 francs [6 euros]) offre sa couverture à Raymond Depardon pour illustrer un dossier « Témoin-gnair et voyeurisme ». **Connnaissance des arts** (50 francs [7,6 euros]) fait le portrait de quatre personnalités qui ont contribué à faire de Paris « la capitale de la photographie ». **Le Journal des arts** (29,50 francs [4,5 euros]) publie un cahier de huit pages visant à décrypter le Salon.

La photo contemporaine, essentiellement en couleurs, marque un bouleversement des formes, des attitudes des artistes et des procédés utilisés. « *Il y a une grande hybridation des techniques, donc une grande confusion dans les appella-*

tions, des ambiguïtés dans les catalogues de vente et plein d'inconnues sur la stabilité », explique Jean-Paul Gandolfo, chercheur au CRCDG. Le marché et les artistes vont toujours plus vite que la recherche. Les prix grimpent, les objets se fragilisent. « *Jusqu'aux années 1980, le photographe était en contact avec ses épreuves, les tirait et les protégeait*, dit Bertrand Lavédrine. *Des artistes prennent aujourd'hui des distances avec le support. Des épreuves sont montées sur des plaques d'aluminium ou du Plexiglas, sans protection, et sont exposées aux polluants. Un artiste peut vouloir son œuvre fragile, punaisée au mur, tirée à la photocopieuse. Nous devons nous adapter et ne pas devenir des tyrans de la conservation.* »

Les tirages (numériques ou argentiques, ce qui ajoute à la confusion) obtenus à partir d'un fichier numérique se répandent dans le marché de l'art. Le numérique est en pleine évolution tant sont grandes les attentes des fabricants, du public, des artistes et galeries. « *Des recherches sont en cours sur la stabilité à la lumière, la fixation sur le papier et la qualité du papier. L'impression à jet d'encre est encore beaucoup moins stable que la photo en couleurs, car sensible à l'eau et fragile à la lumière. Mais les enjeux sont tels que d'ici cinq à dix ans nous obtiendrons des procédés stables.* »

Les prix des œuvres devenant conséquent, des conflits surviennent entre collectionneurs et marchands à propos d'œuvres qui se détériorent. A qui la faute ? « *Si la photo "s'autodétruit" dans la semaine, nous devons identifier le responsable. Une dégradation lente est un processus naturel. Il est parfois difficile de remonter à la source de l'erreur. Elle peut survenir au moment du tirage, lors de sa conservation en galerie ou chez le collectionneur* », conclut Bertrand Lavédrine.

Michel Guerrin

### A voir, à acheter...

#### ● Salon Paris Photo :

Du 15 au 18 novembre, de 11 heures à 20 heures ; le 16 novembre, jusqu'à 22 heures. Le Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, 75001 Paris. M<sup>o</sup> Palais-Royal/Musée-du-Louvre. 90 F et 50 F (13,6 € et 7,5 €) ; pass pour quatre jours avec catalogue, 300 F (45,5 €). Tél. : 01-42-77-58-94. Catalogue, éd. Paris Photo, 360 p., 100 F (15,2 €) pendant le salon, 150 F (22,7 €) ensuite. Expositions : la collection Vivendi Universal, l'art vidéo. Tables rondes : la photographie allemande (15 novembre), les collections d'entreprise

(16 novembre), l'art vidéo (17 novembre).

#### ● Ventes aux enchères :

« Le photojournalisme aux enchères », étude Thierry de Maigret, organisation Jean di Sciullo, experts Léon et Laurent Herschtritt. Tél. : 01-44-83-95-20. Drouot-Richelieu, salle 9, le 15 novembre à 14 heures. « Photographies des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », étude Beaussant-Lefevre, expert Pierre-Marc Richard. Tél. : 01-47-70-40-00. Drouot-Richelieu, salle 16, le 15 novembre à 18 heures. « Photographies », étude Libert et Castor, experte Viviane Esders. Tél. : 01-48-24-51-20. Drouot-Richelieu, le 16 novembre,

salle 2, à 14 heures.

« Photographies des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », étude Tajan, experts Paul Bénaroch et Serge Kakou. Tél. : 01-53-30-30-30. Espace Tajan, 37, rue des Mathurins, Paris-8<sup>e</sup>. Le 17 novembre à 14 h 15. « Photographies des années 1930 et contemporaines », étude Calmels-Chambre-Cohen, expert David Fleiss. Tél. : 01-47-70-38-89. Drouot-Richelieu, le 17 novembre, salle 9 à 19 h 30. « 143 photographies de Gisèle Freund », étude Cornette de Saint-Cyr, expert Léon Herschtritt. La Galerie, 9, rue Génégaud, Paris-6<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-57-17-07. Le 17 novembre à 20 h 30.

## Incertitudes après les attentats du World Trade Center

**LA CINQUIÈME ÉDITION** de Paris Photo est celle des incertitudes liées à la situation américaine. Comment vont réagir les collectionneurs deux mois après les attentats aux Etats-Unis ? Comment vont se passer, à New York, les grandes ventes de cette semaine organisées par Christie's, Sotheby's et Phillips, notamment en art contemporain où la photo tient une place importante ?

« *Je suis un peu inquiet, mais il faut voir* », répond Rik Gadel-la, fondateur et organisateur du Salon parisien. Ce dernier nuance : « *Aucune galerie n'a annulé,*

les Américains ont envie de se changer les idées et je crois que beaucoup d'argent circule encore dans le monde. » Rééditer 2000 sera néanmoins difficile : « *C'était une année exceptionnelle, avec un chiffre d'affaires que j'estime à 80 millions de francs [12,13 millions d'euros].* »

Une autre incertitude concerne des rumeurs de vente du Salon. « *J'ai été approché mais je n'ai pas vendu. On verra*, répond Rik Gadel-la. *Avec 5 MF de budget, j'équilibre, après avoir perdu de l'argent. Je ne me plains pas, mais on est au maximum de la capacité.* » Paris Photo accueille en effet quatre-vingt-dix exposants, dont une grande majorité de galeries, mais aussi des libraires, éditeurs et institutions, dans un Carrousel du Louvre plein comme un œuf. « *J'ai dû refuser soixante bonnes galeries* », regrette Rik Gadel-la. Quinze pays sont représentés, vingt exposants sont nouveaux, depuis l'Anglais Ken Jacobson, spécialisé dans le XIX<sup>e</sup>, jusqu'à la très contemporaine Jousse Entreprise.

### PROFUSION ÉCLECTIQUE

On retrouve dans les stands le mélange entre le XIX<sup>e</sup> siècle, les années 1920-1930 et le contemporain. Mélange des prix, aussi, en forme de grand écart, de 3 000 francs à 1 million de francs (de 455 euros à 0,15 million d'euros).

Des collectionneurs reprochent que les belles pièces anciennes soient plus présentes que le contemporain abordable : « *Un Salon est un investissement lourd pour les galeries, qui doivent proposer des prix différents. Sherman, Ruff, Struth et Gursky ont peut-être*

quadruplé leurs prix, mais tout n'a pas quadruplé ! », répond Gadel-la. Les stands sont dominés par une profusion éclectique, proche de l'inventaire, qui fait que, parmi les milliers de photos à acheter, il est difficile de savoir où donner de la tête. Comment éviter un côté patchwork ? « *A l'Aipad [le Salon concurrent de New York], c'est pire !, répond Gadel-la. Je préfère que les galeries présentent des expositions monographiques ou thématiques, mais je ne peux rien leur imposer.* »

### L'ART VIDÉO À DÉCOUVRIR

L'Allemagne est en force avec huit galeries invitées par Thomas Weski, conservateur au Musée Ludwig de Cologne, chacune affichant un jeune artiste d'outre-Rhin. L'art vidéo est aussi à découvrir pour la première fois. « *J'ai toujours trouvé que la vidéo était mal présentée dans les galeries. J'ai donc préféré inviter quatre organismes de distribution de vidéos, qui proposent des œuvres autour de 250 francs [38 euros] et qui font un précieux travail pédagogique auprès d'institutions et écoles.* » Sont présents le Bureau des vidéos (Paris), Electronic Arts Intermix (New York), The Video Data Bank (Chicago), Netherlands Media Art Institute (Pays-Bas).

Il y aura enfin une belle curiosité (juste à contempler, pas à vendre), avec une exposition de photos de films provenant des archives des studios Universal et Paramount ainsi qu'un ensemble sur Hitchcock, le tout appartenant à Vivendi Universal. Une belle balade nostalgique et ludique entre chefs-d'œuvre, curiosités kitsch et films d'horreur.

M. G.

**LE FILM**  
de  
Benoît Jacquot

**Sortie aujourd'hui**

**ANGELA GHEORGHIU**  
FLORIA TOSCA

**ROBERTO ALAGNA**  
MARIU CAVRADOSSI

**Tosca**

EMMI CLASSICS

**Déjà chez votre disquaire.**

**RUGGERO RAIMONDI**  
LE BARON SCAPPIA

**ANTONIO PAPPANO**  
DIRECTION

**LE DISQUE**

**EMMI CLASSICS**

**Déjà chez votre disquaire.**

**RUGGERO RAIMONDI**  
LE BARON SCAPPIA

**ANTONIO PAPPANO**  
DIRECTION

# Premiers succès pour le Grand Robert 2001

Avant sa mise en vente en librairie le 16 novembre, les souscripteurs se sont rués sur cette nouvelle édition du dictionnaire de la langue française, dont le prix est désormais plus accessible au grand public

15 000 exemplaires de la nouvelle édition du Grand Robert de la langue française ont déjà été vendus par souscription avant même sa mise en librairie, le 16 novembre. C'est une première pour cet ouvrage qui n'était ven-

du, dans ses éditions précédentes, que par courtage. Allégé (six volumes imprimés sur un papier plus fin), réunissant 80 000 mots et 250 000 citations, le nouvel ouvrage est aussi moins cher : 396,37 euros

(2 600 francs, contre 5 800 francs pour l'édition de 1985). Un argument qui pèse dans son succès actuel. « J'avais envie que cet ouvrage de bibliothèque descende de ce piédestal, en étant plus maniable, moins cher,

pour entretenir un rapport plus naturel avec le lecteur, » déclare Alain Rey, codirecteur de cette édition, dans un entretien au Monde. La nouvelle version du CD-ROM est, quant à elle, encore en cours de préparation.

INTERNET et le CD-ROM avaient semblé condamner les dictionnaires et les encyclopédies en plusieurs volumes. Et voilà que, coup sur coup, l'Encyclopædia Britannica et l'Encyclopædia Universalis, après avoir déclaré qu'elles renonçaient au papier, annoncent la parution d'une nouvelle version imprimée. Sur tout, le Grand Robert de la langue française se paie le luxe, pour célébrer ses cinquante ans, d'un événement éditorial : il sort en librairie dans une nouvelle version fortement remaniée, avec plus de 4 000 définitions nouvelles.

« En 1998, quand on a décidé de lancer ce chantier, j'investissais des millions de francs dans l'électronique, mais j'avais la conviction qu'il fallait investir aussi dans le papier », explique Pierre Varrod, directeur général du Robert. Voici donc un dictionnaire aux chiffres éloquentes : 13 440 pages en six volumes, 80 000 mots et 250 000 citations, pour 396,37 euros (2 600 francs). Ses artisans ont réussi la performance d'augmenter le nombre de signes en diminuant le nombre de volumes, le format et, surtout, le prix. Les neuf volumes de l'édition de 1985 étaient vendus 5 800 francs. Le papier est désormais plus fin, l'informatique éditoriale a réalisé un gros travail et des petits miracles pour arriver à ce

grand livre rouge, plus compact, mais constamment lisible.

Un élément capital a été le changement du mode de distribution. Le Grand Robert était vendu, comme toutes les encyclopédies, par courtage. « Les libraires se plaignaient de ne pas pouvoir vendre le Grand Robert », explique Pierre Varrod. Le nouveau prix rend plus accessible une vente dans le commerce. Le pari semble déjà gagné, puisqu'une

## « Tous les mots sont égaux »

En consultant les 1 500 mots nouveaux qui entrent dans le dictionnaire, on voit défiler tous les changements de la société des années 1980 et 1990. Les mots de la science, de l'informatique et de l'économie font une entrée en force par rapport à 1985, d'anabolisé à transgénique, d'arobase à webmestre, et de bancassurance à start-up. La féminisation a été adoptée, presque systématiquement, de la pédégère à la fliquette. Tous les grands débats sont incarnés par les mots qui les ont symbolisés : bioéthique, covoiturage, emploi-jeune, homoparentalité, malbouffe, mise en examen, mondialisation, se pacer, photocopillage, RTT, sans-papiers, etc. Ils côtoient : bobo, yuppie, people. Le loft selon M6 est resté dans la salle d'attente. Alain Rey aime dire : « Pour un auteur de dictionnaires, tous les mots sont égaux. »

souscription, lancée au mois de juin au prix de 320,14 euros (210 francs), s'est close avec succès, juste avant la mise en librairie, le 16 novembre. Environ 15 000 exemplaires ont déjà été souscrits, pour un premier tirage prévu à 20 000 exemplaires. Un

deuxième tirage de 20 000 a été décidé. La version 2001 devrait dépasser rapidement celle de 1985 : 30 000 exemplaires vendus en quinze ans.

C'est l'aboutissement d'un travail commencé après la guerre par Paul Robert, qui se lance alors dans l'aventure d'un dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française. Deux jeunes chercheurs, Josette Debove et Alain Rey – qui

est un moindre chantier par rapport à la refonte de 1985. Elle bénéficie des mises à jour régulières réalisées par Danièle Morvan – qui codirige l'édition avec Alain Rey – et du travail constant sur le Petit Robert et la version électronique du Grand Robert. La nouvelle version du CD-ROM est en préparation.

Il s'agit d'une édition augmentée. Tous les articles n'ont pas été remaniés, même si beaucoup ont été révisés. Les étymologies ont été parfois modifiées. Des citations nouvelles ont été introduites, venant de Coluche, Raymond Devos, Tahar Ben Jelloun, Bertrand Blier, Jean Echenoz, Hervé Guibert ou Daniel Pennac... Le Grand – comme le Petit – Robert se veut le reflet d'une langue vivante, en mouvement, de sorte qu'un tel enrichissement relève d'« une démarche naturelle », comme l'indique Alain Rey, dans sa préface, alors que « moderniser le Littré est une entreprise absurde ».

Alain Rey paie volontiers de sa personne, de son humour et de son érudition. Il a su constituer une équipe fidèle. Danièle Morvan et Sophie Chantreau, deux des principales responsables de la nouvelle édition, étaient présentes en 1985. De nombreux salariés font leur travail avec passion et conviction. La maison a beau appartenir au groupe Vivendi Universal, elle veille à conserver un visage humain. Au

Robert, on travaille en famille, à bonne distance de sa cousine, Larousse, également propriété de Jean-Marie Messier.

La famille Robert a d'ailleurs bénéficié de l'incroyable succès du Petit Larousse, avec trois années de vente autour du million d'exemplaires. Le marché des dictionnaires vit un début de millénaire euphorique. Le lancement d'ores et déjà réussi de la nouvelle édition du Grand Robert confirme le succès du Dictionnaire historique de la langue française, d'Alain Rey, en grand comme en petit format. Quelles sont les raisons d'un tel engouement ? « Il y a un besoin de se retrouver dans une parole de plus en plus gigantesque, envahissante et incertaine, qui s'accompagne d'un sentiment d'appauvrissement. Cela correspond aussi à un désir de récupérer le patrimoine », avance Alain Rey.

Il semble que ce dernier ait peu lu un article du dictionnaire : celui consacré à la retraite. Il en a laissé passer l'âge, comme par inadvertance. Mais il pense aux prochains dictionnaires, à la question des vocabulaires régionaux, sous-étudiés à son goût, et, déjà, au réaménagement du Grand Robert et à sa version électronique. Il est tombé sur des citations de Fantomas qu'il voudrait bien y intégrer.

A. S.

Alain Rey, codirecteur de l'édition 2001 du Grand Robert de la langue française

## « J'avais envie que cet ouvrage de bibliothèque descende de son piédestal »

« Pourquoi proposer cette nouvelle version du dictionnaire ?

– La différence de présentation a été décisive. Les grands dictionnaires de langues et les grandes encyclopédies étaient enfermés dans un modèle éditorial traditionnel lié à l'idée du juge de paix du langage : grand format, ouvrage de bibliothèque. J'avais envie qu'il descende de ce piédestal, en étant plus maniable, moins cher, pour entretenir un rapport plus naturel avec le lecteur. La nouvelle typographie, le nouveau format, le papier choisi font que l'on a affaire à un texte qui relève plus des propositions de bon sens que d'une sorte de code de la loi.

– Combien de mots nouveaux y a-t-il parmi les 4 000 entrées nouvelles et à quelles catégories renvoient-ils ?

– Il s'agit de définitions nouvelles, à travers des locutions, sens ou mots. Il y a au moins 1 500 mots nouveaux. A cause des techniques et de la science (biologie moléculaire, chimie atomique, astronomie) plus que des mots populaires. Depuis 1985, on constate une arrivée massive des mots de l'informatique. Interroger le vocabulaire de l'informatique, maintenant qu'il est l'affaire de nombreuses personnes, était intéressant. Par exemple, le taux d'anglicismes a baissé. On a choisi des termes français pour « sauvegarde », « souris » ou « ordinateur ». Les techniciens emploient un énorme jargon anglais alors que les utilisateurs ont adapté des termes français. De même, le vocabulaire du football a remplacé beaucoup d'anglicismes



« Si on additionne les mots nouveaux apparus récemment et les mots traditionnels qui continuent à vivre, on s'aperçoit que le français n'a pas cessé de s'enrichir, » explique Alain Rey.

– ce qui n'est pas vrai pour le golf.

« Le vocabulaire de la nourriture a une importance très grande dans la société française. Un flux de mots régionaux sont devenus des mots courants grâce aux restaurants. Ils témoignent d'un brassage, d'une volonté d'afficher des particularités régionales. C'est aussi un domaine de plaisir. C'est normal qu'il y ait un rapport entre la parole et la nourriture. La langue n'est pas qu'un moyen d'assurer son appartenance sociale et sa qua-

se marient peu après –, le rejoignent dès les années 1950 et vont jouer un rôle croissant dans l'entreprise éditoriale. Ils incarnent l'aventure du Robert, au côté du fondateur, pour la première édition du dictionnaire en 1966, puis, seuls, pour celle de 1985. L'édition 2001

Notre souci est d'élargir la description du français, tout en restant homogène. Quand ça dépasse les normes du bon français, nous le disons. Pour « e-mail », par exemple, on dit explicitement qu'il faudrait y préférer « courriel », mais on ne va pas supprimer « e-mail ».

– On a parfois des engueulades pour des mots nouveaux, mais toute l'équipe a le même point de vue : témoigner de ce qui se passe réellement dans l'usage du français. Mais nous ne sommes pas là pour accumuler les descriptions nouvelles. On ne rajoute pas un mot pour le plaisir. Un mot de médecine, par exemple, n'est retenu que s'il a une certaine fonction sociale. Si c'est un mot entre médecins, ça nous intéresse moins, sauf s'il s'agit d'un concept fondamental. C'est la même chose pour les termes familiers ou populaires. On ne va pas accumuler les mots des cités et des banlieues.

– On veut être le reflet de l'évolution actuelle du français et on voit quand même, preuves en main, qu'on ne peut pas parler de déperdition. Si on additionne les mots nouveaux apparus récemment et les mots traditionnels qui continuent à vivre, on s'aperçoit que le français n'a pas cessé de s'enrichir. On tiendra toujours des discours sur le déclin de la langue. Au XVI<sup>e</sup> siècle, on disait qu'on ne parlait plus français mais italien. Une marée de mots italiens était alors comparable à celle de mots anglo-américains qu'on subit actuellement. Mais ça se digère.

– Vous accordez une grande place aux citations et vous avez fait entrer de nombreux auteurs contemporains. Comment les choisissez-vous ?

– Nous avons réuni plus de 250 000 citations. Les trois quarts sont littéraires. Elles ne sont pas là pour dire « voilà les grands écrivains de la langue française ». C'est notre choix, même s'il peut paraître bizarre. On a eu raison de s'accrocher à citer Loti car le goût littéraire est en train de le rattraper. Dans

la littérature contemporaine, on peut citer des écrivains qui seront peut-être considérés avec dérision dans vingt ans, mais ils illustrent une évolution de la langue. Il y a évidemment une dimension subjective dans le choix des auteurs. Du vivant de Paul Robert, j'ai eu beaucoup de mal à imposer Genet ou Queneau. Il ne s'agit pas de dire si ce sont des grands écrivains ou pas, mais de savoir s'ils doivent figurer dans une description générale du français. Il n'y a pas une ligne de Flaubert ou de Stendhal dans Littré. Il ne les ignorait pas mais il voulait décrire un modèle de langue qui avait cinquante ans de recul. Ce n'est plus notre souci. L'idéologie de la langue a changé.

– Il y a aussi un aspect ludique dans les citations. Ça peut être ironique. Au mot « article », il y a une citation très amusante de Queneau qui mélange tous les sens du mot, le perturbe et le brouille. C'est une façon de dire que nos plans d'articles ont leurs limites. J'aime bien que le dictionnaire se compromette lui-même. »

Propos recueillis par Alain Salles

## Le cercle de craie caucasien

de Bertolt Brecht

mise en scène : Benno Besson



« Vu par Benno Besson, le cercle de craie caucasien est vraiment une fable, dans le fond et la forme.

C'est du théâtre fait pour rassembler, dans le plaisir et le sentiment. »

Brigitte Salino

Espace 44 - Nantes

19 représentations du 21 novembre au 12 décembre 2001

Renseignements et réservations

02 51 98 25 25 / www.mcla.asso.fr



maison de la culture



de loire-atlantique



CONSEIL GENERAL

Ecoutez... et entrez dans la légende !

# NOSTALGIE

La Légende

Retrouvez toutes les fréquences sur 3615 NOSTALGIE ou au 08 38 68 05 05 - nostalgie.fr

CHAILLOT

DU 15 NOVEMBRE  
AU 22 DÉCEMBRE 2001

TAMERLAN  
LE GRAND

CHRISTOPHER MARLOWE

MISE EN SCÈNE J-B SASTRE

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT

01 53 65 30 00 · www.theatre-chaillot.fr  
1 place du Trocadéro 75116 Paris · métro Trocadéro

# Basement Jaxx conclut sur quelques airs de dance la 14<sup>e</sup> édition du festival Les Inrocks

Le duo de Brixton a effacé les vaines provocations de Princess Superstar

**FESTIVAL LES INROCKS. Concert de clôture de la 14<sup>e</sup> édition : Princess Superstar, Roots Manuwa et Basement Jaxx, Le Bataclan, Paris, mardi 13 novembre.**

A l'entrée du Bataclan, boulevard Voltaire à Paris, les organisateurs du festival Les Inrocks ont inscrit au feutre noir, sur de larges feuilles de papier, « Ms Dynamite, annulé ». Naomi, alias Ms Dynamite, devait être la seule découverte de l'ultime soirée de la 14<sup>e</sup> édition sous la double bannière de l'hebdomadaire culturel parisien *Les Inrockuptibles* et de l'opérateur de téléphonie Orange. Les Britanniques ont fait de Naomi leur nouvelle reine du hip hop et de la dance. Si elle dure plus d'une saison, le festival pourrait l'accueillir en 2002 avec les Australiens de The Avalanches, eux aussi forfait, dont le sens du spectacle et l'énergie joyeuse auraient eu leur place sur la scène du Bataclan le 13 novembre.

Si Naomi est reine, la New-Yorkaise Concetta Kirshner s'est auto-proclamée Princess Superstar. D'une princesse, on attend un minimum de distinction ; d'une superstar, un peu plus de classe canaille qu'une star de premier

rang. Concetta Kirshner n'a ni l'un ni l'autre. Au concours de la vulgarité artistique et de l'absence de talent, cette vague blonde au débit monocorde, à la voix impersonnelle, est gagnante de la soirée. A l'évidence, elle aimerait devenir l'équivalent féminin du rappeur Eminem. Si ce dernier ne brille pas par l'originalité de sa musique, il a en tout cas le sens du *flow*, cette parole qui coule en vagues torrentielles chez les meilleurs rappeurs. Avec Princess Superstar, seul l'emploi répété des termes « *fuck* », « *ass* » (cul) et autres « *bitch* » ( salope...) sert de liant à un pitoyable étalage de considérations sexistes. Probablement le comble de la provocation pour une jeune Américaine blanche.

Avec Roots Manuwa, l'heure n'est plus à la provocation simpliste mais bien au savoir-faire du hip hop. Leur discours sait allier un regard sur l'état du monde (*Kicking the Crack, Dreamy Days*) à un parti pris ludique. Mené par Rodney Smith, grand flandrin qui semble se déplacer sur la pointe des pieds lorsqu'il ne saute pas aux quatre coins de la scène, Roots Manuwa a puisé ses sources dans le reggae autant que dans la soul music – une tradition bien britannique. Le *flow* ici est suffisamment

contrôlé pour laisser place à l'expression libre, cette improvisation vocale (*freestyle*) destinée à mettre en valeur les trois chanteurs. Passé une vingtaine de minutes durant laquelle la rythmique se révèle un peu indigente, la troupe est rejointe

**Une musique futée, électrisante, qui mêle les rythmes d'un imaginaire exotique aux sons naturels hérités des recherches des années 1970**

te par un trio de cordes. Les atmosphères y gagnent en densité formelle, le propos dépasse une gestuelle systématique qui finit par lasser. Travers qu'ignore le duo Basement Jaxx, originaire de Brixton, au sud de Londres. De ces confrères à succès Norman Cook (Fatboy Slim) ou The Chemical Brothers, Felix Buxton – barbiche

et lunettes – et Simon Ratclife – glabre, sans lunettes – ont conservé l'idée que la musique de dance (techno, house, jungle...) ne pouvait se passer d'une présence scénique forte (*Le Monde* du 16 novembre 1999). Sauf à trouver particulièrement passionnant de passer deux heures face à des tripatoilleurs de boutons, le nez dans leurs machines ou la tête penchée sur leurs platines, on ne peut que leur donner raison.

Le light-show de Basement Jaxx a de la tenue – vidéos choisies, jeu inventif sur les couleurs primaires. Les deux lascars confient à une danseuse de samba, une chanteuse au coffre puissant et quelques complices, le soin de mener la danse. Ainsi, ils sont tout à leur ouvrage : une musique futée, électrisante, qui mêle les rythmes d'un imaginaire exotique aux sons naturels hérités des recherches des années 1970. Leurs titres conservent la forme de chansons à reprendre en chœur (*Romeo, SFM, Do Your Thing, Yo-Yo, Red Alert...*). Ce dont nul ne se prive et certainement pas les membres de l'équipe de cette 14<sup>e</sup> édition des Inrocks qui a affiché complet, chaque soir depuis le 8 novembre.

Sylvain Siclier

## SORTIR

### PARIS

**Les Naufragés en grande pompe**  
Soirée de gala le jeudi 15 novembre au Centre Pompidou, avec la présentation du peu connu (pour ne pas dire complètement confidentiel) long métrage de Jacques Rozier, *Les Naufragés de l'île de la Tortue* (1976). En présence de l'auteur, et à l'invitation des *Cahiers du cinéma*, qui présenteront à cette occasion le livre Jacques Rozier, *le funambule*, qu'ils coéditent avec le Centre Pompidou. Et, jusqu'au 26 novembre, poursuites de l'intégrale du plus excentrique cinéaste d'une nouvelle vague toujours vivace.

**Tout le cinéma de Jacques Rozier.**  
*Cinéma 1 et Cinéma 2. Centre Pompidou. Tél. : 01-44-78-12-33. 20 et 30 francs.*

**Iles de danses**  
Quarante-huit théâtres d'Île-de-France participent au festival des Iles de danses, dont la quatorzième édition rassemble douze chorégraphes et quatre-vingt-sept spectacles. Ouvert sur l'Europe, ce programme 2001 fait cousiner la danse cosmique du Napolitain Paco Decina, les expériences à la pointe de la technologie de la Belge Michèle Noiret, les propositions interactives du Berinois Félix Ruckert, l'élégance vive de l'Anglais Russell Maliphant. Les Français ne sont pas absents de cette manifestation plus que jamais à l'écoute des créateurs engagés dans une démarche chorégraphique aiguisée : Odile Duboc, Michel Kelemenis, Jean Gaudin, entre autres, sont de la partie.

*Iles de danses, jusqu'au 20 décembre. Tél. : 01-55-79-09-09. Tarifs selon la pratique des théâtres partenaires.*

### DIJON

**Tribu Jazz Festival**  
La vaillante équipe de Zutique Productions persiste et signe avec

cette troisième édition du Tribu Jazz Festival, qui propose au public dijonnais et de l'agglomération quelques-uns des artistes les plus pertinents en matière de nouvelles tendances du jazz, de la musique électronique et des musiques du monde. D'où un programme alléchant avec Roots Manuwa et The Cinematic Orchestra (le 15 novembre), le trompettiste Erik Truffaz avec son nouveau quartette et Malcolm Braff en quintette, le groupe Mei Tei Sho et Jah Bass (le 16), Najat Aatoubou, Jil Jilala et une carte blanche au label britannique Apartment 22 (le 17) et un final avec Maïlem Sedik et les Gnaouas Njoum d'Essaouira (le 18).

*Dijon (Côte-d'Or). Concerts à La Vapeur, L'Usine, Le Forum et le Théâtre des Grésilles. Jusqu'au 18 novembre. Tél. : 03-80-28-80-42. De 50 F à 100 F.*

### REIMS

**La Lune des pauvres**  
« Comment se fait-il que, lorsque passe une espérance, on lui fasse la peau comme des voyous ivres dans le fond d'une impasse tuent et retiennent leur seule raison de vivre ? », s'interroge Jean-Pierre Siméon, auteur de *La Lune des pauvres*. Cette histoire de deux gus en forme de « *tragédie baroque* » est mise en scène par Christian Schiaretti, également directeur de la Comédie de Reims. Loïc Brabant interprète *Pinaille*, Jean-Michel Guérin, *Vrogne*, et, dans le rôle de « *l'imméritée beauté qui leur tombe entre les mains* » qu'ils vont bientôt tuer « *au hasard sans savoir s'ils l'aimaient* », Clara Simpson. Enfin, Arnaud Décarsin incarne la voix du chœur.

*Reims (Marne). La Comédie de Reims, Centre dramatique national, 3, chaussée Bocquaine. Jusqu'au 24 novembre. 20 h 30, mardi, vendredi, samedi ; 19 h 30, mercredi, jeudi. Tél. : 03-26-48-49-10. De 30 F à 100 F.*

## GUIDE

### CINÉMA

*Atlantide, l'empire perdu*, de Gary Trousdale et Kirk Wise (sortie nationale le 28 novembre). La projection du nouveau film des studios Walt Disney Pictures sera précédée d'un spectacle sur le thème de l'eau, Disney sur scène : l'eau, l'air, le feu.

*Le Grand Rex, 1, boulevard Poissonnière, Paris-2<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bonne-Nouvelle. Jusqu'au 27. Horaires (spectacle suivi du film) : 9 h 15, 11 h 30, 13 h 30, 15 h 50, 18 h 05, 20 h 15, les 17, 18, 21, 24, 25 ; 18 h 05, 20 h 15, tous les jours ; 22 heures, les 16, 17, 20, 23, 24, 27. Tél. : 0 892-692-192. 69 F et 79 F (film et spectacle) ; 50 F (film seul).*

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

### VERNISSAGES

**Eduardo Arroyo**  
Le monde de Stephan Zweig et le génie européen  
*Galerie Louis Carré & Cie, 10, avenue de Messine, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Miromesnil. Tél. : 01-45-62-57-07. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche. Du 15 novembre au 15 décembre.*

**Bengt Olson**  
Dans la lumière du Nord  
*Musée Maillol - Fondation Dina-Vierny, 59-61, rue de Grenelle, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rue-du-Bac, bus : 63, 68, 83, 84. Tél. : 01-42-22-59-58. De 11 heures à 18 heures. Fermé mardi et fêtes. Du 15 novembre au 14 janvier. 40,30 F ; gratuit pour les moins de seize ans.*

**Lewis Baltz**  
*La Chaufferie, galerie de l'Ecole supérieure des arts décoratifs, 5, rue de la Manufacture-des-Tabacs, Strasbourg (Bas-Rhin). Tél. : 03-88-24-97-45. De 14 heures à 19 heures. Fermé lundi et mardi. Du 16 novembre au 30 décembre. Entrée libre.*

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).

*Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.*

**Orchestre national d'Île-de-France**  
Œuvres de Villa-Lobos, Piazzolla et Milhaud. Juan José Mosalini (bandonéon), Gisèle Ben-Dor (direction).  
*Cirque d'hiver Bouglione, 110, rue Amélot, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Filles-du-Calvaire. 20 heures, le 15 novembre. Tél. : 01-43-68-76-00. De 30 à 100 F.*

**Michel Portal, Bernard Lubat, André Minvielle**  
*Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> La Chapelle. 20 h 30, le 15 novembre. Tél. : 01-46-07-34-50. 70, 120 F.*

**Frédéric Favarel Quintet**  
*Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 22 heures, le 15 novembre. Tél. : 01-40-26-46-60. 80, 100 F.*

**Buddy Guy**  
*Olympia, 28, bd des Capucines, Paris-9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Opéra, Madeleine. 20 h 30, le 15 novembre. Tél. : 01-47-42-25-49. De 200 à 250 F.*

### RÉGIONS

**L'Ecole des femmes**  
de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle.  
*Marseille (Bouches-du-Rhône). Théâtre Toursky, 16, passage Léo-Ferré. 21 heures, les 16 et 17. Tél. : 04-91-58-54-54. 140 F et 160 F.*

**L'arrivée à New York**  
de Louis-Ferdinand Céline, mise en scène de Fabrice Luchini, avec Fabrice Luchini.  
*Nancy (Meurthe-et-Moselle). Salle Poirel, rue Victor-Poirel. 20 h 30, les 16 et 17 ; 15 heures, le 18. Tél. : 03-83-32-31-25. De 150 F à 295 F.*

**Franck II Louise**  
Drop it.  
*Cavaillon (Vaucluse). Théâtre, rue du Languedoc. 20 h 30, le 16 novembre. Tél. : 04-90-78-64-64. 104,95 F.*

**Paul Taylor Dance Company**  
Aureole, Antike Valentine, Dandelion Wine, Musical Offering  
*Bourges (Cher). Maison de la culture, place André-Malraux. 20 h 30, le 16 novembre. Tél. : 02-48-67-74-70. 140 F.*

**Ensemble baroque de Limoges**  
Œuvres d'Allegri, Gargari, Jomelli, Nanino, Bencini. Ensemble A sei voci, Christophe Coin (direction).  
*Limoges (Haute-Vienne). Eglise Saint-Michel-des-Lions. 20 h 30, le 16 novembre. Tél. : 05-55-31-84-81. 110 F et 140 F.*

**Orchestre de l'Opéra national de Lyon**  
Œuvres de Mozart et Dvorak. Virginie Pochon (soprano), Daniela Denschlag (alto), François Piolino (ténor), Alain Herriau (basse), Chœur de l'Opéra national de Lyon, Ivan Fischer (direction).  
*Lyon (Rhône). Opéra national de Lyon, 1, place de la Comédie. 20 heures, le 16 novembre. Tél. : 04-72-00-45-45. 90 F et 195 F.*

# Avec la Fnac, les lycéens ont élu leur Goncourt !

## SHAN SA

Prix Goncourt des lycéens 2001 pour *La joueuse de go* aux éditions Grasset

Toute l'aventure du Goncourt

des lycéens est sur [www.fnac.com](http://www.fnac.com)

alors là...

# On aura tout lu !



fnac.com



France Télévision  
2 3 6

Le Journal du Dimanche

magazine littéraire

LE PRIX GONCOURT DES LYCÉENS EST ORGANISÉ PAR LA FNAC, EN COLLABORATION AVEC LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET L'ACCORD DE L'ACADÉMIE GONCOURT.

Théâtre de la Ville  
PARIS

DU 20 AU 24 NOV. 20H30

AUX BOUFFES DU NORD

Marie-Christine Barrault

chante "L'Homme rêvé"

paroles Roger Vadim

musique, piano

Jean-Marie Sénia

37 BIS BD DE LA CHAPELLE, 10<sup>e</sup>

01 42 74 22 77

theatredelaville-paris.com



# L'histoire de la maladie, d'Hippocrate à la biologie moléculaire

Reconnue et honorée par la profession, « La Revue du praticien » célèbre son cinquantième anniversaire.

A cette occasion, elle publie un numéro spécial consacré à l'évolution du concept de maladie dans la médecine occidentale

**LES AMATEURS ÉCLAIRÉS** ont depuis longtemps pris l'habitude de la désigner sous l'appellation quelque peu mystérieuse de « la blanche », en référence au caractère immaculé d'une large fraction de sa première page. Elle se désigne elle-même comme une « publication bimensuelle de formation médicale continue », formulation empreinte d'une certaine modestie, tant *La Revue du praticien* occupe une place essentielle dans le paysage de l'information du corps médical français sur l'évolution de sa pratique et les progrès des connaissances biologiques qui la nourrissent.

Les progrès de la transmission immédiate des données diagnostiques ou thérapeutiques via Internet n'ont en rien entamé la place de l'écrit dans la formation initiale et continue des médecins, comme en témoigne la notoriété et le succès grandissant d'une revue qui a su au fil du temps devenir un modèle doublé d'une référence et à laquelle collaborent les membres des meilleures équipes hospitalo-universitaires, parisiennes ou pas. Pour fêter son cinquantenaire tout en montrant à quel point elle a réussi à demeurer indépendante des institutions et des chapelles et comment on peut, en médecine, refuser le politiquement correct, *La Revue du praticien* livre une peu banale monographie consacrée à l'évolution du concept de maladie dans l'histoire de la médecine occidentale. « Pourquoi ce sujet ? Parce qu'il concerne tout le monde, médecin ou non, et devrait intéresser tous les lecteurs de La Revue, alors

qu'une histoire de l'anatomie ou de l'enseignement médical n'aurait touché qu'une partie d'entre eux, écrit Danielle Gourevitch (Ecole pratique des hautes études), dans l'avant-propos de ce dossier. Ce numéro ne cherchera pas à surcharger l'esprit par une matière de plus, mais à le stimuler, et, peut-être même, à élever l'âme en essayant de montrer comment on peut savoir bien distinguer, nuancer, douter, refuser la pensée unique, le politiquement correct, la mode, refuser, ou du moins assouplir, le carcan des directives gouvernementales. »

## PASSIONNANT VOYAGE

De la notion de maladie chez Hippocrate à la révolution de l'imagerie, on traverse toutes les appro-



ches de ces multiples phénomènes aujourd'hui catalogués pathologiques. *La Revue du praticien* traite ainsi, avec une actualité saisissante, de la maladie aux temps médiévaux, de l'émergence du concept de maladie mentale ou encore de

la révolution contagieuse. Elle embrasse aussi des domaines aussi éloignés que ceux de la conception galénique de la maladie ou, progrès de la biologie oblige, de la possible éclosion d'une nosologie moléculaire.

C'est un passionnant voyage qui nous conduit des dieux aux éléments, de la Grèce à Rome, de la Renaissance aux Lumières avant de s'ouvrir sur notre inconnu. « Avons-nous fait le plein de notre escarcelle étologique avec nos principes de l'in-né (gènes) et des acquis (microbes, poisons et carences) ? Les causes premières des maladies que nous ne comprenons pas ne sont-elles que des variantes ou des combinaisons de ces explications fondamentales ? », demande au lecteur le pro-

fesseur Loïc Capron, spécialiste de médecine interne à l'Hôtel-Dieu de Paris.

Au terme de cette quête, « la blanche », cinquantenaire, prend bien soin de faire la part simple des choses et de rappeler que, tout bien pesé, la médecine ne pourra être une science. « Les maladies sont des agents de mort, écrit le professeur Capron. Leur conception, qui intéresse les médecins et leurs historiens, cesse d'être particulière quand elle s'élargit au concept de mort. Celui-là concerne tous les mortels. Parce que la vie, ses souffrances et sa fin en sont les objets principaux, la médecine reste un des arts les plus profondément humains. »

Jean-Yves Nau

## DANS LA PRESSE

### LCI

Pierre-Luc Séguillon

L'information est d'importance, même si elle est passée presque inaperçue, hier, dans le brouhaha des préoccupations internationales. Elle est déterminante pour l'avenir, même si elle ne fait que confirmer ce qui était déjà pressenti. Lionel Jospin premier ministre sera bien, comme prévu, candidat à l'élection présidentielle ! Si quelques doutes ont pu traverser son esprit, ils sont désormais totalement balayés. Les députés socialistes en ont eu la claire confirmation hier. Le premier ministre s'est pour la première fois clairement présenté à eux en compétiteur, bien qu'il ait pris grand soin de ne jamais formellement évoquer

sa candidature à l'Elysée. Lionel Jospin a fait montre, hier, d'un appétit politique qui ne trompe pas. S'il refuse encore l'étiquette de candidat, déjà il en a le comportement et les dispositions psychologiques. (...) Voilà qui est bien dans sa manière : une stratégie construite, calibrée, tenue, dont la grande force est la rigidité et dont l'extrême faiblesse est le manque de plasticité.

### LE TEMPS (Genève)

Alain Campiotti

Ce qui vient de se passer est un tournant dans la guerre américaine « contre le terrorisme ». Mais la campagne militaire en Afghanistan, George Bush n'a cessé de le répéter, n'est qu'une étape dans une entreprise plus vaste et plus longue. Les Américains, contraints d'entrer

dans ce conflit par les attentats du 11 septembre, vont être présents pour longtemps dans la région, et bien plus qu'avant, ce que n'avait de toute évidence pas imaginé Oussama Ben Laden. Mais pour y faire quoi ? Devant le Conseil de sécurité, Colin Powell vient d'assurer que le combat contre le terrorisme devait aussi être mené par la démocratie, la justice, la résolution des conflits, la lutte contre la pauvreté, pour la santé et l'éducation. (...) Mais les Etats-Unis ont souvent montré, justement dans cette région, beaucoup d'indifférence intéressée pour les valeurs qu'ils prônent par ailleurs. (...) Ils assurent aujourd'hui qu'ils ne recommenceront plus. On ne peut que les croire sur parole. Mais la chute de Kaboul est l'occasion de prendre date.

### DAWN (Pakistan)

Il est temps qu'une coalition mondiale dirigée par les Etats-Unis agisse rapidement pour empêcher ce qui pourrait bien se révéler un désastre. Lundi, à New York, les ministres des affaires étrangères des « 6 + 2 » ont réaffirmé leur soutien aux efforts du représentant de l'ONU Lakhdar Brahimi pour mettre en place un gouvernement élargi à Kaboul. (...) Après les revers militaires subis par les talibans, il est désormais possible que les dirigeants pachtoune non talibans acceptent de participer à ce nouveau système. La peur les a jusqu'à présent contraints à la prudence. Il faut espérer que les « 6 + 2 » vont accélérer leurs consultations pour parvenir à un consensus sur un nouveau gouvernement.

## SUR LA TOILE

### FORUMS

Les archives des forums de discussion (newsgroups) du sous-réseau Usenet, longtemps gérées DéjàNews.com, ont été rachetées par le moteur de recherche Google. De nombreux utilisateurs ont protesté contre la mainmise d'une entreprise privée sur ces millions de messages. Certains souhaitent que le fonds soit transféré à la bibliothèque du Congrès des Etats-Unis, d'autres veulent mettre en place un système libre et ouvert (open source) à but non lucratif. [www.google.com](http://www.google.com)  
[www.dejanews.com](http://www.dejanews.com)

### DOSSIERS MÉDICAUX

Selon le quotidien *Los Angeles Times*, les dossiers médicaux complets de soixante-deux enfants et adolescents soignés pour des troubles mentaux ont été publiés par erreur sur le site Internet de l'université du Montana, où il sont restés pendant huit jours. Automatiquement repérés par divers moteurs de recherche, les dossiers ont été consultés par de nombreux internautes. Une enquête a été ouverte au sein de l'université. [www.latimes.com](http://www.latimes.com)  
[www.umat.edu](http://www.umat.edu)

[www.afghanwar.spb.ru](http://www.afghanwar.spb.ru)

## Quinze ans après, des militaires américains félicitent les vétérans russes de la guerre en Afghanistan

LORSQU'EN 1998, Vladimir Grigoriev fonda le site *Afghan War*, consacré à l'intervention soviétique en Afghanistan, son but était de « rappeler à ses concitoyens que cette guerre a bien eu lieu », et de fournir aux vétérans russes (qu'on appelle les « Afghanski ») un espace pour se souvenir ou rechercher des amis perdus de vue : « Pour eux, la guerre ne sera jamais terminée », explique Vladimir, qui a lui-même effectué de 1985 à 1987 son service militaire en Afghanistan.

Or, depuis le début de l'intervention américaine en Afghanistan, *Afghan War* reçoit des messages venant des Etats-Unis, rédigés en anglais. De nombreux militaires américains semblent éprouver subitement une grande sympathie à l'égard de leurs collègues russes. Phil, ancien de la guerre du Golfe : « Tout comme en 1941-1945, cette guerre rapproche de nouveau nos deux pays, unis dans la lutte contre un ennemi commun. Espérons, avec l'aide de Dieu, que nous serons à nouveau victorieux ! » Bob, parachutiste américain ayant servi au Viet-



nam : « A la lumière des événements récents, je découvre que nous avons beaucoup de choses en commun. Je saisis ce moment particulier pour vous faire part de mon respect. » Tom Anderson, colonel en retraite : « Bravo aux vétérans russes d'Afghanistan ! Chapeau les gars ! »...

Certains prennent la peine de lire la partie en anglais du site, pour en tirer des enseignements : « Après avoir consulté votre site, je réalise combien cette guerre sera différente des autres, affirme un marin qui a combattu dans le Golfe ; j'espère seulement que mes compatriotes

sont prêts à voir revenir des cercueils. Si nous mettons le pied en Afghanistan, nous aurons des pertes. »

Quelques internautes se présentent comme des Afghans en exil ont également envoyé des messages. L'un d'entre eux remercie Vladimir Grigoriev d'avoir publié sur son site de nombreuses photos inédites, trouvées dans les archives personnelles de soldats russes : « Sachant que vous n'avez pas gardé beaucoup de bons souvenirs de mon pays, je vous suis d'autant plus reconnaissant de les avoir mis en ligne. » Surpris de cette sollicitude tardive, les « Afghanski » ne répondent pas aux correspondants étrangers et préfèrent poursuivre leurs discussions habituelles. Pourtant, la guerre américaine les intéresse, car une rumeur court dans toute la Russie : l'US Army recruterait discrètement des mercenaires dans les pays de l'ex-URSS, en donnant la priorité à des vétérans de l'armée rouge ayant servi en Afghanistan...

Alexandre Lévy

Christian Colombani

## Agrippine s'anime

par Dominique Dhombres

AU MOMENT où l'Afghanistan vacille, où l'on ne sait toujours pas pourquoi un Airbus est tombé sur New York, c'est limite frivole. Mais impossible de se retenir. C'était hier à 18 h 40, sur Canal, la première d'Agrippine, la fille putative de Claire Bretécher. On a l'impression d'avoir toujours vécu avec cette peste, qui a implacablement seize ans et fait tourner en bourrique ses copains, ses copines et ses biomanes (ses parents, pour les ignares). Elle fait partie du paysage. Elle est de toute éternité dans le *Nouvel Obs* et, périodiquement, dans un album. Comment allait-elle se tirer de l'épreuve de l'animation ?

Disons-le tout de suite : c'est ça, et c'est pas ça. On avait eu le même sentiment mêlé, il y a bien longtemps, pour *Tintin* et les oranges bleues. Entre la BD et le dessin animé, il y a un gouffre. Sur le papier, on prend son temps, on revient en arrière, on contemple

inlassablement les meilleures planches. Avec le film, le déroulement est inexorable, on ne maîtrise plus rien.

Pourtant, Agrippine sur Canal, ce n'est déjà pas si mal, et on attend la suite de la série. Hier soir, c'était « Dépression ». Psyché, une des filles de la bande, vient de faire une TTS (tentative de tentative de suicide). Agrippine se sent dériver, « je crois que c'est ma semaine frigide anorexique suicidaire ». Evidemment, ses parents ne comprennent rien. « C'est triste pour Psyché, mais tu n'es pas Psyché », lui dit son père, grand spécialiste du processus de socialisation chez les tourteaux, moins habile avec les ados. Agrippine a des preuves irréfutables de la cruauté de l'existence : « Je ne trouve jamais mes chaussettes. Et, même avec mon forfait de dix heures, je ne tombe que sur des boîtes vocales. » Que répondre à cela ?

Il y a bien un psy, « spécialiste

de la TTS pour le 18<sup>e</sup> arrondissement sud ». Mais tout ce qu'il dit coïncide tellement avec ce que ressent Agrippine. « J'ai tout bon. J'ai le terrain dépressif en entier », s'exclame Agrippine après l'avoir entendu. C'est contagieux, sa mère l'attrape aussi. « On vit seule. On meurt seule. Et la fesse ne se remuscule jamais », constate cette dernière. Cette remarque désespérée lui vaut un rare moment d'adhésion de la part de sa fille : « Maman, c'est beau ce que tu dis là. »

Evidemment, on a toujours tort de vouloir raconter un dessin animé. Mais la force de Bretécher, ce n'est pas seulement le trait, c'est aussi le dialogue. « Je suis total déprimé. Cette nuit, j'ai dormi dans la gamelle du chien », dit l'un des garçons de la bande. Dans cette zone un peu glauque qu'on appelle l'« access prime time », Agrippine anime en tout cas désormais le paysage.

Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 26,35 € (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

M.  Mme Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Localité : .....

Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 101MQPAE

### Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....

Signature : [ ]

**IMPORTANT** : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi. Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99<sup>€</sup> TTC/mois)

"Le Monde" (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518 Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23461-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

- 21.00** La haute couture, mythe ou réalité ? **Forum**
- 22.00** Paris, capitale de la haute couture. **Forum**
- 23.00** Mademoiselle Chanel. **Forum**

## MAGAZINES

- 20.45** Les Mercredis de l'histoire. La République atomique : France-Iran, le pacte nucléaire. **Arte**
- 20.55** Des racines et des ailes. Anorexie : le goût de la vie. **France 3**
- 21.05** Strip-tease. Une salade à cinq francs. Martha. **TV 5**
- 22.30** Ça se discute. Peut-on surmonter ses blessures d'enfance ? **France 2**
- 22.45** Le Droit de savoir. Enquêtes au cœur du Palais de justice de Paris. **TF 1**

- 23.10** Culture et dépendances. Les homos s'installent. Invités : Dominique Fernandez ; Guillaume Dustan ; Stomy Buggy ; Joseph Macé-Scaron. **France 3**

- 0.55** Des mots de minuit. **France 2**

## DOCUMENTAIRES

- 20.30** L'île sur le feu. [2/2]. Du Second Empire à nos jours. **Planète**
- 20.30** La Guerre en couleurs. Les îles Gilbert. **La Chaîne Histoire**
- 20.55** Cuba à bicyclette. **Odyssée**
- 20.55** La Guerre en couleurs. Dunkerque. **La Chaîne Histoire**

Le Monde  
TELEVISION

## Arte

**20.45 Les Mercredis de l'Histoire** Qu'y a-t-il de commun entre l'attentat de la rue de Rennes à Paris, l'assassinat de l'ex-PDG de Renault Georges Besse, la prise d'otages au Liban et la politique nucléaire de la France ? Le dossier Eurodif, cet important complexe européen d'enrichissement de l'uranium, dont la France est maître d'œuvre, et qui fut la cause de la tension qui prévalait entre les deux pays, France et Iran, depuis 1974. Dans leur rigou-

- 21.00** Le XX<sup>e</sup> siècle. La Deuxième Révolution russe. [7/8]. **Histoire**
- 21.20** Civilisations perdues. L'Afrique, un passé occulté. **La Chaîne Histoire**
- 21.30** Lonely Planet. New York. **Planète**
- 21.40** Musica. Janine Charrat. L'instinct de la danse. **Arte**
- 21.55** Volés par les nazis. Histoire de la collection Schloss. **Histoire**
- 22.00** Venus d'ailleurs. Dangereuses créatures. **National Geographic**
- 23.00** Iran. Derrière le voile. **Nat. Geographic**
- 23.15** Nuit « Dancer in the Dark ». Les Cent Regards de Lars von Trier. **Canal +**
- 23.15** The Souls of New York. [5<sup>e</sup> volet]. **Canal Jimmy**
- 23.25** De Nuremberg à Nuremberg. [2/4]. Le temps de la résistance. **Planète**

- 0.00** Boulots de chien. Landis, Cobra commando. **National Geographic**

## SPORTS EN DIRECT

- 19.00** Football. D 2 (16<sup>e</sup> journée) : Amiens - Nice. **Eurosport**
- 20.30** Basket-ball. Euroligue masculine : Cibona Zagreb - Asvel. **Pathé Sport**

- 21.00** Football. Coupe du monde 2002. Éliminatoires. Barrages. Match retour. Roumanie - Slovaquie. **Eurosport**

## DANSE

- 21.00** Bhakti. Enregistré en 1981. Chorégraphie de Maurice Béjart. Avec Paolo Bortoluzzi, Hitomi Askawa, Jorge Donn, Germinal Casado, Tania Bari. **Muzzik**

- 23.45** Le Lac des cygnes. Chorégraphie de Noureev. Musique de Tchaïkovski. Avec Margot Fonteyn, Rudolf Noureev. **Mezzo**

## MUSIQUE

- 21.00** Classic Archive. Enregistré en 1963, et à Paris, en 1967. Avec Claudio Arrau (piano), Dino Ciani (piano). **Mezzo**
- 22.00** Altan. Festival interceltique 1999. **Mezzo**
- 22.25** The Nat « King » Cole Show 23. Le 12 novembre 1957. **Muzzik**
- 23.00** Ravel. Concerto pour piano et orchestre en sol majeur. Avec Martha Argerich (piano). Par l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit. **Mezzo**

## TÉLÉFILMS

- 20.45** Le Poids du secret. D. Lerner. **RTL 9**
- 21.00** Au-delà des apparences. Petra Káthe Niemeyer. **Téva**
- 22.40** Une vie à réinventer. Johannes Fabrick. **Téva**
- 22.55** Vendetta. N. Meyer. **Histoire**

## SÉRIES

- 20.45** Star Trek, Deep Space Nine. Filles prodiges. **Canal Jimmy**
- 20.50** X-Files. Renaissances. Confiance. **M 6**
- 20.50** L'Insti. Aimer par cœur. **France 2**
- 22.30** New York Police Blues. Riffifi chez les slaves. **Canal Jimmy**

## France 3

**20.55 Des racines et des ailes** Patrick de Carolis propose ce soir une série de reportages sur l'anorexie et la boulimie, troubles du comportement alimentaire dont souffrent essentiellement des adolescentes. Un sujet a été tourné au centre Espace Arthur, à l'hôpital de La Timone à Marseille, qui propose d'autres modes de traitement et de prise en charge des jeunes malades, à l'initiative du professeur Marcel Rufo.

## FILMS

- 15.45** La Dame de pique. Léonard Keigel (France, 1964, 80 min). **CineClassics**
- 16.55** Le Cercle des poètes disparus. Peter Weir (Etats-Unis, 1989, v.o., 125 min). **Cinéstar 2**
- 17.30** Le Crabe-tambour. Pierre Schoendoerffer (France, 1977, 115 min). **Cinétoile**
- 18.45** La Dame d'Onze heures. Jean Devaivre (France, 1947, 95 min). **CineClassics**
- 18.50** Place Vendôme. Nicole Garcia (France, 1998, 115 min). **Cinéstar 1**
- 19.00** Sailor et Lula. David Lynch (Etats-Unis, 1990, v.o., 120 min). **Cinéstar 2**
- 20.45** Les Trois Mousquetaires. George Sidney (Etats-Unis, 1948, 125 min). **TCM**

- 21.00** Dancer in the Dark. Lars von Trier (Danemark, 2000, 135 min). **Canal +**
- 21.00** Le Comédien. Sacha Guitry (France, 1947, 95 min). **Cinétoile**
- 22.15** Jeu, set et match. Ida Lupino (Etats-Unis, 1951, v.o., 85 min). **CineClassics**
- 22.25** Le Cercle des poètes disparus. Peter Weir (Etats-Unis, 1989, 125 min). **Cinéstar 1**



- 22.55** Prête à tout. Gus Van Sant. Avec Nicole Kidman, Matt Dillon (GB - EU, 1995, v.o., 105 min). **Cinéfaz**
- 23.40** Mata Hari. George Fitzmaurice (Etats-Unis, 1931, v.o., 90 min). **CineClassics**
- 0.15** La Femme de l'aviateur. Eric Rohmer (France, 1980, 100 min). **Cinétoile**
- 0.45** Entretien avec un vampire. Neil Jordan (Etats-Unis, 1994, v.o., 120 min). **Cinéstar 2**

## JEUDI 15 NOVEMBRE

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

- 18.30** Face à la presse. Jean-Claude Gaudin. **LCI**
- 21.00** Travailleurs clandestins, les nouveaux forçats. **Forum**
- 22.00** La raison d'Etat peut-elle tout justifier ? **Forum**
- 23.00** Enfants, les salaires de la honte. **Forum**

## MAGAZINES

- 12.50** Arrêt sur images. Alerte à TF1. **La Cinquième**
- 13.05** Strip-tease. Une salade à cinq francs. Martha. **TV 5**
- 13.30** Passeport pour la danse. Giselle, par Michael Denard. **Muzzik**
- 16.00** En aparté. Avec Charlotte Gainsbourg et Robert Pires. **Canal +**
- 17.00** Les Lumières du music-hall. Mouloudji. Petula Clark. **Paris Première**
- 18.05** C dans l'air. **La Cinquième**
- 19.00** Explorer. La piqûre du scorpion. Des corbeaux et des hommes. Chiens new-yorkais. **Nat. Geographic**
- 20.05** Temps présent. Les raisins de la colère. **TSR**
- 20.55** Envoyé spécial. Le cerveau. Afrique du Sud : les assassins ne pleurent pas. **France 2**
- 22.15** Open club. Jean-Pierre Turbergue. **CineClassics**
- 22.35** Recto Verso. André Dussolier. **Paris Première**
- 23.00** Campus, le magazine de l'écrit. La conversation : les livres « Jackpot » : peut-on fabriquer un best seller ? ; Les Années 1960, avec Marc Lambron ; Christophe Donner. L'entretien : Jean Vautrin. La critique. **France 2**
- 23.25** Pièces à conviction. Droit de suite : Ben Laden, l'argent de la terreur. Dossier : L'énigme corse. **France 3**
- 23.50** Zone interdite. J'ai été agressé ! **M 6**
- 0.10** Art Attack 98. **Disney Channel**
- 0.10** La Route. Invitées : Nathalie Rheims et Elsa Zylberstein. **Canal Jimmy**

- 18.05** Mario Soares, le démocrate obstiné. [1/4]. Luttés et clandestinité. **Histoire**
- 18.25** La Guerre en couleurs. Birmanie, le front oublié. **La Chaîne Histoire**
- 18.30** Le Fabuleux Monde des insectes. Des insectes très nourrissants. **National Geographic**
- 18.35** Les Grands Parcs canadiens. Le Parc national de la réserve du Mingan. **Odyssée**
- 19.00** Voyages, voyages. La Martinique. **Arte**
- 19.10** Abraham Hitler, enfant-soldat au Liberia. **Festival**
- 19.45** Les Mystères de l'Histoire. Les guerres oubliées. **Chaîne Histoire**
- 20.00** Le Cas n° 21 548. **Histoire**
- 20.00** Espace sauvage. Les orangs-outans de Bornéo. **National Geographic**
- 20.30** Voyage au Caire. **Voyage**
- 20.30** Le Mur de Berlin. La réunification. **La Chaîne Histoire**
- 20.30** Tsahal. [2/2]. **Planète**
- 21.00** Egypte, dieux et démons. [3/5]. L'âge d'or. **Voyage**
- 21.05** Les Splendeurs naturelles de l'Afrique. [11/12]. Archipels de rêve. **TV 5**
- 21.15** 1914-1918, les derniers témoins. [1/2]. **La Chaîne Histoire**
- 21.30** Science tous risques. Les grottes de glace. **Nat. Geographic**
- 21.45** Voyage aux sources du Nil. [1/5]. L'Egypte du delta et des pyramides. **Odyssée**
- 21.45** Liberté de la presse ? **La Chaîne Histoire**
- 22.20** Thema : Les Trois Couleurs de l'Empire. **Arte**
- 23.00** L'île sur le feu. [2/2]. Du Second Empire à nos jours. **Planète**
- 23.00** La Grande Réserve. [2/4]. Après l'apartheid, l'intégration. **National Geographic**
- 23.30** Thema : Le Ciné colonial. Le Maghreb au regard du cinéma français. **Arte**
- 0.30** Les Autruches véloces du Kalahari. **Odyssée**

## SPORTS EN DIRECT

- 20.30** Basket-ball. Euroligue masculine. Pau-Orthez - Skipper Bologne. **Pathé Sport**

## DANSE

- 18.00** La Fille mal gardée. Chorégraphie de Heinz Spoerli. Musique de Ferdinand Hérold. Enregistré en 1987. Par le Corps de ballet de Bâle. L'Orchestre symphonique de Vienne, dir. John Lanchberry. **Mezzo**

## MUSIQUE

- 17.45** et **20.35**, **23.30** Manuel de Falla. Suite n°2 extraite du Tricorne. Enregistré en 1989. Par l'Orchestre philharmonique de Munich, dir. Pablo Perez. **Mezzo**
- 20.15** Frédéric Chopin par Daria Fadeeva. **Mezzo**
- 21.00** Récital François-Frédéric Guy et Nicholas Angelich. Enregistré à l'Auditorium du Musée d'Orsay, en 2000. **Mezzo**
- 21.00** Récital à l'Auditorium du Louvre. Avec Yura Lee, violon ; Robert Koenig, piano. **Muzzik**
- 22.00** Nice Jazz Festival 1999. Avec Dianne Reeves ; Dee Dee Bridgewater ; James Taylor ; Cesaria Evora. **Muzzik**
- 22.15** François-Frédéric Guy aux serres d'Auteuil. Enregistré en 2000. **Mezzo**
- 23.10** Mike Stern. Montréal, 1999. **Muzzik**

## TÉLÉFILMS

- 17.20** L'Affaire Devereux, la mort d'un juste. Peter Kosminsky. **Festival**
- 18.15** De toute urgence. Philippe Triboit. [2/2]. **TV 5**
- 20.45** Thema : L'Algérie des chimères. François Luciani. [1/3]. **Arte**
- 20.55** La Mère de nos enfants. Jean-Louis Lorenzi. **TMC**
- 21.45** La Matiouette ou l'Arrière-Pays. André Téchiné. **Festival**
- 22.35** Les Matresses de mon mari. Christiane Leherissey. **Festival**
- 22.45** La Dernière Rivale. Dennis Berry. **TF 1**
- 23.40** Amour fatal. Jane Simpson. **TF 6**
- 0.30** Les Mondes parallèles. Petr Václav. **Arte**

## SÉRIES

- 17.25** Beverly Hills. Preuve d'amour. **TF 1**
- 17.55** Le Flic de Shanghai. Méthodes musclées. **M 6**
- 19.05** MacGyver. Voie sans issue. **TF 6**
- 19.55** Un filic dans la mafia. Mon fils. **Série Club**
- 21.35** The Practice. Trahisons. **Série Club**
- 22.10** Ally McBeal. Du rire aux larmes. L'amour en mode réduit. **M 6**
- 0.40** Ally McBeal. C'est ma fête ! (v.o.). **Téva**
- 0.55** Nikita. Et pendant le travail. **France 2**
- 0.55** Chapeau melon et bottes de cuir. Les évadés du monastère. **Série Club**
- 0.55** Les Soprano. Préservez-nous de la puissance du diable (v.o.). **Canal Jimmy**

## France 2

**20.55 Envoyé spécial** En Afrique du Sud, derrière les murs de la prison de haute sécurité de Pollsmoor, près du Cap, règne la loi des gangs. Les pires criminels y purgent des peines de longue durée et se répartissent en « gang des nombres », dans un climat de terreur et de soumission. Devant la caméra de Clifford Bestall et Allan Little, assassins, violeurs et meurtriers expriment leurs sentiments et parviennent à dialoguer.

## FILMS

- 13.25** Entretien avec un vampire. Neil Jordan (Etats-Unis, 1994, 120 min). **Cinéstar 1**
- 13.45** Mata Hari. George Fitzmaurice. Avec Greta Garbo, Ramon Navarro, Lionel Barrymore (Etats-Unis, 1931, v.o., 85 min). **CineClassics**
- 14.05** Lolita. Stanley Kubrick (Grande-Bretagne, 1962, 150 min). **TCM**
- 15.10** La Ferme des sept péchés. Jean Devaivre (France, 1948, 90 min). **CineClassics**
- 15.30** Jugatsu. Takeshi Kitano (Japon, 1990, v.o., 95 min). **CineCinemas 1**
- 16.00** Kiss of Death. Barbet Schroeder (Etats-Unis, 1995, 100 min). **CineCinemas 2**
- 17.15** Le Juge et l'Assassin. Bertrand Tavernier (France, 1975, 125 min). **Cinéfaz**
- 18.45** La Dame de pique. Léonard Keigel (France, 1964, 80 min). **CineClassics**
- 18.55** Gremlins. Joe Dante (Etats-Unis, 1984, 110 min). **TCM**
- 19.20** Baxter. Jérôme Boivin (France, 1988, 85 min). **Cinéfaz**
- 19.30** Pauline à la plage. Eric Rohmer (France, 1983, 90 min). **Cinétoile**
- 20.30** Tintin et les oranges bleues. Philippe Condroyer (France - Espagne, 1964, 75 min). **Canal J**
- 20.45** Les Dents de la mer. Steven Spielberg (Etats-Unis, 1975, 120 min). **Canal +**



- 20.45** Agent X 27. Josef von Sternberg. Avec Marlene Dietrich, Victor McLaglen (Etats-Unis, 1931, v.o., 90 min). **CineClassics**
- 20.55** Magnum Force. Ted Post (Etats-Unis, 1973, 120 min). **France 3**
- 21.00** Maigret et l'affaire Saint Fiacre. Jean Delannoy (France - Italie, 1959, 95 min). **Paris Première**
- 22.40** Parfait amour ! Catherine Breillat (France, 1996, 120 min). **Téva**
- 0.05** Nos funérailles. Abel Ferrara (Etats-Unis, 1996, v.o., 100 min). **CineCinemas 3**



- 20.45** X-Files. Renaissances. Confiance. **M 6**
- 20.50** L'Insti. Aimer par cœur. **France 2**
- 22.30** New York Police Blues. Riffifi chez les slaves. **Canal Jimmy**

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

## TF 1

- 16.30** Alerte à Malibu. **17.25** Beverly Hills. **18.20** et **0.05** Star Academy. **18.55** Le Bigdil. **20.00** Journal, Tiercé, Météo. **20.55** Ushuaïa nature. A la découverte de l'ultime espérance. **22.45** Le Droit de savoir. Enquête au cœur du Palais de justice de Paris **0.35** Histoires naturelles.

## FRANCE 2

- 16.55** Premier rendez-vous. **17.30** Le Groupe. **18.00** 70's Show. **18.25** Friends. **18.55** On a tout essayé. **19.45** Un gars, une fille. **19.45** et **20.45** Tirage du Loto. **20.00** et **0.35** Journal, Météo. **20.50** L'Insti. Aimer par cœur. **22.30** Ça se discute. **0.55** Des mots de minuit.

## FRANCE 3

- 17.35** et **20.25** La Vie à deux. **18.15** Un livre, un jour. **18.20** Questions pour un champion. **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo. **20.13** Tout le sport. **20.55** Des racines et des ailes. Anorexie : le goût de la vie. **22.35** Météo, Soir 3. **23.10** Culture et dépendances. **0.55** Les Dossiers de l'Histoire.

## CANAL +

- 15.50** Eddy Time. **17.25** Football. Championnat d'Europe Espoirs. France - Roumanie. **► En clair jusqu'à 21.00**
- 19.35** Le Journal. **19.50** Le Zapping. **19.55** Les Guignols de l'Info. **20.05** Burger Quiz. **20.45** Encore + de cinéma. **21.00** Nuit « Dancer in the Dark ». Dancer in the Dark. **M 6** **21.00** Journal, Tiercé, Météo. **21.15** Les Cent Regards de Lars von Trier. **23.15** Les Cent Regards de Lars von Trier. **0.15** Midnight +.

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

## TF 1

- 13.50** Les Feux de l'amour. **14.40** Rien d'autre que l'amour. Téléfilm. John Erman. [1/2]. **16.25** Alerte à Malibu. **17.25** Beverly Hills. **18.20** et **1.10** Star Academy. **18.55** Le Bigdil. **20.00** Journal, Tiercé, Météo. **20.55** Commissaire Moulin. Le Petit Homme. **22.45** La Dernière Rivale. Téléfilm. Dennis Berry.

## FRANCE 2

- 13.50** Derrick. **15.58** Les Jours euro. **16.00** Mort suspecte. **16.45** Un livre. **16.55** Des chiffres et des lettres. **17.25** Qui est qui ? **18.05** 70's Show. **18.50** On a tout essayé. **19.50** Un gars, une fille. **20.00** et **0.35** Journal, Météo. **20.25** Question Ouverte. Invité : François Bayrou. **20.55** Envoyé spécial. **23.00** Campus, le magazine de l'écrit. **0.55** Nikita. Et pendant le travail. **O.**

## FRANCE 3

- 13.55** C'est mon choix. **14.55** La Sauvageonne. Téléfilm. Steven Schachter. **16.30** MNK. **17.25** A toi l'actu@. **17.35** et **20.25** La Vie à deux. **18.15** Un livre, un jour. **18.20** Questions pour un champion. **18.45** La Santé d'abord. **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo. **20.15** Tout le sport. **20.55** Magnum Force. Film. Ted Post. **22.55** Météo, Soir 3. **23.25** Pièces à conviction. **1.05** Europeos. De Schengen à Ben Laden.

## CANAL +

- En clair jusqu'à 14.00**
- 13.30** La Grande Course. **14.00** Encore + de cinéma. **14.10** Merci pour le chocolat. Film. Claude Chabrol. **15.45** Stick. **16.00** En aparté. **16.50** The Skulls, société secrète. Film. Rob Cohen. **18.30** Conrad le marin. **► En clair jusqu'à 20.45**
- 18.40** Agrippine. **19.05** + de cinéma. **19.35** Le Journal. **19.50** Le Zapping. **19.55** Les Guignols de l'Info. **20.05** Burger Quiz. **20.45** Les Dents de la mer. Film. Steven Spielberg. **22.45** Anna et le roi. Film. Andy Tennant (v.o.).

## SIGNIFICATION DES SYMBOLES

## Les codes du CSA

- Tous publics  
○ Accord parental souhaitable  
○ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans  
○ Public adulte  
○ Interdit aux moins de 16 ans  
○ Interdit aux moins de 18 ans

## ARTE

- 19.00** Connaissance. **19.45** Arte info, Météo. **20.15** Histoires de familles. **20.45** Les Mercredis de l'histoire. La République atomique : France-Iran, le pacte nucléaire. **21.40** Musica. Janine Charrat. L'instinct de la danse. **22.40** Un ciel parsemé de diamants. Film. Vassili Pitchoul. **0.20** Karnaval. Film. Thomas Vincent.

## M 6

- 18.55** Charmed. **19.54** Le Six Minutes, Météo. **20.05** Madame est servie. **20.40** Caméra café. **20.50** X-Files. Renaissances. Confiance. **21.45** Confiance. **22.35** Empédocle. **23.30** Full Eclipse. Téléfilm. Anthony Hickox.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

- 20.30** Radiodrames. Infernales, de Michel Quint. **21.00** Mesures, démesures. **22.10** Multipistes. **22.30** Surpris par la nuit. **0.05** Du jour au lendemain. Pascal Comèrre (La Grand Soif d'André Frénaud).

## FRANCE-MUSIQUES

- 20.00** Concert. Par l'Orchestre et le Chœur du Théâtre de Mariinski de Saint-Petersbourg, dir. Valery Gergiev. Œuvres de Goubaïdoulina, Oustvolkskaya. **22.00** En attendant la nuit. **23.00** Jazz, suivez le thème. **0.00** Extérieur nuit. **RADIO CLASSIQUE**
- 18.35** Les Rendez-vous du soir. Par l'Orchestre de chambre d'Europe, dir. Nikolaus Harnoncourt, Pierre-Laurent Aimard, piano

## Le barbier de Kaboul

par Pierre Georges

DANS l'opéra de la guerre, il y a du tragique et parfois aussi du comique. Intimement liés. C'est à cela que l'on pensait en voyant arriver les premières images de Kaboul, capitale dont on ne saurait dire encore si elle fut libérée de ses oppresseurs ou conquise par de nouveaux maîtres.

En tout cas, les choses étaient allées vite. Très vite. Trop vite sans doute même au goût et à la stupéfaction des régisseurs aîlés. Le livret s'était en quelques jours emballé. Sous le matraquage des B52 américains, les forces talibanes, dont chacun, et d'abord les états-majors, avait quelque peu surévalué la capacité à résister au pilonnage en rase campagne, se sont défaits. Repli, débâcle, fuite éperdue et à peine stratégique vers quelque redoute montagnarde pour s'y organiser en guérilla ? La suite le dira. Et il ne semble pas nécessaire de remplacer une spéculation hasardeuse sur la capacité de résistance des talibans par une autre spéculation hasardeuse sur leur défaite irrémédiable.

Simplement, au fil des jours, des heures même, à la stupéfaction générale, les cartes de l'Afghanistan en guerre, celles là mêmes que chacun peut voir à la télévision ou dans les journaux, évoluaient, du nord vers le sud, à la vitesse de la marée. Conformément le matin, dévaluées le soir. Simplement aussi, premières paroles de désarroi, bien loin des serments de victoire précédents, le fameux et invisible mollah Omar, dans un message radio lancé, mardi après-midi, probablement de Kandahar, invitait ses troupes à résister et à combattre. Et ses propos n'étaient guère ceux d'un chef absolument serein : « Je vous

demande d'obéir totalement à vos commandants. Ne courez pas à droite et à gauche. Ceux qui le font sont comme des poulets sans tête qui vont finir par mourir et tomber dans le fossé. »

À droite, à gauche, ils couraient, roulaient, fuyaient vers le sud. Et, depuis le matin même, Kaboul était aux mains, et presque sans combat, des soldats de l'Alliance du Nord. Ville investie contre, semble-t-il, tout engagement et toutes promesses. Mais les promesses des vainqueurs, devant une capitale ouverte, valent ce que valent les promesses, dans l'ivresse de la victoire et de la revanche.

Ces troupes, donc, sont entrées dans Kaboul. Au motif officiel d'y maintenir l'ordre. Au calcul d'y imposer leur ordre et d'y prélever d'avance la plus large part du butin politique ? Là encore, ne spéculons pas. Toujours est-il que d'évidence la fameuse et pour l'instant introuvable solution politique pour l'après, en Afghanistan, avait été largement distancée par les seuls guerriers de l'Alliance, fleur à la kalachnikov.

Et donc l'opéra des images pouvait commencer. Ce fut quoi Kaboul libérée devant les caméras du monde entier ? Des enfants du pays de la guerre faisant escorte et fête aux guerriers vainqueurs. Quelques cadavres de présumés talibans et l'horreur d'une populace tuant, encore et encore, ces morts, les lapidant, piétinant leurs pauvres visages de morts. La musique revenue, comme liberté première, sur les radios et dans les taxis. Et les barbiers de Kaboul, chantant, à larges coups de rasoirs et de ciseaux, le grand air de la pilosité libérée à leurs clients hilares.

## Affaire Destrade : le conseil des ministres autorise M. Jospin et M. Moscovici à témoigner

Le ministre délégué chargé des affaires européennes a lui aussi été convoqué par le juge

FIGURE inattendue de la cohabitation : c'est avec l'accord de Jacques Chirac, qui le préside, que le conseil des ministres devait autoriser, mercredi 14 novembre, Lionel Jospin à répondre à la convocation du juge d'instruction de Pau (Pyrénées-Atlantiques) Thierry Pons. Chargé de l'enquête sur les malversations attribuées à l'ancien député (PS) Jean-Pierre Destrade, qui a dévoilé un vaste système de financement politique par les groupes de grande distribution commerciale, le magistrat avait informé l'Hôtel Matignon, le 6 novembre, qu'il souhaitait interroger le premier ministre en qualité de témoin. La déposition d'un membre du gouvernement étant subordonnée par la loi à l'aval formel du conseil des ministres, M. Jospin avait aussitôt annoncé qu'il demandait « l'inscription de ce point à un prochain conseil des ministres » (Le Monde du 8 novembre).

Si Matignon a communiqué sans détour au sujet de cette convocation pourtant inattendue, comptant de toute évidence sur l'effet de contraste avec les embarras de M. Chirac dans le feuilleton des « affai-

res », la confidentialité d'une autre convocation a elle été préservée : selon les informations recueillies par Le Monde, le ministre délégué chargé des affaires européennes, Pierre Moscovici, est également l'objet d'une convocation au titre de témoin, qui devait elle aussi recueillir, mercredi, l'approbation du conseil des ministres. Antérieure à la démarche concernant M. Jospin, la convocation de M. Moscovici s'inscrit elle aussi dans le cadre des investigations menées sur les relations entretenues par M. Destrade au sein des instances dirigeantes du PS.

Saisi par la police en 1995, alors que l'ex-député était en détention provisoire, les agendas de M. Destrade mentionnent huit rendez-vous - dont certains « au parti » - avec M. Moscovici en 1993 et en 1994, soit alors que ce dernier était le trésorier du PS. M. Destrade, lui, avait quitté toute fonction au PS, après avoir appartenu au cabinet de Henri Emmanuelli à la présidence de l'Assemblée nationale. Interrogé par Le Monde sur l'existence et l'objet de ces entretiens, M. Moscovici

en avait jugé le nombre « peu crédible », indiquant simplement avoir « souvent rencontré M. Destrade pendant les vacances », alors qu'il séjournait à Biarritz (Le Monde du 15 mai).

### RELATIONS AVEC M. MOATTI

Ouverte depuis 1995, l'enquête sur l'« affaire Destrade » porte, elle, sur la période comprise entre 1988 et 1992, durant laquelle la trésorerie du PS se trouvait sous la direction de M. Emmanuelli. Expressément désigné par M. Destrade comme le maître d'œuvre du « système » auquel il dit avoir contribué, M. Emmanuelli a été mis en examen en 1998 dans l'instruction de Pau, ainsi que plusieurs anciens cadres de la direction financière du PS. Les agendas de M. Destrade mentionnent aussi deux rencontres avec Richard Moatti, homme d'affaires proche de M. Jospin et ancien membre de la commission de contrôle des finances du PS (1979-1994). A la date du 28 février, l'une de ces annotations indique un déjeuner « chez M. Jospin ». Mis en examen le 16 février 2000, M. Moat-

ti avait nié l'existence de ces rendez-vous et contesté avoir œuvré au financement du PS par ses activités d'intermédiaire auprès du groupe Carrefour.

Jamais mis en cause dans cette enquête, M. Jospin - qui n'était plus premier secrétaire du PS, mais ministre de l'éducation au moment des faits visés par l'enquête - pourrait être interrogé sur ses relations avec M. Moatti et sur la connaissance qu'il pouvait avoir d'un « système » de financement occulte auquel celui-ci et M. Destrade auraient participé. La date de son audition n'était pas encore fixée, mercredi, pas plus que celle de M. Moscovici. Le cabinet du premier ministre a, par ailleurs, indiqué que M. Jospin ne pourrait envisager de répondre à une citation à témoigner au procès de l'ancien préfet de Corse Bernard Bonnet que si le président du tribunal correctionnel d'Ajaccio en effectue la demande. L'audience consacrée à l'incendie des paillotes doit s'ouvrir le 19 novembre.

Hervé Gattegno

## Toulouse : TotalFinaElf paiera une partie des factures

TOTALFINAELF se veut sensible au « désarroi » des Toulousains : le groupe pétrolier prendra en charge le surcoût des factures de chauffage et d'électricité des logements privés endommagés par l'explosion de son usine AZF, le 21 septembre. C'est Laurent Fabius, ministre de l'économie et des finances, qui l'a annoncé à l'Assemblée nationale mardi 13 novembre. Les ménages concernés n'auront à déboursier que l'équivalent de leur facture de l'an dernier. EDF prendra la différence dans les caisses du groupe pétrolier.

Le groupe pétrolier ignore encore le nombre précis de foyers concernés et ne dit pas combien cette mesure lui coûtera. M. Fabius a également annoncé le financement par l'entreprise de la mise « hors eau » et « hors air » des parc de logements privés sinistrés. Enfin, des mesures d'allègement des expertises et des contre-expertises, qui seront cantonnées aux « dossiers les plus lourds », seront prises par le gouvernement. Après les annonces du ministre des finances, Pierre Labeyrie, membre du collectif, s'est déclaré « déçu » par « des mesures qui ne répondent pas à la situation d'urgence des sinistrés ».

## Incidents à Alençon avant l'examen du plan social Moulinex

LE COMITÉ CENTRAL de Moulinex devait se prononcer, mercredi 14 novembre, sur les nouvelles propositions du délégué interministériel, Michel Bove, et des administrateurs judiciaires concernant les mesures du plan social des 3 287 salariés non repris par le groupe Seb. La principale d'entre elles porte sur le montant d'une prime supplémentaire de licenciement.

Pour les syndicats, elle ne saurait être inférieure à 80 000 francs, mais aucun engagement ne pouvait être donné sur sa prise en charge par l'assurance garantie sur les salaires (AGS), organisme paritaire géré par le Medef. Après Cornelles-le-Royal, lundi, des incidents ont eu lieu, mardi à Alençon (Orne), lors d'une manifestation de 150 à 200 salariés devant le siège du Medef. Les forces de police ont chargé le cortège, dans lequel les délégués syndicaux ont été frappés. L'un d'eux, Claude Renault, (CFDT) a été blessé et hospitalisé.

## Cohabitation : un débat à Paris autour du livre d'Olivier Schrameck

A L'OCCASION de la parution de son livre *Matignon rive gauche 1997-2001* (Editions du Seuil), Olivier Schrameck, directeur du cabinet du premier ministre, participera à un débat, jeudi 15 novembre, à 19 heures, à Paris. Introduite par l'éditeur du livre, l'historien Maurice Olender, la discussion sera notamment animée par Robert Badinter, sénateur (PS), ancien ministre et ancien président du Conseil constitutionnel, l'historien Jean-Pierre Vernant, les journalistes Laurent Joffrin (*Le Nouvel Observateur*) et Edwy Plenel (*Le Monde*). (Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, Paris 75007. Entrée libre.)

Emily D. préfère sans les mains\*.

FONCTION MAINS-LIBRES INTÉGRÉE.  
Mobiles Sagem, objets de plaisir pour vibrer, jouer, aimer, surfer (et aussi téléphoner).

www.sagem.com

# domotique

j'ai faim !

## la maison communique

C'était il y a plus de quarante ans. En 1958, Jacques Tati situait l'action de son film *Mon oncle* dans une maison ultramoderne et automatisée. Certes, tout n'allait pas de soi, et les incidents cocasses provoqués par les ratés de la technique se succédaient. Les choses ont changé.

Appliquée à la vie du foyer et au bien-être de ses occupants, l'informatique a pris le nom de domotique et, après des années de balbutiements, trouve aujourd'hui des applications utiles et astucieuses. L'écran plat, peu encombrant et esthétique, devient une sorte de poste de commandement de la maison. Déjà il se libère des câbles qui le retiennent et, portable, accompagne maîtres et maîtresses de maison dans leur déplacements, surveille les enfants à distance, régule le chauffage, organise le covoiturage des enfants sur le chemin de l'école...

Ce qu'on appelle encore l'électroménager se met aussi à l'heure de l'informatique. La cuisine et ses dépendances changent d'aspect, s'orientent aussi d'écrans programmeurs, de commandes à distance et autres facilités destinées à économiser l'énergie, à transformer la vie quotidienne et à limiter au minimum les corvées ménagères.

Aspirateurs qui s'orientent tout seuls, tondeuses à gazon du même tonneau... deviennent les nouveaux amis de la maisonnée, en attendant les robots de compagnie qu'au Japon déjà on a apprivoisés. Encore envahies de fils, les maisons communicantes pourront bientôt s'émanciper des câblages inesthétiques et encombrants grâce à des connexions à distance.

Le tout est dominé, chez les constructeurs, par un souci constant : la facilité d'emploi, seule façon de populariser la domotique.



### POINT NÉVRALGIQUE DU FOYER.

Fixe ou portable, l'écran change de fonction et devient un récepteur et un diffuseur d'informations provenant des différents appareils de la maison.

pages 2-3



pages 4-5

**CUISINE ET DÉPENDANCES.** L'électroménager s'émancipe et s'automatise, mais le consommateur exige de la simplicité et de la sécurité. Finis les tableaux de bord incompréhensibles.



### INFORMATIQUE À TOUS LES ÉTAGES.

La maison précâblée existe, qui fait les courses et le ménage, surveille les enfants... Elle est en vente. Visite guidée.

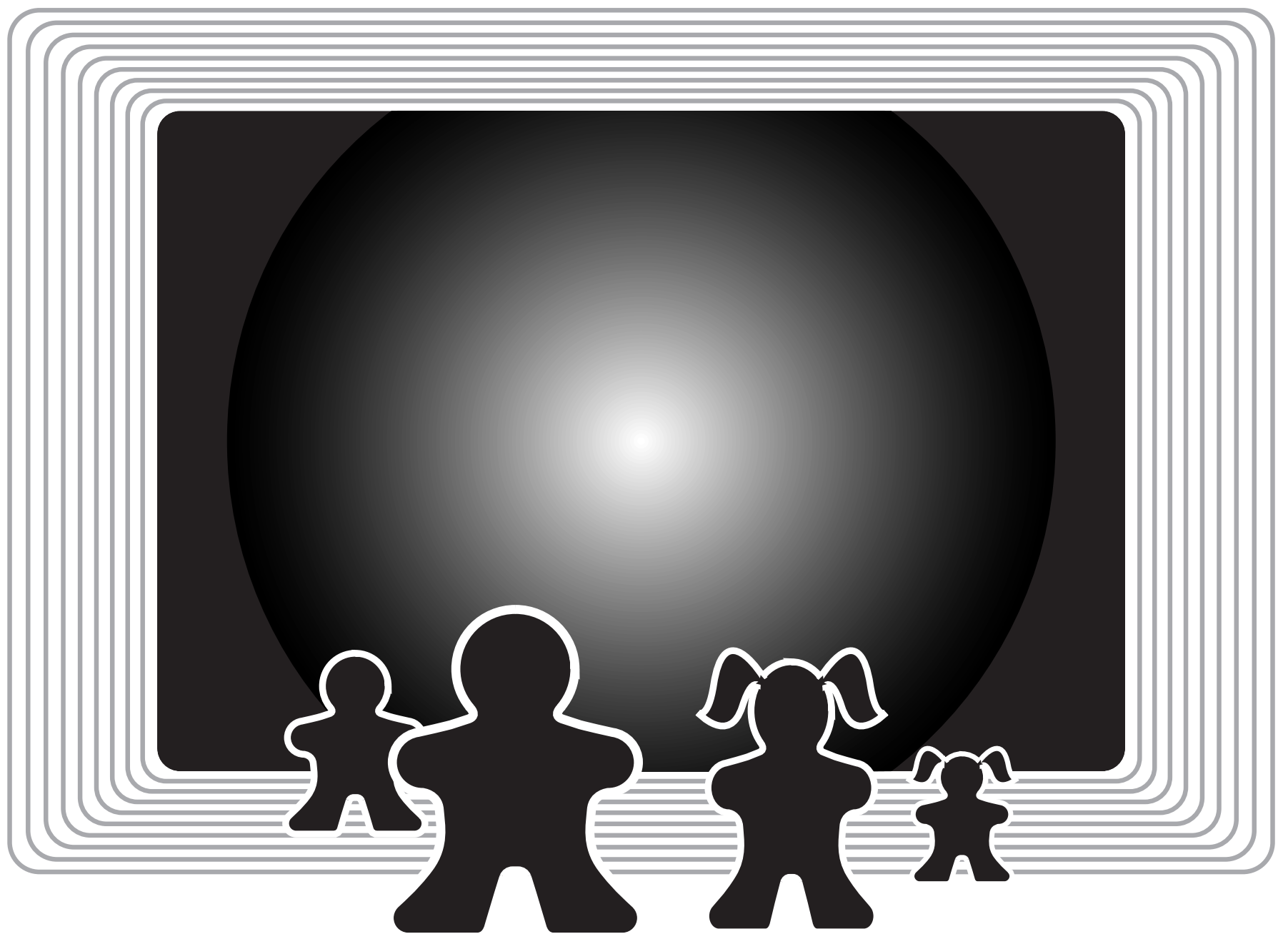
pages 6-7

page 8 **LA MAISON CONSCIENTE.** Elle saura tout : où vous êtes, qui vous êtes et ce que vous faites. C'est pour demain, dit-on.

illustrations : soandsau

## point névralgique

après des années de balbutiements technologiques et d'indifférence du public, la gestion automatisée de la maison revient à la mode sous les effets conjugués de la percée d'Internet et de la multiplication des appareils électroniques dans les foyers. Si, au milieu des années 1980, le concept de domotique se limitait au contrôle centralisé des éclairages, à la surveillance à distance du logis et à la maîtrise de la consommation d'énergie, il englobe désormais une multitude d'applications nouvelles relatives aux loisirs et aux tâches domestiques, où l'écran devient le point névralgique du foyer



# un écran à tout faire

Le partage des ressources et des périphériques informatiques, la consultation de programmes interactifs ou encore la mise en réseau des appareils ménagers trouvent petit à petit leur place au sein de ce que les industriels appellent la « maison communicante ». Une récente étude du cabinet Cahners in-Stat Group montre d'ailleurs que le marché mondial des maisons connectées devrait passer de 600 millions de dollars en 2000 à 5,7 milliards de dollars en 2004.

A l'intérieur de ce logis mis en réseau, les écrans occupent une place de choix. Qu'il s'agisse du poste de télévision, du moniteur informatique ou de tout autre terminal Internet. Il faut dire que, trônant en bonne place dans le salon, cachés au fond d'un bureau ou bien posés à même le sol d'une chambre, les écrans sont devenus des éléments essentiels de notre environnement

domestique au même titre que le canapé ou la table de cuisine. Preuve de cet engouement, il se vend chaque année dans le monde plus de 200 millions de téléviseurs couleur. Les derniers Salons consacrés à l'électronique grand public, comme l'IFA de Berlin au mois de septembre ou le Consumer Electronic Show de Las Vegas en janvier 2001, ont ainsi montré que les constructeurs – de Microsoft à Intel en passant par Sun Micro System – entendaient bien faire de l'écran un point névralgique du foyer, véritable tour de contrôle de la vie domestique numérique. Quitte à en multiplier le nombre au sein d'une même habitation. Même le frigo, l'immuable « grand blanc » de la cuisine devrait s'en voir affubler d'un très prochainement (Screenfridge d'Electrolux).

« Aujourd'hui, l'écran strict est dépassé, estime Bruno de Latour, éditeur de Domotique News, une lettre consacrée à l'actualité de la domoti-

que. Le rôle et la place de l'écran changent. Il devient un récepteur et un diffuseur d'informations provenant de différents appareils. » Car si jusqu'à présent les choses étaient plutôt simples – on achète un téléviseur ou un ordinateur pour des usages bien précis – demain nous acquerrons un écran, de préférence extraplant pour une meilleure intégration dans l'habitat, sur lequel seront rattachés de multiples périphériques : console de jeux pour jouer en réseau (Sony Playstation2 et Microsoft Xbox notamment), unité centrale d'ordinateur pour rendre l'écran multimédia, Webcam pour des fonctions de surveillance ou décodeur de télévision numérique pour l'interactivité des programmes. Avec TAK par exemple, Thomson Multimédia et Microsoft ont mis au point une solution de télévision connectée à Internet qui transforme le petit écran en un appareil communicant. Avec son clavier et son modem, cette télé nouvelle génération permet de naviguer sur la Toile, d'envoyer et de recevoir des courriers électroniques, de consulter un bouquet de programmes thématiques et de participer à des émissions ou des jeux interactifs.

L'entreprise refuse pour le moment de communiquer le moindre chiffre de vente, mais assure, par la voix de son PDG, Jacques Thibon, « que TAK marche bien et que les services liés à Internet sont parmi les plus prisés de nos utilisateurs ». Vendus entre 837 euros (5 490 francs) et 2 133 euros (13 990 francs), ces téléviseurs préfigurent les changements à venir dans notre rapport à l'écran. Avec comme fil conducteur de nos nouveaux usages, la consultation de la Toile et de ses services dans n'importe quel endroit de la maison.

L'entreprise américaine 3 Com a ainsi commercialisé, en 2000 aux Etats-Unis, au prix de 549 dollars (619,40 €), un terminal Internet baptisé Audrey. Produit hybride entre le Minitel et l'ordinateur, Audrey dispose notamment d'un agenda partagé qui permet aux membres d'une famille de se tenir au courant de leurs activités. De son côté, le fabricant de microprocesseurs Intel a présenté, en début d'année 2001, une tablette électronique sans fil pour se connecter à Internet partout dans la maison. Ces deux initiatives resteront toutefois sans lendemain puisque 3 Com a annoncé, pour des raisons stratégiques, l'arrêt de la commercialisation d'Audrey, et Intel l'abandon pur et simple de son projet. D'autres constructeurs croient pourtant plus que jamais en

ce type de produits. Microsoft et Samsung viennent ainsi de s'allier dans le domaine du réseau domestique. Et les premiers produits disponibles pourraient justement être une tablette ou un assistant personnel spécialement conçus pour des appli-

« Aujourd'hui, l'écran strict est dépassé. Le rôle et la place de l'écran changent. Il devient un récepteur et un diffuseur d'informations provenant de différents appareils »

cations domestiques. L'allemand Elsa, spécialiste des cartes graphiques et des solutions Internet pour ordinateur, prépare, lui, le lancement pour décembre 2001 de son LogBoard, un terminal Internet sans fil et mobile qui, à terme, pourrait devenir la télécommande centrale de tous les équipements sans fil de

la maison (volet roulant, caméra de surveillance...).

De son côté, l'italien Merloni proposera, en février 2002 sur le marché français, Leon@rdo, un autre terminal qui en plus des fonctions classiques (consultation de site Web, courrier électronique...) servira de serveur informatique pour la gamme d'appareils électroménagers de la marque. Présent en Italie, Leon@rdo est ainsi capable de centraliser des informations envoyées par le lave-vaisselle ou le four et, le cas échéant, de prévenir un réparateur ou de télécharger une recette. Point faible de cet objet communicant qui coûtera 991 euros (6 500 francs), Leon@rdo ne peut pas servir de télévision, mais simplement de... radio. « Pour le moment, estime Bruno de Latour, la domotique cherche toujours les applications ou les produits miracles qui feront décoller les ventes. Je crois que l'écran, sous la forme d'une tablette sans fil ou d'un autre terminal, peut faire partie de ces produits. Mais il faut reconnaître que pour le moment, il y a beaucoup de produits tests et peu de réalisations concrètes. » Il faudra donc attendre encore quelques années avant de mettre à la casse son bon vieux poste de télévision.

G. Fd.  
Le Monde Interactif

Jean-Pierre Loisel, directeur du département consommation au Credoc (\*)

## « remodeler l'espace de vie pour faire cohabiter l'individu et le collectif »

– « L'arrivée prochaine dans les foyers d'un écran de télévision qui servira à une multitude de fonctions peut-elle être source de conflits au sein de la famille ?

– Cela peut effectivement poser des problèmes d'organisation, mais je pense quand même que nous sommes dans une tendance qui voit le nombre d'écrans se multiplier dans les maisons. Si l'on prend l'exemple de la télévision, on constate aujourd'hui que les ménages possèdent en moyenne deux postes. Un dans le salon et bien souvent un autre dans la chambre des enfants, avec la console de jeux par exemple. Cette tendance n'est que le reflet technologique d'une atomisation plus générale des rapports à l'intérieur des foyers. En même temps, nous constatons que les gens essaient de plus en plus de remodeler leur espace de vie en faisant cohabiter l'individu et le collectif grâce à des pièces de loisirs où l'on peut se rencontrer et des chambres pour s'isoler.

– En matière de consommation, avez-vous noté un engouement particulier pour les nouveaux écrans plats et autres télévisions interactives ?

– Pour le moment, les écrans plats sont encore un marché de niche et leur prix reste inaccessible pour le grand public. En revanche, on observe un véritable engouement pour ce qu'on appelle le « home cinema ». Pour moins de 10 000 francs, on peut acquérir un équipement complet avec écran 16/9, lecteur DVD et enceintes. En ce qui concerne les appareils interactifs, je constate

qu'aujourd'hui les appareils qui se vendent le mieux sont les plus simples. L'interactivité est plus complexe à maîtriser et à utiliser, alors que les magnétoscopes ou les lecteurs DVD sont extrêmement simples à l'usage. Cela explique peut-être le recul des ventes des ordinateurs multimédias.

– Plus généralement, comment analysez-vous le deuxième retour de la domotique au sein de ce que l'on appelle désormais la maison communicante ?

– La première génération de la domotique a été un flop complet. Peu de gens y ont vu une réelle utilité. Aujourd'hui, je crois que nous sommes encore dans le domaine du rêve avec les maisons tout équipées et connectées. La maison est un endroit que l'on a envie de maîtriser physiquement et non pas de manière virtuelle. L'avenir me paraît donc plus prometteur pour des fonctions domotiques ponctuelles que pour des applications totalement centralisées. Juste un exemple : je ne crois pas un instant à la généralisation du frigo qui fait les courses. Il ne faut pas oublier que l'homme prend du plaisir à s'investir dans des tâches pourtant pas toujours très intéressantes comme les courses... »

Propos recueillis par  
Guillaume Fraissard

★ Credoc : Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie



THOMSON TAK SCENIUM 32WF55ES  
Ecran plat de 81 cm, format 16/9° ou 4/3 (pour le Caméscope), virtual Dolby 80 watts et 100 Hz de fréquence pour ce téléviseur TAK livré avec clavier et télécommande pour l'utilisation des programmes interactifs. Prix : 13 990 francs (2 133 euros).

**ÉCRAN PLASMA MPV 2320**

Fabriqué par Universal Multimedia, cet écran plasma de 32 pouces sert à la fois de téléviseur, de moniteur informatique et d'écran pour la vidéo et l'image numérique. Extraplat, il est compatible avec les nouvelles technologies de réseaux de communication. Prix : 45 900 francs ou 6 999 euros.



# la chute des prix

en attendant des écrans à plasma abordables, le bon vieux tube cathodique conserve ses atouts

**d**ans un marché en stagnation, les constructeurs de PC tablent sur l'arrivée d'écrans plats à des tarifs attractifs pour relancer leurs ventes. La chute des prix est en effet marquée et a pu atteindre 25 % en 2001 sur certains segments du marché. L'écoulement des surplus pourrait donner lieu en fin d'année à de nouvelles démarques. Le mensuel *SVM* daté novembre a même sélectionné une « dalle » de 15 pouces à seulement 3 000 francs. Le haut de gamme est lui aussi touché, puisque le bureau d'étude DisplaySearch estime que le prix des écrans géants à plasma, les plus onéreux, devrait chuter de 26 % par an d'ici à 2005.

Pour l'heure, ce sont encore les écrans à cristaux liquides (LCD) qui sont les plus accessibles. Mais le gain de place qu'ils autorisent et leur design séduisant ne compensent pas forcément les atouts que peuvent encore faire valoir les bons vieux tubes cathodiques. Les usages seront un critère de choix essentiel.

S'il s'agit de bureautique ou simplement de surfer sur Internet, on peut sauter le pas sans hésiter : la qualité d'affichage et le confort de vision sont optimaux. Si l'on souhaite regarder la télévision ou visionner des DVD, il faut cependant veiller à choisir un écran offrant des vitesses de rafraîchissement élevées, conforme à la norme française Secam de 25 images par seconde. On risque aussi d'être déçu par le contraste, dont le niveau est bien moindre que celui offert par les écrans cathodiques. Ceux-ci conservent cet avantage aux yeux des amateurs de retouche numérique des photographies : le rendu de l'album familial au sortir de l'imprimante risque à cet égard d'être révélateur.

La vitesse d'affichage encore réduite des écrans LCD, même si elle s'est améliorée, est également un handicap pour les amateurs de jeux en 3D temps réel. Ogres à images fraîches, ces logiciels ne donnent leur pleine mesure qu'à coups de canon à électrons. Les transistors des LCD ont encore du mal à suivre ce rythme échevelé. En revanche, les enceintes qui entourent les écrans plats et favorisent l'immersion dans les univers virtuels n'ont aucune influence sur la qualité de l'image, alors qu'elles peuvent altérer l'affichage sur les écrans classiques.

H. M.



**ELSA LOGBOARD**

Sur le principe du livre électronique, le LogBoard de la société allemande Elsa est un écran portable léger (1,1 kilogramme), équipé du logiciel Windows CE 3.0. Conçu pour surfer sur Internet et interagir avec d'autres appareils informatiques ou ménagers. Compatible avec les normes de transmission sans fil Wi-Fi, Bluetooth et GPRS. Disponible à partir de janvier 2002. Prix : 1 980 € (12 990 F).

**PLATEAU DE PETIT-DÉJEUNER**

Il permettra de lire le journal sur écran amovible et tient également les plats au chaud. Un prototype signé Philips.



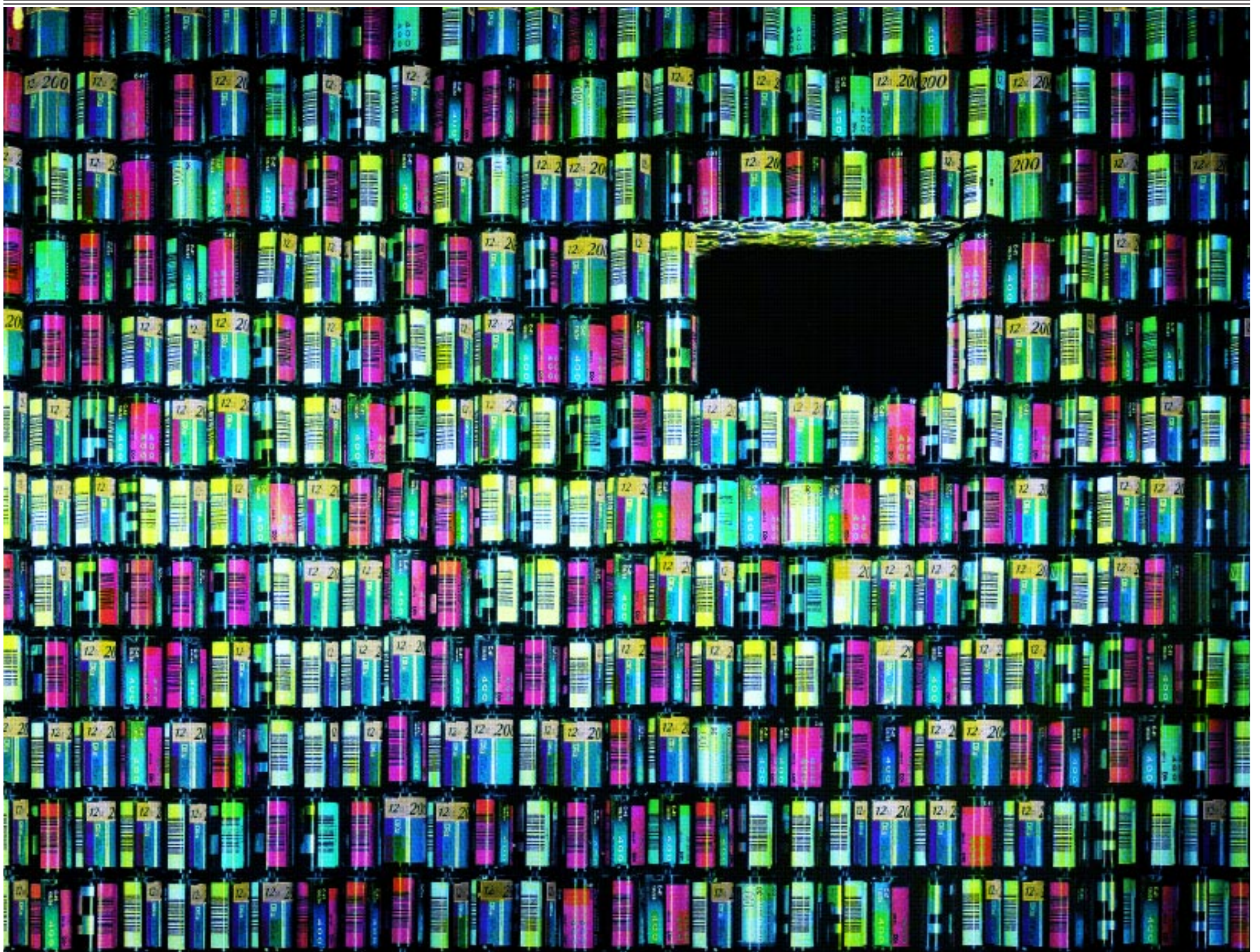
**SHARP AQUOS**

Ce téléviseur avec écran plat à cristaux liquides - 57 mm d'épaisseur - est transportable grâce à une poignée arrière. Sur le premier modèle de la gamme (LC-13C2E), comme sur les autres, la visibilité de l'image est renforcée par un angle de vision de 160 degrés et un revêtement exclusif, le black TFT, qui empêche tout réfléchissement de la lumière. Prix : 1 980 € 12 990 francs, le modèle 13 pouces.



## demain, l'écran mobile

Le système Airboard de Sony, lancé au mois de décembre 2000 au Japon, préfigure sans doute ce que seront les installations audiovisuelles de demain. Composé d'un écran plat à cristaux liquides et d'une borne de communication sans fil, Airboard est une tentative concrète de libérer la télévision de ses fils et de sa place immuable dans nos salons. Il permet d'accéder à des émissions, à l'Internet haut débit ou à des films vidéo dans n'importe quel endroit de la maison grâce à la connexion sans fil entre les deux appareils. Plus besoin de rester devant sa télé, Airboard devient manipulable comme un magazine que l'on emporte avec soi dans sa chambre ou dans la cuisine. Selon Sony, Airboard ne sera commercialisé dans le reste du monde que s'il rencontre le succès au Japon. Prix actuel : environ 1 677 euros (11 000 francs).



## kitchen et dépendances

On appelle encore cela les « arts ménagers ». Passés de l'usage manuel à l'électrification après la guerre, les instruments de la cuisine sont désormais à l'heure de l'informatique et des nouveaux matériaux. Automatisation, simplicité, sécurité : tels sont les objectifs de l'électroménager début de siècle.

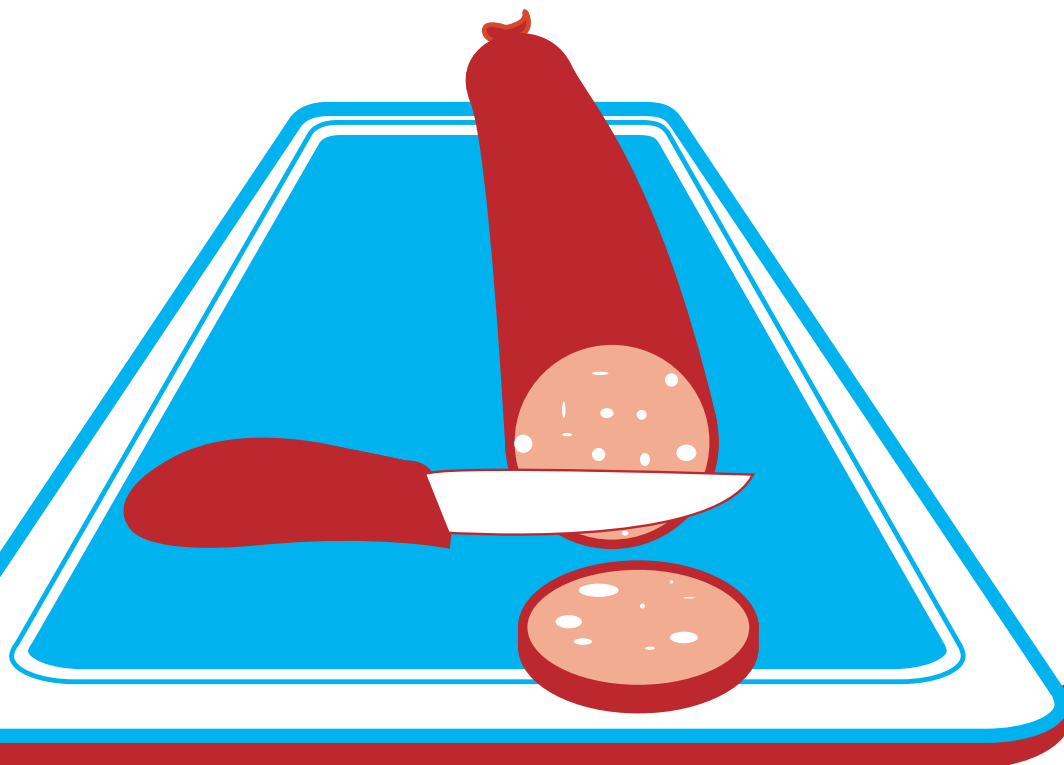
# la cuisine simplifiée

**S**imple, sûre, écologique et belle. La cuisine d'aujourd'hui – et encore plus celle de demain – repose sur ce quart gagnant. Le reste n'est qu'anecdote ou prospective. Devenue pièce à vivre, la cuisine se veut coquette et agréable. Les appareils ménagers ont pris des couleurs (surtout sur le petit électroménager) et des formes plus rondes et plus ludiques. Ils ont aussi adopté de nouveaux matériaux. L'aluminium et l'inox font désormais fureur sur les réfrigérateurs et les cuisinières haut de gamme. Adieu tristesse : la cuisine ne se contente plus désespérément d'aligner parallélépipèdes et cubes blancs. Elle s'est faite plus légère (notamment grâce à la transparence), plus accueillante (lignes douces), plus colorée.

Lieu de plaisir et de convivialité, la cuisine doit être chaleureuse et sympathique. Elle se doit aussi d'être pratique. On aime y passer du temps, pas en perdre à des choses inutiles et vaines. Ne pas comprendre le fonctionnement d'un four ou s'arracher les cheveux devant un programme de machine à laver fait fuir le consommateur. « Les appareils proposent aujourd'hui beaucoup de programmes. Et le consomma-

teur en demande beaucoup. Mais il veut aussi pouvoir s'y retrouver facilement », explique-t-on chez Merloni, le groupe italien qui regroupe Ariston, Scholtès et Indesit. La simplicité passe notamment par des bandeaux à icônes immédiatement identifiables (pizza, poulet, rôti, poisson...) et des commandes tactiles qui pilotent automatiquement la température, la durée et le mode de cuisson en fonction des aliments ou des plats à préparer. Une simple pression sur une icône suffit, permettant de parer au plus pressé, sans se poser de questions. Mais si le cœur lui en dit, l'utilisateur peut aussi choisir, sur le même four, à la fois la température et le temps de cuisson. « L'électroménager doit offrir un double axe d'utilisation, l'électronique et le manuel », précise Tassadit Aït Si Mohamed, responsable marketing pour la France chez Gorenje.

De plus en plus de technologie pour une utilisation de plus en plus simple : voilà une des missions que partagent tous les fabricants d'électroménager du marché. « Parce qu'aujourd'hui, remarque-t-on chez Merloni, il est indispensable pour tout le monde, fabricants et consommateurs,



d'éviter l'effet magnétoscope qui consistait à acheter un appareil très sophistiqué, de passer des heures à essayer de comprendre la notice, et finalement de n'utiliser que très peu des fonctions offer-

tes. » Du lave-vaisselle tout automatique HiSense de chez Siemens (qui, par une simple pression du doigt, sélectionne le meilleur programme) à la table à induction de Scholtès qui gère automatiquement la cuisson (la casserole et la table communiquent par l'intermédiaire de leur capteur-émetteur Cookeye) en passant par les écrans LCD (Liquid Control Display) qui équipent les toutes dernières gammes de lave-vaisselle et lave-linge de Bauknecht... tout est fait pour « simplifier la vie » du consommateur. Une phrase que l'on retrouve dans pratiquement tous les catalogues d'électroménager... toutes marques confondues.

Autre cheval de bataille des marques : la sécurité. Portes froides (à triple ou quadruple vitrages) pour les fours, tables à induction qui ne laisse rien déborder de la casserole, construction surélevée des voûtes de four, glissières télescopiques pour éviter les brûlures, des réfrigérateurs qui respectent la chaîne du froid (avec présence de moteurs et circuits frigorifiques différents)... sont quelques unes des avancées qui contribuent à rendre la cuisine plus sûre. Sensibles aux économies d'énergie, les consommateurs manifestent dans leur achat un réel engagement dans ce domaine. Du coup, les appareils sont désormais équipés de systèmes intelligents, capables d'utiliser, pour chaque programme de lavage, de cuisson ou de conservation, juste ce qu'il faut d'électricité ou d'eau. Une des grandes conquêtes de l'électroménager a aussi été celle du silence. Les lave-vaisselle ont été les premiers concernés qui ont vu leurs ventes progresser, lorsqu'ils ont su faire moins de bruit.

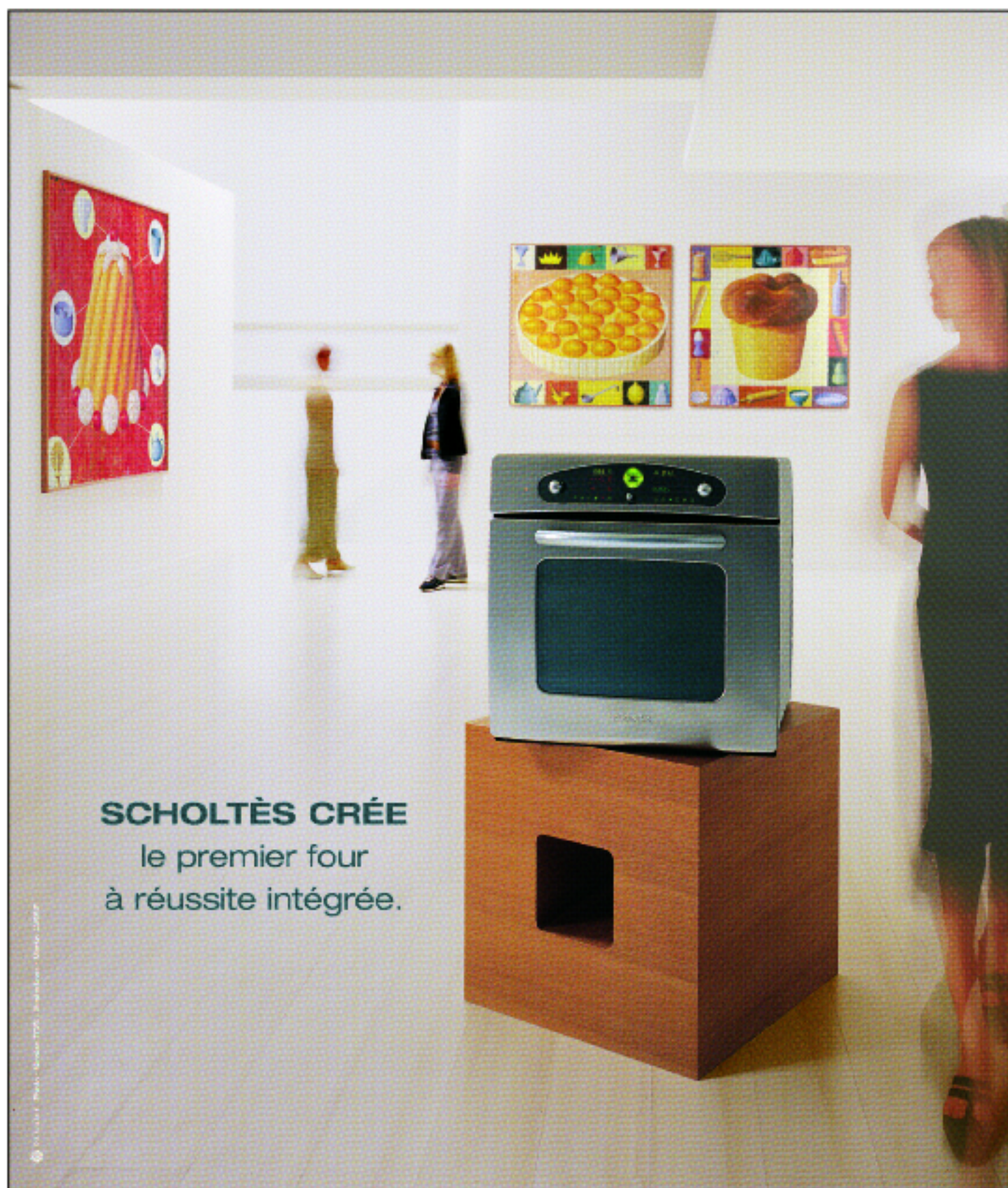
Le futur s'appuie sur ces acquis pour encore plus d'esthéti-

que, de confort, de sécurité et de simplicité. L'introduction prochaine de l'ordinateur dans les cuisines défend les mêmes causes. Le Screenfridge d'Electrolux ou le système Leon@rdo mis au

« Les appareils proposent aujourd'hui beaucoup de programmes. Et le consommateur en demande beaucoup. Mais il veut aussi pouvoir s'y retrouver facilement »

point par Ariston (un ordinateur à la fois radio, navigateur internet, gestionnaire de courrier électronique, agenda, calendrier, shopping liste, détecteur de panne...) ont été conçus pour alléger les tâches de la vie quotidienne (courses, préparation des repas...) et faire gagner du temps. Progressivement, la cuisine s'émancipe des rigidités (esthétiques et techniques) qui l'ont longtemps maintenu au rang de pièce que l'on cache et que l'on n'habite pas. Le mouvement, affirme les spécialistes, est sur les rails et va continuer sur sa lancée. Mais sans brutalité. Devenue lieu d'affectivité, la cuisine défend désormais des valeurs fièrement gagnées et jalousement gardées.

Véronique Cauhapé



**SCHOLTÈS CRÉE**  
le premier four  
à réussite intégrée.

Ikone de Scholtès : des fonctions dédiées à chaque préparation et le système exclusif Cuisson Optimale Programmée® pour une réussite à 100%. Simplicité, intelligence, beauté et succès assurés !



LE BEAU N'EST PAS LÀ POUR FAIRE JOLI

**Scholtès**  
www.scholtes.fr

### LE FRIGO EN RÉSEAU

Le réfrigérateur Internet de Whirlpool (réalisé avec Sun Microsystems et Cisco Systems) dispose d'un écran tactile portable encastrable sur la porte du réfrigérateur américain « side-by-side ». On peut télécharger des recettes et programmer automatiquement le four. Du bureau, il est possible de programmer ses appareils ménagers et augmenter, par exemple, la température dans la partie où se trouve un poulet à décongeler, ou faire l'inventaire des provisions.



## demain, le réfrigérateur qui pense

Le réfrigérateur de demain sera interactif et intelligent. C'est en tout cas ce que promet le groupe Electrolux, avec son Screenfridge, équipé, sur la porte, d'un ordinateur à écran tactile multimédia. Le Screenfridge permettra de choisir et de commander des produits alimentaires au supermarché sans quitter la cuisine. Il permettra également de vérifier son contenu à partir de son lieu de travail et de prévoir le repas du soir ou les courses à faire. Screenfridge pourra contrôler d'autres équipements tels que la cuisinière ou le lave-vaisselle, faire un diagnostic et appeler un réparateur en cas de problème. Ce réfrigérateur est muni de haut-parleurs, d'un microphone et d'une petite caméra vidéo afin que tous les membres de la famille puissent laisser leurs messages. Ce concept est testé, depuis septembre 2000, auprès de 50 foyers danois.

V. Ca.



### LA CUISINE AU DOIGTÉ

La cuisinière multifonction HEC 50 EP Primavera, de Gorenje, est équipée d'une commande électronique en façade qui gère et module la durée de cuisson, la température et la source de chaleur. Toute la cuisson est ainsi automatisée, chaque type de préparation étant préprogrammé sous forme de pictogrammes. Neuf commandes tactiles pilotent le temps et le mode de cuisson en fonction des aliments et des plats à préparer. Prix : 989,39 € (6 490 F).



### L'ÉLECTROMÉNAGER À L'ÈRE DIGITALE

Mis au point par le groupe Merloni, Leon@rdo constitue le centre nerveux du foyer Ariston Digital. Ce navigateur permet de contrôler à distance programmes, consommations et fonctionnement des appareils de la maison. Il offre ses services : gestion du courrier électronique grâce à sa fonction e-mail, téléchargement de recettes et de programmes de cuisson directement sur le four avec l'e-cooking, shopping électronique. Il se charge aussi de vous signaler, par téléphone, fax ou courriel, les anomalies de fonctionnement de vos appareils. Vendu en Italie, Leon@rdo devrait débarquer en février 2002 en France.



**COMME À LA MAIN**  
Pour imiter le mouvement du lavage à la main, les ingénieurs de Dyson ont conçu Contrarotator, un lave-linge muni de deux tambours qui tournent simultanément en directions opposées. D'une capacité plus grande que les autres appareils, cette nouveauté de la marque anglaise bénéficie aussi d'une trappe capable de récupérer pièces, boutons et petits objets oubliés dans les poches. Son design futuriste agence formes généreuses, couleurs légèrement fluos (jaune, violet) et transparence... jusque-là restées inédites dans l'électroménager. Prix : 2 330 € (15 290 F).

## le Contrarotator attaque

Premier lave-linge à deux tambours, il fait mieux en deux fois moins de temps

En 1993, avec Dual Cyclone, son aspirateur sans sac, l'Anglais James Dyson créait une petite révolution, réglant les problèmes de perte de puissance et les chutes rapides d'aspiration. En 1999, il mettait fin à la corvée de nettoyage des sols, grâce à son robot DC06, capable d'effectuer le travail de façon autonome. En 2000, il restituait l'efficacité du lavage à la main, avec Contrarotator, le premier lave-linge à posséder deux tambours tournant simultanément en direction opposée.

Cette dernière invention est partie d'une observation assez déprimante. Les ingénieurs de Dyson ont en effet constaté que laver à la main pendant quinze minutes rendait le linge plus propre que 67 minutes dans le meilleur des lave-linge. Pourquoi ? Tout simplement « parce que les mains pétrissent le textile de façon à ce que la saleté s'en échappe », précise James Dyson. « Nous avons constaté qu'avec un second tambour tournant dans la direction opposée, nous pouvions même surpasser le lavage manuel ». Grâce à cette trouvaille, le linge ne tourne plus mollement mais décrit des mouvements perpétuellement différents, « assouplissant ainsi le textile et permettant à la lessive de pénétrer dans la

trame ». Le résultat annoncé par l'entreprise parle comme une publicité : un linge plus propre en moitié moins de temps.

Le Contrarotator possède d'autres atouts, notamment une capacité de tambour supérieure à la plupart de ses concurrents puisqu'il peut contenir une couette pour lit double. Il est doté d'une petite trappe transparente qui permet de recueillir pièces et boutons égarés. Et comporte un cric et un système de roulettes qui facilite son déplacement. Enfin le lave-linge Dyson affiche un design qui privilégie les formes rondes (accentuée par l'effet produit par son très grand hublot), la transparence et les couleurs chères à la marque (le gris, le jaune, le violet). Il ne ressemble, du coup, à aucun autre. Résolument futuriste et singulier.

Fruit de quatre ans de travail, ce lave-linge représente, pour Dyson, la première pierre d'une longue série d'appareils électroménagers améliorés. Sur le marché anglais depuis la fin 2000, Contrarotator vient tout juste de débarquer en France, au prix de 15 290 francs (2 330 euros), dans tous les points de vente Darty.

V. Ca.

© 2001 Hewlett-Packard. Tous droits réservés. hp invent est une marque déposée de Hewlett-Packard.

[ Appareil photo numérique hp photosmart 715 ]



### La photographie des années 1900, c'était vraiment fun !

Aujourd'hui, la photo numérique passe de l'enfance à l'âge adulte. Vos photos seront encore plus belles grâce à la technologie développée par HP. Une technologie capable d'imiter le plus sophistiqué des objectifs : l'œil humain. Pour plus d'information sur notre gamme photo numérique, connectez-vous sur [www.france.hp.com](http://www.france.hp.com)



[ Imprimante photo hp photosmart p100 ]



[ Tout-en-un hp psc 950 ]  
(imprimante/scanner/photocopieur/fax)



[ PC familial hp pavilion série 7000 ]



Les PC hp utilisent une version originale de Microsoft® Windows®. [www.microsoft.com/piracy/howtotell](http://www.microsoft.com/piracy/howtotell)



informatique  
à tous  
les étages

la maison qui fait les courses et la cuisine, le ménage et la vaisselle, la garde des enfants et l'assistance scolaire... Et, pour un peu, elle parlerait. Le petit chez-soi 100 % informatisé existe déjà. Visites guidées

## la maison communiquée

**m**ais c'est vide, ici ! » « Oui, c'est moderne, tout communicative. » Ce dialogue entre ménagères faisant les honneurs de la maison modèle imaginée par Jacques Tati dans *Mon oncle* (1958) aurait-il inspiré les promoteurs des maisons intelligentes et autres appartements câblés qui sortent actuellement de terre ? Désormais, pour faire moderne, l'habitat se doit de communiquer. Philosophes et sociologues évalueront le niveau de vacuité des échanges désincarnés que la domotique dopée à l'Internet autorise avec le reste du globe, du village ou de la copropriété. Quelques visites dans des demeures témoins permettent en tout cas d'envisager le pire comme le meilleur.

Honneur aux pionniers. La « première maison Internet d'Europe » choisie par Cisco, le géant américain des réseaux, pour faire l'apologie des nouvelles technologies est une mesure de briques rouges de quelque 762 250 euros (5 millions de francs), sortie de terre en 1999 dans un lotissement de Watford, banlieue huppée du nord-ouest de Londres. Ici, toutes les pièces ont été précâblées d'of-

fice par le constructeur Laing, et les prises du réseau informatique interne le disputent en nombre aux prises électriques.

Dans ce « home, sweet home » d'aspect peu futuriste, la liste des équipements informatiques qui côtoient les lithos anciennes, les lourdes tentures et la bûche éternelle est impressionnante : un routeur Cisco, cerveau qui permet de contrôler l'accès de chacun des membres de la famille aux différents services et fonctionnalités ; quatre ordinateurs, deux dans les chambres des aînés, un dans le bureau destiné aux vidéoconférences, et un autre, simple écran tactile, qui peut interagir avec les autres appareils, y compris depuis le jardin ; deux téléviseurs à écran plat sur lesquels il est loisible de surfer sur Internet à l'aide d'un clavier infrarouge ; quatre caméras vidéo, dont l'une est télécommandée ; cinq téléphones IP (Internet Protocol) permettant de communiquer avec la pièce d'à côté ou avec les antipodes pour le prix d'une communication locale. S'y ajoutent divers thermostats, contrôleurs de luminosité, systèmes d'alarme divers (feu, gaz, intrus)...

Mais à quoi diable peut bien servir toute cette quincaillerie ? « Depuis votre bureau, vous pouvez



UN PAVILLON PAS COMME LES AUTRES

Elle a l'air bien banale, mais c'est un trompe-l'oeil. Ma M@isonnet, entièrement informatisée, est le fruit de recherches menées par Cisco, ITT, Kaufmann & Broad et France Télécom. On peut la visiter à Etolles (Essonne).

voir si la bonne travaille vraiment », indique Mike Pilbeam, directeur technique chez Cisco, concédant qu'une telle perspective est « un peu effrayante ». Le cadre supérieur peut déculpabiliser envers des heures supplémentaires en aidant à distance le cadet qui peine sur son devoir de mathématiques. Au quotidien, chaque geste – ouverture des

rideaux, fermeture de la lumière, etc. – est gardé en mémoire. Lorsque la famille part en vacances, il suffit de cliquer sur un bouton pour que l'ordinateur domestique continue à faire vivre la maison au même rythme, dérivant d'éventuels cambrioleurs. On pourra aussi s'assurer que bébé dort paisiblement tout en soignant ses roses, un écran mobile à portée de sécateur.

Le soupçon de paranoïa qui hante la vaste demeure se dissipe à peine dans la cuisine. Le téléphone-lecteur de codes-barres sera le fidèle comptable du garde-manger : chaque boîte de gelée de menthe jetée à la poubelle pourra être automatiquement commandée à une boutique de commerce en ligne – un programme peut même rechercher le meilleur prix. « Si vous êtes allergique, les molécules en question seront éliminées de votre menu », avance Emma Haugthy, elle aussi de Cisco, qui imagine qu'il sera bientôt plus facile de suivre un régime ou de contrôler l'apport en vitamine des enfants tout en gagnant du temps. Ces perspectives se conjuguent encore au futur, car les services associés restent embryonnaires. Mais les riches commutes londoniens ont foi en l'avenir : les dix maisons Internet du lotissement ont été vendues. Et la formule a été reprise avec succès dans d'autres comtés.

Entrons maintenant dans Ma M@isonnet, une habitation témoin équipée par Cisco, cette fois en collaboration avec ITT, Kaufman & Broad et France Télécom, à Etolles (Essonne). Cossue et branchée elle aussi, cette M@isonnet ne doit pas être confondue avec son aînée anglaise, prévenait Thierry Barba, chef du projet à France Télécom, lors des visites organisées cet été (*Le Monde* du 17 juillet). « Celle de Watford était essentiellement domotique, celle-là est communicante. » Nuance... Le « concept »

repose sur un intranet domestique, qui permet à tous les membres de la maison de se connecter depuis tous les terminaux (PC, écrans tactiles, télé-interactives) qui sont autant de « télécommandes universelles » grâce auxquelles on peut aussi bien actionner l'éclairage ou le chauffage que rédiger son courrier électronique ou naviguer sur le Web.

Sur le mur du salon trône un écran plat géant, qui fait office de tableau de bord. « Nous avons prévu un univers graphique adapté à chaque profil », explique Thierry Barba. Classique pour les parents, l'interface sera plus colorée pour les enfants, qui n'auront pas forcément accès à toutes les fonctions : agenda, domotique, loisirs, cuisine, Internet... L'intranet doit pouvoir être élargi à tout le voisinage, afin de faciliter le covoiturage, de trouver un partenaire de tennis ou un baby-sitter parmi les étudiants du voisinage, par exemple. Les visiteurs ont apprécié : 67 % se sont dits prêts à s'y installer. Il leur faudra patienter car la M@isonnet « n'était qu'une vitrine, qu'on a déshabillée une fois vendue », rappelle Gilles Goni, du studio créatif de France Télécom R&D à Rennes.

Il en va autrement du programme immobilier de Meunier Habitat à Chessy-Val-d'Europe (Seine-et-Marne), où France Télécom promeut un intranet qui reliera 162 appartements en 2002. L'idée est de faciliter la vie de la copropriété, de pouvoir joindre le syndic ou laisser un message au concierge par ce biais, ou d'utiliser le trombinoscope de la résidence pour mieux faire connaissance.

France Télécom a aussi mis un pied dans la domotique, en ouvrant le portail Macaza.com avec l'électricien Legrand. Rien de concret pour l'instant, mais le site promet d'offrir en 2002 toute une série de services fondés sur l'utilisation des courants porteurs, une technologie permettant de piloter les ustensiles électriques via le circuit électrique domestique.

Mais Gilles Goni voit déjà plus loin – c'est son métier. La maison d'après-demain sera multisensorielle, émettant parfums, sons et couleurs à volonté. « Vous pourrez demander une ambiance zen pour vous délasser en rentrant du travail », avance-t-il. Il songe aussi à des décors interactifs, à l'apport de la « réalité augmentée », à des tapis sensitifs, des balades virtuelles où des trotinettes branchées remplaceront nos pauvres souris.

Seule limite à l'imagination, « les gens veulent de la convivialité mais refusent une technologie envahissante. Ils veulent garder des espaces de confidentialité. » Pas question, dit-il, que l'ordinateur central sache que c'est moi qui termine toujours la tablette de chocolat !

Hervé Morin



EN MATIÈRE DE LUMIÈRE,  
C'EST SOUVENT LE JOUR ET LA NUIT



**MAG-LITE**  
UNIQUE

GARANTIE  
10 ANS



La SOLITAIRE® MAG-LITE®, la MINI MAGLITE® et le GRAND MODÈLE MAGLITE®. Durables, efficaces et usinées avec la plus grande rigueur. Elles sont UNIQUES!  
Importateur France: GMT IMPORTS - 2-4, rue Bernard Palissy - 92600 Asnières - Tél. 01 47 91 26 60 - Fax 01 47 93 01 98 - www.gmtmaglite.com - E-mail : gmt@gmtmaglite.com

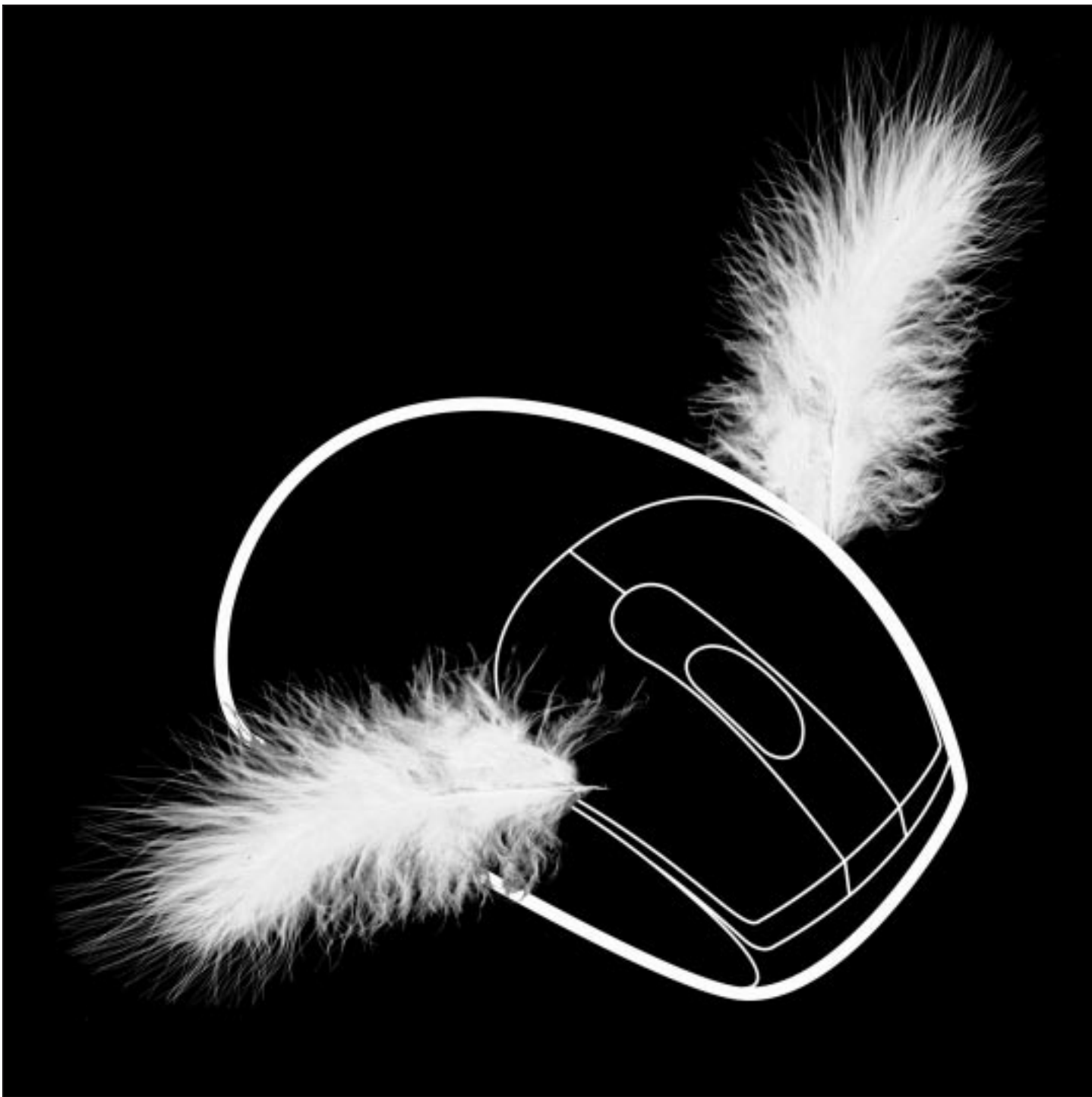
© 2001 Mag Instrument, Inc. 1635 South Sacramento Ave., Ontario, California 91761 U.S.A. 01 (909) 947-1006 www.maglite.com

The distinctive shapes, styles and overall appearances of all Mag Instrument® flashlights, and the circumferential inscriptions extending around the heads of all Mag Instrument® flashlights, are trademarks of Mag Instrument, Inc. The circumferential inscription on the head of every flashlight signifies that it is an original MAG® flashlight and part of the MAG® family of flashlights.

LIVRAISON  
ORIGINALE

Un système qui permet de recevoir à tout moment ses commandes du supermarché grâce à un sas réfrigéré. Le livreur introduit les denrées par la porte extérieure. On les récupère à l'intérieur au retour du travail (www.laing-homes.co.uk).





## demain, notre ami irobot

Ce n'est encore qu'un prototype. Dommage, car le irobot-LE est ce qu'on appelle un beau joujou. Avec sa caméra, ses capteurs audio et son drôle de look, ce robot mobile pourrait un jour devenir l'objet animé indispensable de nos maisons. Moins ludique que le Aibo de Sony, mais plus mobile, irobot-LE est pilotable à distance à partir d'un site Internet et peut se déplacer tout seul, grimper les escaliers ou transmettre des images de vos proches quand vous êtes loin de chez vous. Avec les quelques centaines de phrases préenregistrées dans ses puces, il peut aussi tenir une petite conversation. La société irobot avait annoncé que quelques exemplaires seraient vendus cette année pour 6 700 € (43 950 F). Mais, selon les informations disponibles sur le site, ce n'est toujours pas le cas, et irobot-LE reste encore du domaine du fantasme.

★ [www.irobot.com](http://www.irobot.com)



### INTEL ANYPOINT RÉSEAU DOMESTIQUE

Disponible dans les agences France Télécom, la solution AnyPoint est composée d'un boîtier PC qui se raccorde sur le port USB de l'ordinateur et d'un logiciel d'installation. Compatible avec tous les accès Internet, ligne téléphonique RTC, Numéris, ADSL ou câble. Portée entre 2 boîtiers : 50 mètres. Débit du réseau local : 1,6 mb/s. Prix : 120 € (787 F).



### CARTE PLATINIUM BLUETOOTH

Avec une portée d'environ 50 mètres, la carte Platinum Bluetooth PC de Com One accélère le transfert des données (vitesse : 721 Kbit/s) entre un ordinateur portable et un autre objet compatible Bluetooth. Elle est conçue pour s'introduire dans un port PCMCIA type II de l'ordinateur. Prix : 271,36 € (1 780 F). [www.com1-telecom.com](http://www.com1-telecom.com)

# vers un monde sans fil

ils courent le long des murs, serpentent sur les sols, dégoulinent des appareils électroniques comme autant de spaghettis indigestes que chacun tente de cacher avec les moyens du bord. Derrière le téléviseur, l'ordinateur ou la chaîne hi-fi, les fils sont partout, emmêlés dans d'inextricables écheveaux, bien souvent terminés par de disgracieux transformateurs. Surtout si, comme c'est le cas dans un grand nombre de foyers, le téléviseur est équipé d'un décodeur numérique, d'un magnétoscope et d'un lecteur DVD et l'ordinateur bardé de périphériques, scanner, imprimante et autre modem. C'est à ce cauchemar que la domotique du XXI<sup>e</sup> s'atta-

appareils électriques et les habitants d'une maison. Installé par l'électricien lors de la construction ou de la rénovation d'un habitat [environ 701 euros (4 600 francs)], Omizzy offre de multiples fonctions, qui vont de la centralisation des commandes électriques (volet roulant, éclairage, chauffage, alarme) à la transmission de message d'alerte sur téléphone portable ou courrier électronique en cas de fuite ou d'intrusion. L'intérêt du système est d'utiliser ce qu'on appelle le courant porteur, une technologie déjà ancienne mais longtemps critiquée pour son manque de fiabilité, qui fait transiter les informations sur le circuit du courant électrique. Omizzy ne nécessite donc aucun câblage supplémentaire. « Le gros avantage du courant porteur est qu'il supprime les fils liés à la vidéo, au son ou à l'informatique pour n'en garder qu'un seul, analyse Elisabeth Conraux, directrice marketing et des ventes chez Easyplug Europe, entreprise née d'une alliance entre Thomson Multimédia et Schneider Electric. Très appréciable en termes de coût, de confort esthétique, et d'usage. »

Egalement spécialiste de cette technologie prometteuse, Easyplug commercialise aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne – la France devrait suivre début 2002 – le Wireless Modem Jack, un produit qui permet de transformer une banale prise électrique en prise modem. Le principe ? Un premier boîtier transporte le signal téléphonique – celui d'Internet – sur le circuit d'électricité par un câble reliant la prise du téléphone à une prise électrique. Il ne reste plus alors qu'à raccorder le modem au deuxième boîtier, branché, lui, sur n'importe quelle prise de courant et le tour est joué. Vous naviguez sur le Web dans toutes les pièces de la maison. Le prix du coffret devrait avoisiner des 92 euros (600 francs) et ne nécessite pas de spécialiste pour sa mise en place. Encore un peu de patience et le magma de fils polluant votre intérieur ne sera bientôt plus qu'un mauvais souvenir.

L'attention des constructeurs de technologies sans fil s'était d'abord portée sur les produits informatiques et Internet. Avec le boîtier Airport par exemple, Apple a été le premier, en 1999, à proposer à ses utilisateurs de portables iBook, une solution pour naviguer sans fil sur Internet. Dans la même optique, afin d'éviter que ne se multiplient câbles et cordons autour du PC, Intel commercialise depuis plusieurs mois une gamme de produits baptisée AnyPoint, disponible dans certaines agences France Telecom [entre 151 et 229 euros (990 et 1 500 francs)]. L'idée est de permettre à ceux qui possèdent au moins deux ordinateurs de créer un réseau local sans fil. A partir d'une seule connexion Internet, Anypoint branche donc simultanément à la Toile tous les ordinateurs de ce réseau. Autre avantage, les utilisateurs peuvent partager la même imprimante et s'échanger des fichiers numériques (audio, vidéo, texte). En fait, AnyPoint recrée à la maison les réseaux que l'on peut trouver dans le monde professionnel. Les fils en moins. En cours d'homologation en France, la deuxième version d'AnyPoint utilisera une technologie beaucoup plus rapide – 11 megabits/seconde, contre seulement 1,6 mb/s aujourd'hui. Il est toutefois possible d'avoir un avant-goût de cette liaison haut débit grâce au boîtier Gateway qui, une fois raccordé au modem ADSL, supprime le lien physique entre ce dernier et l'ordinateur dans un rayon de plusieurs dizaines de mètres. Ce produit Intel est déjà disponible chez Surcouf pour 200 euros (1 300 francs) environ.

Dans le grand chantier de la communication à distance, la norme Bluetooth promet également beaucoup. Mise au point et développée depuis 1999 par un consortium d'entreprises regroupant, entre autres, Nokia, Ericsson, Microsoft ou 3Com, Bluetooth est une technologie moyen débit (720 kbits/s), bon marché, et dont les ondes courtes agissent dans un rayon de 10 à 30

mètres. De petite taille, ses composants peuvent s'insérer dans des équipements fixes ou mobiles aussi variés qu'un ordinateur, un téléphone mobile, un assistant personnel ou appareil photo numérique. L'avantage de Bluetooth est de pouvoir faire communiquer tous ces éléments par simple liaison radio. Exemple, si votre Palm Pilot et votre PC sont équipés Bluetooth, ils se synchronisent instantanément dès que vous les mettez dans le même espace. L'inconvénient est que la norme est encore embryonnaire et que peu de produits sont disponibles.

Guillaume Fraissard  
Le Monde Interactif

« Le gros avantage du courant porteur est qu'il supprime les fils liés à la vidéo, au son ou à l'informatique pour n'en garder qu'un seul »

que aujourd'hui en misant sur des solutions censées faire communiquer l'ensemble de nos objets high-tech avec le moins de fils possible. Un pari qui se heurte encore à la présence d'un grand nombre de normes différentes (Bluetooth, courant porteur, Wi-Fi ou Home RF), souvent incompatibles entre elles et pas toujours au même stade de développement, donnant à ce marché plein de promesses une visibilité restreinte pour le grand public.

Toutefois Legrand, l'équipementier français spécialisé dans les appareillages électriques, vient de mettre sur le marché un serveur Internet domestique qui fait office d'interface entre les

## au service des handicapés

les produits adaptés de la domotique restent encore d'un coût trop élevé

Si, pour certains, la maison communicante est un lieu de loisirs et de confort, pour d'autres, elle est tout simplement une nécessité. La gestion automatisée et centralisée des appareils électroniques ou électriques d'un foyer peut, en effet, rendre de grands services aux personnes handicapées, physiques ou mentales. On comprend par exemple tout de suite l'utilité que peut revêtir l'ouverture automatique à distance d'un portail pour quelqu'un qui se déplace en fauteuil roulant. Idem pour la fermeture centralisée des volets roulants, la gestion du chauffage ou des éclairages à partir d'un interrupteur unique. Les systèmes d'alarme ou d'assistance reliés à des centraux téléphoniques spécialisés dans la surveillance ou l'aide médicale sont aussi très utilisés par les personnes à mobilité réduite. « Le contrôle de son environnement est quelque chose de particulièrement important pour la personne handicapée, estime Bruno de Latour, éditeur de Domotique News et président de l'Association pour les maisons du futur. C'est pour cela que la domotique s'intéresse depuis très longtemps à ces problèmes. Il y a d'ailleurs de plus en plus de sociétés qui travaillent sur ce secteur, notamment dans tout ce qui concerne le contrôle vocal ou oculaire des appareils. Malheureusement, il s'agit encore d'un marché restreint et les produits restent chers pour des personnes

qui ne disposent bien souvent, domotique ou pas, d'un gros budget. »

Bruno de Latour, alors consultant à la Commission européenne, a lui-même participé à la création de cinq logements équipés en domotique pour les athlètes engagés aux Jeux paralympiques de 1992 à Chambéry (Savoie). Aujourd'hui, d'autres villes se tournent vers la domotique pour faciliter la vie des personnes handicapées. A Garches (Hauts-de-Seine), par exemple, l'hôpital Raymond-Poincaré dispose d'une salle domotisée qui sert de laboratoire pour de futurs services d'aide aux malades. Claude Dumas, ergothérapeute : « En partenariat avec l'Inserm et l'Institut national des télécommunications (INT), nous travaillons à la mise en place et à l'élaboration de nouvelles interfaces multifonctionnelles qui permettront au handicapé de contrôler aussi bien des appareils domotiques que son fauteuil roulant. » De son côté, IBM s'est doté d'un laboratoire dédié à la recherche et à l'élaboration de matériels et de logiciels d'aide aux handicapés moteurs. Claviers ergonomiques, logiciels de reconnaissance ou de dictée vocale, sont les principaux produits élaborés dans cette unité. Des produits qui trouvent naturellement leur place au sein d'une maison communicante tournée vers la prise en charge du handicap.

G. Fd.

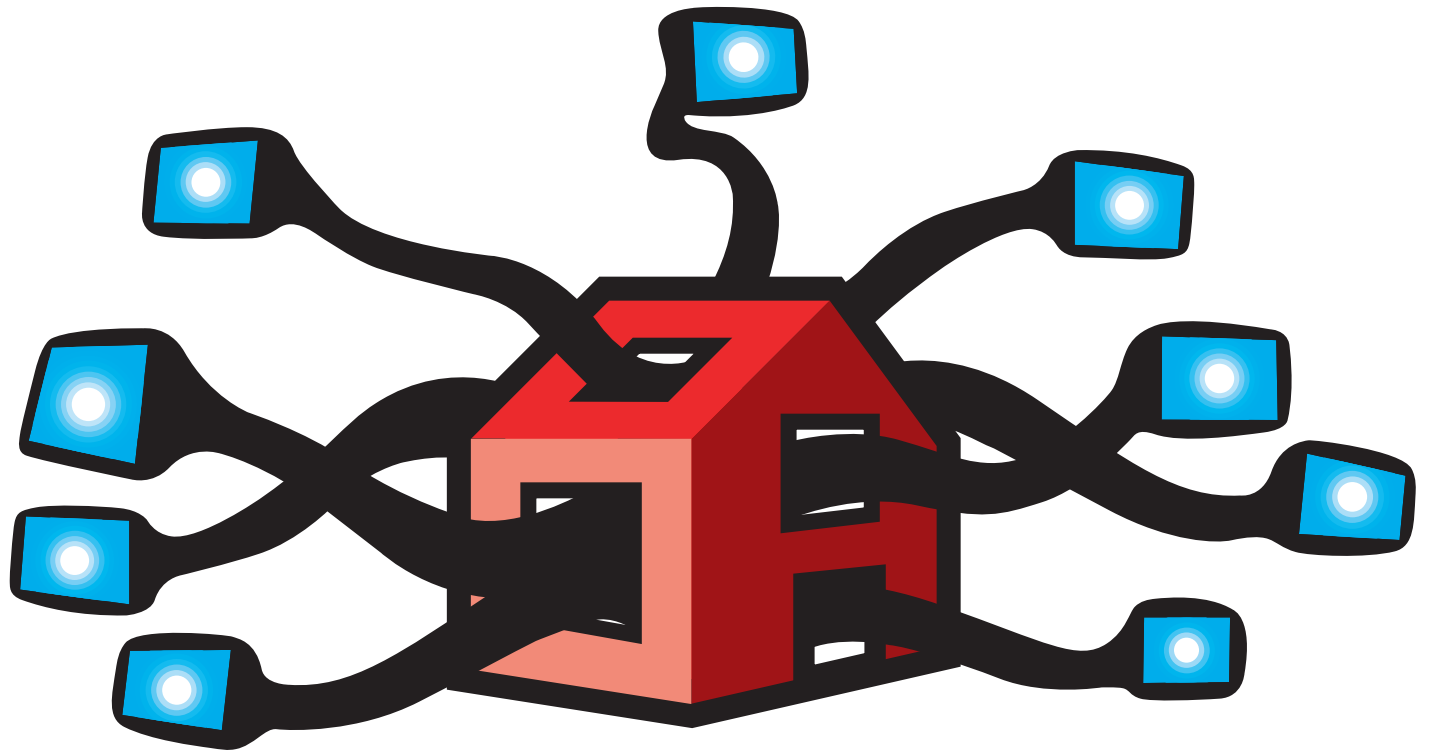
## la maison a dit

la maison consciente est encore de la science-fiction, mais pas tant que cela. Les chercheurs progressent dans la conception d'une habitation hantée par un système robotisé qui contrôlera tout, y compris ses habitants, leur santé, leur emploi du temps, leurs voisins, leurs amis... Il paraît que les humains du futur seront prêts à jouer à « Loft Story ». En vrai

# quand les murs auront des oreilles

depuis des décennies, les auteurs de science-fiction savent que la qualité essentielle du « robot-serviteur » idéal n'est ni sa force ni son habileté, mais son autonomie. A l'image d'un être vivant, il comprend spontanément ce qui se passe autour de lui, puis décide d'agir en conséquence, sans intervention extérieure. Aujourd'hui, les chercheurs américains chargés d'imaginer la « maison de l'avenir » ont pleinement intégré cette exigence : si ses habitants sont obligés d'apprendre à se servir de nouvelles machines compliquées, ils n'auront fait que remplacer une corvée par une autre. La maison-robot devra donc « comprendre » par elle-même les besoins et les désirs des humains sans qu'ils aient à les exprimer, et prendre l'initiative de les satisfaire sans attendre les ordres...

Un tel scénario suppose la présence dans la maison d'un système informatique central capable de gérer, via un réseau local, tous les appareils disséminés dans les différentes pièces. Cela ne pose pas de problème technique majeur, mais le vrai défi est ailleurs : pour pouvoir agir à bon escient, la maison doit savoir à tout moment ce qui se passe en son sein, en collectant des masses de données sur les acti-



tivités de ses habitants et en les interprétant en temps réel. Une équipe de recherche installée au Georgia Institute of Technology (Georgia Tech) d'Atlanta s'est lancée dans la construction d'une maison-laboratoire qui fonctionnera selon ce principe.

Plutôt que de l'appeler « maison intelligente » (Smart Home), Georgia Tech a préféré le terme plus nuancé, et peut-être plus ambitieux, de « maison consciente » (Aware Home). Les murs, sols, plafonds, meubles et appareils ménagers seront truffés de capteurs :

caméras, micros, détecteurs de mouvements, de chaleur, d'odeurs, de contact, de pression... La maison pourra ainsi localiser les humains présents dans chacune des pièces et surveiller leurs faits et gestes. Peu à peu, elle apprendra à les identifier, à reconnaître leurs habitudes, et modélisera leurs comportements individuels. Grâce à des logiciels de reconnaissance vocale et visuelle, elle saura si un habitant est fatigué ou affamé, et prendra les mesures qui s'imposent dans la cuisine et la salle de bains. Elle réglera l'éclairage selon les préférences de chacun, et lorsque plusieurs personnes seront dans la même pièce, elle calculera des compromis...

A terme, les chercheurs de Georgia Tech veulent que leur « maison consciente » soit capable de compléter ses connaissances en consultant les agendas électroniques des habitants et en surveillant leurs appels téléphoniques. Ainsi, les sorties, visites et rendez-vous seront pris en compte dans l'organisation de la journée. Les humains acceptant de fournir des renseignements encore plus intimes porteront à même la peau des ordinateurs miniatures (Wearable Computers) capables de mesurer leur pouls et leur tension artérielle ou d'analyser leur sueur. Une autre équipe de Georgia Tech a mis au point, pour l'armée américaine, un « T-shirt intelligent » destiné à surveiller à distance les fonctions vitales des soldats. Une version civile, par exemple pour les malades souhaitant rester chez eux tout en bénéficiant d'une surveillance médicale, pourrait être fabriquée sans difficulté.

La maison dialoguera aussi avec ses habitants de façon plus classique. Si elle veut transmettre un message (« La pièce se refroidit, dois-je augmenter le chauffage ? »), elle posera la question en langage humain, à l'aide d'un logiciel de synthèse vocale, ou en l'écrivant sur l'un des écrans plats accrochés aux murs. De même, il est prévu que les humains s'adressent à elle directement : « Maison, où sont mes clés de voiture ? » Comme tous les objets, le trousseau de clés sera équipé d'un mini-émetteur signalant sa présence. Même s'il a été emporté par un autre habitant, la maison le saura car, partout où ils passent, les gens et les choses laissent une « empreinte numérique ». Autre question imaginée par les chercheurs : « J'ai été interrompu, je ne sais plus où j'en suis dans la préparation de ma tarte aux pommes. » Dans ce cas, la maison se contentera de montrer sur l'écran de la cuisine les images des derniers gestes effectués par le cuisinier avant d'être dérangé...

La maison pourra gérer aussi les conversations entre humains, grâce à son système de sonorisation : on se parlera sans élever la voix de la cave au grenier. Dans un scénario extrême, l'ordinateur décidera qu'un habitant en train de faire la sieste est disponible pour une conversation importante, mais ne doit pas être dérangé s'il s'agit d'un sujet futile.

L'étape suivante consistera naturellement à interconnecter plusieurs « maisons conscientes », proches ou lointaines, habitées par les membres d'une même famille ou

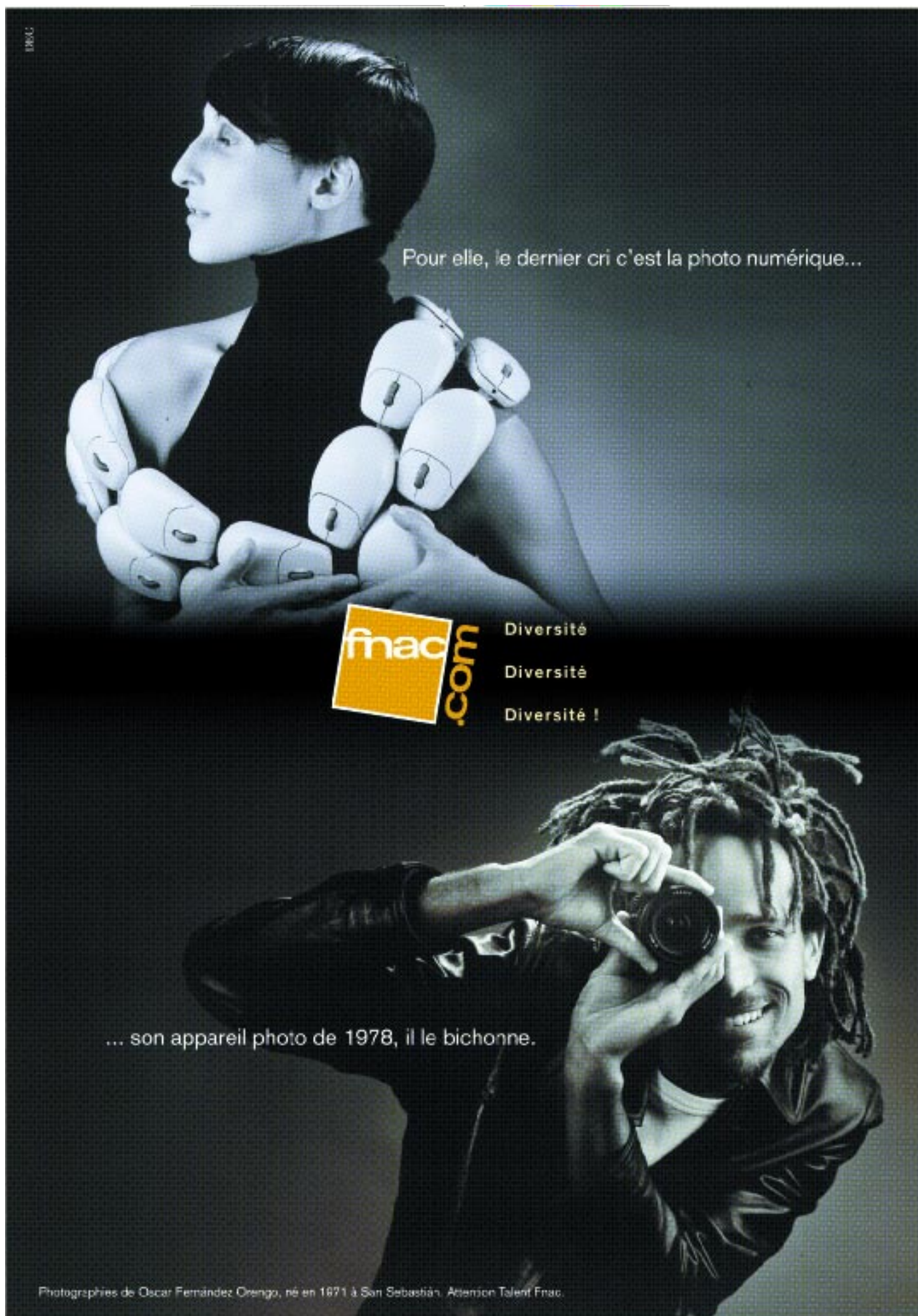
par des groupes d'amis. Georgia Tech est en train de construire un système transitoire baptisé « portrait numérique ». Dans un premier temps, la maison numéro deux collecte toutes les données disponibles sur un habitant concernant sa santé, ses relations sociales et son niveau d'activité. Puis elle les transmet vers la maison numéro deux, où elles sont visualisées en temps réel grâce à un jeu d'icônes s'affichant sur un écran spécial. Ainsi, les habitants de la seconde maison voient d'un seul coup d'œil si la personne surveillée se porte bien, travaille, reçoit des visites...

A terme, l'objectif est de réaliser la fusion virtuelle des maisons interconnectées. Depuis sa cuisine, un habitant parlera indifféremment à sa femme au premier étage, à un ami dans la maison voisine et à son fils vivant à l'autre bout du pays. Chacun verra et entendra en temps réel tout ce qui se passe dans les autres maisons. Diverses

Comme tous les objets, le trousseau de clés sera équipé d'un mini-émetteur signalant sa présence. Même s'il a été emporté par un autre habitant, la maison le saura car, partout où ils passent, les gens et les choses laissent une empreinte numérique

expériences, menées sur Internet par des groupes de scientifiques et d'artistes, suggèrent qu'il ne s'agira plus de faciliter la vie quotidienne, mais de la transformer en profondeur, car cette mise en réseau intégrale entraîne une abolition pure et simple de la vie privée. Le transfert massif de données confidentielles pose des problèmes inédits, que les scientifiques semblent minimiser. Beaucoup semblent convaincus que les hommes du futur accepteront naturellement cette nouvelle transparence. Certains imaginent l'avènement d'un mode de vie plus convivial et plus vertueux, d'où le mensonge serait aboli en même temps que l'intimité, et où les solidarités familiales ou « tribales » seraient renforcées. D'autres proposent des mécanismes de régulation, toujours à haute teneur technologique. L'équipe de Georgia Tech travaille sur un projet baptisé Miroirs : grâce à un tableau de bord, chaque habitant contrôlera le flux de ses données personnelles. Il connaîtra l'identité de ceux qui sont en train de le regarder et de l'écouter, et saura quel type d'information ils cherchent à obtenir. Ainsi, un nouvel équilibre naîtrait peu à peu de ce jeu infini de regards croisés.

Yves Eudes



Pour elle, le dernier cri c'est la photo numérique...

fnac.com

Diversité  
Diversité  
Diversité !

... son appareil photo de 1978, il le bichonne.